

KRISTO FRASHËRI

HISTOIRE D'ALBANIE

(BREF APERÇU)

Δημόσια Κεντρική Βιβλιοθήκη Κόνιτσας

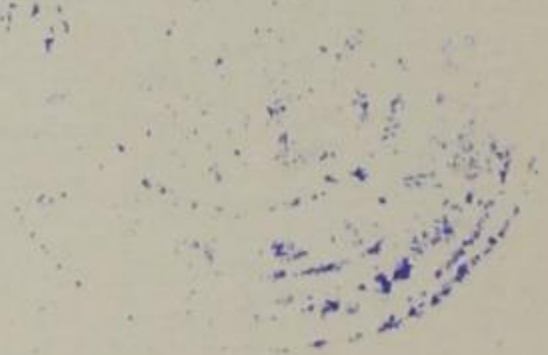
EOD

TIRANA 1964

7/1

Δημόσια Κεντρική Βιβλιοθήκη Κόνιτσας

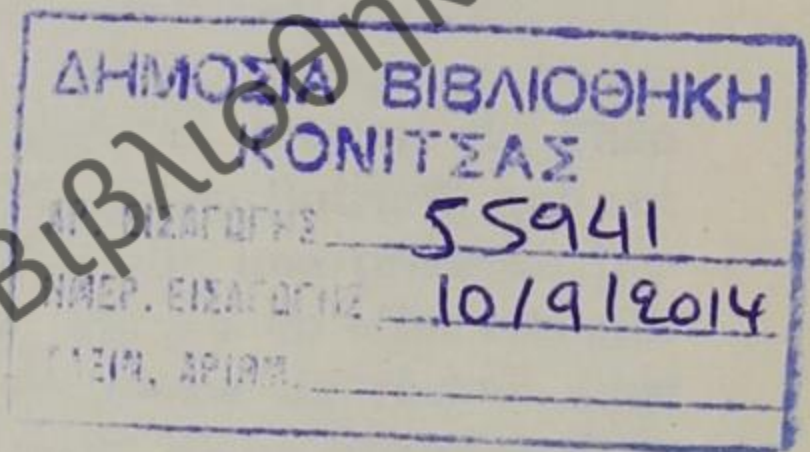
ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ
ΥΠΟΥΡΓΕΙΟ ΠΑΙΔΕΙΑΣ, ΕΡΕΥΝΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
ΙΝΣΤΙΤΟΥΤΟ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ ΥΠΟΛΟΓΙΣΤΩΝ ΚΑΙ ΕΚΔΟΣΕΩΝ ΔΙΔΑΚΤΙΚΩΝ ΒΙΒΛΙΩΝ (ΙΤΥΣΣΕ)



Kristo Frashëri

HISTOIRE D'ALBANIE

(Bref Aperçu)



* ΣΥΛΛΟΓΗ *
ΕΥΑΓΓΕΛΟΥ ΠΡΙΩΝΗ
ΔΩΡΕΑ ΑΠΟ ΤΟ ΣΥΛΛΟΓΟ
ΚΑΣΤΑΝΙΑΝΗΣ ΠΩΓΩΝΙΟΥ

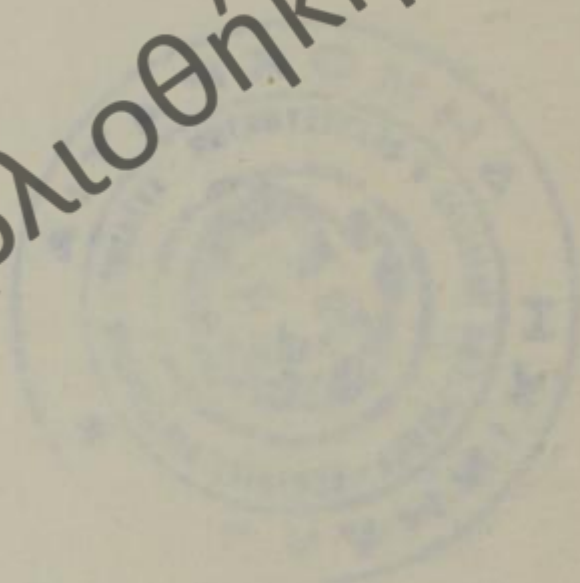
TIRANA 1964

Κατά Εξουσίαν

HISTOIRE D'ALBANYE

(de France)

ΕΠΙΣΤΗΜΟΝΙΚΟ ΚΕΝΤΡΟ
ΕΡΕΥΝΑΣ
1972
1011111



Εθνική Κεντρική Βιβλιοθήκη Κόνιτσα

* ΖΥΛΛΟΝ
 ΕΥΑΓΓΕΛΙΟΝ ΒΡΕΙΤΑΝΩΝ
 ΑΡΧΕΣ ΑΠΟ ΤΟ ΖΥΛΛΟΝ
 ΚΑΙΤΑΡΙΑΝΣ ΡΟΤΟΥΙΟΥ

THANA 181



L'ALBANIE PREHISTORIQUE

Les plus anciens vestiges de l'homme connus à ce jour sur le sol de l'Albanie actuelle, remontent à la fin du paléolithique moyen. Des débris d'outils primitifs en silex et en jaspe, des lames et râcloirs de facture grossière et des éclats épars, provenant sans doute du façonnement de ces objets, ont été découverts en 1938 aux abords du village de Xarre, à huit kilomètres de Butrinti, à l'extrémité méridionale du pays.

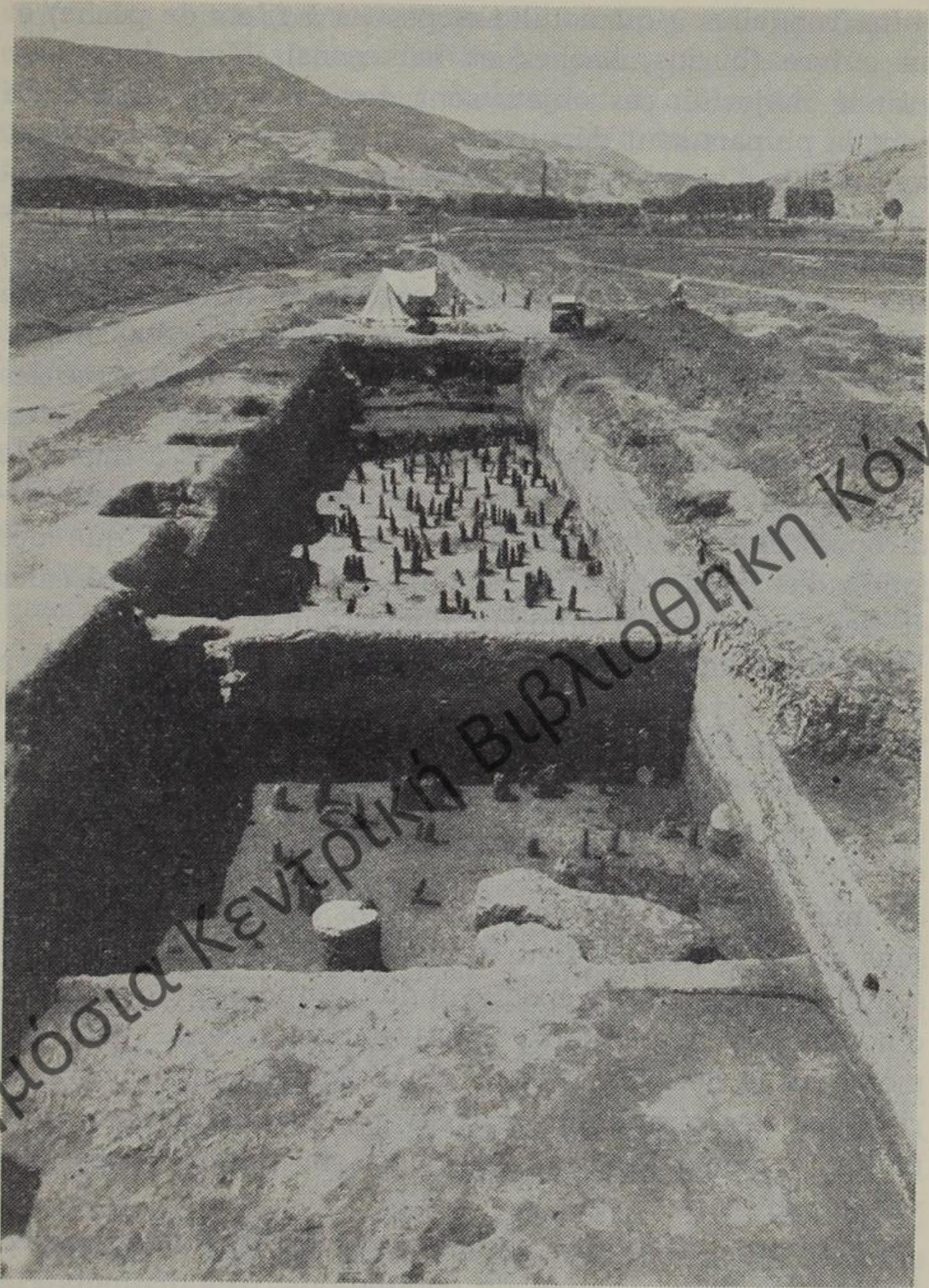
On a retrouvé également au même endroit des restes appartenant au paléolithique supérieur — des râcloirs typiques à "museau" et quelques lames taillées au burin. Ce sont les fouilles effectuées dans la caverne de Shën Marine, située elle aussi au voisinage de Butrinti, qui ont apporté le plus de renseignements sur une présence humaine à cette époque en Albanie. On y a en effet recueilli un morceau de silex façonné en forme de râcloir ainsi qu'une lame ébréchée en jaspe près d'une quantité d'ossements fossilisés parmi lesquels on distingue les dents et l'extrémité d'un humérus de chèvre sauvage (*capra ibex*). Des fragments de lames en os et d'outils en pierre taillée trouvés au cours des travaux de la construction d'une route au pied du mont Dajti, aux alentours de Tirana, appartiennent à la même époque de la préhistoire.

Les matériaux remontant au néolithique sont eux aussi très fragmentaires et n'ont été mis au jour que fortuitement. Ce sont principalement des massues et des haches de pierre trouvées en divers points du pays — entre autres à Gruemire (Shkodra), Dushan (Dukagjin), Nepravishta (Gjirokaster), Finiq (Delvina) et Butrinti, et qui se rattachent toutes au néolithique supérieur, certaines même peut-être à l'époque énéolithique.

Avant la seconde guerre mondiale, la société humaine de l'énéolithique, telle qu'elle devait exister sur le territoire de l'Albanie actuelle, ne nous était connue que de façon superficielle et incertaine par des matériaux découverts à Velçe, dans la région de Vlora. Les fragments de céramique récupérés dans cette station archéologique peuvent être divisés en deux groupes: les *céramiques peintes* dont les motifs décoratifs angulaires se composent de lignes droites généralement de couleur rouge, grise, marron foncé et noire; et les *céramiques achromes incisées*, décorées le plus souvent de lignes ondulées et en spirales, dessinées au trait. Dans ces dernières années au contraire, les objets de valeur exhumés par des archéologues albanais dans le site archéologique de Maliq, dans la région de Korça, station d'un grand intérêt pour la préhistoire dans les Balkans, nous ont permis de jeter un jour nouveau sur la société de cette époque.

A Maliq, les premiers objets furent mis au jour au cours de travaux de bonification de la zone, comportant l'assèchement du lac de même nom. Ce n'est qu'en 1961 que les archéologues albanais entreprirent dans le même secteur des fouilles méthodiques encore en cours aujourd'hui. Les nombreux objets récupérés, dont certains ne sont pas encore exposés, sont conservés au Musée Archéologique et Ethnographique de Tirana. Selon des communications préliminaires faites par les savants qui se consacrent à ces travaux, les fouilles effectuées jusqu'à quatre mètres de profondeur, ont fait apparaître dans la partie inférieure du sol alluvionnaire, deux couches reflétant deux civilisations dont les traits diffèrent sensiblement l'une de l'autre et qui appartiennent toutes les deux à l'époque énéolithique (troisième millénaire avant notre ère), alors que dans la partie la moins profonde, les travaux ont mis au jour un centre habité de l'âge du bronze (deuxième millénaire avant notre ère).

Les couches inférieures qui correspondent à l'énéolithique ont révélé des outils en pierre (marteaux, haches, maillets, meules), en silex (couteaux, râcloirs), en corne (houes



Les fouilles de Maliq, habitat préhistorique de l'époque
énéolithique et de celle du bronze. Un aspect des matériaux
mis au jour au cours des travaux effectués
dans les années 1961-1963.

et marteaux), en os (alènes et pointes de lance), en terre cuite (rondelles à quenouille et pesons à filets de pêche) et en cuivre (burins, haches et hameçons). Mais dans leur grande majorité, ces objets sont des vases de terre cuite dont la plupart sont dépourvus d'anses, alors que les autres sont munis d'anses verticales atteignant les bords. Ici comme à Velçe, beaucoup de ces vases peints sont décorés d'ornements reproduisant des motifs linéaires et géométriques, alors que les autres, incisés, sont ornés de fossettes, de cannelures et des bas-reliefs de conception assez simple. C'est dans les couches inférieures que l'on a retrouvé les traces d'habitations sur pilotis, vestiges de cités lacustres, et non loin d'elles celles de maisons construites à même le sol. On a également trouvé des figures plastiques anthropomorphes et zoomorphes, des colliers, ainsi que des jouets d'enfants, et, parmi ces objets, des graines de céréales et des ossements d'animaux domestiques.

Les matériaux dégagés des couches inférieures du sol, à Maliq, nous reflètent avec des traits plus prononcés qu'à Velçe, deux civilisations diverses de l'énéolithique. De ces deux cultures, l'une, sans doute la plus ancienne, puisqu'on en retrouve les traces dans les couches les plus profondes du sol, est représentée en premier lieu par des objets de céramique peinte, par des habitations sur pilotis, des vases sans anses et par les figures plastiques se rattachant vraisemblablement à cette époque et qui reproduisent des formes d'hommes ou d'animaux. L'autre, plus récente, peut-être même de la dernière période de l'énéolithique, est caractérisée par des céramiques gravées, par des habitations construites à même le sol et non plus sur pilotis, et par des vases à anses verticales.

Ces deux différentes civilisations correspondent respectivement à deux groupes de populations, très distincts l'un de l'autre du point de vue ethnique et linguistique, et cette correspondance paraît également vérifiée par les conclusions auxquelles ont abouti par d'autres voies plusieurs éminents philologues.

Le fait que le type de céramique peinte trouvée à Maliq et à Velçe soit largement répandu à cette époque non seulement dans les Balkans (particulièrement en Thessalie, en Macédoine et en Bulgarie), mais aussi dans tout le bassin méditerranéen jusqu'en Ukraine (civilisation de Tripoli) ferait croire à la présence sur le sol d'Albanie, au début et au milieu de la période néolithique, d'une population se rattachant, quant à son origine ethnique et linguistique, à la souche *méditerranéenne*. Peut-être est-ce même dans cette population qu'il faut rechercher l'origine des éléments linguistiques du groupe méditerranéen, hérités par la langue albanaise, elle-même membre de la grande famille indo-européenne. Tels entre autres, les mots *mal* (montagne), *hardhi* (vigne), *shege* (grenade), *shkabe* (aigle), *bisht* (queue) et les noms de lieu *Buna*, *Nish*, *Ishem* (dans l'antiquité Barbanna, Naissus, Asimos), les nombres *njezet* (vingt), *dyzet* (quarante), vestiges du système de numération ventésimale en usage avant l'apparition des peuples indo-européens, et les suffixes *-ssa*, *-ua*, *-anna*, *-nt*, etc.

En revanche, les objets de terre cuite incisés apparus en ces mêmes lieux, et qui présentent de nombreuses affinités avec la céramique gravée découverte en Thessalie, en Macédoine et en Serbie, et plus généralement avec la poterie des régions danubiennes, rendent vraisemblable l'existence d'une population de souche indo-européenne, ignorant la céramique peinte, et qui, croit-on, après être descendue de l'Europe centrale ou même septentrionale dans les Balkans vers la fin de l'énéolithique, se serait mêlée aux populations méditerranéennes plus anciennes. Il ne serait pas surprenant que cette population ne fût autre que celle que les savants ont qualifiée de *proto-indo-européenne* ou *indo-européenne pré-hellène*, certains même de *proto-illyrienne*, et dont on a lieu de penser qu'elle s'était établie dans les Balkans avant la migration des Hellènes. Pour des motifs purement pratiques, certains érudits la désignent sous le nom de *Pélasges*, sur lesquels les auteurs antiques nous ont transmis une foule de légendes. Les indications qu'ils ont laissées sont cependant confuses et contradictoires. Héro-

dote notamment nous rapporte qu'il a rencontré les traces des populations établies dans le pays avant les Grecs — des Pélasges — en Epire (appellation géographique s'appliquant aux régions du sud de l'Albanie actuelle) et qu'elles y seraient venues de la Thessalie limitrophe. Strabon lui, se référant à Ephore, Hésiode, Eschyle et Euripide, affirme que les Pélasges auraient eu pour premier habitat l'Arcadie et que, de là, ils auraient émigré en Epire ainsi qu'en Thessalie, à Crète, à Lesbos et en Troade. Selon maints philologues des éléments de cette langue indo-européenne se retrouvent dans l'albanais.

Néanmoins il n'est pas encore irréfutablement démontré que les deux cultures dont les caractéristiques apparaissent de façon particulièrement marquante dans les céramiques retrouvées à Maliq, à Velçe et en d'autres points du territoire d'Albanie, soient le fait, la première, d'une population "méditerranéenne", la seconde d'un groupement humain "proto-indo-européen" (pélasgien).

Sans préjuger du problème que pose la détermination des caractéristiques ethniques des hommes ayant vécu sur l'emplacement du centre archéologique actuel de Maliq, on est tout de même en mesure de tirer certaines conclusions d'un intérêt particulier quant au degré de développement économique et social des habitants de ces lieux à une période préhistorique qui nous était presque totalement inconnue jusqu'à ce jour. La grande quantité d'objets trouvés dans un espace réduit, semble prouver que, dans cette zone du moins, la population au cours du troisième millénaire avant notre ère était sédentaire et relativement dense. Les hommes pratiquaient la chasse mais les ossements d'animaux domestiques exhumés démontrent qu'ils connaissaient l'élevage. Les outils primitifs à creuser, les houes en corne, les tamis de terre cuite, les meules de pierre et les graines même de céréales indiquent qu'ils faisaient leurs premiers pas en agriculture. Ils pratiquaient également la pêche au filet et à l'hameçon comme en témoignent les hameçons de corne, puis de cuivre, ainsi que les pesons de filets à pêche en terre cuite découverts dans ce centre. Les

aiguilles en os, les alènes en corne et les rondelles à quenouille en terre cuite, laissent entendre que la filature et le tissage leur étaient familiers. Les maisons sur pilotis prouvent qu'ils pratiquaient la navigation. Les vases de bonne facture et à la surface soigneusement polie dénotent une certaine maîtrise dans l'art de la céramique, maîtrise confirmée par les ornements qui les agrémentent et qui représentent les créations les plus anciennes d'art décoratif, retrouvées jusqu'à présent en Albanie. Les représentations modelées d'hommes et d'animaux peuvent être attribuées à la pratique d'un culte polythéiste. Le genre des outils, l'uniformité des ornements et celle des jouets d'enfants prouvent enfin qu'au cours du troisième millénaire avant notre ère, les hommes, aussi bien ceux de la plus ancienne que ceux de la plus récente de ces civilisations, menaient une vie collective et qu'il n'existait au sein de ces sociétés aucune différenciation sociale. Sur l'âge du bronze également (deuxième millénaire avant notre ère), nos connaissances furent longtemps assez pauvres. Avant la seconde guerre mondiale, l'attention des archéologues avait été attirée par deux types de hache, le premier qualifié par eux de "*dalmato-albanais*", l'autre de "*scutarin*" (Shkodra). On a lieu de croire que ces haches, qui présentent des différences typologiques avec celles qui ont été retrouvées dans les régions avoisinantes, furent fabriquées sur le sol d'Albanie, thèse que semble confirmer une hache mal ébauchée et à peine dégrossie qu'on a retrouvée à proximité de Shkodra. Aujourd'hui au contraire, nos connaissances concernant cette époque se sont considérablement accrues, les fouilles effectuées ces dernières années par les archéologues albanais ayant donné d'importants résultats, notamment à Maliq, Pazhok (Elbasan) et Gajtan (Shkodra).

Parmi les matériaux récupérés à Maliq, ceux qui furent dégagés au-dessus de la couche énéolithique appartiennent au début de l'âge du bronze et ne manquent pas d'intérêt pour ce qui est de la céramique surtout. Plus on remonte à la surface et moins l'on rencontre de vases peints aux perforations caractéristiques latérales, qui vont jusqu'à

disparaître entièrement dans la couche supérieure. On y trouve en revanche de plus en plus fréquemment dans le même ordre de profondeur des vases incisés aux anses verticales dont la forme et les ornements sont analogues à ceux de la couche inférieure énéolithique. On a pu déceler dans cette même couche des traces de maisons construites à même le sol et de foyers. Ces matériaux, par l'analogie qu'ils présentent dans leur composition et dans leur facture avec ceux de la couche inférieure, attestent que ces lieux étaient habités à cette époque par la même population proto-indo-européenne (pélasgienne) qui y avait vécu au cours de la période antérieure.

Dans la plaine de Pazhok, à environ 25 kilomètres au sud-ouest d'Elbasan, les archéologues albanais entreprirent en 1960 le déblaiement de 25 tumuli disséminés entre un marécage et le Devolli, le fleuve même qui traverse le lac de Maliq. Ces travaux ont fait apparaître certains éléments caractéristiques inconnus jusqu'alors dans la construction des tombeaux et l'érection des tumuli ainsi que d'intéressants matériaux constitués par les objets familiers du défunt placés près du corps — armes en bronze (couteaux, poignards, épées, pointes de lance), une parure féminine en or en forme de spirale, une pointe de flèche en silex, plusieurs vases de terre cuite, dont certains, par leur type, semblent provenir des îles de la mer Egée, alors que d'autres paraissent fabriqués sur place dans le style créto-mycénien et d'autres enfin se conforment, quant à leur facture, à la tradition transmise par l'énéolithique. Ces objets, qui ont vraisemblablement tous appartenu à la même population, datent pour la plupart d'une époque plus récente que ceux retrouvés à Maliq et plus exactement des siècles déjà avancés de l'âge du bronze, quelques-uns du milieu du second millénaire avant notre ère.

Les débris mis au jour par les fouilles effectuées de 1961 à 1963 au village de Gajtan, à 5 kilomètres environ à l'est de Shkodra, appartiennent à une époque encore plus proche. Les objets dégagés dans les couches les plus profondes remontent à la fin de l'âge du bronze et au début de l'âge

du fer, ceux de la couche supérieure, encore plus récente, à l'occupation romaine du pays (III^{ème} siècle avant notre ère). On retrouve ici les traces d'une forteresse, qui avec celles de Dorze, de Shkodra et de Marshej, constitue un des plus anciens lieux fortifiés d'habitation illyriens dont les vestiges aient été découverts jusqu'à ce jour en Albanie. Des fragments de poterie qui semblent appartenir aux origines de l'âge du fer (début du premier millénaire avant notre ère) présentent une analogie frappante dans les motifs décoratifs surtout (ornements incisés de forme géométrique) avec la céramique gravée recueillie à Maliq. Cette analogie semble indiquer que depuis la fin de l'énéolithique jusqu'à cette dernière époque, la même manière dans le travail de ces objets a été retransmise de génération en génération sans discontinuité, ce qui confirmerait en conséquence la présence ininterrompue sur ces territoires d'une population de même souche, population que les auteurs grecs ne désignent maintenant plus sous le nom de Pélasges mais sous celui d'Illyriens.

LES ILLYRIENS

A l'âge du bronze et au début de l'âge du fer, les Illyriens, selon une opinion qui prévaut chez les historiens, auraient vécu en Europe centrale. D'après un bon nombre d'archéologues, les civilisations d'Augnetitz, de Lausitz et de Hallstadt, découvertes en Autriche, représentent respectivement, les deux premières, les civilisations illyriennes du milieu et de la fin de l'âge du bronze, la troisième, celle du début de l'âge du fer. Toujours selon les spécialistes de ces questions, au cours des migrations des populations indo-européennes qui se produisirent durant le second millénaire avant notre ère, après les Hellènes qui s'établirent au nord des Balkans et les Thraces qui se déployèrent plus au nord que ces derniers, des masses considérables d'Illyriens seraient descendues dans ces régions au cours de la période comprise entre la fin de l'âge du bronze et le



Vases caractéristiques illyriens du premier millénaire avant notre ère.

début de l'époque du fer. A l'issue de ces migrations, les nouvelles populations illyriennes se seraient répandues sur tout l'Ouest des Balkans, à peu de chose près sur les territoires de l'Albanie et de la Yougoslavie actuelle, et se seraient fondues avec les populations très similaires à elles, antérieurement installées dans ces contrées, "*proto-indo-européenne*" ou "*pélasgienne*" ou bien encore "*proto-illyrienne*". Ces circonstances pourraient expliquer la similitude de la civilisation matérielle des Illyriens nouvellement établis dans les Balkans avec la civilisation découverte à Maliq et à Pazhok d'une part et avec celle de Lausitz et de Hallstadt de l'autre. Des Balkans, certaines tribus illyriennes (les Mésapes et les Yapyges entre autres) auraient franchi l'Adriatique, en s'embarquant probable-

ment du littoral de l'Albanie d'aujourd'hui et se seraient fixées en Italie du Sud où elles auraient été absorbées à la longue sous le rouleau assimilateur romain. Selon les plus anciens auteurs grecs (Homère, Hésiode, Skylax, Hérodote, Hécatée, Thucydide, etc.), les Illyriens vivaient divisés en tribus. Les écrivains romains de l'antiquité, Pomponius Méla et Pline l'Ancien, semblent faire une distinction entre les Illyriens du Nord et ceux du Sud. Ces derniers sont selon eux "les seuls Illyriens dans la véritable acception du terme" (*Illyrii proprie dicti*). Par les textes antiques et les inscriptions retrouvées sur les lieux habités par les Illyriens nous sommes en connaissance de quantité de noms de tribus plus ou moins importantes. Nous savons ainsi que les tribus des *Enchéleiens*, des *Ardiéens*, des *Taulantiens*, des *Dardaniens*, des *Parthénins*, des *Atintans*, des *Pirustes*, des *Labéates*, des *Chaons*, des *Thesprotes* et des *Molossiens* étaient fixées en Illyrie du Sud, alors que les *Liburnes*, les *Japodes*, les *Dalmates*, les *Désidiates* et les *Antariates* vivaient en Illyrie du Nord. Les Illyriens s'appelaient eux-mêmes du nom de leur tribu. La dénomination collective d'Illyriens et celle d'Illyrie pour tout le pays, ne leur furent données que par les étrangers et en premier lieu par les Grecs et les Romains. Seules les régions s'étendant au sud de la Viosa jusqu'au golfe d'Ambracie (Arta), régions où étaient établies de nombreuses tribus illyriennes et notamment les Chaoniens, les Thesprotes et les Molosses furent appelées Epire, ce qui veut dire en grec "terre continentale". Les habitants des Iles Ioniennes lui donnèrent ce nom afin de distinguer leurs terres insulaires du continent qui leur faisait face.

Les Illyriens parlaient leur propre langue, l'illyrien dont on n'a découvert aucun texte jusqu'à présent. On ne connaît de cette langue que certains mots rapportés par les auteurs antiques, quelques rares inscriptions gravées et, en assez grand nombre, des noms de personne, de lieu et de cours d'eau. Elle formait une branche à part de la famille ethnique et linguistique indo-européenne et s'apparentait beaucoup à la langue des Thraces.

L'étude des matériaux dont on dispose sur l'illyrien a fait aboutir depuis longtemps à la conclusion que l'héritière directe de cette langue est l'albanais actuel. On peut aisément déduire le sens de mots et de noms propres illyriens en les confrontant avec les vocables albanais qui leur correspondent. En voici quelques exemples: "bile" = *bile*, *bije* (la fille), "brention" = *brini* (la corne), "barka" *barku* (le ventre), "bauria" = *burri* (l'homme), le nom de la tribu "Delmat", en albanais *delme*, *dele* (brebis), "Dardan" en albanais *dardhe* (poirier), le nom de lieu "Dimalum" en albanais *dy-male* (deux monts), le nom d'homme "Bardus" en albanais *bardhe*, "Bardylis" en albanais *bardh-ylli* (étoile blanche). Le rapport de filiation entre l'albanais et l'illyrien est également confirmé par d'autres éléments philologiques. De plus, les savants déclarent que de nombreux traits communs relevés dans la civilisation matérielle et spirituelle de ces peuples illustrent l'existence de cette parenté.

Dans la mer ethnique illyrienne, on rencontre çà et là des îlots thraces remontant peut-être à l'époque de la migration des Thraces. C'est vraisemblablement à l'existence de ces îlots que doivent leur provenance les mots d'origine thrace que l'on trouve dans l'albanais. Ces mots ont induit certains linguistes à considérer le thrace comme la langue-mère dont dériverait l'albanais. Mais l'origine de ces vocables s'explique en partie par les rapports de voisinage des Illyriens et des Thraces, et cela d'autant plus que dans certaines régions limitrophes ces deux groupements formaient une espèce de symbiose. D'autres érudits s'expriment en faveur d'une solution intermédiaire, selon laquelle la langue albanaise aurait été engendrée par l'union hybride de l'illyrien et du thrace. Quoiqu'il en soit, les matériaux linguistiques, on le sait, sont insuffisants à eux seuls pour trancher le problème de la genèse d'un peuple. On se doit néanmoins de constater que les données archéologiques, ethnographiques et historiques étayent de façon très convaincante l'hypothèse de la succession illyro-albanaise sans discontinuité.



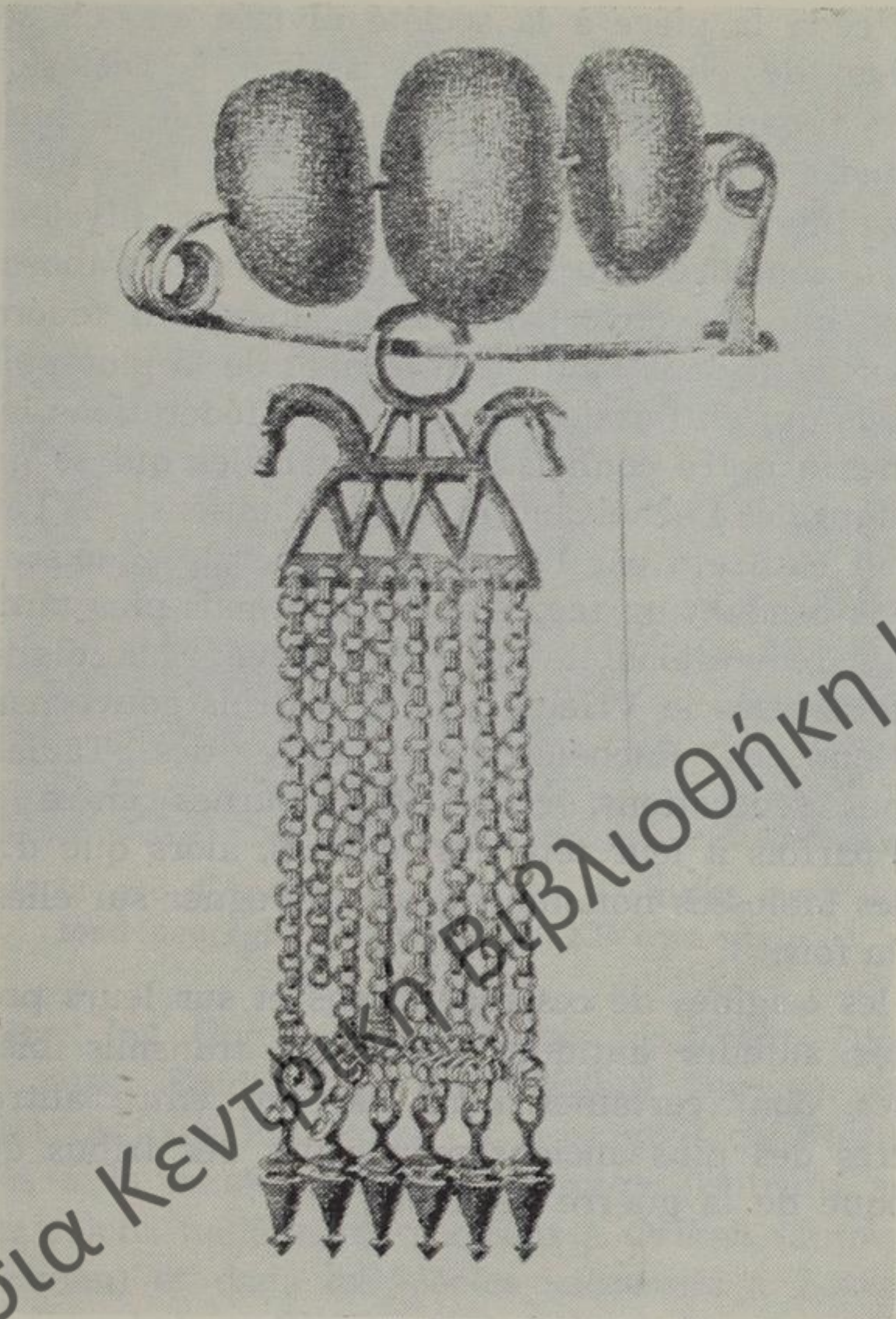
Haches de bronze de type dalmato-albanais.

Les premiers Illyriens descendus dans les Balkans apportèrent avec eux la civilisation de l'âge du bronze. Ce n'est qu'après un certain temps, vers le début du premier millénaire avant notre ère, lorsqu'ils furent fixés dans leurs nouvelles demeures, qu'ils apprirent à se servir du fer. Les tribus illyriennes qui s'établirent plus tard dans la péninsule amenèrent, elles, des lieux qu'elles venaient de quitter, la civilisation de l'âge du fer, comme le prouvent les découvertes faites dans la ville de Hallstadt, en Autriche.

Les premières sources écrites dont nous disposons sur les Illyriens ne remontant qu'aux VII^{ème} et VI^{ème} siècles avant notre ère, nous ne connaissons la société illyrienne dans les premiers siècles de son histoire dans les Balkans que par les matériaux retrouvés dans certains centres habités et dans un assez grand nombre de tumuli de cette

époque. Ces connaissances se sont accrues récemment grâce aux résultats des fouilles effectuées ces dernières années par les archéologues albanais. Les pioches, les haches, les faucilles en fer trouvées en d'anciens centres habités par les Illyriens attestent un niveau déjà plus avancé de l'agriculture. De nombreuses cultures leur étaient familières et notamment des céréales comme le blé, l'orge, le millet; des arbres fruitiers comme le pommier et la vigne; des légumes comme la fève et le pois. Leur plus grande ressource consistait cependant dans leur activité pastorale. Les pioches, les haches, les marteaux, les lances, les boucliers, les couteaux, les chaînes, les clous et autres instruments en bronze et en fer, les fibules, les bagues, les bracelets, les anneaux, les plaques et beaucoup d'autres ornements en or et en argent, qui sont exposés au Musée Archéologique de Tirana, témoignent du niveau relativement avancé de l'artisanat chez les Illyriens. En céramique, ils faisaient usage du tour à main au moyen duquel ils fabriquaient des vases en série. Les Illyriens du littoral étaient d'audacieux navigateurs. Leur passage en masse en Italie prouve qu'ils disposaient de bonne heure de grands navires qui les mettaient en mesure de parcourir librement l'Adriatique. L'incursion à laquelle se livrèrent sur Corfou au VIIème siècle avant notre ère, les navigateurs liburnes venus du Nord de la Dalmatie semblent indiquer qu'ils possédaient aussi des embarcations légères et rapides. Les Illyriens vivaient dans des citadelles fortifiées. Les traces de telles citadelles construites en gros blocs de pierre assemblés, sans ciment, ont été retrouvées ces dernières années par les archéologues albanais en divers points du territoire d'Albanie. Avant même le VIème siècle, les Illyriens avaient noué des échanges avec des pays étrangers. Il ressort des matériaux apparus que ces échanges se faisaient avec diverses régions du bassin Méditerranéen et en premier lieu avec les cités grecques et italiennes.

L'accroissement des forces de production, conséquence de la mise en usage de nouveaux outils en bronze et en fer, provoqua la désagrégation de la commune primitive.



Parure féminine.

Ce développement engendra au sein de la commune une nouvelle forme de rapports, la propriété privée, laquelle, à son tour, allait déclencher le processus de différenciation sociale. Cette différenciation se constate dans la quantité et la variété des mobiliers funéraires qui entourent le défunt dans les tumuli. Certaines tombes sont richement garnies alors que d'autres dénotent une extrême pauvreté. Au terme de ce processus, la communauté primitive, désa-

grége, céda la place à la société divisée en classes. A l'intérieur de chaque tribu on assiste à l'éclosion des premiers organismes d'Etat. Dans la double intention de se défendre contre les attaques de tribus plus puissantes et d'assaillir les plus riches, certaines tribus illyriennes se mirent à conclure entre elles des alliances d'abord temporaires, qui se convertirent à la longue en fédérations. Elles portaient dans l'antiquité le nom de la plus puissante des tribus qui en faisaient partie. Les fédérations les plus anciennes à notre connaissance sont celles qui se groupèrent autour des Enchéléiens et des Taulantiens. A l'origine, leur chef était élu par l'assemblée générale et exerçait ses fonctions pendant un temps déterminé mais plus tard, dans certaines fédérations, le chef fut élevé à la dignité de monarque. Dès le VIIème siècle, des rois gouvernaient la fédération des Enchéléiens et celle des Taulantiens. Certaines fédérations, celle des Liburnes entre autres, eurent parfois à leur tête des femmes, alors que d'autres, celle des Molosses notamment, virent régner sur elles deux rois à la fois.

Sur les origines de ces fédérations et sur leurs premiers rois, les auteurs antiques nous ont transmis bien des légendes, dont certaines nous narrent, entre autres, les aventures des plus anciens monarques des tribus épirotes à l'époque de la guerre de Troie.

LES COLONIES GRECQUES

Les colonies grecques qui jalonnaient le littoral de la Méditerranée de la mer Noire avaient été fondées selon un processus qui se manifesta également sur les côtes de l'Illyrie. Au VIIIème siècle avant notre ère, des Grecs, partis de Corinthe, s'établirent à Corcyre (Corfou). De là, ils entrèrent en rapports commerciaux avec les Illyriens. Ils trouvèrent sans doute leur compte dans ces échanges, puisqu'ils entreprirent, un siècle plus tard, de créer des cités-colonies sur le littoral même d'Illyrie. En 627 avant



Ruines de la cité d'Apollonie fondée en 588 avant notre ère. Au fond une église byzantine du XIVème siècle.

notre ère, les Corcyro-Corinthiens fondèrent *Dyrahion* appelée aussi *Epidammos*, (aujourd'hui Durrës), en 588 *Apollonie* (aujourd'hui Pojan, à proximité de Fieri) et à peu près à la même époque *Buthroton* (Butrinti actuel). D'autres colons hellènes se fixèrent à *Orikon* (aujourd'hui Pacha Liman) et dans les siècles successifs à *Lissos* (aujourd'hui Lezha), à *Pharos* (aujourd'hui Hvar), et à *Issa* (aujourd'hui Vish).

A l'origine, les colonies helléniques ne comptaient qu'un petit nombre d'habitants et leur importance économique était relativement réduite. Elles jouaient surtout le rôle d'intermédiaire dans les échanges commerciaux qu'entretenaient les tribus illyriennes avec les cités grecques. A la longue cependant, elles se peuplèrent d'artisans qui vendaient leurs produits, leurs productions artistiques surtout, aux Illyriens, et se convertirent ainsi en d'importants centres économiques indépendants. Dyracchium et

Apollonie, en particulier, dont la population atteignit au Vème et au IVème siècles avant notre ère des dizaines de milliers d'habitants, connurent un essor considérable. Dès la seconde moitié du Vème siècle avant notre ère, les colonies battaient déjà monnaie.

En ce qui concerne leur organisation sociale et politique, les colonies du littoral d'Illyrie suivirent le même cours de développement que les autres cités grecques. Chacune d'entre elles formait une *polis* à part. Les colons parlaient leur langue maternelle, le grec, et observaient les coutumes et la religion de leur pays d'origine. De très bonne heure, dans ces colonies, on assista à l'expansion des rapports sociaux fondés sur le régime de l'esclavage et on y vit fleurir en conséquence les institutions alors en vigueur en Grèce et particulièrement à Corcyre et à Corinthe.

A l'origine, l'organisme hiérarchiquement le plus élevé de la colonie était constitué par la *hélié* (assemblée des citoyens). Celle-ci, à son tour, élisait le *conseil des phylarques*, présidé par un *archonte* ou un *prytan*. Le conseil était chargé de l'administration de la polis. L'épanouissement économique des colonies et l'expansion des rapports sociaux dominés par le régime de l'esclavage modifièrent la structure sociale de ces établissements. A la tête de la pyramide sociale trônait l'*aristocratie*, composée des propriétaires de terres et d'esclaves. Le gros de la population était constitué par le *demos* qui comprenait les gens de métier, les marchands, les marins et tous les citoyens juridiquement libres et ayant droit à participer aux réunions de la hélié. Le *demos* comptait aussi dans ses rangs des artisans et des commerçants relativement riches. Au bas de cette pyramide, les *esclaves* privés de tous droits. Les colonies grecques étaient peuplées entre autres d'Illyriens, qui même quand ils n'étaient pas esclaves de condition, ne jouissaient pas du droit de cité.

Statue d'Apollonie dite aussi "la
déesse de Buthroton" découverte →
à Butrinti (Buthroton).

δημόσια Κεντρική Βιβλιοθήκη Κόνιτσας

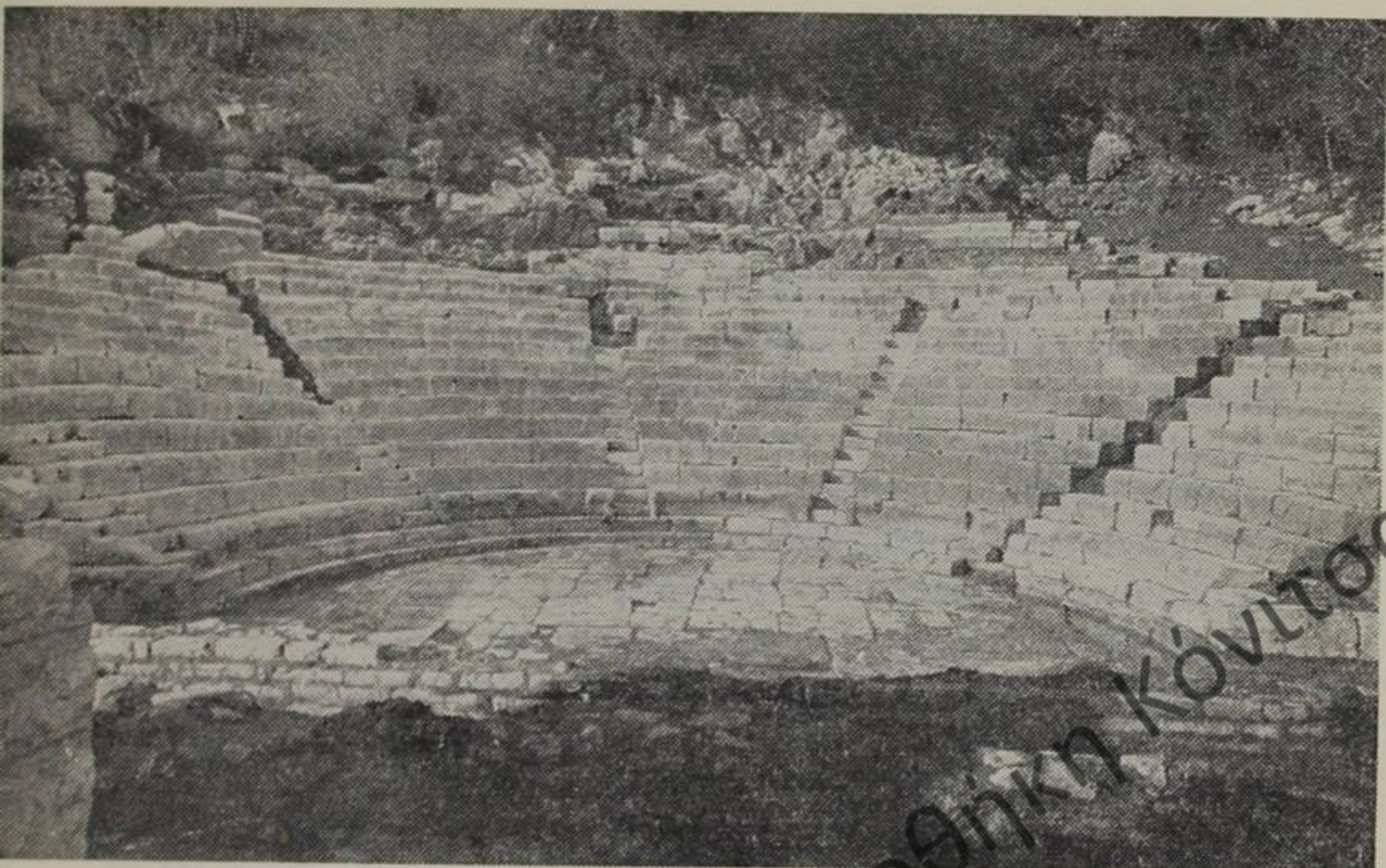


L'aristocratie propriétaire d'esclaves, ayant raffermi son autorité, parvint, dans presque toutes les colonies, à concentrer tous les pouvoirs de la *polis* entre ses mains, en réduisant de plus en plus les droits traditionnels de l'assemblée du peuple. Le pouvoir oligarchique de l'aristocratie provoqua dans ces colonies une suite de guerres civiles suscitées par le mécontentement du *demos*.

De tous ces conflits, le plus important fut celui que les artisans et les marchands les plus aisés, s'appuyant sur le ressentiment populaire, firent éclater à Dyrachion en 436, et à l'issue duquel les aristocrates furent chassés de la ville.

Ceux-ci, dans leur fuite, cherchèrent asile chez les Illyriens leurs voisins, plus exactement chez les Taulantiens, à qui ils demandèrent leur aide, en leur promettant en retour lorsqu'ils reprendraient la ville, de reconnaître à leurs chefs le droit de cité à Dyrachion. Les Illyriens acceptèrent cette proposition et marchèrent au combat aux côtés de l'aristocratie de Dyrachion, lorsque celle-ci attaqua la ville par terre et par mer.

D'autres cités grecques s'immiscèrent dans cette guerre civile. Corinthe fit cause commune avec le *demos* alors que Corcyre donna son appui à l'aristocratie. Athènes, elle aussi participa à cette guerre en intervenant en faveur du pouvoir oligarchique. La lutte se poursuivit pendant plusieurs années. En 433, les flottes alliées d'Athènes et de Corcyre battirent celle de Corinthe. Quelque temps plus tard, les aristocrates, ayant attaqué Dyrachion avec l'aide des Taulantiens et des habitants de Corcyre, reprirent la ville, où ils restaurèrent le pouvoir oligarchique. En compensation de l'aide fournie, conformément à la promesse qui leur avait été faite, les chefs taulantiens se virent reconnaître le droit de cité à Dyrachion où ils s'établirent à demeure. Cette guerre civile, on le sait, fut à l'origine du conflit qui devait éclater quelques années après entre les cités grecques et qui est connu en histoire sous le nom de guerre du Péloponnèse. Dyrachion y prit part aux côtés d'Athènes.



L'amphithéâtre de Butrinti (Buthrotum). Etat actuel.

Grâce aux profits considérables qu'elles tiraient de l'exploitation des esclaves et des échanges avec les Illyriens, les colonies connurent un prompt essor culturel. Dès les premiers siècles de leur établissement, les colons grecs entreprirent la construction d'un grand nombre de somptueux édifices en marbre, en pierre et en briques. C'étaient des maisons d'habitation agrémentées de cours intérieures ou "atrium", des temples consacrés aux divinités de la mythologie grecque, des amphithéâtres où étaient représentés des drames et des comédies, des odéons où l'on entendait de la musique instrumentale et chorale, des gymnases et des palestres où les jeunes gens exerçaient leurs aptitudes physiques et leurs qualités morales. On peut contempler aujourd'hui encore les ruines de ces édifices, découvertes par les archéologues et dont les plus beaux vestiges se trouvent particulièrement à Apollonie, Butrinti et Phoinike. Les cités étaient entourées de hautes murailles construites en pierres de taille assemblées sans ciment. Au centre de

la ville, un espace était généralement occupé par l'agora, la place publique, pavée de dalles, entourée de colonnes sculptées et décorée de statues de marbre. On a même découvert dans certaines colonies les traces de constructions qui selon toute vraisemblance ont dû être des stades.

Les maisons, les sanctuaires et les édifices publics étaient décorés de peintures à la fresque et de mosaïques, et garnies de sculptures. Outre les colonnes sculptées et les chapiteaux de styles variés, la sculpture monumentale dans les colonies connut un essor particulier. Les bustes et les statues des divinités, des personnalités dirigeantes et des hauts fonctionnaires, des philosophes, des écrivains et des aristocrates, découverts jusqu'à ce jour, témoignent de la finesse du goût et du sens artistique très développé des colons. Il faut retenir parmi les œuvres dont la valeur artistique a retenu le plus l'attention, la déesse de Butrinti (en réalité Apollonie) qui se trouve actuellement au musée de Rome, et, aussi, les têtes de Silène, d'Arès, de Démosthène, découvertes à Apollonie et que l'on peut voir au Musée archéologique de Pojani.

LES FORMATIONS D'ETAT ILLYRIENNES

(du Ve^me au II^me siècle avant notre ère)

La différenciation sociale qui s'opéra au sein des tribus illyriennes entraîna inévitablement parmi elles l'éclosion de rapports propres au système de l'esclavage.

Chez les Illyriens comme partout ailleurs, le régime de l'esclavage, à ses commencements, revêtait un caractère patriarcal. Plus tard cependant, des formes plus avancées de ce système se manifestèrent chez certaines tribus. Chez les Ardiéens par exemple, l'esclavage se répandit sous la forme qu'il avait assumée à Sparte. Les Ardiéens avaient soumis une entière population et l'avaient convertie en "prospélates". Ceux-ci, comme les hilotes à Sparte, devaient à leurs maîtres une partie de leurs récoltes. Les Dardaniens, eux, après avoir subjugué un pays voisin,

avaient fait de ses habitants, des "douloi" (esclaves) et se les étaient partagés entre eux. Parmi les chefs dardans, certains possédaient un millier d'esclaves et parfois même davantage. Dans cette tribu, en temps de paix, les esclaves travaillaient la terre pour le compte du propriétaire alors qu'en cas de guerre ils étaient astreints au service armé sous le commandement de leur maître. Du Vème au IIème siècle il y avait toutefois, très à l'intérieur du pays, des tribus qui n'avaient pas encore été touchées par l'esclavage.

Le développement des rapports sociaux s'appuyant sur le système de l'esclavage, fit sentir ses effets sur toute l'économie du pays. La production artisanale s'accrut encore davantage et le commerce progressa de pair. Du Vème au IIIème siècle, ces phénomènes furent à l'origine de l'éclosion de nombreuses villes peuplées d'Illyriens et notamment de *Skodra* (Shkodra), *Amantie* (Ploça, dans la région de Vlora), *Bylis* (Hekali à Mallakastrà), *Phoinike* (Finiqi à Delvina) et de plusieurs autres cités moins importantes. A partir du début du IVème siècle, les villes illyriennes se mirent-elles aussi à battre monnaie.

Cependant la conséquence la plus importante de la naissance des rapports fondés sur le système de l'esclavage fut le passage de la forme de groupement correspondant aux fédérations de tribus à celle des premières formations d'Etat dont les plus importantes étaient constituées par les royaumes des Enchéliéens, des Taulantiens, des Ardiéens et par celui de l'Epire.

Au Vème siècle avant notre ère, les Enchéliéens, dont les territoires s'étendaient dans la plaine de Kortcha et du Devolli, formèrent un puissant royaume. Agrandissant leurs possessions vers l'est, ils se poussèrent jusqu'aux frontières de la Macédoine. La rivalité qui surgit entre ces deux royaumes limitrophes conduisit à de longues hostilités. Pendant plus de soixante ans (423-360), les Enchéliéens eurent le dessus. Leur royaume devint particulièrement puissant au IVème siècle, à l'avènement de Bardylis, qui fut un dirigeant politique avisé et un chef militaire remarquable. Ayant réussi à enlever d'importants territoires à son rival,



L'église byzantine de Sainte-Marie (XIV^e s.) au monastère de Pojani (voir la fig. 5).

Bardylis contraignit le roi de Macédoine à lui verser un tribut, intervenant fréquemment et avec autorité dans les affaires du trône de l'Etat voisin. Il ne fut pas moins heureux dans ses guerres contre d'autres rivaux. Cependant, à partir de l'accession de Philippe II au trône de Macédoine (360), on enregistre dans les rapports entre les deux royaumes un tournant au détriment des Enchéléiens. Le nouveau roi refusa de reconnaître les conditions de la soumission acceptées par ses prédécesseurs. A la tête de ses phalanges, il attaqua à plusieurs reprises ses voisins de l'Ouest qui lui opposèrent une résistance opiniâtre jusqu'en 344, lorsque, Bardylis étant mort, il parvint à les soumettre à son tour.

A la mort de Philippe, en 335, les Enchéléiens conduits par Clitus, successeur de Bardylis, s'affranchirent de la domination macédonienne. Afin de mieux garantir son indépendance, Clitus s'allia à Glaucias, roi des Taulantiens. Mais la même année, le fils de Philippe II, Alexandre, se jeta sur

les armées illyriennes. La bataille décisive se déroula à Pélion (au col de Cangor, près de Kortcha) et se termina, grâce à une ruse d'Alexandre, par la victoire des Macédoniens.

Lorsque, à la mort d'Alexandre, son grand empire fut démembré, les Enchéléiens reconquirent leur indépendance. Mais leur royaume, déjà peu étendu, ne cessa de décliner et ne joua guère un rôle important par la suite.

Au Vème siècle avant notre ère, les Taulantiens, eux aussi, formèrent un royaume à part dans les régions côtières de l'Albanie actuelle. Vers le milieu du IVème siècle, leurs rois s'emparèrent de Dyrachion et plus tard d'Apollonie. Ils furent en même temps contraints de combattre contre les rois de Macédoine qui voulaient s'assurer un débouché sur l'Adriatique. Afin de contenir la poussée macédonienne, Glaucias, le plus illustre des chefs Taulantiens, conclut une alliance avec Clitus. Mais, comme on l'a vu, les armées illyriennes furent vaincues à Pélion par Alexandre qui, quoique victorieux, ne poussa pas plus loin vers la côte.

Les rapports des Taulantiens avec la Macédoine demeurèrent hostiles même après la mort d'Alexandre. Glaucias et Cassandre de Macédoine étaient tous deux désireux, chacun pour sa part, d'assurer leur influence en Epire et cette opposition de leurs convoitises fut l'une des causes de l'aggravation de leurs rapports.

Vers la fin du Vème siècle avant notre ère, les tribus de l'Epire s'étaient rassemblées autour des Molosses et avaient constitué une fédération que les auteurs antiques grecs désignent sous le nom de "Koinon" ou Ligue des Molosses. La ligue était présidée par un roi héréditaire, investi de pouvoirs limités par les attributions du conseil des notables et de l'assemblée du peuple. Cette ligue était parfois gouvernée par deux souverains à la fois.

Les Epirotes aussi furent amenés à entrer en guerre contre la Macédoine. Mais Philippe II les vainquit et plaça sur le trône de l'Epire son beau-frère Alexandre de Molos-

sie, puis plus tard le fils de ce dernier, Néoptolème II, établissant ainsi solidement son influence dans le pays.

A la mort d'Alexandre, les Molosses chassèrent Néoptolème II et se choisirent pour roi Aeacidès, de l'antique dynastie épirote, qui poursuivit une politique indépendante. Mais Cassandre de Macédoine, intervenant de nouveau par les armes (317), chassa Aeacidès et rétablit sur le trône Néoptolème II. Le rival de Cassandre, Glaucias, prit sous sa protection à sa cour le fils d'Aeacidès, le petit Pyrrhus, alors âgé de deux ans, qu'il ne livra pas à ses ennemis même quand le roi de Macédoine le menaça de lui déclarer la guerre. Il se sentit au contraire assez fort pour pénétrer avec son armée en Epire (307), où il renversa le parti macédonien alors au pouvoir, et installa sur le trône le petit Pyrrhus, âgé de 12 ans. L'Epire continua d'être pour un temps le théâtre de troubles et Pyrrhus fut détrôné en 302 par ses adversaires qui restaurèrent Néoptolème. Il quitta le pays et passa plusieurs années en Egypte, à Syracuse, en Macédoine même. Il acquit dans ces diverses contrées une solide instruction, étudiant particulièrement à fond l'art militaire. Six ans plus tard (296), il avait alors 23 ans, il rentra en Epire où il régna quelque temps aux côtés de Néoptolème, mais quand ce dernier fut tué, il resta seul maître de la Ligue des Molosses.

Pyrrhus consolida le pouvoir royal, limita les droits du conseil des notables et fit de la Ligue un Etat puissant. Il mena une politique indépendante aussi bien envers la Macédoine qu'à l'égard des Taulantiens qui l'avaient pourtant aidé, et étendit les frontières de l'Epire, à l'est profondément à l'intérieur de la Macédoine jusqu'au Vardar; au sud, sur le territoire de la Grèce, jusqu'au golfe du Péloponnèse; au nord, dans la possession des Taulantes jusqu'au Shkumbini.

Grisé par ces succès, Pyrrhus, qui rêvait de constituer un empire encore plus vaste que celui d'Alexandre, porta ses regards sur l'Italie. L'occasion de mettre ses projets à exécution lui fut offerte quand Tarente sollicita son aide pour se défendre contre Rome. Ainsi, en 280 avant notre

ère, Pyrrhus à la tête d'une armée de 30.000 hommes renforcée de 20 éléphants, passa en Italie et remporta la même année, à Héraclée, une brillante victoire sur les Romains. Un an plus tard, à Asculum, les Epirotes livrèrent de nouveau bataille aux légions romaines, fortes cette fois de 70.000 hommes. Pyrrhus eut encore le dessus mais ses pertes furent si lourdes qu'il prononça en cette occasion la phrase passée dans la légende: "Encore une victoire comme celle-là et je suis perdu!" A la troisième bataille qui l'opposa aux Romains, Pyrrhus, moins heureux, fut vaincu (275). Il rentra en Epire d'où il entreprit une série de campagnes contre la Macédoine, puis passa dans le Péloponnèse pour y attaquer Sparte, alliée de la Macédoine, mais il fut tué en 272 au cours d'un combat de rues à Argos.

Pyrrhus fut non seulement l'un des chefs illyriens les plus illustres mais aussi l'un des plus grands capitaines de l'antiquité. C'est sous son règne que l'Epire atteignit l'apogée de sa puissance. Toutefois à la mort du grand roi, l'aristocratie épirote, mécontente du régime qu'il avait instauré, se souleva contre le pouvoir royal. Ces querelles intestines affaiblirent de plus en plus le royaume. Les régions annexées se détachèrent l'une après l'autre. En 230, l'aristocratie renversa finalement la monarchie pour rétablir l'ancienne Ligue dénommée "Koinon" des Epirotes avec Phoinike pour capitale. A la place du roi, la Ligue était gouvernée par un président élu pour un an. Mais la Ligue des Epirotes, elle-même, n'avait rien d'un Etat fort.

Au cours du III^{ème} siècle avant notre ère, alors que les Enchéléiens, les Taulantiens et les Epirotes voyaient leurs royaumes en déclin glisser vers le démembrement, un autre Etat illyrien, celui des Ardiéens, qui s'était constitué depuis longtemps dans les régions côtières comprises entre la Dalmatie et le Monténégro, avec la ville de Rizon pour capitale, gagnait rapidement en puissance.

Sous le règne d'Agron (250-231) les Ardiéens se rendirent maîtres des colonies grecques qui jalonnaient la côte dalmate, puis descendirent vers le sud jusqu'à Shkodra dont ils firent la capitale de leur royaume. De là ils poussèrent

encore plus vers le sud, empiétant sur les territoires des Taulantiens, dont le royaume s'effondra définitivement sous leurs attaques. Le royaume ardiéen, à cette époque, devint également une puissance maritime considérable.

Agron mourut en 231. Pinès, son fils, qui devait lui succéder étant encore mineur, la reine Teuta, seconde femme d'Agron, devenue tutrice de son beau-fils, assumait le gouvernement du pays. La nouvelle reine, énergique, poursuivit la politique de conquêtes entreprise par son mari. Ayant préparé une armée et une flotte puissantes, elle attaqua la "Ligue des Epirotes", à la fois par terre et par mer, s'empara de la ville de Phoinike, infligea aux Epirotes plusieurs défaites successives mais fut contrainte, avant d'avoir porté à terme sa victoire, de conclure la paix avec eux et de rebrousser chemin pour se porter contre les Dardaniens qui l'attaquaient à l'est.

Grâce à une politique d'alliances avec les souverains de Macédoine, d'Épire et d'Acarnanie, Teuta consolida la situation de son royaume au dehors. Ces succès toutefois ne furent pas de longue durée. La croissance du royaume des Ardiéens et l'importante flotte à peine construite qui opérait dangereusement dans le bassin méditerranéen, ne furent pas sans inquiéter Rome dont un des objectifs politiques consistait justement à maintenir tout l'Adriatique sous son contrôle. Aussi celle-ci résolut-elle de briser la puissance des Ardiéens sur mer.

L'occasion d'engager le conflit ne se fit pas attendre. Quelques navires romains ayant été attaqués en haute mer par des vaisseaux illyriens, le Sénat manda à Shkodra deux plénipotentiaires exiger de la reine Teuta l'indemnisation des dommages subis et lui faire part des représailles qu'elle encourrait au cas où des mesures énergiques ne seraient pas prises pour empêcher la répétition de tels actes de la part des marins Ardiéens. La reine repoussa ces exigences. Par surcroît, l'un de ses deux ambassadeurs ayant été tué durant son voyage de retour, Rome, invoquant ce meurtre comme "casus belli", déclara la guerre aux Ardiéens.

Les hostilités, qui s'engagèrent à l'automne 229 avant notre ère, n'eurent pas d'issue heureuse pour les Illyriens. Le chef ardiéen Demetrius de Pharos ayant passé à l'ennemi lui livra la flotte sans combat. La reine Teuta, affaiblie sur mer et abandonnée de ses alliés, fut obligée au bout d'un an de conclure la paix à des conditions très onéreuses. Les limites de son royaume furent considérablement réduites et les Illyriens contraints de ne plus maintenir de flotte de guerre.

La reine Teuta mourut quelques années après la fin de ce conflit. Demetrius de Pharos, l'homme de confiance des Romains, lui succéda en tant que tuteur de Pinès encore mineur.

Demetrius de Pharos cependant, supportant avec répugnance sa dépendance envers Rome, se détacha d'elle pour s'allier à la Macédoine. Il se hâta de remettre sur pied l'armée, construisit une nouvelle flotte et reporta le royaume des Ardiéens à ses frontières de naguère. Justement inquiet par ces agissements, et en particulier par l'alliance des Ardiéens avec la Macédoine sa rivale, Rome déclara de nouveau la guerre aux Illyriens (219). De même que pour le premier conflit, les hostilités durèrent près d'un an. Rome, cette fois, réussit à gagner à sa cause Scerdilaïdès, autre chef renommé des Ardiéens. Après une bataille acharnée qui se déroula dans l'île de Pharos, Demetrius, vaincu, s'enfuit et gagna la Macédoine (218). Rome conclut aussitôt la paix avec Scerdilaïdès, sa situation dans la péninsule italique s'aggravant par suite des préparatifs d'Hannibal. La paix de 218 renouvelait les conditions stipulées à celle de 228.

Scerdilaïdès, désigné nouveau tuteur de Pinès, fut placé par Rome à la tête des Ardiéens et resta fidèle à sa protectrice. Il participa aux côtés de cette dernière à la longue guerre qui la mit aux prises avec la Macédoine. Ce fut même à lui qu'échut la plus lourde part des opérations qui furent conduites contre Philippe V de Macédoine. Scerdilaïdès et Philippe eurent tour à tour le dessus et les hostilités se poursuivirent longtemps jusqu'à ce que la Macédoine,

enfin vaincue, fût forcée d'accepter les conditions de paix que lui dictait Rome.

Scerdilaïdès et plus tard son fils Pleurate continuèrent tous les deux à fonder leur politique sur la protection romaine. Cependant le fils de Pleurate, Gentius, qui accéda au trône vers l'an 181, changea d'attitude et s'employa à s'affranchir de cet assujettissement. Il resserra à cette fin ses liens avec les Etats voisins, et en particulier avec la Macédoine dont le souverain Persée, nourrissait l'ambition d'abattre la puissance romaine.

La guerre ayant de nouveau éclaté entre Rome et la Macédoine (170), Gentius résolut de se ranger aux côtés de Persée. En vertu de la convention militaire que les deux chefs conclurent à Médéon, les Ardiéens devaient combattre principalement sur mer alors que les Macédoniens soutiendraient le plus grand poids des opérations terrestres. La Ligue des Epirotes se joignit à eux.

Aussitôt l'accord conclu, Gentius engagea les hostilités sur mer, mais les Romains parvinrent à faire aborder une nombreuse armée sur les côtes de l'Illyrie (168). Au lieu de se diriger vers la Macédoine, il se portèrent à marches forcées à l'attaque de Shkodra, devant laquelle ils mirent le siège. Dans le même temps, et à prix d'argent, ils réussirent à semer la discorde parmi les chefs des diverses tribus illyriennes, rassemblées sous Gentius. Celui-ci, sous-estimant les forces de l'adversaire, n'attendit pas l'arrivée des renforts macédoniens. Faisant sortir son armée de la citadelle il attaqua de front les Romains en rase campagne et essuya de leurs mains une sévère défaite. Gentius, vaincu, se rendit avec tous les siens et fut emmené en captivité à Rome.

Après leur victoire de Shkodra, les armées romaines marchèrent au-devant de Persée et lui infligèrent à Pydna un échec décisif. Un an plus tard (167), après d'âpres combats, elles soumirent également l'Epire, dévastant au cours de leurs campagnes, 70 villes et réduisant 150.000 hommes et femmes à l'esclavage.

Contrairement à la manière dont elle avait agi à l'issue de ses précédentes invasions, Rome occupa cette fois définitivement les régions de l'Illyrie du Sud. Ainsi les années 168 et 167 avant notre ère marquent l'extinction des royaumes illyriens et de celui de la Macédoine. Ce fut pour l'Illyrie le début de la longue période de domination romaine, qui se poursuivit pendant plus de cinq siècles et demi jusqu'à l'an 395 de notre ère.

L'ILLYRIE SOUS LA DOMINATION ROMAINE

Après avoir abattu le royaume des Ardiéens et la Ligue des Epirotes, Rome entreprit, au cours de la décade successive, une série de campagnes dans l'intention de détruire les fédérations et autres Etats illyriens subsistant encore, et d'instaurer la loi romaine sur leurs territoires. Ce n'est qu'au prix d'efforts considérables qu'elle parvint à briser la résistance des Illyriens au II^{ème} siècle, ne réussissant cependant à conquérir que les contrées du littoral de l'Adriatique. Les Illyriens établis dans les régions de l'intérieur préservèrent bien plus longtemps leur liberté.

Au cours de leurs campagnes, les Romains causèrent de grands ravages dans les pays conquis. Rome, dont les institutions s'appuyaient sur le système de l'esclavage, instaura dans les régions occupées son administration de fer. Les Illyriens, qui avaient vécu jusqu'alors en hommes libres, furent dépouillés de tous droits. Des tribus entières furent transplantées de leur terre natale, vendues comme esclaves ou exterminées, ce qui fut notamment le cas des Ardiéens. Sur les terres fertiles des campagnes illyriennes s'établirent des militaires et des colons romains.

A maintes reprises, les Illyriens tentèrent de secouer le joug du système d'oppression et d'exploitation que Rome faisait peser sur eux. Parfois les soulèvements prenaient de vastes proportions en se conjuguant avec les révoltes qui éclataient dans d'autres pays, parfois encore ces mouvements mettaient à profit les difficultés dans lesquelles

Rome avait à se débattre. En 134 avant notre ère, les Ardiéens auxquels s'étaient jointes d'autres tribus illyriennes prirent les armes pour reconquérir leur liberté. Les soulèvements des Dalmates, celui surtout qui éclata en 78 avant notre ère et que les Romains ne réussirent à étouffer qu'après deux années de lutte, coûtèrent gros à ces derniers. Les Illyriens profitèrent encore de la guerre civile entre César et Pompée pour prendre les armes et regagner une liberté dont ils ne jouirent toutefois que peu de temps.

Mais c'est à l'époque d'Auguste, en l'an 6 de notre ère, que se produisit le plus important soulèvement des Illyriens. Il ne fallut pas moins de trois ans aux Romains pour venir à bout des insurgés conduits par Bato. Ceux-ci, au nombre de 200.000 environ, libérèrent la majeure partie de l'Illyrie et se préparèrent à passer dans la péninsule italique. Les gouvernants romains furent si ébranlés par la vigueur et l'ampleur du mouvement qu'ils proclamèrent la mobilisation générale. Le gros de l'armée impériale fut expédié pour dompter la révolte. Les Illyriens, dont les femmes même participèrent aux combats, opposèrent une résistance héroïque à l'ennemi. Mais à la longue, les Romains ayant réussi traîtreusement à affaiblir les forces des révoltés, les réduisirent à l'impuissance (An 9).

Dans les premiers siècles de notre ère, alors que Rome était devenue un empire mondial, on notait en Illyrie les signes d'un certain essor économique, en partie favorisé par la situation géographique du pays. L'Illyrie était le carrefour d'importantes voies de communication dont l'une notamment, la "via Egnatia", reliait Rome aux contrées orientales de l'Empire. Les villes, en particulier, connurent à cette époque un épanouissement notable. Dyrachion que les Romains appelaient maintenant Dyracchium était toujours la plus importante d'entre elles. Les lois romaines hâtèrent le développement des rapports fondés sur l'esclavage. Sénateurs et fonctionnaires de haut rang vinrent en Illyrie y fonder des latifundia. Dans les villes comme dans les grands domaines le nombre des esclaves illyriens alla croissant.

Une partie de la population illyrienne échappa néanmoins à ce processus d'asservissement. Ces groupements qui vivaient dans les régions montagneuses de l'intérieur, organisés dans la plupart des cas en communautés pastorales ou paysannes, conservaient dans une certaine mesure leur caractère tribal. Rome édicta des lois spéciales régissant leur administration. Juridiquement, ces populations étaient libres. Leur situation était intermédiaire entre celle des populations romaines jouissant du droit de cité et celle de la masse des esclaves dépourvus de tous droits. Ptolémée d'Alexandrie nous donne la liste de ces tribus. Il mentionne entre autres une tribu du nom d'*Albanoi* qui vivait dans les régions montagneuses comprises entre Durres et Dibra, et il cite aussi leur ville d'Albanopolis.

Dans la masse de paysans libres qui se virent accorder le droit de cité en 212 par l'Edit de Caracalla, Rome s'efforça de recruter des soldats pour défendre ses frontières de plus en plus en butte aux assauts des Barbares. Les unités illyriennes dans l'armée virent leurs rangs grossir à tel point que leurs chefs, qui jouaient un rôle de plus en plus important dans la vie politique de Rome, furent même élus empereurs. Sept empereurs d'origine illyrienne régnèrent successivement pendant plus d'un siècle (de 247 à 361).

Le plus illustre d'entre eux fut Dioclétien, originaire de la région illyrienne de Dioclée. Parmi les mesures qu'on lui doit, l'une des plus importantes fut la réorganisation de l'empire romain en préfectures, en diocèses et en provinces. En vertu de ce remaniement de l'administratoir les territoires d'Albanie furent divisés en trois provinces: la province de Prevalis avec pour chef-lieu Shkodra, qui relevait du diocèse de Dacie, celle du Nouvel Epire (*Epirus nova*) avec Dyracchium pour capitale, qui s'étendait de la Viosa jusqu'au Mati et la province de l'Ancien Epire (*Epirus vetus*), comprise entre la Viosa et le golfe de Prévéza, avec pour ville principale Nicopolis. Ces deux dernières provinces étaient du ressort du diocèse de Macédoine. Les diocèses

de Dacie et de Macédoine faisaient partie de la préfecture de l'Illyricum, qui englobait tous les Balkans.

Outre les propriétaires de latifundia on vit également s'établir en Illyrie de nombreux citoyens romains de conditions diverses, artisans, marchands, marins, paysans, militaires, fonctionnaires, etc. Leur nombre ne fit que s'accroître. Ils apportèrent avec eux dans le pays non seulement leur langue, mais les coutumes, la civilisation et la religion romaines. Dans les villes, de plus en plus peuplées de citoyens romains, on enregistra la diffusion du latin non seulement comme langue officielle écrite mais aussi comme langue parlée. La propagation du latin et la pratique de plus en plus répandue des coutumes romaines favorisèrent le processus de romanisation des Grecs dans les colonies, et des Illyriens dans les villes. En dehors des cités et dans les régions de l'intérieur en particulier, ce phénomène d'assimilation ne se manifesta pour ainsi dire pas. De nombreux mots latins furent néanmoins adoptés dans la langue illyrienne. Nombre d'entre eux sont encore en usage dans l'albanais d'aujourd'hui.

La religion chrétienne, apparue au premier siècle de notre ère en tant que doctrine consolatrice des esclaves et des déshérités contre l'appareil d'oppression de Rome, trouva des adeptes en Illyrie aussi. Dès le deuxième siècle, il est fait mention de comités clandestins de chrétiens à Dyracchium et à Aulon (aujourd'hui Vlora). C'est au premier siècle que firent entendre leur voix les deux plus anciens prédicateurs illyriens de la foi nouvelle, canonisés par l'Eglise chrétienne — Saint Asti de Dyracchium et Saint Donat de Aulon.

Avec le temps, la foi chrétienne perdit son caractère d'idéologie des masses exploitées pour devenir une doctrine dupant les masses au profit du pouvoir esclavagiste. C'est dans cet esprit que par l'Edit de Milan de 313, l'empereur Constantin lui aussi d'origine illyrienne, reconnut aux Chrétiens le libre exercice de leur culte, préparant ainsi l'adoption du christianisme comme religion d'Etat de l'Empire romain. Les premiers évêchés albanais dont il est fait

mention dans des documents, datent précisément du quatrième siècle. Jusqu'au VIII^{ème} siècle, ces évêchés relevaient de l'Eglise romaine par l'entremise des métropolitains de leur province.

Lorsqu'en 395, Théodose partagea l'Empire entre ses deux fils les Territoires d'Albanie firent partie de l'Empire d'Orient ou Empire byzantin comme il fut appelé plus tard.

LES DEBUTS DE LA DOMINATION BYZANTINE

La crise du régime social fondé sur l'esclavage n'avait pas assumé dans l'Empire byzantin d'aussi vastes proportions qu'à l'Occident. On y trouvait encore des masses de paysans cultivateurs et d'artisans directement intéressés à accroître la production. L'Empire byzantin, favorisé par un heureux concours de circonstances, réussit non seulement à repousser les assauts des Barbares, auxquels l'Empire romain d'Occident complètement détruit en 476 n'avait pu résister, mais trouva la force de subsister encore pendant mille ans. Ainsi l'Albanie, à peine affranchie de la domination romaine, fut soumise aussitôt à la souveraineté du puissant Etat de Byzance qui continua d'exercer son autorité sur elle pendant des siècles.

En passant sous la domination byzantine, les régions d'Albanie ne subirent aucune transformation dans leur structure économique et sociale. Le régime esclavagiste fut maintenu dans les villes comme dans les campagnes. On ne toucha pas non plus à la division administrative instaurée par Dioclétien. Le latin resta longtemps la langue officielle. Un seul changement, purement relatif du reste, consistait dans la situation du territoire de l'Albanie par rapport au reste de l'Empire. En effet, alors que, avant le partage de l'Empire romain, ces contrées étaient pour ainsi dire situées au cœur de l'Empire, elles constituaient maintenant les régions frontières de l'Empire byzantin.

Sous Byzance, les latifundia cultivés par des esclaves au profit du propriétaire se multiplièrent et le nombre des es-

claves et des colons ne fit que s'accroître. Néanmoins au Vème siècle et même plus tard, des groupements importants composés uniquement de paysans libres organisés en communautés de pasteurs et de cultivateurs, continuaient d'exister. Dans les villes, à côté des esclaves, travaillant dans les ateliers, on trouvait encore des gens de métier et des ouvriers juridiquement libres.

L'existence des citoyens et des paysans juridiquement libres permit au pays de conserver sa vitalité économique. Cette animation fut en outre entretenue par les grandes voies de communication qui traversaient le pays de part en part, et surtout par la via Egnatia, suivie par les nombreuses caravanes qui assuraient les échanges entre l'Orient et l'Occident. Elle eut pour effet un essor ultérieur de certaines villes. Dyracchium notamment, devenu le port le plus important de l'Ouest de l'Empire, atteignit à cette époque l'apogée de sa prospérité. Des navires venant de tous les coins de la Méditerranée y faisaient escale. Par ses nombreux ateliers, ses édifices imposants, ses lieux de distraction et son animation intense, Dyracchium suscita l'admiration des contemporains qui la surnommèrent "le jardin de l'Adriatique". Si l'on en croit la tradition orale, elle comptait à l'époque 80.000 habitants. Apollonie au contraire avait perdu de son importance antérieure, mais en revanche Foinike s'était développée encore davantage. Une légende rapporte que cette dernière ville était si peuplée qu'il s'y trouvait 9.000 femmes s'appelant Marie. Le long de la via Egnatia, certains postes où faisaient halte les caravanes, s'étaient peuplés jusqu'à devenir des villes. Telles entre autres, Scampa (Elbasan) et Deapolis, dont ne peut situer exactement l'emplacement. C'est de ces deux villes que dérivent respectivement les noms actuels des deux fleuves, le Shkumbini et le Devolli.

Cette prospérité ne fut toutefois qu'éphémère. Plus les rapports sociaux fondés sur l'esclavage prenaient de l'expansion et plus la crise intérieure du régime s'aggravait. Les grands propriétaires esclavagistes augmentèrent à tel point les redevances exigées des colons que ces derniers se

mirent peu à peu à quitter les terres qu'ils cultivaient. L'Etat byzantin promulgua des édits spéciaux attachant les colons à la glèbe. Dorénavant ceux-ci n'eurent plus le droit de s'éloigner de leurs lots. Dans les villes aussi, les artisans contraints de s'inscrire à des collèges, perdirent la liberté d'exercice de leurs métiers. Byzance, à court d'argent, augmenta les impôts et alourdit les corvées. Les masses de paysans et de citoyens pauvres, accablés par ces obligations se ruinèrent peu à peu, et, abandonnant leurs petites exploitations, entrèrent au service des grands propriétaires dans les latifundia et les ateliers de ces derniers. La situation de l'Illyrie dans son ensemble devint très précaire. Mais ce furent les incursions des Barbares qui lui portèrent le coup le plus meurtrier.

Jusqu'à la fin du IV^{ème} siècle, le territoire de l'Albanie avait été pour ainsi dire épargné par ces attaques. En 395 cependant, des multitudes de Wisigoths conduits par Alaric descendirent dans les Balkans sans rencontrer de résistance, dévastant et pillant l'Illyrie, la Macédoine, l'Epire et la Grèce où ils demeurèrent jusqu'en 408. En 441, la région illyrienne de Dardanie (aujourd'hui le Kossovo) vit déferler sur elle le flot dévastateur des Huns conduits par Attila, alors qu'en 461 les Ostrogoths envahirent l'Albanie où ils sévirent particulièrement dans les villes. L'horreur des invasions précédentes était encore si vivace dans le souvenir de tous que seule la nouvelle de l'approche des Barbares provoqua la panique parmi les populations locales. Abandonnant les villes, elles s'enfuirent dans les montagnes ou gagnèrent les îles de Dalmatie. Dyrracchium et Scampa occupées par les Ostrogoths furent complètement mises à sac. En 479 ces derniers envahirent encore l'Albanie qu'ils occupèrent pendant neuf ans. Le pays ne s'était pas encore relevé de ces dévastations, lorsque, à la fin du V^{ème} siècle, de nouvelles multitudes de Barbares, formées de tribus touraniennes et bulgares, culbutèrent les armées byzantines aux frontières de l'Empire et traversèrent les Balkans de l'est à l'ouest.

Ces invasions laissèrent de profondes traces en Albanie. Le pays fut en majeure partie ruiné, la population clairsemée, une foule de villages ravagés et de nombreuses villes, à l'exception de celles qui étaient puissamment fortifiées, mises à sac.

Les attaques des Barbares ébranlèrent profondément l'empire byzantin. L'insécurité, se propageant partout, eut des effets funestes sur la vie économique également. L'empire prit des mesures pour défendre ses frontières et rétablir une situation normale au dedans. Les empereurs Anastase, Julien et Justinien, tous les trois d'origine illyrienne et qui se succédèrent sur le trône de 492 à 565, firent construire de puissantes fortifications pour renforcer la défense de leurs frontières et protéger contre l'invasion des barbares les villes des Balkans et celles d'Illyrie en particulier. A Dyracchium, Anastase fit édifier autour de la ville un système de remparts se composant de trois murailles concentriques. Mais c'est surtout sous Justinien que les ouvrages de défense s'élevèrent en plus grand nombre. Au dire de l'historien Procope de Césarée qui vécut au VI^{ème} siècle, rien que dans la province du Nouvel Epire 32 nouvelles citadelles furent construites et 26 forteresses endommagées remises en état; dans l'Ancien Epire, ces chiffres furent de 12 pour les nouveaux ouvrages et de 24 pour les forteresses rebâties; en Dardanie enfin de 8 pour les premiers et de 61 pour ces dernières.

Malgré ces travaux considérables, l'empire byzantin, épuisé par les longues guerres qu'il avait dû soutenir, ne fut pas en mesure de défendre ses frontières. En 540, des multitudes de Huns et de Bulgares, forçant les frontières de l'empire, pénétrèrent dans le Nouvel Epire et à Prevalis où ils s'emparèrent de 32 citadelles qu'ils rasèrent au sol. Byzance ne fut pas non plus assez forte pour contenir la poussée des populations slaves qui franchirent au VI^{ème} siècle le Danube et, descendant toujours plus au sud, vinrent s'établir dans diverses régions des Balkans. En 548, les Slaves arrivèrent même devant les portes de Dyracchium.

Plus attachés que les autres peuplades barbares à la culture du sol, les Slaves se mirent à chercher des terres fertiles en vue de s'y établir. A la faveur de la faiblesse du pouvoir impérial, ils se répandirent dans tous les Balkans. Dès la fin du VIème siècle, ils commencèrent à s'installer dans diverses régions d'Albanie et colonisèrent les terres du pays se prêtant le mieux à l'agriculture, mais c'est au cours du VIIème siècle surtout que cette colonisation prit le plus d'ampleur.

Les Slaves, trouvant le pays ruiné par les invasions antérieures, fondèrent de nombreux villages sur les lieux où ils s'établirent. C'est de cette époque que datent les noms de lieu, d'origine slave, qui désignent des villages, des plaines, des collines, des montagnes et des cours d'eau en Albanie et dans d'autres contrées des Balkans.

En s'établissant sur les terres propres à la culture, les Slaves chassèrent définitivement les propriétaires de latifundia et les contraignirent à se retirer dans les villes ou à quitter le pays, abolissant ainsi les institutions propres au système de l'esclavage. La suppression de ce système fit recouvrer la liberté aux esclaves et aux colons qui se fixèrent maintenant dans des terres en tant que cultivateurs libres. Dans le même temps, les tribus illyriennes acculées dans les montagnes de l'intérieur étaient allégées elles aussi, de la pression esclavagiste. Ainsi, sous l'effet des invasions barbares et des migrations slaves en particulier d'une part et des soulèvements d'esclaves et de colons d'autre part, le régime de l'esclavage en Albanie s'effondra à jamais.

Bien que certaines institutions de ce régime subsistassent dans les régions côtières, elles ne constituaient cependant que les vestiges en voie de disparition de l'ancien système, et leur importance tendait à décliner de plus en plus. Dans l'Albanie du VIIème siècle, l'immense majorité de la population était constituée par des paysans et des montagnards libres, organisés en communautés pastorales et paysannes. Du point de vue ethnique, cette population était mixte. Aux côtés de la population illyrienne qui en formait

la majorité, elle comprenait maintenant aussi de puissantes colonies slaves alors que sur le littoral subsistaient encore des colonies romaines ou illyriennes romanisées.

L'ALBANIE DU VIII^{ème} AU XI^{ème} SIECLE

La fin de la domination de Rome, en 395, puis plus tard, aux VI^{ème} et VII^{ème} siècles, l'abolition des institutions romaines qui y étaient encore en vigueur, mit un terme au processus de romanisation de l'Illyrie. Par ailleurs le récent établissement de populations slaves donna naissance à un nouveau danger, celui de la slavisation des Illyriens. En vivant longuement en commun avec ces populations, des tribus entières d'Illyrie furent slavisées. A la longue, dans les contrées actuelles de Slovénie, de Bosnie, de Serbie et de Macédoine, la population illyrienne fut entièrement assimilée. Les populations illyriennes ne conservèrent leurs caractéristiques ethniques que dans les régions de l'Illyrie du Sud et en particulier dans celles de l'Albanie actuelle, dans le Kossovo, le plateau de Dukagjin et de Dibra.

Néanmoins cette ancienne population, quoique ayant emprunté aux Thraces et aux Romains dans l'antiquité, aux Slaves et aux Byzantins au Moyen Age, maints éléments caractéristiques de la civilisation et de la langue de ces peuples, subit une évolution qui lui fut propre. Cette population s'étant pétrie au cours du premier millénaire de notre ère assume maintenant un nouvel aspect, et fait son entrée dans l'histoire du Moyen Age avec un nouveau nom, celui de la tribu illyrienne des *Albanoi* qui occupait dans l'antiquité les régions comprises entre Durres et Dibra. *Albanoi*, *Albanenses*, *Arban*, sont des formes généralement employées par les étrangers. Les Albanais du Moyen Age s'appelaient eux-mêmes *Arber* ou *Arberèches*.

Au VIII^{ème} siècle, l'immense majorité de la population vivant sur le sol d'Albanie était organisée en communautés qui se consacraient d'une part à l'agriculture et d'autre part à l'élevage. Chaque communauté groupait en son sein

un nombre déterminé de familles, liées parfois entre elles par des relations tribales et parfois simplement par des rapports de voisinage. A l'origine, champs, pâturages, bois, eaux et jardins faisaient tous partie de la curie, étaient autrement dit la propriété indivise de la communauté entière. Les terres à céréales étaient cependant réparties entre les familles, qui cultivaient leurs lots chacune pour son compte. Chaque famille produisait elle-même tout ce qui était nécessaire à sa subsistance, produits de l'agriculture, de l'élevage et objets d'usage courant. Elles n'éprouvaient que très rarement le besoin de recourir à des échanges. Dans les cas de nécessité absolue, ces familles échangeaient leurs produits entre elles par le système du troc, produits contre produits. La quantité de monnaie en circulation était extrêmement réduite car les rapports avec les villes étaient pour ainsi dire inexistantes.

Ainsi avec l'effondrement du régime de l'esclavage, l'Albanie revint à l'économie naturelle. En raison du retour à cette forme d'économie, les villes ruinées par les invasions barbares ne se relevèrent plus. Certaines avaient été entièrement désertées, d'autres avaient vu leur importance diminuer de beaucoup. Exception faite de Durres, on n'y trouvait plus ni artisans, ni marchands, ni institutions culturelles. Ces agglomérations, maintenant à caractère principalement agricole, ne présentaient une certaine importance qu'en tant que centres militaires et administratifs.

Avec le temps, du VII^{ème} au X^{ème} siècle, une partie des terres de la communauté, les champs, les vergers et les vignes appartinrent en propre aux familles. Les proportions de la curie diminuèrent. Avec l'expansion de la propriété privée du sol, les petits cultivateurs étaient de plus en plus contraints de vendre leurs terres et se trouvaient souvent sans bien. Pour pouvoir subsister, ils prenaient à bail les terres d'autrui et versaient au propriétaire un dixième du produit (la morté). L'apparition des "mortites" marque le début de la désagrégation des communautés.

Les terres des paysans appauvris furent accaparées par les institutions ecclésiastiques, par les militaires de haut rang et les riches propriétaires privés qui constituèrent une couche sociale à part, celle des dynates. Les empereurs byzantins eux-mêmes leur firent don de terres considérables. De leur côté, les dynates, et en particulier les dynates ecclésiastiques, se mirent à s'approprier par la force les terres des paysans et parfois celles de communautés entières.

Les dynates, devenus économiquement et politiquement plus puissants, exercèrent peu à peu sur les mortites des pouvoirs féodaux. Ainsi les rapports féodaux font leur apparition à cette époque en Albanie. Du VIIIème au Xème siècle ces rapports furent encore assez peu développés. Ce n'est qu'au début du XIème siècle qu'apparaissent dans les documents de l'époque sous le nom de pariques (*paroikos*), les premiers paysans installés dans les domaines féodaux.

L'empire byzantin, pour être en mesure de refouler les assauts du dehors, devait nécessairement relever sa puissance militaire. Aussi prit-il à cette fin une série de dispositions qui touchèrent également l'Albanie. En vue de défendre les provinces albanaises menacées au IXème siècle par les Bulgares d'une part, qui avaient formé depuis longtemps leur Etat sur les rives du Danube, et par les Arabes d'autre part, qui avaient débarqué en Italie du Sud, Byzance, modifiant la structure administrative de l'Albanie, y créa deux thèmes. L'un englobait les régions des anciennes provinces du Prevalis et du Nouvel Epire et reçut le nom de son chef-lieu le thème de Durres (*Thema Dyrrachiou*). L'autre réunissait les territoires s'étendant entre la Viosa et le golfe de Corinthe et fut désigné lui aussi par le nom de sa capitale, le thème de Nicopolis (*Thema Nikopolis*).

Ces mesures cependant ne donnèrent pas les résultats espérés. Sous le roi Presian, les Bulgares s'emparèrent de Okhri et de la région de Devolli (851). Sous le règne de Boris (852-889), ils se rendirent maîtres de Bérat, de la région de Mallakastrà, débouchant ainsi sur la côte au nord de Vlora. Le tsar Siméon enfin, qui régna de 893 à 927, occupa toutes les régions du thème de Nicopolis et 30 ci-

tadelles de celui de Durres sans parvenir cependant à faire tomber la ville.

A la mort de Siméon le royaume bulgare donna des signes de décomposition et ce déclin de sa puissance dura près d'un demi-siècle. Les Bulgares parvinrent cependant à maintenir leur souveraineté sur les territoires qu'ils avaient conquis en Albanie. Vers la fin du Xème siècle, leur royaume, conduit d'une main sûre par Samuil, se redressa. Il avait maintenant pour chef-lieu Okhri. Le nouveau roi étendit les limites de son royaume et réussit en 989 à s'emparer de Durres. Mais ces conquêtes furent sans lendemain. L'empereur byzantin Basile II, se hâtant de prendre des mesures pour faire face à la situation qui s'était créée, infligea à Samuil plusieurs défaites successives. Les derniers combats qui mirent aux prises ces deux souverains se déroulèrent sur le sol d'Albanie, aux alentours de Bérat et se terminèrent en 1018 par la victoire de Byzance. Ainsi, après une interruption d'un siècle et demi, la souveraineté byzantine fut restaurée en Albanie.

L'empire traversait au XIème siècle une grave crise économique, sociale et politique. Afin de remettre sa puissance militaire sur pied, Byzance augmenta les impôts, surtout ceux en argent. Cette augmentation des impôts d'Etat jointe aux exactions des fonctionnaires chargés de leur recouvrement, à l'exploitation des masses et à l'intolérable fardeau que constituait pour ces dernières la pression des dynastes, provoquèrent en Albanie comme ailleurs une série de révoltes.

La plus importante de ces insurrections fut celle qui, dirigée par Pierre Delyane, éclata en 1040 dans les régions à population slave de la Macédoine pour se propager ensuite dans le thème de Durres où les insurgés eurent pour chef un stratiote appauvri du nom de Tihomir.

Les deux mouvements insurrectionnels se fondirent sans tarder en un seul commandé par Delyane. Les révoltés, approximativement au nombre de 40.000, remportèrent de très importants succès, réussissant même à libérer Durres.

Mais en fin de compte, les forces très supérieures de Byzance étouffèrent le mouvement en 1041.

De leur côté, les ducs du thème de Durres, grisés par leurs succès et soutenus par les dynates locaux, convoitaient maintenant le pouvoir impérial. Ils songèrent à cette fin à exploiter le mécontentement des paysans. En 1043, le duc de Durres, George Maniakès, s'étant concilié la population locale par des promesses, se leva contre Byzance et se proclama empereur. S'étant mis en marche vers Constantinople, il fut battu en chemin par les armées impériales. Le chroniqueur byzantin Michel Attaleiate rapporte que les insurgés comptaient des Arberèches dans leurs rangs. D'autres révoltes de la même inspiration éclatèrent plus tard. Telles entre autres celle de 1077 dirigée par Nicéphore Bryennios et celle de 1080 dont l'animateur fut le successeur de Nicéphore, le duc Basilakios de Paphlagonie. Mais ces mouvements, pas plus que les précédents, ne furent couronnés de succès.

Le pape Grégoire VII voulut, lui aussi, mettre à profit la profonde crise politique dans laquelle se débattait l'Empire byzantin, en vue d'étendre sur les territoires des Balkans l'autorité de l'Eglise d'Occident aux dépens de l'Eglise d'Orient, après le Schisme définitif qui venait de se produire (1054). Avec l'aide du prince de la Zéta, il fonda à Antivari en 1077, un archevêché catholique auquel furent rattachés les évêchés de l'Albanie du Nord, ouvrant ainsi la voie à la propagation du catholicisme dans ces régions. Et à peu près dans le même temps, il incitait à la guerre contre Byzance les Normands qui s'étaient établis peu auparavant en Italie.

Assoiffés de butin, trente mille Normands commandés par Robert Guiscard abordèrent sur les côtes d'Albanie (mai 1081). Après avoir conquis les régions du littoral, ils se dirigèrent vers Durres et mirent le siège devant la ville. Mais les Vénitiens, alors alliés de Byzance, attaquèrent par mer la flotte normande au nord de Durres et la mirent en déroute dans les parages de Bishte i Palles. En octobre de la même année, Alexis Comnène, à la tête de ses armées,

vint en personne en Albanie mais dans le combat qui le mit aux prises avec Guiscard au sud de Durres non loin du Roc de Kavaja, ses troupes furent sévèrement défaites. Durres se trouva encerclée et pendant les longs mois de siège, l'autorité dans la ville se trouva entre les mains d'un haut fonctionnaire albanais qui portait le titre de "comes cortis". En février 1082, à la faveur de la trahison des Vénitiens de la ville, les Normands se rendirent maîtres de Durres. De là, ils étendirent leur domination dans d'autres régions du pays non sans les avoir mises à sac. Ils ne réussirent cependant pas à conserver longtemps ces contrées. Un soulèvement ayant éclaté en Italie du Sud, Guiscard fut contraint de retirer ses troupes d'Albanie.

En 1096, les pays d'Albanie furent traversés par les multitudes de la première croisade et entre autres par les Normands qui avaient à leur tête leur roi Bohémond, fils de Robert Guiscard. Les masses affamées de croisés causèrent au pays de graves dévastations sur leur passage.

Rryeradhë, le roi normand, ayant organisé en 1107 une seconde expédition contre Byzance, leva une grande armée à Vlora d'où il fit marche de nouveau sur Durres. En dépit des très importants moyens de guerre employés au cours de cette campagne, Bohémond ne réussit pas à prendre la ville. Les Normands et les Byzantins en vinrent aux mains dans maintes régions d'Albanie. Ses troupes ayant été battues, Bohémond fit la paix et rentra en Italie (1108).

Les invasions normandes avaient fait en Albanie de cruels ravages. Au XIIème siècle le pays fut encore gravement touché par deux nouvelles incursions des Normands, la première en 1149, lorsque ceux-ci, ayant abordé sur la côte albanaise, pillèrent et dévastèrent une série de villes du littoral, la seconde, en 1185, lors de leur nouvelle marche aussi infructueuse que les précédentes contre Byzance.

LA PRINCIPAUTE D'ALBANIE

Au XIIème siècle les rapports féodaux réussirent à s'implanter dans les régions montagneuses de l'intérieur du

pays. Il s'y forma comme ailleurs une noblesse féodale, ici presque entièrement d'origine arberèche. Cette noblesse de plus en plus puissante entra en conflit avec le pouvoir des princes byzantins et slaves. Afin d'affermir et d'étendre encore davantage son autorité, elle songeait maintenant à se soustraire à la souveraineté étrangère et à former un Etat à part. Les circonstances propices à la formation d'un pareil Etat se présentèrent vers la fin du XIIème siècle lorsque l'Empire byzantin fut de nouveau en proie à une crise politique très profonde qui le conduisit promptement à sa chute. Les nobles albanais se détachèrent alors du contrôle byzantin et formèrent en 1190 une principauté indépendante, le premier Etat féodal albanais connu jusqu'à ce jour. Les territoires de cette principauté s'étendaient sur les régions de l'Albanie centrale actuelle. Sa capitale était Kruja.

Le premier prince à la tête de la principauté fut l'archonte Progon (1190-1198) sur lequel on dispose de très peu d'indications. Son fils Jean (1199-1206) lui succéda et c'est au cours de son règne que l'Empire byzantin s'effondra sous les attaques des croisés de la quatrième Croisade (1204). La principauté d'Albanie profitant de la chute de l'empire s'affranchit de la pression byzantine, mais elle avait maintenant à soutenir, venant de diverses directions, la poussée d'autres Etats féodaux qui lui étaient voisins, tels le Despotat d'Epire, créé en 1204, au sud, l'Etat de la Zéta au nord et le duché de Durres qui fut créé la même année par la République de Venise à l'ouest. Afin de contrecarrer les projets de la République de Saint-Marc qui visait à annexer au duché de Durres les territoires de l'Arberie indépendante, Dimitri (1206-1216), qui succéda à son frère Jean, sollicita l'aide du pape après lui avoir promis de se convertir au catholicisme. Il se lia aussi avec le souverain de l'Etat serbe de Rascie en prenant pour épouse la fille du roi Comnène, nièce de l'empereur byzantin, et opéra en même temps un rapprochement avec le Despotat d'Epire et la République de Raguse. Ces relations amicales avec le pape n'eurent pas longue vie et tournèrent vite à l'inimitié.

Néanmoins, grâce à l'adresse de ses initiatives, Dimitri réussit à écarter la menace que constituaient pour lui la République de Venise et son allié l'Etat de la Zeta, et à conjurer en même temps le danger éventuel d'une intervention papale.

Il nous reste de la brève vie de cette principauté le texte de la convention commerciale conclue entre elle et la République de Raguse. Elle est signée, au nom de la principauté, par Dimitri et quatorze notables albanais. Ceux-ci s'y engagent à respecter la convention qui stipule la paix avec Raguse et prévoit la faculté pour les sujets de Raguse de passer librement à travers le territoire de l'Arberie sans payer d'impôts ni subir le moindre dommage. Dans ce texte, Dimitri se qualifie lui-même de "grand archonte", dignité qui correspond à celle de suzerain féodal. Les titres de Dimitri et des autres seigneurs attestent qu'en Albanie, à l'époque, étaient en vigueur les règles de la hiérarchie féodale.

Cette principauté ne jouit cependant pas longtemps de son indépendance. A la mort de Dimitri en 1216, un seigneur du pays, Grégoire Cammone, devint maître de l'Arberie. Il ne fut pas assez puissant pour résister à la poussée de son voisin du Sud, le Despotat d'Epire, qui, s'agrandissant vers le Nord, fit passer la principauté d'Arberie aussi sous sa juridiction.

Après avoir établi son autorité sur la principauté d'Arberie, le despote d'Epire, Théodore Ange Comnène (1216-1230) entreprit une série d'expéditions pour restaurer l'empire byzantin renversé. Mais ses projets se heurtèrent à l'opposition du tsar des Bulgares, Ivan Assen. Ayant dû lui livrer bataille en 1230, Théodore fut sévèrement battu et les territoires de Macédoine et d'Albanie passèrent sous la domination bulgare.

Quelques années plus tard, le successeur de Théodore, Michel II (1230-1266) entra de nouveau en campagne. Cette fois le despotat d'Epire eut à lutter contre le nouvel empire byzantin de Nicée, l'empereur ayant passé d'Asie Mineure dans les Balkans. Les longues hostilités

qui s'ensuivirent se terminèrent par la défaite de Michel II. En 1253, l'empereur de Nicée ayant promis aux Arberèches de leur reconnaître le droit de se gouverner eux-mêmes, parvint à étendre aussi son autorité sur l'Albanie.

L'empereur ayant violé sa promesse, les Albanais se soulevèrent et chassèrent les troupes nicéennes du pays (1257). Pendant près d'un an, ils réussirent à préserver leur liberté, et leur révolte ne fut étouffée qu'en 1258, grâce à l'arrivée de gros renforts de Nicée.

Le soulèvement des Albanais permit à Michel II de reprendre la lutte contre l'empereur de Nicée. Il s'assura dans le même temps l'alliance du roi de Sicile, Manfred Hohenstaufen en lui donnant en mariage sa fille Hélène, qui reçut en dot plusieurs villes et notamment Corfou, Vlora, Kanina et Bérat. Malgré l'aide de Manfred, Michel II ne fut guère plus heureux dans ses campagnes. En 1261, l'empereur de Nicée s'empara de Constantinople, restaura l'empire byzantin et soumit peu de temps après le despotat d'Epire.

Manfred Hohenstaufen et ses vassaux allemands et arabes ne conservèrent pas longtemps leurs possessions en Albanie. Manfred, vaincu en 1266 par Charles d'Anjou trouva la mort en combattant. Ce dernier, devenu roi de Sicile, mit la main sur les possessions de Manfred en Albanie, sur Vlora, Kanina et Bérat (1269) puis, agrandissant les territoires sous son contrôle, il s'empara en 1272 de Durres, la principale ville de l'Albanie du Moyen Age.

Dans l'espoir qu'il se concilierait les faveurs des populations locales, Charles proclama à Naples le 21 février 1272, la formation du "Royaume d'Arberie" (Regnum Albaniae) s'attribuant lui-même la couronne et le titre de "rex Albaniae". Des grands domaines furent concédés en fiefs et des titres héréditaires conférés aux nobles albanais conformément à la hiérarchie féodale en vigueur à l'époque à l'Occident. Le nouveau roi s'engagea aussi à reconnaître aux citadins tous les anciens droits dont ils avaient joui jusqu'alors et à les alléger de beaucoup d'impôts.

Mais Charles ne fut pas plus fidèle que l'empereur à ses promesses. Ses vassaux français et italiens qui l'avaient accompagné en Albanie se virent confier toutes les hautes fonctions dans le "Royaume d'Albanie" et devinrent les maîtres des plus grands fiefs du pays, ce qui ne manqua pas de susciter le mécontentement des nobles albanais. L'exploitation féroce des masses paysannes et citadines par les seigneurs aventuriers français provoqua également un sentiment de révolte parmi ces populations. Afin de briser la résistance des feudataires albanais, Charles d'Anjou en fit arrêter un grand nombre et les garda en otages dans les prisons d'Italie. Mais lorsque les hostilités entre Byzance et les Anjou s'engagèrent, les populations arberèches en dépit de ces mesures intimidatrices se soulevèrent contre le roi de Naples. C'est grâce en partie à leur appui que Byzance contraignit finalement les Français à quitter l'Albanie.

Les Anjou, qui avaient maintenant à leur tête Philippe, prince de Tarente, débarquèrent de nouveau en Albanie (1304). A la différence de son grand-père, Philippe s'efforça de s'assurer le concours des nobles arberèches afin de pouvoir compter sur eux non seulement contre Byzance mais aussi contre les Serbes qui aspiraient à agrandir leurs territoires aux dépens de l'Albanie. De leur côté, les nobles albanais, inquiétés par la croissance de l'Etat serbe, avaient tout intérêt à contenir cette avance avec l'aide des Anjou d'autant plus qu'ils pouvaient difficilement compter sur l'appui de Byzance très affaiblie à l'époque. Ces intérêts communs déterminèrent Philippe à partager le pouvoir en Albanie avec les seigneurs locaux. L'un d'entre eux, Guillaume Blinishti, fut même nommé maréchal des armées angevines en Albanie. Tanush Thopia reçut le titre de comte et se vit reconnaître la suzeraineté sur toutes les terres comprises entre le Mati et le Shkumbini, André Muzaka le titre de despote d'Arberie et les contrées s'étendant entre le Shkumbini et le Semani.

L'alliance de la dynastie française et des Albanais ne réussit cependant pas à entraver l'expansion du royaume

serbe sur les territoires d'Albanie. Sous le règne d'Etienne Douchan (1331-1355) ce royaume, de conquête en conquête, devint un véritable empire balkanique. De 1343 à 1347 le tsar Etienne Douchan occupa tous les territoires d'Albanie à l'exception de Durres qui demeura encore quelque temps sous la domination des Anjou.

Cet empire n'eut cependant pas longue vie. Aussitôt après la mort de Douchan (1355) des dissensions se manifestèrent entre les seigneurs, et ces querelles menèrent l'empire à son démembrement. Les princes des nationalités opprimées se détachèrent l'un après l'autre du pouvoir central affaibli et constituèrent des principautés indépendantes. De telles principautés se formèrent également en Albanie.

LES RAPPORTS FEODaux EN ALBANIE

Du XIIème au XIVème siècle on enregistra en Albanie un progrès économique remarquable. La superficie des terres arables fut en nette augmentation, de nouveaux instruments de travail plus efficaces furent mis en usage et, aux côtés des céréales, des cultures non pratiquées jusqu'alors, et notamment les cultures maraîchères, l'olivier, la vigne et le ver à soie, prirent un certain essor. L'Albanie était, à l'époque, un pays de grands troupeaux. Les produits agricoles remplissaient si abondamment les marchés locaux qu'une partie en était exportée à l'étranger.

Cette expansion économique se traduisit également par la croissance de villes prospères. De nombreuses cités antiques et entre autres Durres (Dyracchium), Shkodra (Skodra), Vlora (Aulon), Bérat (Antipatrea) se relevèrent et, à leurs côtés, de nouvelles villes prirent naissance. Telles Kruja, Kanina, Drichti (Drivast), Deja (Dagno), Shurdhahu (Sarda). Au XIVème siècle, les villes d'Albanie atteignirent un niveau de prospérité qu'elles ne connurent jamais durant tout le Moyen Age. Durres avec environ 25.000 habitants tenait toujours la première place. L'économie des agglomérations s'appuyait essentiellement sur la production artisanale et sur l'échange des objets

fabriqués avec les produits des campagnes ou d'autres villes et également sur le commerce avec l'étranger. Les gens de métier travaillaient des métaux très variés. Ils fabriquaient des instruments agricoles, des armes et des ustensiles de ménage ou des objets d'ameublement, en fer, en cuivre, en bronze et en plomb; des ornements et services de toutes sortes en or et en argent. Nombre d'artisans se consacraient à la fabrication de vêtements — feutres et capes de laine, toiles de lin et tissus de soie, chaussures et sabots de cuir, etc. Dans les villes, tailleurs, fourreurs, selliers, brodeurs alignaient leurs boutiques; près d'eux se rangeaient les boulangers, les menuisiers, les ciriers et les peintres, plus loin on trouvait des maîtres maçons et charpentiers, des ciseleurs et graveurs qui travaillaient la pierre et le bois en relief et décoraient de leurs œuvres les édifices du culte, les bâtiments publics et les demeures des riches.

Les rapports féodaux n'avaient cependant pas atteint le même niveau de développement dans tout le pays. Ces rapports ne s'implantèrent pleinement que dans les plats pays du littoral et dans les vallées de l'intérieur du pays. Dans ces régions, les terres pour la plupart étaient détenues en fief. Les types les plus répandus de fiefs en Albanie au XIV^e siècle étaient constitués par les *pronies*, les *bachtinas* et les *métohes*. La *pronie* (*pronoia*) était un fief accordé par le seigneur, et dont le détenteur était assujéti à des obligations militaires. Ce fief n'était ni transmissible par succession ni aliénable. La *bachtina* au contraire était un fief héréditaire et aliénable. Le *métohe* était un domaine concédé en fief à une institution ecclésiastique.

Les paysans-cultivateurs installés dans une *pronie*, dans une *bachtina* ou un *métohe* étaient attachés à la glèbe et relevaient en tout de leur seigneur. Ils étaient tenus de remettre au détenteur la rente féodale et ne pouvaient en aucun cas s'éloigner du fief. C'étaient des serfs. Dans les textes de l'époque, ces paysans sont désignés sous le nom de *pariques*, serfs ou *méropes*.

Dans certains fiefs, de toutes les redevances dues par le serf, la corvée constituait l'obligation la plus lourde et la rente féodale la plus importante recueillie par le seigneur. Dans ces cas le fief était divisé en deux parties. L'une était constituée par la terre "paraspor" que le seigneur exploitait en propre, l'autre était répartie aux paysans qui la cultivaient pour leur propre compte. Chaque serf était obligé de travailler quelques jours par semaine pour le compte du feudataire sur un lot déterminé du "paraspor". Il était astreint à faire les labours, les semailles, la moisson et le battage et à transporter les céréales dans les greniers de son maître. En plus de cette forme de corvée, le serf était soumis envers son seigneur à d'autres redevances en nature et en argent.

Dans d'autres fiefs, le seigneur tirait la majeure partie de la rente féodale des redevances en nature. Dans ces cas il n'existait pas de terres en "paraspor". Le serf était installé sur un lot de terrain généralement plus étendu et était obligé de verser une partie du produit qu'il en tirait à son maître qui pouvait être selon le cas un détenteur de pronie, de bachtina, ou une institution ecclésiastique. Néanmoins, même sous cette forme d'exploitation, le serf était assujéti à des redevances en argent (soc, broc, travnina, etc.) et à des prestations en travail (grosses et petites corvées).

Le développement ultérieur des rapports féodaux eut pour effet l'accroissement de la puissance économique et politique de nombreux nobles albanais, lesquels, avec le consentement ou contre le gré des souverains étrangers régnant sur l'Albanie, non seulement agrandirent leurs fiefs mais réussirent à la longue à assujettir à leur propre suzeraineté un bon nombre de seigneurs voisins. Cette couche de grands feudataires forma la noblesse féodale albanaise et la zone dans laquelle ils étendirent leur pouvoir se trouva convertie en une possession féodale autonome ou mi-autonome. Les domaines féodaux de Tanush Thopia englobaient par exemple vers 1330 les régions comprises entre le Mati et le Shkumbini alors que

les fiefs d'André Muzaka s'étendaient à la même époque entre le Shkumbini et le Sémani. Dans certaines possessions, comme dans celles des Dukagjin par exemple, aux côtés des petits fiefs se trouvaient aussi des villages et même des régions entières peuplées de paysans tout à fait libres. Les campagnes étaient souvent le théâtre de luttes opposant les nobles entre eux et ceux-ci, afin de se garantir contre des attaques éventuelles, vivaient retranchés dans des demeures fortifiées (*kula*) ou à l'intérieur de châteaux forts. Tels les Thopia à Kruja, les Muzaka à Bérat et les Dukagjin à Lèzhe. Les plus puissants d'entre eux se mirent peu à peu à tenir une cour comportant de nombreux fonctionnaires. Certains nobles, les Balsha et les Gropa entre autres, firent même frapper des monnaies à leurs armes. Ces nobles arboraient au combat leurs propres bannières — les Thopia avaient pour emblème un lion couronné, les Muzaka une aigle bicéphale surmontée d'une étoile, les Dukagjin une aigle blanche à une tête, alors que les Kastriot au XIV^{ème} siècle avaient pour emblème une aigle bicéphale noire sur fond rouge, C'est ce drapeau des Kastriot qui est devenu le drapeau national des Albanais.

Même au XIV^{ème} siècle, dans les régions montagneuses de l'Albanie, la majeure partie de la population était constituée par des paysans libres, petits propriétaires s'adonnant plutôt à l'élevage qu'à l'agriculture. Ils avaient maintenu dans leurs rapports les anciens liens de la communauté. Ces montagnards cependant, entièrement libres chez eux dans leurs montagnes, descendaient dans les plaines à la mauvaise saison pour y faire hiverner leurs troupeaux et entraient en rapports avec les nobles propriétaires de ces pâturages auxquels ils versaient la "travnina" ou droit de pâture et autres redevances en nature et en argent. Dans certains cas quelque seigneur plus puissant était parvenu à englober dans son fief une partie de ces régions montagneuses. Mais même en de telles circonstances les rapports entre les montagnards et

les seigneurs se bornaient uniquement au paiement par les premiers de l'impôt par foyer.

Il y avait aussi dans les hautes régions des montagnards qui ne payaient d'impôt à personne — ni à l'Etat, ni au seigneur, ni à leurs chefs. Bien qu'entièrement libres, ces montagnards, acculés dans leurs rudes contrées où la population allait sans cesse s'accroissant, vivaient dans un état d'extrême pauvreté. La nécessité de pourvoir à leur subsistance les réduisait à descendre vers les plaines. Souvent les déplacements de ces montagnards affamés prenaient la forme d'exodes ou d'incursions contre les villes et les possessions féodales. Le gouverneur byzantin de la région de Bérat, Nicolas Hanza, s'étant efforcé de freiner ces migrations, les montagnards de l'Albanie centrale passèrent à l'insurrection déclarée. En 1330, ils encerclèrent le gouverneur dans la citadelle de Bérat, mais, trop mal armés pour espérer s'emparer de la place, ils furent contraints de se retirer. Un soulèvement d'encore plus grande envergure éclata en 1336 et se propagea aussi dans l'Albanie du Sud. Ce mouvement prit de telles proportions que l'armée byzantine, commandée par l'empereur Andronique III en personne, dut intervenir. Les mercenaires turcs de l'empire poursuivirent les Albanais jusqu'en haute montagne et se livrèrent sur eux aux pires actes de sauvagerie. Tous les hommes faits prisonniers furent mis à mort, les femmes et les enfants vendus comme esclaves. L'armée byzantine s'appropriâ de nombreux troupeaux. L'historien byzantin J. Cantacuzène, témoin de ces combats, raconte que les troupes impériales firent main basse sur 1.200.000 moutons et des centaines de milliers de bœufs et de chevaux.

Mais les migrations des montagnards albanais ne cessèrent pas pour autant. Menant leurs grands troupeaux, ils continuaient de se déplacer en masse, vers le Nord jusqu'aux portes de Raguse et au coude du Danube, vers le Sud jusqu'en Epire et en Thessalie. Un important courant de migrations se produisit au cours de l'invasion de l'Albanie par les Serbes. Le comportement des

nouveaux gouvernants serbes à l'égard des Albanais, poussa des masses considérables de montagnards et de paysans d'à peu près toutes les régions du pays, à descendre vers le sud, en Thessalie, en Attique, au Péloponnèse d'où ils passèrent même dans certaines îles de la mer Egée et entre autres à Eubée, Hydra, Spetsai et Paros. La plupart d'entre eux s'établirent dans les terres dépeuplées des seigneurs grecs et français. Le reste fut enrôlé dans l'armée. Les populations albanaises peuplèrent ainsi les territoires grecs les moins habités, fondèrent une foule de villages dans lesquels ils vécurent selon leurs coutumes, et, en s'adonnant à l'agriculture, aidèrent par leur labeur, au relèvement de l'économie périssant de la Grèce du Moyen Age. Leurs successeurs qui ont réussi à se soustraire au long et puissant processus d'hellénisation, habitent encore aujourd'hui dans ces régions de la Grèce.

Dans les villes, le développement de l'artisanat engendra en Albanie comme ailleurs la création de corporations et d'associations de gens de métier. L'accroissement des échanges amena de son côté la formation d'une couche particulière de citadins qui se consacraient uniquement au commerce. Les échanges entre les plats pays d'Albanie et les centres les plus florissants de l'Adriatique, avec Venise et Raguse surtout, prirent une expansion particulièrement rapide. L'intensification de ces rapports eut pour effet la création, en plus des anciens ports de Durres, Ulqin, Vlora et Lèzhe, d'une série de ports marchands le long du littoral. Ceux-ci étaient généralement situés à l'embouchure des fleuves. Tels Spinaritsa sur la Viosa, Pirgu sur le Semani, Bashtova sur le Shkumbini, Medua sur le Drin, Shirgji sur la Buna. La prospérité du commerce fut aussi à l'origine de la création des foires.

Dès leur fondation, les villes avaient joui d'un régime à part qui les différenciait des fiefs. En vertu des privilèges anciennement édictés par l'empereur et réaffirmés par les souverains successifs, les citadins n'étaient pas serfs de condition mais disposaient au contraire de

certaines droits politiques et sociaux et en particulier de celui de participer à l'Assemblée des citoyens, dont l'existence, de tradition antique, avait été préservée. L'ensemble des habitants d'une ville formaient une communauté de citoyens qui avaient le droit de s'administrer à leur guise. Chaque cité constituait ainsi une commune citadine à autonomie locale.

Afin de pourvoir à l'administration de la ville, l'Assemblée du peuple avait la charge d'élire un conseil de 8 à 10 membres et un collège de magistrats. Le conseil de la ville secondait dans sa tâche le gouverneur nommé par l'empereur sous la souveraineté duquel se trouvait placée l'Albanie. La ville comptait aussi une foule d'autres fonctionnaires, et notamment le capitaine (commandant de la milice), le châtelain (commandant de la citadelle), l'amiral (commandant de la flotte) et le camérier (fonctionnaire des finances).

Le développement économique des villes entraîna une accentuation de la différenciation sociale entre leurs habitants. On distinguait maintenant dans les agglomérations trois couches: celle des nobles dont faisaient partie les citoyens les plus riches, celle des citoyens proprement dits, comprenant la masse des artisans, des marchands et des marins, petits propriétaires, et celle enfin des populaires, qui rassemblait les petites gens de la ville (apprentis, manœuvres, porte-faix et tous ceux qui ne possédaient rien en propre). La couche élevée des nobles réussit en accroissant sa puissance, à prendre en main le pouvoir dans la ville, diminuant ainsi le rôle de l'Assemblée populaire. C'est ainsi que les communes citadines se transformèrent en communes aristocratiques.

LES PRINCIPAUTES FEODALES ALBANAISES AU XIV^{ème} SIECLE

Les rapports féodaux se développant de plus en plus, la situation économique et politique des seigneurs albanais s'affermir à tel point que ceux-ci songèrent à devenir des

princes indépendants dans leurs domaines. Un concours de circonstances favorables à la réalisation de leurs desseins leur fut offert peu après le milieu du XIV^{ème} siècle, lorsque, Etienne Douchan étant mort en 1355, l'empire serbe qui avait mis l'Albanie sous sa loi, déclina rapidement jusqu'à s'effondrer. Les nobles albanais, profitant de cet affaiblissement, chassèrent ou soumirent à leur tour les gouvernants serbes, restaurèrent toute leur autorité sur leurs possessions et devinrent des princes indépendants. Les villes, elles aussi, profitèrent de ces circonstances. Maintes cités importantes, Durres, Shkodra, Ulqin et Drisht entre autres, acquirent le droit de s'administrer à leur gré se transformant ainsi en communes autonomes.

Après avoir recouvré leurs domaines, les nobles albanais se firent la guerre entre eux pour étendre leurs possessions au détriment l'un de l'autre. Dans le même temps ils s'attaquèrent aux villes dans le dessein de soumettre ces centres prospères. Au cours de la seconde moitié du XIV^{ème} siècle, l'Albanie fut en proie à une profonde anarchie féodale, dont les seigneurs les plus puissants furent les seuls à tirer avantage. Ils soumirent leurs rivaux, placèrent les cités sous leur autorité et créèrent ainsi de grands domaines féodaux. Trois de ces grands domaines furent élevés au rang de principauté.

L'une de ces principautés se constitua en Albanie centrale. Après l'effondrement de l'empire serbe, Charles Thopia, fils de Tanush, régna en maître, à partir de 1359, sur ces contrées. Au début, ses pouvoirs se bornaient aux régions environnant Pétréla. Plus tard il agrandit ses possessions en soumettant les seigneurs voisins. En 1362, attaquant Durres par terre, il mit le siège devant la ville mais ne disposant pas de flotte pour appuyer son action par mer il ne put s'en rendre maître. Après avoir contraint la population de la cité à lui verser un tribut annuel, Charles Thopia se retira de Durres et entreprit sans tarder de faire édifier un chantier naval sur le littoral afin d'y construire les navires qui lui étaient nécessaires,

L'érection de ce chantier sur les côtes de l'Adriatique mit le prince albanais en mauvais rapports avec Venise qui voyait dans la flotte albanaise en cours de construction un futur obstacle à son commerce et une rivale pour sa propre flotte dans l'Adriatique. Par ailleurs, l'attaque de Durres par Charles Thopia fit resurgir l'ancienne querelle avec les Anjou qui n'avaient pas renoncé à mettre la main sur le "royaume d'Albanie". Alors que la flotte vénitienne engageait les hostilités par mer contre Thopia (1364), Georges Balsha, allié de la République de Saint-Marc, porta ses troupes à l'attaque par le nord. Mais Thopia, se montrant un chef plein d'énergie, vainquit Balsha dans la vallée du Mati et le fit prisonnier. Puis, à la tête de la flotte qu'il venait de construire, il attaqua Durres et s'en empara (1368). Il remporta en 1372 une nouvelle victoire en mettant en déroute une expédition organisée par les Anjou qui avaient débarqué à Durres et occupé pour un temps la ville.

Ainsi à l'issue de longues luttes, Charles Thopia, après avoir soumis les seigneurs de l'Albanie centrale et repoussé les assauts du dehors, parvint à étendre ses possessions jusqu'au Mati au nord et jusqu'au Shkumbini au sud. Agissant en véritable prince indépendant, il fit des régions placées sous son autorité, une principauté à part, ayant son chef-lieu à Durres. Tel était son prestige que quelques puissances étrangères lui reconnurent même le titre de prince d'Albanie.

A peu près dans le même temps, une autre grande maison sortait victorieuse des luttes qui eurent pour théâtre les régions de l'Albanie du Nord, après la chute de l'empire serbe, celle des Balsha, originaires du village de Balez, situé à l'est du lac de Shkodra. A la mort d'Etienne Douchan, Balsha l'Ancien, qui avait été à son service en tant que joupán, soumit successivement tous les nobles albanais et serbes de l'Albanie du Nord et du Monténégro, et forma une vaste possession ayant son chef-lieu à Shkodra. Ses trois fils qui lui succédèrent, Strazimir (1362-1372), Georges (1372-1378) et Balsha II (1378-1385)

agrandirent encore leurs domaines, qui allaient au nord jusqu'au Monténégro, à l'est jusqu'à Prizren et au sud jusqu'au Mati, limite septentrionale de la principauté de Durres.

Au cours du règne de Balsha II, la principauté de Shkodra atteignit l'apogée de sa puissance. En épousant Komité, fille unique du seigneur de Vlora mort sans héritier mâle, Balsha II reçut de sa femme les villes de Vlora, Kanina et Bérat qu'elle lui apportait en dot. De là il agrandit encore ses possessions aux dépens de celles des Muzaka et des Mataranga jusqu'au Shkumbini, ses domaines dans le Sud devenant ainsi limitrophes de la principauté de Durres. Balsha II rêvait de devenir roi d'Albanie et de placer tout le pays sous sa loi. La principauté de Durres était le plus grand obstacle à son dessein. Par ailleurs les ennemis des Thopia, Venise et la papauté entre autres, incitaient le seigneur de Shkodra contre le prince de Durres. Rome, désireuse d'instaurer l'influence de son Eglise en Albanie, avait en effet intérêt à y voir régner les Balsha convertis en 1369 au catholicisme plutôt que les Thopia, de confession orthodoxe.

La lutte entre les deux principautés s'engagea en 1382. Balsha envahit les terres de son rival et s'empara la même année de Durres. Charles Thopia ne pouvant compter sur aucun allié, sollicita le concours des Turcs qui avaient pénétré jusqu'en Macédoine. Avec leur aide, il vainquit Balsha qui fut tué à la bataille de Savre, au sud de Lushnja (1385), et reprit les possessions qu'il avait perdues, Durres y compris. Les Turcs pour leur part, après avoir mis à sac le pays, s'éloignèrent d'Albanie.

L'intervention des Turcs, quoique de brève durée, persuada aussi bien Venise que le pape de mettre un terme à leur querelle avec Charles Thopia, qui avait tiré lui aussi une bonne leçon de la cupidité des Osmanlis. Mais le prince albanais mourut peu après ces événements (1388) et fut inhumé au monastère de Saint-Jean Wladimir, près d'Elbasan, monastère qu'il avait lui-même fondé. Aujourd'hui encore, on peut lire sur les murs de ce monastère trois inscriptions en latin, en grec et en slave. Charles Thopia y est cité sous le titre de prince d'Arberie.

La chute de l'empire serbe encouragea les seigneurs albanais, grecs et valaques de l'Epire à se soulever pour former des principautés indépendantes.

Les archontes grecs furent les premiers à se mettre en révolte contre le souverain serbe Etienne Uroch, frère d'Etienne Douchan. Les ambitions des seigneurs grecs qui rêvaient de restaurer l'ancien despotat d'Epire et de rentrer en possession des fiefs qui lui avaient été enlevés sous l'occupation serbe, inquiétèrent surtout les paysans albanais établis dans certaines zones de ces territoires. Forts de l'appui des paysans de leur propre origine, les nobles albanais se soulevèrent contre les archontes grecs et les battirent à plate couture au premier choc qui les opposa en 1358 sur les rives de l'Achéloos.

Le danger constitué par les visées des archontes grecs ayant été écarté, un long conflit s'engagea entre les seigneurs albanais sous la conduite de Gjin Bue Shpata (1360-1400) et les princes serbes commandés d'abord par leur souverain Etienne Urosh puis plus tard par le fils de ce dernier, Thoma Preliubovitch. Résistant aux attaques des Serbes qui appelèrent à l'occasion les Turcs à leur secours, Gjin Bue Shpata étendit les limites de ses possessions et érigea une principauté à part ayant son chef-lieu à Arta, qui est connue sous le nom de despotat d'Arta. Ses territoires s'étendaient au nord jusqu'à Gjirokaster alors qu'au sud ils rejoignaient le golfe de Corinthe.

Mais cet état d'anarchie féodale, qui par son évolution ultérieure allait inmanquablement conduire à la fusion de toutes les principautés et possessions isolées en une formation unique d'Etat, en un Etat des Albanais, fut interrompu, l'Albanie ayant été envahie par les Turcs Osmanlis.

L'INVASION DE L'ALBANIE PAR LES TURCS

Les Turcs Osmanlis, tirant parti de la putréfaction de l'Empire byzantin, avaient formé en Asie Mineure, dès la première moitié du XIVème siècle, un Etat féodal militaire.

Ayant franchi les Détroits en 1354 sans rencontrer de résistance sérieuse par suite de l'anarchie féodale à laquelle étaient en proie les pays balkaniques, et souvent même aidés par les princes locaux, ils se répandirent en quelques décades dans la plus grande partie des Balkans.

L'Albanie ne fut pas épargnée par ces invasions. Après la première expédition qu'ils effectuèrent en 1385 comme alliés de Charles Thopia, les Turcs réapparurent en Albanie en 1388. En 1389, bon nombre de seigneurs serbes, bulgares, albanais, roumains et hongrois sous la conduite du roi serbe Lazare se coalisèrent pour mieux se défendre contre les dévastations et les pillages des Turcs. Les seigneurs albanais étaient représentés dans cette coalition par Georges II Balsha de Shkodra et Théodore Korona Muzaka de Bérat. Une bataille sanglante eut lieu la même année dans la plaine de Kossovo et les forces de la coalition balkanique y subirent une cuisante défaite.

Sous le règne du sultan Bajazet, surnommé "Yillderim" (la foudre), qui succéda à Mourad Ier, tué à Kossovo, les Turcs ne connurent plus de frein à leur frénésie de conquêtes.

La République de Venise, qui convoitait de mettre la main sur les villes prospères de la côte d'Albanie avant qu'elles ne tombassent sous le joug turc, sut tirer parti de la grave situation que créait l'invasion des Osmanlis pour les seigneurs albanais. Afin de persuader ces derniers de lui livrer les cités côtières, le Sénat de Venise leur offrit des compensations et leur promit son appui. Cette forme de diplomatie s'étant avérée infructueuse, le Sénat eut recours à d'autres moyens de pression sur ces princes en leur créant des troubles à l'intérieur de leurs fiefs, en organisant des attentats contre la vie de certains d'entre eux, en incitant des seigneurs rivaux à se faire la guerre, et parfois même, à prix d'argent, en poussant les Turcs contre eux. Sous la double poussée turque et vénitienne, les principautés albanaises se disloquèrent peu à peu. Celle de Durres avait un nouveau maître, Georges Thopia, qui avait succédé à son père Charles mort en 1380. Trop jeune, de santé dé-

bile, et privé des qualités d'un chef, il céda devant la menace vénitienne, et signa en 1392, un testament aux termes duquel, à sa mort, il léguait Durres à Venise. Quelques mois plus tard, il mourait inopinément. La cité passa ainsi aux mains de Venise, alors que les autres territoires de la principauté se morcelèrent en une foule de petites possessions féodales. A peu près le même sort échut à la principauté de Shkodra. A la mort de Balsha II, sa veuve Komité, ayant quitté la famille de son mari, les régions du Sud se détachèrent de l'autorité de Shkodra. Le petit-fils de Balsha II, Georges II (1385-1403) devenu le maître de la partie septentrionale de la principauté ne fut même pas capable de maintenir ses anciennes frontières. Contraint de combattre contre les Turcs qui avaient entrepris leur pénétration en Albanie, il participa, on l'a vu, dans les rangs de la coalition balkanique, à la sanglante bataille de Kossovo, qui se termina par la victoire des Turcs (1389). Nombre de ses vassaux, notamment les Dukagjine, les Zaharie, les Ionyme et les Spane, profitant du déclin de la principauté, se détachèrent peu à peu d'elle et se créèrent un pouvoir indépendant sur leurs domaines. Dans les années successives, les Turcs occupèrent aussi les régions côtières de la principauté. Dans de telles circonstances, Georges II (Balsha), suivant l'exemple de Georges Thopia, dut s'incliner sous la pression de Venise à laquelle il livra en 1396 les villes principales demeurées encore sous son autorité, Shkodra, Drishti, Danja et Shasi. Le despotat d'Arta, sous la poussée des Turcs et par suite des querelles intestines auxquelles il était en proie, eut une destinée analogue. A la mort de Gjin Bue Shpata (1400) le despotat fut divisé en deux parties; le Nord devint une possession autonome ayant son chef-lieu à Gjirokaster sous la souveraineté de Gjin Zenebishi, gendre du prince défunt alors que le Sud qui avait toujours sa capitale à Arta revint en héritage à Maurik Bua, frère de Gjin Shpata. Quelques années plus tard, ces deux possessions se morcelèrent en de plus petites seigneuries. Ainsi au cours des dix dernières années du XIVème siècle, Venise se rendit maîtresse, l'une

après l'autre, des plus importantes cités d'Albanie. Nombre de seigneurs albanais, rendant hommage à la République de Saint-Marc en devinrent les vassaux.

Dans les cités qu'elle occupait maintenant, Venise installa sa propre administration, mit en vigueur ses lois et nomma des Vénitiens à toutes les fonctions importantes. Elle établit également des proniaires vénitiens dans les campagnes aux alentours des villes, violant ainsi par ces mesures l'autonomie reconnue des communes citadines. Les villes furent frappées de lourds impôts et leurs habitants assujettis à des obligations en corvées. Les marchands vénitiens qui se fixèrent dans ces agglomérations accaparèrent le commerce et se livrèrent aux plus révoltantes spéculations aux dépens des populations des villes et des campagnes. Ce fut contre cette forme intolérable d'exploitation qu'éclata en 1399 au nord de l'Albanie un important soulèvement. Les révoltés libérèrent Shkodra et Drishti mais Venise expédia des forces considérables qui réprimèrent le mouvement.

Beaucoup de seigneurs préférèrent alors s'entendre avec les Turcs. L'accord fut rendu possible par le fait que le sultan Bajazet ne se sentait pas encore assez puissant pour établir solidement dans les nombreuses régions qu'il avait conquises, l'administration militaire féodale ottomane. En Albanie comme dans les autres régions à peine subjuguées, les Turcs laissèrent la noblesse locale à la tête de ses domaines tout en lui imposant des rapports de vassalité. Les nobles albanais se virent contraints de reconnaître la suzeraineté du sultan, de lui verser un tribut annuel et de participer avec leurs hommes aux expéditions militaires turques chaque fois qu'ils y étaient convoqués par leur suzerain.

La défaite subie par les Turcs en 1402 à Ankara d'une part et le conflit qui mit aux prises les fils de Bajazet qui convoitaient tous les trois le trône impérial de l'autre, permirent aux nobles albanais de s'émanciper de la suzeraineté turque. Les nouvelles conditions créées leur fournissaient de nouveau l'occasion d'entreprendre librement des expé-

ditions en vue de consolider et d'étendre leurs domaines. Ils guerroyaient non seulement entre eux mais dirigeaient aussi leurs actions contre Venise à laquelle ils voulaient reprendre les villes qu'elle leur avait enlevées. Le fils de Georges II, Balsha III (1402-1421), qui songeait à restaurer l'ancienne principauté de Scutari, eut à soutenir une lutte particulièrement longue et acharnée contre Venise. Mais la diplomatie vénitienne réussissant adroitement à attiser les rivalités qui opposaient les seigneurs entre eux, se tira avec succès de la situation difficile qui s'était créée pour elle.

Par ces luttes, l'Albanie se trouva de nouveau plongée dans l'anarchie. Le pays fut morcelé en un nombre encore plus élevé de petites possessions féodales, dont les limites s'élargissaient et se rétrécissaient d'une année à l'autre, parfois même d'un mois à l'autre.

En 1413, les Turcs réussirent pour ainsi dire à surmonter la crise politique dans laquelle ils s'étaient débattus. Profitant des dissensions divisant les princes albanais, le sultan Mahomet Ier rétablit de 1415 à 1419, sans rencontrer beaucoup de résistance, l'ancienne autorité turque. Cette fois les Turcs ne permirent de conserver leurs domaines qu'aux seigneurs du Nord et du Centre de l'Albanie qui restaient leurs vassaux. En Albanie du Sud, ils chassèrent les grands seigneurs locaux, établirent sur les anciens fiefs supprimés leur régime féodal des timars et des zéamètes. Le sultan Mourad II qui monta en 1421 sur le trône, maintint quelque temps l'état de choses créé.

Durant cette période la carte des possessions féodales avait complètement changé de visage. Les grandes principautés du XIV^{ème} siècle s'étaient entièrement démembrées. A l'issue des luttes féodales trois autres grandes seigneuries s'étaient constituées, sous l'autorité des seigneurs de *Dukagjin*, occupait les régions actuelles de Lèzhe, de Mirdite, de Dukagjin et Puka; une autre, dominée par la grande famille des *Arianit*, s'étendait sur les régions de Shpat, Çermenik et Mokra; la dernière enfin était constituée par le grand domaine des *Kastriot*, qui de-

vaient jouer dans les années à venir, un rôle décisif dans l'histoire politique du pays. Originaires du village de Kastrati, dans la région du Hasi, encaissée entre les montagnes de Tropoia, dans l'actuelle Albanie du Nord, les Kastriot n'étaient pas de noblesse très ancienne. Dans la seconde moitié du XIV^{ème} siècle, Paul Kastriot, alors seigneur de petite importance, ne vivait pas dans son pays d'origine mais dans la région de Dibra où il détenait deux villages en fiefs. Son fils Jean entama son activité à l'époque où les Turcs envahirent le sol d'Albanie. Ayant d'abord rendu hommage au sultan, Jean s'affranchit de cette suzeraineté après la bataille d'Ankara. Il étendit sa domination de vive force sur la région de Dibra puis sur celle de Mati pour enfin atteindre la côte. Afin de contrebalancer la poussée turque, Jean s'allia à Venise, mais s'étant rendu compte que celle-ci ne songeait nullement à s'engager dans une guerre, il se plaça de nouveau sous la suzeraineté du sultan à qui il envoya comme otage, en gage de sa fidélité, son fils aîné Stanish qui séjourna peu de temps chez les Turcs.

Plus tard encore, Jean poursuivit une politique indépendante visant au renforcement et à l'expansion de sa puissance personnelle. En 1420, les possessions des Kastriot s'étendaient depuis la côte de l'Adriatique à l'ouest, jusqu'aux abords de Prizren à l'est. Il faut croire que cette politique personnelle suscita les soupçons des Turcs, puisque, en 1423, le sultan Mourad II contraignit Jean, seigneur de Mati et de Dibra, à lui envoyer en otages à Edréné, en garantie de sa loyauté, trois de ses quatre fils, Stanish, Constantin et Georges (le dernier Rapuch étant entré dans les ordres).

A l'époque où la Turquie et Venise étaient en guerre sur l'affaire de Thessalonique (1428-1430) Jean Kastriot, apparemment en accord avec la République de Saint-Marc, renia ses liens de vassalité à l'égard du sultan et engagea les hostilités contre les Turcs. Cette révolte n'eut toutefois pas un heureux aboutissement. Venise, ayant perdu Salonique, conclut la paix en 1430 avec le sultan sans se

soucier davantage de son allié. La même année, le sultan victorieux marcha à la tête de ses armées sur les régions de Morée et d'Albanie alors en révolte. Jean Kastriot fut vaincu. Ses châteaux-forts furent partie rasés au sol, partie occupés par les garnisons turques. La principauté des Kastriot fut démembrée. La meilleure part de ses territoires passèrent sous l'administration turque. Seule une petite enclave, située en majeure partie dans les montagnes, resta en possession de Jean vaincu.

Après avoir dompté le soulèvement de Jean Kastriot, les Turcs se mirent à instaurer leur régime des timars, en Albanie centrale aussi.

L'instauration de ce régime fut inaugurée par une nouvelle organisation administrative de type féodal. Les anciens domaines féodaux furent supprimés. Les contrées de l'Albanie centrale réunies à celles de l'Albanie du Sud, depuis le Mati au nord jusqu'à la Çameria au sud, furent groupées dans un sandjak unique qui reçut le nom de sandjak d'Albanie (*sandjak-i Arvanid*) ayant son chef-lieu à Gjirokaster et qui était gouverné par un sandjakbey relevant du beylerbey de l'eyalet de Roumélie.

Ce sandjak fut lui-même divisé en circonscriptions administratives plus réduites, en dix vilayets ou kazas (les vilayets de Gjirokaster, de Kanina, de Bérat et de Kruja entre autres) à la tête de chacun desquels fut nommé un soubache revêtu des fonctions militaires féodales et qui dépendait à son tour du sandjakbey. Dans chaque kaza, aux côtés du soubache gouvernait un cadi, chef de l'administration civile, religieuse et judiciaire, et qui relevait directement du sultan.

Les contrées de l'Albanie du Nord demeurèrent en dehors de ce sandjak. L'état de choses antérieur n'y fut pas modifié.

En Albanie comme partout ailleurs dans les Balkans, les Turcs déclarèrent toutes les terres, arables et incultes, propriété *mirié* (propriété de l'Etat). Seule une faible partie de terres fut considérée propriété *mulk* (privée) et propriété *wakouf* (sacrée).

La même année (1431) les emins turcs entreprirent le recensement de toutes les familles dans les villes comme dans les campagnes ainsi que l'inventaire des terrains, des arbres fruitiers, des vignobles, des olivaiies, du bétail, des ruches et de tous les biens possédés par ces familles, calculant ainsi le revenu de chaque exploitation privée paysanne ou citadine. Sur la base des revenus présumés, les montants des redevances dues par chaque contribuable furent fixés et inscrits dans un registre. Cet enregistrement prit fin en 1432.

Les territoires du sandjak d'Albanie furent répartis par le sultan en 335 fiefs (*timars*, *zéamètes* et *hassés*) qu'il distribua à 335 feudataires. Chaque fief comprenait, selon le cas, deux ou plusieurs villages, parfois même des dizaines de hameaux indifféremment groupés ou disséminés. Le feudataire avait le droit de procéder pour son propre compte au recouvrement des redevances inscrites à la charge des paysans ou citadins installés sur son fief. Les fiefs étaient divisés, selon la somme globale des revenus qui en étaient recueillis par le détenteur, en trois catégories: les *timars* (pour les revenus annuels inférieurs à 20.000 aktches), les *zéamètes* (pour les revenus compris entre 20.000 et 100.000 aktches) et les *hassés* (pour les revenus supérieurs à 100.000 aktches).

La plupart des fiefs étaient constitués par les timars. Les zéamètes étaient généralement accordés aux soubaches des vilayets ou à quelque grand seigneur. Les hassés étaient concédés aux sandjakbeys.

En retour des revenus tirés de leurs fiefs, les feudataires étaient tenus, en cas de guerre, au service militaire comme chevaliers armés (*sipahis*) et devaient se présenter avec une suite de gens armés dont le nombre était déterminé proportionnellement aux revenus, à chaque convocation du sultan. Au cas où le sipahi ne répondait pas à l'appel du souverain, il était dépouillé de son timar qui était remis à un autre sipahi. Les timariotes et les gens armés de leur suite, ayant à leur tête le soubache du vilayet dont ils faisaient partie, marchaient en guerre sous l'emblème du sandjakbey.

Les timariotes, les soubaches et les sandjakbeys constituèrent la *noblesse d'épée*. Mais à leurs côtés, d'autres représentants de cette classe féodale et notamment le *cadi*, l'*émin*, eux aussi dotés de timars, formaient la *noblesse de "plume"*. Ceux-ci n'étaient pas astreints à des obligations militaires mais assumaient, en compensation des revenus qu'ils touchaient, diverses charges dans l'administration du sandjak. L'immense majorité des bénéficiaires de fiefs dans le sandjak d'Albanie, les neuf dixièmes environ, était constituée par la noblesse d'épée, qui comprenait sans distinction Turcs et Albanais, musulmans et chrétiens.

Les terres accordées en timar, en zéamète ou en *hassé* faisaient juridiquement partie de la propriété miriè. Leur propriétaire en dernier ressort était l'Etat turc représenté par le sultan. En dotant le sipahi d'un fief, l'Etat ne lui en transmettait pas le droit de pleine propriété mais seulement la possession avec tous les droits féodaux qui y étaient attachés. Aussi le sipahi n'avait-il le droit ni de vendre les terres reçues en fief ni d'en faire don. Il disposait seulement de la faculté de percevoir des paysans vivant sur son fief une série de redevances déterminées.

Le paysan vivant sous ces conditions dans un timar, un zéamète ou un *hassé* s'appelait un *raya*. Ses obligations à l'égard du sipahi étaient multiples. En premier lieu le *raya* ne pouvait cultiver la terre sur laquelle il était installé que s'il versait au sipahi, son seigneur, l'impôt du *tapou*. Il était en outre astreint à lui livrer un dixième de tout produit qu'il tirait de la culture du sol ou de l'élevage, la dîme ou *ushur*, le tribut attaché à sa condition de *raya* ou *ispendjé* et le *niyabét* ou amende imposée pour toute faute ou dommage imputés au paysan.

Outre les redevances dues au sipahi, le paysan *raya* était assujéti à d'autres obligations envers le sultan et l'Etat turcs. De ces charges, la plus lourde était constituée par le tribut ou "djizé", payé une fois par an par tout habitant chrétien âgé de 14 ans révolus.

L'enregistrement des terres et la lourde charge des impôts, la conversion en *rayas* non seulement des anciens

serfs mais aussi de nombreux paysans libres, l'établissement des sipahis, d'une cupidité insatiable, dans les campagnes du pays, et leur ingérence quotidienne dans la vie des paysans, poussèrent les Albanais jusqu'à l'exaspération. Ce ressentiment se fit jour dès l'établissement du régime des timars. Bon nombre de villages s'opposèrent au recensement. Dans certains cas, les villageois tuèrent les émins turcs chargés des opérations d'enregistrement et refusèrent de reconnaître les sipahis en tant que seigneurs dans leurs campagnes.

Le même mécontentement s'empara des nobles albanais auxquels l'enregistrement fit perdre leurs possessions, soit partiellement comme les Arianit et les Kastriot, soit en totalité comme les Thopia, les Muzaka, et les Stres-Balsha. Dans l'espoir qu'ils pourraient recouvrer leurs domaines, ces nobles, tirant parti des dispositions des masses paysannes, prirent la tête des soulèvements qui éclatèrent dès qu'eut pris fin le recensement.

De toutes ces révoltes, la plus importante fut celle qui se déclencha sur les anciennes possessions des Arianit au printemps 1432. Sous la conduite de Georges Arianit, les paysans prirent les armes, tuèrent ou chassèrent les sipahis et libérèrent rapidement leurs pays de l'oppression turque. Quelques mois plus tard, en plein hiver, le sultan Mourad II envoya de nouvelles forces contre les Arianit, mais au cours du sanglant combat qui se déroula dans la vallée du Shkumbini, les Albanais remportèrent une éclatante victoire. En 1433, Georges Arianit triompha en Laberia, pour la troisième fois, de nouveaux renforts turcs.

Ces succès eurent un retentissement considérable. Plusieurs cours d'Europe firent parvenir à Arianit leurs félicitations et ne lui ménagèrent pas leurs encouragements. En Albanie même ces victoires attisèrent la flamme de l'insurrection dans d'autres régions du pays. La révolte prit surtout de vastes proportions dans la zone de Gjirokaster où elle était dirigée par Depe Zenebishi. Inquiété par l'ampleur du mouvement, le sultan dépêcha en 1434 en Albanie une nombreuse armée, qui, après avoir réprimé la

révolte, marcha à la rencontre de Georges Arianit. Les hostilités se poursuivirent pendant plus d'un an. A l'issue des combats, l'insurrection albanaise fut étouffée (1435) et Georges Arianit contraint de se retirer dans les montagnes. En 1437, un nouveau soulèvement, conduit cette fois par Théodore Korona Muzaka, éclata dans la région de Bérat, mais ce mouvement, comme les précédents, fut féroce réprimé par les Turcs.

En dépit de la participation active des masses de la population, les insurrections albanaises, conduites par des seigneurs séparatistes, se soldèrent par des échecs en raison de leur organisation insuffisante et de l'absence d'un plan d'action commune. Contre les Turcs très supérieurs en nombre et mieux organisés, le succès n'était possible que si toutes les réserves humaines, les ressources économiques et les moyens financiers, étaient rassemblés sous une seule direction dans la lutte pour la libération du pays. Ces conditions ne furent remplies que quelques années plus tard, lorsque Georges Kastriot Scanderbeg devint le chef unique de la lutte contre les Turcs.

L'INSURRECTION GENERALE DE 1443

Georges, fils cadet de Jean Kastriot, est né, croit-on, vers 1405. Il passa son enfance en Albanie auprès de ses parents. Il était encore très jeune lorsque lui et ses frères furent remis en otages aux Turcs par leur père. L'éminent humaniste de Shkodra, Barletius, dans l'œuvre monumentale qu'il lui a consacrée et qui fut publiée entre 1508 et 1510, nous dit que Georges fut envoyé comme otage au sultan Mourad II alors qu'il avait neuf ans. Une foule d'autres documents du XVème siècle nous attestent également qu'il était encore enfant lorsqu'il fut livré au sultan. Mais Mourad était monté sur le trône en 1421, on a lieu de penser que la remise en otage a dû se produire en 1423, lorsque le sultan eut achevé la soumission des nobles albanais. Or à cette époque Georges Kastriot devait avoir environ 18 ans et non pas 9 ans comme le dit Barletius.

Grand, élancé, de belle prestance, intelligent, tel que nous le dépeignent les chroniqueurs turcs, il produisit une forte impression à la cour d'Edréné. Le sultan, lui témoignant les égards dus au fils d'un seigneur vassal, le fit entrer à l'école militaire des "itch-oglan" instituée près le palais impérial. Selon la coutume, Georges fut converti à l'Islam et reçut le nom de Scander. Ses biographes affirment qu'il fit de brillantes études. Des documents de l'époque font état de sa présence en Albanie en 1426. Puis on perd ses traces pendant plusieurs années durant lesquelles il devait vraisemblablement être toujours gardé en otage à la cour impériale. Militaire de formation et fils d'un noble vassal, Georges, qui portait maintenant le nom de Scander, était obligé de participer aux expéditions habituelles des Turcs. Il y eut l'occasion de faire montre de sa valeur de soldat et se vit conférer le titre de beg, correspondant à un grade élevé de la hiérarchie militaire. Dès lors on l'appela Scanderbeg. En combattant dans les rangs des Turcs, il s'était gagné la confiance du sultan Mourad II qui le nomma en 1438 soubache du vilayet de Kruja, l'un des plus importants du sandjak d'Albanie.

Scanderbeg eut beau servir pendant plusieurs années dans l'armée turque, il n'effaça jamais de son esprit l'image de sa patrie meurtrie sous le joug des Osmanli. L'amour de la liberté et l'attachement pour ses compatriotes étaient profondément ancrés en lui. A peine nommé soubache à Kruja, il entreprit clandestinement des préparatifs pour l'organisation de l'insurrection libératrice et s'efforça en même temps de s'assurer un appui à l'étranger. Par l'entremise de son père, alors très âgé, il réussit à nouer des relations secrètes avec Venise et Raguse, qui lui assurèrent de leur bienveillance.

En 1440, Scanderbeg quitta Kruja pour se rendre au sandjak de Dibra et y assumer semble-t-il les fonctions de sandjakbey. Il poursuivit là-bas ses préparatifs de soulèvement. Tout à son dessein, il entra en contact avec d'autres pays et notamment avec le royaume de Naples et la Hongrie. En dépit cependant des dispositions favorables

des masses populaires et des encouragements qui lui venaient des Etats étrangers avec lesquels il était entré en rapports, Scanderbeg attendit, pour déclencher l'insurrection, que des circonstances propices se présentassent sur le plan international. Au mois de septembre 1443, il jugea l'heure venue.

Dès 1442, les Hongrois, sous la conduite de leur éminent chef Jean Hunyadi avaient passé des opérations défensives auxquelles ils s'étaient limités jusqu'alors, à une guerre offensive acharnée pour repousser le plus loin possible les envahisseurs turcs et pour les chasser même si possible des Balkans.

Après ses premiers succès, Hunyadi projeta d'organiser l'année suivante une offensive d'encore plus grande envergure. Il pressentit dans cette intention les peuples des Balkans qui devaient selon son plan opérer sur les arrières de l'armée turque. Le pape, allié des Hongrois, pressa instamment les seigneurs de la péninsule et ceux d'Albanie en particulier à prendre les armes contre les Turcs dès que les Hongrois se seraient mis en marche vers le sud. Scanderbeg, lui aussi, fut sollicité dans ce sens, mais il jugea plus opportun d'obéir pour l'instant à l'ordre du sultan et se mit en route avec l'armée de son sandjak, en direction du Danube.

Le 3 novembre 1443, les forces hongroises franchirent hardiment le Danube et, entamant leur offensive qui avait pour objectif la ville de Nish, semèrent la panique dans les rangs de l'armée turque. Scanderbeg pensa que le moment propice était venu. Profitant du désarroi des troupes turques en retraite, il s'esquiva avec son neveu Hamza et 300 hommes, et arriva quelques jours plus tard à Dibra où il fut accueilli par les ovations de la population.

A Dibra, Scanderbeg s'employa hâtivement à débarrasser le pays des garnisons turques. Dans le dispositif de défense constitué par ces garnisons, la citadelle de Kruja occupait une position-clé, sa situation stratégique la rendant très difficilement prenable. Présentant un faux firman du sultan, en vertu duquel il était soi-disant nommé de nou-

veau soubache de Kruja, Scanderbeg se fit remettre le commandement de la ville et de la citadelle. Puis, la nuit venue, ayant introduit à l'intérieur des murs ses soldats cachés dans un bois voisin et soutenu dans son action par de nombreux citadins qui lui étaient fidèles, il attaqua et anéantit la garnison turque.

Cette action fut le signal de l'insurrection générale des Albanais, conduits par Georges Kastriot Scanderbeg, contre les envahisseurs turcs. Dans les journées qui suivirent, il propagea lui-même la flamme de la révolte dans les autres régions placées sous la souveraineté des Kastriot en chassant de partout les sipahis et les garnisons turques. Le 28 novembre 1443, il proclama la restauration de la principauté libre d'Albanie en hissant sur la blanche citadelle de Kruja l'emblème des Kastriot, l'aigle bicéphale noire sur fond rouge.

Le soulèvement de Scanderbeg permit aux autres seigneurs albanais aussi de recouvrer leurs possessions féodales. En décembre 1443, toutes les forces turques avaient été chassées de l'Albanie centrale.

Après le succès du mouvement insurrectionnel dans ces régions, Scanderbeg et les autres chefs albanais avaient maintenant pour tâche de rassembler toutes les forces vives et les ressources matérielles du pays non seulement afin de défendre la liberté chèrement conquise, contre les expéditions que le sultan ne manquerait pas d'entreprendre dès qu'il serait allégé de la pression hongroise, mais en vue aussi de libérer les autres contrées d'Albanie. Pour que ces tâches pussent être menées à bien l'union du pays était indispensable. Scanderbeg prit à cette fin l'initiative de convoquer à Lèzhe, le 2 mars 1444, une assemblée générale, à laquelle participèrent à peu près tous les nobles albanais et notamment parmi eux, ceux qui avaient été à la tête des soulèvements antérieurs contre les Turcs, Georges Arianit, André Thopia, Nikolas Dukagjin et Théodore Muzaka. Les montagnards libres étaient aussi représentés par leurs chefs à cette réunion.

En dépit de leurs divergences, les nobles albanais, soucieux de conserver leurs possessions, résolurent de s'unir dans la lutte commune contre les Turcs. Cette union scellée par serment et connue sous le nom de "Ligue Albanaise" se choisit pour chef Scanderbeg. Afin de soutenir avec succès cette lutte commune, la Ligue décida la création d'une armée albanaise formée d'unités fournies par tous les membres de la Ligue, chacun selon ses moyens. Le commandement en chef de cette armée fut aussi confié à Scanderbeg. Cette guerre allait entraîner de grosses dépenses. Aussi, pour y faire face, fut-il décidé de créer un trésor commun alimenté par les contributions des membres. Chaque noble s'engagea devant l'assemblée à fournir à la Ligue un certain nombre d'hommes et une somme d'argent déterminée. C'est encore Scanderbeg qui s'engagea à apporter les unités les plus nombreuses.

La "Ligue Albanaise" était une sorte d'alliance politique et militaire créée dans l'unique but de combattre contre les Turcs. Chaque seigneur conservait ses possessions et son autorité indépendante sur ses domaines. Scanderbeg lui-même n'exerçait sa suzeraineté que sur ses fiefs. En tant que chef de la Ligue il n'était que "primus inter pares". Il ne lui était pas reconnu le droit d'intervenir dans les domaines des autres nobles. Mais malgré la faiblesse que constituaient ces réserves dans le pouvoir du commandement unique, la formation de la "Ligue Albanaise" représentait un pas en avant en ce qu'elle créait un front unique dans la lutte contre l'ennemi commun, les Turcs.

A peine la réunion de Lèzhe eut-elle terminé ses travaux que Scanderbeg, en tant que chef de la Ligue, s'employa sans tarder à l'organisation de l'armée albanaise, en se hâtant d'adopter aussi des mesures de défense. Connaisant à fond les mérites et les faiblesses de l'adversaire, il s'appliqua à créer non pas une armée à l'image de la masse de gens armés que commandaient les nobles, masse composée de mercenaires et d'unités mal organisées de paysans, mais une armée d'un type nouveau, disciplinée, bien en-

GEORGIUS

SCANDER
BEK

δημόσια Κεντρική Βιβλιοθήκη Κόνιτσας

Georges Kastriot Scanderbeg. D'après un portrait du XVIème siècle
(Galerie des Offices, Florence).

trainée et disposée à se battre sans arrière-pensée de compromis, avec l'ennemi.

En peu de temps, Scanderbeg mit sur pied une armée entière de près de huit mille hommes. Une partie de ces forces, trois mille hommes environ, formaient la "garde prétorienne" attachée à la personne de Scanderbeg et qui se composait de fantassins et de chevaux légers et non d'unités de cavalerie lourde que l'expérience avait révélées inaptés à combattre contre les janissaires et les sipahis turcs. Une autre partie de l'armée, se montant elle aussi à trois mille hommes, fut placée sous le commandement de Moïsi Golem et se vit confier comme tâche de défendre les frontières de l'est d'où pouvaient déboucher les armées turques. Ces forces, recrutées sur les possessions de Scanderbeg, constituaient des unités permanentes. Le reste de l'armée groupait les unités fournies par les autres nobles, membres de la Ligue. Outre ces troupes de l'armée proprement dite, Scanderbeg créa des détachements irréguliers de volontaires recrutés parmi les paysans et qui devaient prêter secours à l'armée permanente au moment de l'appel au combat. Par cette forme d'organisation, Scanderbeg fut en mesure de disposer, en cas de nécessité, d'une armée de 15 à 18 mille hommes.

LES PREMIERES VICTOIRES DE SCANDERBEG

L'occasion de se heurter aux Turcs ne se fit guère attendre. Hunyade, s'étant replié vers la Hongrie, le sultan, le printemps venu, résolut de dompter l'insurrection victorieuse des Albanais. En juin 1444, une armée turque de 25.000 hommes, commandée par Ali pacha, pénétra en Albanie par Okhri. Les forces albanaises se portèrent au devant d'elle et se trouvèrent face à face avec l'ennemi dans la plaine de Domosdove. Ali pacha déclencha l'attaque le 29 juin. Scanderbeg, simulant d'accepter le combat, manœuvra adroitement et se replia en feignant d'avoir le dessous. Poursuivi par l'armée turque, il l'attira dans l'é-

troite plaine du Torviol, encaissée entre les monts et les forêts qui la dominant tout à l'entour. Alors que les Turcs, croyant avoir pris les Albanais au piège, se réjouissaient déjà de leur succès, ils furent soudainement encerclés par les forces de Scanderbeg cachées dans les forêts avoisinantes. Attaqués de toutes parts, les Turcs furent mis en complète déroute.

Dépité de cet insuccès, le sultan entreprit encore deux autres expéditions contre les Albanais, la première en 1445 et la seconde en 1446 qui se soldèrent toutes les deux par des échecs comme la précédente.

En 1447, les Turcs ne se risquèrent à aucune opération en Albanie mais les Albanais eurent cette année-là de graves embarras du fait de l'inquiétude que suscitait à Venise le renforcement des seigneuries albanaises en général et celui de la principauté libre de Scanderbeg en particulier, dont la puissance accrue était une conséquence des victoires remportées contre les Turcs. De crainte que les seigneurs albanais, s'ils devenaient plus forts, ne songent à reprendre les florissantes villes côtières en sa possession, la République de Saint-Marc s'employa, par ses menées, à causer une rupture au sein de la Ligue Albanaise et à saper le pouvoir indépendant de Scanderbeg, qu'elle considérait, ainsi que l'a dit plus tard K. Marx, comme une "épine dans son pied".

Cette politique hostile conduisit, à l'automne 1447, à la guerre déclarée entre la Ligue Albanaise et la République de Venise. L'affaire de la ville de Danje (Dagnum) servit de prétexte au conflit. Lek Zacharie, seigneur de Danje et membre de la Ligue était mort sans laisser de successeur. En vertu de l'accord conclu par les seigneurs entre eux, aussi bien la ville que l'importante citadelle de Danje devaient passer sous l'autorité de la Ligue. Venise cependant réussit à s'introduire par la ruse dans la place avant l'arrivée des forces albanaises. Scanderbeg se porta sans hésiter à l'attaque de l'ancienne possession des Zacharie ainsi que des autres citadelles de la côte, alors sous la souveraineté vénitienne. Mais faute d'artillerie suffisante, il

ne put se rendre maître de ces places-fortes. Les combats se poursuivirent encore l'année suivante. Les efforts de Venise pour semer la discorde parmi les alliés échouèrent. Une autre tentative de la République de Saint-Marc qui mit la tête de Scanderbeg à prix ne fut pas plus heureuse.

Au printemps 1448, les Albanais encore en guerre contre Venise virent soudain leur situation s'aggraver. Une nombreuse armée turque, venant de l'est et conduite par le sultan Mourad II lui-même, arriva au mois de juin aux portes de la citadelle frontière de Sfétigrad (aujourd'hui Kodjadjik) devant laquelle les troupes turques mirent le siège avant de continuer leur marche sur Kruja.

L'attaque turque plaçait les Albanais entre deux feux. Afin d'éteindre l'un des foyers pour se retourner ensuite contre les Turcs, Scanderbeg entreprit d'énergiques opérations dans la région de Shkodra. Fort de l'appui des paysans qui s'étaient soulevés à ses côtés il vainquit l'armée vénitienne sur les rives du Drin, le 23 juillet 1443, remportant sur elle une nette victoire. Laissant ensuite quelques-unes de ses unités sous le commandement de son neveu Hamza assurer la garde dans ce secteur, il se porta avec le gros de ses forces sur Sfétigrad assiégé.

Devant cette citadelle, le sultan se vit opposer par la garnison albanaise une résistance qui tenait du prodige. A peine aux abords de la place, Scanderbeg, voulant faire reprendre haleine aux assiégés, attaqua les Turcs du dehors. Mais les Turcs ayant finalement découvert le canal d'adduction approvisionnant la citadelle en eau, contraignirent la garnison à se rendre par la soif. Malgré son succès, le sultan ne poussa pas vers Kruja, l'annonce des préparatifs d'une nouvelle expédition de Hunyadi l'ayant obligé de regagner sa capitale afin d'être prêt à soutenir le choc des Hongrois.

Ces circonstances poussèrent aussi Scanderbeg à mettre promptement un terme à sa guerre contre Venise afin d'avoir les coudées franches pour participer, aux termes de l'accord qu'il avait conclu avec Hunyadi, à la campagne des Hongrois contre les Turcs. Les négociations avec Ve-

nise ayant traîné en longueur la paix ne fut signée que le 4 octobre 1448, et seulement après que le chef albanais eut consenti à renoncer à Danje. Venise s'engageait en compensation à lui verser 1.400 ducats par an. Scanderbeg se mit alors en route en direction de Kossovo où il devait rejoindre Hunyadi. Mais avant que le chef albanais n'ait pu leur venir en aide, les Hongrois furent mis en déroute (18 octobre 1448).

En 1450, Mourad II, vainqueur des Hongrois, décida de porter un coup décisif à la résistance albanaise. Ayant rassemblé toutes ses forces s'élevant à près de 100.000 hommes, il se mit en marche, au début du mois de mai 1450, toujours en direction de l'Albanie. Cette fois son objectif était Kruja.

Afin de tenir tête à cette immense armée, Scanderbeg lança l'appel à la mobilisation générale. En peu de jours il réussit à mettre sur pied une armée d'environ 18.000 hommes qu'il répartit en trois groupes: 1.500 hommes furent placés à l'intérieur de la citadelle sous le commandement du comte Uran, un seigneur qui avait donné des preuves de sa vaillance; Scanderbeg, lui, resta avec 8.000 soldats hors de la place et se retrancha sur le mont Tumenisht, au nord de Kruja; le reste de ses effectifs fut organisé en petites unités mobiles de guérillas.

A peine en Albanie, les troupes turques descendant la vallée du Shkumbini furent en butte aux embuscades des paysans albanaises. Contraintes de se battre dans des conditions très désavantageuses qui leur firent essuyer de lourdes pertes, elles poursuivaient les petites unités de guérillas profondément à l'intérieur du pays et étaient souvent victimes de leurs guet-apens. Le sultan, assez éprouvé par les engagements meurtriers qu'il avait dû soutenir en chemin, arriva à la tête du gros de ses forces le 14 mai 1450 devant Kruja, et investit la citadelle.

Après que le sultan eut échoué dans ses tentatives de prendre la ville sans combat en alternant les menaces et les promesses, les Turcs mirent en action leurs mortiers lourds dont les boulets pesaient environ 400 livres, disent les sour-

ces de l'époque, et qui étaient employés pour la première fois en Albanie. Cette canonnade fut suivie de l'attaque générale mais tous les assauts furent repoussés. La garnison ne se rendit pas. Du dehors, Scanderbeg, par la mobilité de son action, harcelait les assaillants en semant le désarroi dans leurs rangs. Dans le même temps, les unités de guérillas formées de paysans se jetaient sur les caravanes qui venaient de Macédoine et de Venise pour ravitailler l'armée turque.

Durant l'été, les Turcs renouvelèrent à maintes reprises leurs assauts, mais la résistance des Albanais jetés tous corps et âme dans la lutte fit échouer toutes leurs tentatives. Après quatre mois et demi de siège sans résultat, l'hiver approchant, Mourad II leva son camp le 26 septembre 1450, et, battant en retraite avec son armée vaincue qui laissait sur le terrain près de 20.000 tués, rentra à Edréné.

La défense de Kruja fut un grand succès pour les Albanais en général et pour leur chef Scanderbeg en particulier. Cette victoire eut un retentissement considérable aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Les cours d'Europe, par des messages et des délégations spécialement envoyées à cette intention, félicitèrent le prince albanais de son éclatante victoire.

FORMATION DE L'ETAT ALBANAIS INDEPENDANT. LA LUTTE CONTRE LA TRAHISON DES SEIGNEURS FEODaux

Ces succès albanais ne tardèrent pas à éveiller l'attention des Etats d'Europe intéressés à la guerre contre les Turcs. Ces puissances se mirent à voir dans les Albanais une force considérable pouvant contribuer à chasser les Osmanli des Balkans. Scanderbeg pour sa part, se rendait compte que la lutte contre le puissant sultan, alors qu'il fallait par surcroît se garder de voisins comme Venise à laquelle l'on ne pouvait se fier, ne pouvait être conduite longtemps avec succès sans l'appui politique et l'aide matérielle de l'étranger. Cette identité d'intérêts entraîna l'établissement de relations diplomatiques entre Scanderbeg et de nombreux

Etats étrangers, notamment avec la Hongrie, Raguse, Rome et Naples.

La nécessité qui s'imposait à Scanderbeg de ne pas demeurer seul dans la lutte qu'il allait poursuivre contre les Osmanli devint encore plus pressante après le siège de Kruja. Six années de guerre avaient dévasté le pays. La campagne de 1450 surtout avait causé d'énormes ravages, les Turcs avaient brûlé les campagnes, détruisant les moissons. Durant l'hiver 1450-1451, le pays fut menacé par la famine. La population civile et l'armée souffraient d'une pénurie de vivres. Les armes aussi étaient insuffisantes et des moyens étaient nécessaires pour remettre en état les forteresses endommagées. Afin de faire face à toutes ces exigences, Scanderbeg sollicita le concours de plusieurs Etats étrangers hostiles à la Turquie. Un seul pays, le royaume de Naples, se montra disposé à lui venir en aide. Alphonse V d'Aragon songeait en effet à constituer un grand empire méditerranéen. Aussi jugeait-il de son intérêt de s'allier à Scanderbeg, prince d'Albanie, comme on s'était mis à l'appeler à l'époque, avec lequel il signa le 26 mars 1451 à Gaète, un traité aux termes duquel le roi de Naples s'engageait à fournir au prince albanais une aide militaire et financière afin de lui permettre de poursuivre sa lutte contre les Turcs. Scanderbeg de son côté, pressé par le besoin de subsides et espérant entraîner son allié dans la guerre contre les Osmanli, promit de se reconnaître le vassal d'Alphonse sur toutes les terres qui seraient libérées avec l'aide des forces napolitaines.

Mais les secours envoyés effectivement par Alphonse d'Aragon furent peu considérables. Quelques centaines seulement de soldats catalans abordèrent en Albanie et ne participèrent même pas aux combats. En conséquence Scanderbeg se considéra délié de sa promesse et ne rendit pas hommage à Alphonse. Dans les années qui suivirent, les Albanais, de nouveau sans la moindre aide, furent contraints de contenir à eux seuls, une série de furieuses expéditions turques. Ils avaient maintenant en face d'eux Mahomet II Fatih (le Conquérant) qui, après s'être emparé

en 1453 de Constantinople, poursuivait avec une ardeur redoublée ses campagnes en vue de pousser les frontières turques toujours plus profondément à l'intérieur de l'Europe.

A la longue cependant, la Ligue Albanaise formée à Lèzhe en 1444, et au sein de laquelle les nobles avaient conservé leurs droits de gouverner leurs possessions de façon autonome, ne répondit plus aux conditions créées par l'expansion et l'intensification de la lutte de libération. Par leur attitude particulariste, les nobles entravaient la mobilisation de toutes les ressources en hommes et en matériel du pays, mobilisation exigée par la guerre inégale contre l'envahisseur. En outre, leur attitude hésitante, aux moments les plus critiques du conflit surtout, constituait un danger sur les arrières de Scanderbeg, et cela d'autant plus que cette attitude était exploitée, voire même encouragée par les puissances ennemies, aussi bien par les Turcs que par les Vénitiens.

Les nécessités de la lutte défensive déterminèrent Scanderbeg à briser le particularisme des seigneurs. Fort de l'appui des masses de la population et de l'armée en particulier, qui lui étaient désormais politiquement attachées, Scanderbeg se mit peu à peu, lorsque surtout des intérêts supérieurs étaient en jeu, à ne plus tenir compte des droits des seigneurs à l'autonomie dans leurs domaines. Il pénétra souvent de vive force, au cours des hostilités, dans les possessions des seigneurs ses alliés, établit dans leurs forteresses des garnisons qui lui étaient fidèles et adopta également d'autres dispositions qui empiétaient souvent sur leurs droits. Plus tard, ayant encore affermi son pouvoir, Scanderbeg prit des mesures de coercition contre les nobles hésitants, releva de leurs commandements les seigneurs incapables ou au loyalisme douteux, les dépouilla de leurs prouesses ou de leurs domaines pour les distribuer à des militaires ou à des paysans qui s'étaient distingués pendant la guerre. Ainsi avec l'affermissement sans cesse plus prononcé de l'autorité de Scanderbeg, les anciennes limites des domaines féodaux furent peu à peu supprimées et les possessions elles-mêmes se fondirent en une entité unique

revêtant déjà la forme d'un Etat. Ce processus aboutit à la formation d'un Etat uni des Albanais sous la souveraineté de Georges Kastriot Scanderbeg. La constitution de cet Etat indépendant représentait un pas en avant par rapport à la situation antérieure caractérisée par l'anarchie féodale.

Cette évolution toutefois ne fut pas sans susciter le mécontentement des nobles désireux de préserver à tout prix leur pouvoir particulariste. Impuissants à freiner le cours des événements conduits d'une main sûre par Scanderbeg, les grands seigneurs commencèrent à se détacher de la Ligue Albanaise. En 1450, deux puissantes maisons, les Arianit et les Dukagjin quittèrent la Ligue. Leur défection, en ouvrant une brèche dans le front défensif juste en un temps où les Turcs s'étaient particulièrement déchaînés contre l'Albanie, fit un grave tort au pays. Scanderbeg s'efforça mais en vain de ne pas trop détériorer ses rapports avec eux. Les Dukagjin, allant plus loin, firent même la paix avec le sultan et se mirent à comploter contre Scanderbeg. Il sembla au début que Scanderbeg serait plus heureux dans ses relations avec Georges Arianit, dont il épousa en 1451 la fille Donika, afin justement de resserrer ses liens d'amitié avec cette maison. Mais peu après, Arianit quitta de nouveau la Ligue.

Plus tard, lorsque l'autorité de Scanderbeg se fut affirmée encore davantage, quelques nobles, et parmi eux certains de ses plus étroits collaborateurs, le trahirent de façon éhontée et se mirent au service des Turcs contre leur propre patrie. La trahison des seigneurs atteignit son point culminant de 1455 à 1457.

En 1455, Scanderbeg résolut de se porter à l'attaque de la citadelle de Bérat qui était retombée aux mains des Turcs au cours de la dernière expédition contre Kruja. Il voulait par cette action ouvrir la voie à la libération de l'Albanie du Sud. Deux mille Napolitains envoyés en aide par Alphonse prenaient part cette fois aux combats aux côtés des Albanais. Les opérations au début prirent une heureuse tournure. La citadelle fut investie et la garnison turque, aux abois, demanda un délai de quinze jours au

terme duquel elle s'engageait à se rendre. Mais avant l'expiration du délai, une armée turque d'environ 40.000 hommes qui avait réussi à suborner Moïsi Golem commandant des forces albanaises chargées de la défense des frontières, fit le chemin qui la séparait de Bérat sans donner l'éveil et, tombant à l'improviste sur les Albanais et les Napolitins, leur infligea une grave défaite. Après sa trahison, Moïsi Golem passa chez les Turcs.

En 1456, 15.000 cavaliers turcs guidés par Moïsi Golem pénétrèrent de nouveau en Albanie. Scanderbeg qui les attendait de pied ferme les écrasa au cours du choc sanglant qui eut lieu dans la région de Dibra. Moïsi Golem, repent, se rendit à son ancien chef, qui, l'ayant grâcié, l'admit de nouveau parmi les siens. Peu après, un autre noble albanais, Georges Stres Balsha, livra traîtreusement aux Turcs la citadelle frontière de Modrica, et, quelques semaines plus tard, le neveu et à la fois le plus étroit collaborateur de Scanderbeg, Hamza Kastriot, qui en tant que rejeton des Kastriot, prétendait recevoir en succession une partie des domaines de son grand-père, trahit lui aussi les siens, et passa à l'ennemi.

Vers la fin du printemps 1457, alors que les Albanais se trouvaient dans une situation quasi désespérée, une importante armée turque de près de 80.000 hommes, sous la conduite du fameux général Isaac bey Evrenos, se mit en marche vers l'Albanie. Elle était accompagnée de Hamza Kastriot, nommé gouverneur de Kruja par le sultan.

Les Albanais, à leur habitude, ne perdirent pas courage. Scanderbeg, disposant de l'appui inconditionné des masses de la population, harcela sans répit les Turcs depuis la fin du mois de mai jusqu'au début de septembre, et parvint à les épuiser sans jamais engager le combat. Il cacha si bien son jeu qu'il réussit à faire croire au commandant turc et à son propre neveu que ses forces étaient "anéanties", que ses soldats et ses officiers l'avaient "abandonné" et que lui-même s'était terré quelque part dans les hautes montagnes pour "sauver sa tête". Mais le 7 septembre 1457, alors que les Turcs, désormais sûrs de leur victoire,

célébraient insoucians la fin de la résistance albanaise dans la plaine d'Albulène au voisinage de Kruja, le chef albanais fondit subitement sur eux et les mit complètement en déroute, capturant même, parmi les nombreux prisonniers, le traître Hamza Kastriot.

A Albulène, les Albanais conduits par Scanderbeg remportèrent non seulement une éclatante victoire militaire sur les Turcs plusieurs fois supérieurs en nombre, mais également un succès politique important sur les seigneurs chancelants ou passés à la trahison. Ils dissipèrent ainsi les doutes émis un peu partout sur les perspectives d'avenir qui s'ouvraient au pouvoir de Scanderbeg. Cette victoire permit à ce dernier de triompher des tendances séparatistes des seigneurs, ses alliés, et de concentrer de façon encore plus exclusive entre ses propres mains le pouvoir dans la principauté albanaise.

La victoire d'Albulène éclaira d'un jour nouveau, plus éclatant que jamais, l'Albanie et son chef dans l'arène internationale. Les cours d'Europe, par des messages tissés de louanges, prodiguèrent leurs félicitations au chef albanais. Le pape Callixte III, qui le couvrit d'éloges, lui conféra des titres honorifiques et le convia à participer à la grande Croisade qu'il s'employait à organiser contre les Turcs.

Pie II, qui succéda à Callixte, se montra plus actif dans les préparatifs de la croisade et fit reposer ses espoirs de succès sur la participation de Scanderbeg, qui, après la mort de Hunyade survenue en 1456, était devenu en Europe la figure la plus populaire de la lutte libératrice contre les Turcs. Au Congrès de Mantoue qui se tint en 1459 pour décider de la croisade que l'Europe se préparait à entreprendre, nombreux furent ceux qui exprimèrent la profonde estime en laquelle ils tenaient le valeureux chef albanais. Les plans de guerre qui furent arrêtés en cette occasion confiaient à Scanderbeg la lourde tâche de se porter à l'attaque des Turcs au centre du déploiement des forces des croisés.

Cependant les préparatifs de la croisade traînaient par suite des contradictions de nature féodale divisant les divers participants. Entre temps, les Turcs acheminaient de nouvelles expéditions vers l'Albanie. Les préparatifs de la croisade allaient apparemment durer encore longtemps. Dans l'attente de leur achèvement, et afin de permettre aussi au pays de reprendre haleine et de remettre tant soit peu sur pied son économie ravagée par les guerres incessantes, Scanderbeg accepta en 1460 la proposition du sultan qui lui offrait une trêve de trois ans.

Il profita de ce répit pour aller au secours de son allié, le roi de Naples, Ferdinand, qui avait succédé à son père Alphonse, mort en 1458. Les barons du pays, désirant voir sur le trône un roi de la dynastie des Anjou, s'étaient soulevés contre le nouveau souverain. Scanderbeg était intéressé à voir triompher dans cette guerre intestine le fils de son ancien allié, dont il espérait à son tour l'aide dans sa lutte contre les Osmanli. Aussi accéda-t-il à la demande de secours que lui avait adressée Ferdinand. L'un des seigneurs insurgés, le prince de Tarente, Jean Antoine Orsini, dans une lettre en date du 10 octobre 1460, envoyée à Scanderbeg, s'appliquait à le persuader de renoncer à son expédition en Italie, en l'assurant que ses troupes faiblement armées ne pourraient sauver la dynastie des Aragon de sa chute et que l'armée albanaise devait s'attendre à subir une défaite humiliante sous les charges de la cavalerie lourde italienne. Dans sa réponse à ce prince, Scanderbeg déclarait, le 31 octobre 1460, "qu'il était l'ami de la vertu et non pas du destin, et qu'il ne pouvait pas abandonner son allié". Scanderbeg rappelait en outre au prince insurgé que sans la lutte victorieuse soutenue par les Albanais, non seulement l'Albanie mais l'Italie aussi, plieraient sous le joug des Osmanli et qu'il était plus juste d'offrir son aide à la dynastie des Aragon qui lui avait prêté secours dans sa guerre contre les sultans qu'à la maison d'Anjou qui n'avait fourni aucune contribution contre les Turcs.

Scanderbeg se mit donc en route pour l'Italie (1461) avec une partie de sa cavalerie légère. Il y aborda au moment

le plus critique pour Ferdinand, mais par les deux victoires qu'il remporta, la première à Barletta et la seconde à Trani, il aida le roi de Naples à réprimer la révolte et à consolider son pouvoir chancelant.

LES BRILLANTES VICTOIRES DE SCANDERBEG CONTRE MAHOMET LE CONQUERANT

En 1462, la situation pour le mouvement insurrectionnel albanais s'aggrava encore. Venise d'une part, inquiète du raffermissement de l'alliance de l'Albanie avec Naples sa rivale, avait repris ses menées en incitant les nobles séparatistes contre Scanderbeg. D'autre part, Mahomet II, s'imaginant que la situation du prince albanais était de plus en plus précaire et soucieux aussi de ne pas lui permettre de participer à la croisade en préparation, viola la trêve et envoya trois expéditions successives contre l'Albanie.

Scanderbeg, averti à temps, rentra promptement à Kruja et parvint de nouveau à se tirer avec succès de cette grave situation. Il défit tour à tour en un mois les trois expéditions dirigées contre lui.

Devant ces échecs, le sultan proposa à Scanderbeg au printemps 1463, non plus une trêve mais un traité de paix pour une durée de dix ans. Celui-ci accepta et la paix fut signée à Uskub en avril 1463.

Les inspireurs de la croisade, le pape Pie II à leur tête, inquiets de cet accord, pressèrent instamment le chef albanais à reprendre la lutte contre les Turcs. Au début celui-ci refusa. Mais dans les mois qui suivirent, la situation changea, les préparatifs de la prochaine croisade paraissant sur le point de s'achever. En été, Venise entra en guerre contre la Turquie. La République de l'Adriatique pour laquelle l'appoint des Albanais était maintenant essentiel, renonça à son ancienne attitude hostile à leur égard et conclut même avec Scanderbeg un traité d'alliance contre les Turcs. Les nobles séparatistes et notamment Lek Dukagjin, se rapprochant de leur ancien chef, se rangèrent

sous son commandement. En novembre, Pie II proclama la croisade ouverte. Cet événement acheva de convaincre Scanderbeg qui reprit les hostilités contre les Turcs à la fin de 1463.

Cependant les croisés, n'ayant pas réussi à aplanir leurs divergences, ne se mirent pas en marche contre les Turcs. La mort de Pie II en août 1464 scella l'échec complet de la croisade. Les Albanais se trouvèrent ainsi de nouveau seuls face à face avec le sultan plus que jamais irrité contre eux.

Les conditions dans lesquelles les Albanais furent contraints de tenir tête à la fureur de Mahomet II, étaient extrêmement pénibles. Les guerres qui avaient dévasté le pays depuis vingt ans avaient sapé l'économie de la nation. La population s'était décimée, en partie dans les combats, en partie aussi par suite de l'émigration en masse. Les champs étaient abandonnés et le nombre d'hommes en état de porter les armes très réduit. Par ailleurs, l'espoir de secours de l'étranger semblait très faible. Les Etats d'Europe en général ne témoignaient pas un grand intérêt pour les Balkans, bien qu'en fait leur sort se jouât dans cette zone. Ferdinand de Naples n'était pas en mesure de venir en aide à son allié. Le nouveau pape, Paul II, d'une avarice extrême, se lamentait de ce que les coffres du Vatican étaient vides et ne laissait aucun espoir quant à une aide éventuelle. Les Vénitiens, nouveaux alliés des Albanais, n'offraient pas non plus de garantie très sûre, car ils pouvaient d'un moment à l'autre conclure la paix avec le sultan et, de plus, ils avaient toujours beaucoup lésiné dans leurs secours militaires et financiers.

Ce fut dans ces circonstances qu'en 1465 le sultan dirigea contre les Albanais cinq expéditions successives, sous le commandement de Ballaban pacha. Celui-ci avait reçu pour mission de dévaster complètement le pays, de harasser l'armée de Scanderbeg, d'abattre le moral des populations albanaises pour porter enfin un coup décisif à leur longue résistance. Mais toutes les cinq expéditions connurent le même sort que les précédentes.

Les Turcs avaient entrepris leurs campagnes à l'époque de la moisson. Les dégâts causés furent si considérables qu'à l'approche de l'hiver le spectre de la famine se dressait menaçant et à grand'peine seulement les populations purent subsister sur leurs maigres ressources jusqu'au printemps 1466. Ce fut justement au mois de juin, à la veille de la nouvelle récolte, alors que les greniers étaient vides, que le sultan Mahomet, secondé par Ballaban pacha, à la tête de l'armée impériale au grand complet forte de 150.000 hommes, se mit en marche vers l'Albanie.

Cette multitude d'hommes armés déferla sur le pays en le mettant à feu et à sang. Mais cette fois encore les choses se passèrent comme en 1450. Les paysans retirèrent leurs familles des lieux mal protégés et dressèrent des embuscades sur le chemin des troupes turques. Comme le rapportent les chroniqueurs turcs du temps, les armées ottomanes, contraintes de livrer en cours de route des combats meurtriers et de poursuivre les unités de guérillas albanaises loin à l'intérieur des régions montagneuses, se heurtèrent à une résistance inouïe. Mais finalement après cette marche difficile Mahomet II arriva devant Kruja qui fut de nouveau assiégée.

Scanderbeg, manœuvrant comme il l'avait fait seize ans auparavant, avait laissé dans la citadelle une petite garnison sous le commandement de Tanuch Thopia alors que lui-même avec le reste de ses troupes évoluait au dehors. Kruja, assiégée opposa la même résistance héroïque qu'en 1450. Après deux mois de tentatives infructueuses, le sultan s'éloigna de la place avec une partie de ses forces, laissant sur les lieux Ballaban pacha qui continua le siège dans l'espoir que la faim contraindrait les assiégés à se rendre.

Afin d'assurer les arrières de son armée, Mahomet le Conquérant fit construire dans la vallée du Shkumbini, non loin des ruines de la cité antique de Scampa, une puissante forteresse, à laquelle il donna le nom d'*Ilbasan* (Elbasan), mot arabe qui veut dire "dominatrice". A l'automne 1466 le sultan quittait tout à fait l'Albanie.

Le siège devant Kruja étant maintenu avec rigueur par Ballaban pacha, les conditions de la garnison albanaise s'aggravèrent à l'extrême. Scanderbeg avait beau harceler du dehors les troupes turques par ses attaques renouvelées, il ne réussit pas à briser le siège. Le manque d'armes et la pénurie de vivres devenaient inquiétants. Venise offrit son aide mais à des conditions inacceptables. Scanderbeg se vit contraint de se rendre en décembre 1466 à Rome puis, au mois de janvier de l'année suivante à Naples, afin de tenter de persuader le pape et le roi Ferdinand d'envoyer les secours dont le pays avait un si urgent besoin. A Rome, les masses de la population firent au chef albanais vêtu en modeste chevalier, un accueil digne d'un glorieux capitaine. Le discours qu'il prononça devant le consistoire produisit une profonde impression. Mais aussi bien Paul II que Ferdinand ne fournirent à Scanderbeg que des subsides peu importants.

Les Albanais et leur chef ne se découragèrent pas pour autant. Peu après le retour de Scanderbeg, les Albanais remportèrent une brillante victoire. En avril 1467, ils réussirent en effet à mettre en fuite l'armée turque massée devant Kruja, libérant ainsi leur capitale du long siège qu'elle avait soutenu. Ballaban pacha trouva la mort au cours de ces combats.

Ce répit ne fut toutefois que de brève durée. Au mois de juillet de la même année, l'armée turque tout entière, conduite de nouveau par le sultan Mahomet en personne, reflua sur l'Albanie. Une sanglante bataille se déroula à Buzhurshek, au voisinage d'Elbasan, et Mahomet, vainqueur, crut avoir mis un terme par ce succès à la résistance albanaise. Mais à Kruja il trouva de nouveau devant lui la même résistance prodigieuse contre laquelle il s'était déjà brisé, et pour la seconde fois devant la capitale albanaise assiégée, Mahomet le Conquérant essaya une humiliante défaite. Au bout de trois semaines de vains efforts, il s'éloigna du champ de bataille. Scanderbeg avait encore délivré sa glorieuse capitale.

Malgré cette victoire, la résistance albanaise se poursuivait dans des conditions tellement difficiles que pour continuer la lutte avec des chances de succès, Scanderbeg devait à tout prix se procurer des renforts et de nouvelles ressources. A cette fin il s'adressa de nouveau au pays et en particulier aux seigneurs restés jusqu'alors en dehors du conflit. Aussi songea-t-il à reconstituer la Ligue Albanaise de 1444. Il convia les seigneurs à se rassembler à Lèzhe en janvier 1468 dans une grande assemblée pan-albanaise pour demander aux nobles réunis leur aide militaire et financière contre l'ennemi commun.

Entre-temps, en plein hiver, une nouvelle armée turque, venant du nord de Shkodra, faisait marche sur l'Albanie. Comme à l'accoutumée, Scanderbeg se préparait à aller au devant de l'ennemi à la tête de ses troupes lorsqu'il fut inopinément terrassé par une attaque de fièvre. Son corps épuisé par tant d'épreuves ne put résister à la maladie. Quelques jours plus tard, alors que les forces albanaises venaient de remporter une nouvelle victoire, Georges Kastriot Scanderbeg, à la mémoire duquel devait s'attacher une gloire éternelle, mourait à Lèzhe (17 janvier 1468).

La mort de Scanderbeg suscita dans tout le pays une profonde consternation. Les Albanais avaient perdu en sa personne leur héros, le brillant animateur de l'insurrection qui avait apporté au pays la liberté, le stratège génial qui pendant un quart de siècle avait remporté sur ses ennemis très supérieurs en nombre des victoires prodigieuses et aussi le remarquable chef politique auquel on devait la création de l'Etat albanais.

POURSUITE DE LA RESISTANCE ALBANAISE

A la mort de Scanderbeg il fut clair que l'Albanie manquait d'un chef capable de diriger la résistance contre les Turcs. Le fils du grand chef, Gjon, alors âgé de quatorze ans seulement, était encore trop jeune pour prendre la place de son père. Il quitta du reste le pays avec sa mère

pour s'établir à Naples. Nombreux furent les seigneurs qui, ayant perdu espoir quant au succès final de la résistance, quittèrent le pays ou passèrent à l'ennemi. Les habitants des villes et des campagnes s'exilèrent en masse pour échapper au joug ottoman.

La population restée dans le pays poursuivit néanmoins la lutte contre les Turcs, qui visaient maintenant à briser la résistance albanaise, et à enlever aux Vénitiens les villes côtières d'Albanie qui devaient leur servir de tremplin pour réaliser le rêve qu'ils caressaient depuis longtemps, le passage en Italie. Ce fut dans cette intention qu'une importante armée turque ayant encerclé la ville de Shkodra la soumit pendant un mois de suite au feu de son artillerie. Mais la citadelle ne tomba pas (1474). En 1476, une armée turque tout aussi considérable, assiégea pour la quatrième fois Kruja dans l'intention de bloquer la place jusqu'à ce qu'elle se rendît par la faim. Le siège continua jusqu'en 1478. Au printemps, Mahomet le Conquérant en personne revint en Albanie à la tête de son armée. Les défenseurs de Kruja, forcés par la faim et insuffisamment armés, livrèrent finalement la citadelle le 16 juin 1478. Puis les armées turques toujours conduites par le sultan assiégèrent de nouveau Shkodra, qu'ils bombardèrent pendant plusieurs semaines de leur artillerie lourde. Les Turcs lancèrent contre la forteresse de Rosafat qui défendait la ville de furieux assauts mais Shkodra tint bon jusqu'au 25 janvier 1479, date à laquelle fut finalement signée la paix entre le sultan et Venise. En vertu de l'accord conclu Shkodra, Lèzhe et Drishti passaient à la Turquie alors que Venise conservait Durres, Ulqin et Antivari.

Outre ces dernières villes demeurées sous l'autorité vénitienne, les régions montagneuses du pays échappaient encore au contrôle turc.

La résistance organisée des Albanais ayant été vaincue et la paix avec Venise conclue, dix mille soldats turcs environ, partis de Vlora, abordèrent en Italie, où ils s'emparèrent de la citadelle d'Otrante, sur le territoire du royaume de Naples.

L'entrée en guerre du royaume de Naples contre la Turquie raviva dans le cœur des Albanais l'espoir de voir libérer leur pays. Des soulèvements armés se mirent à éclater et en 1481, sur l'invitation des chefs de l'insurrection, Jean Kastriot, fils de Scanderbeg, revint en Albanie. Son retour fit prendre au mouvement insurrectionnel de si vastes proportions que les Turcs se virent contraints d'immobiliser en Albanie une bonne partie de leurs forces destinées à l'Italie. Les Albanais, par leur action, allégeaient la tâche des armées chrétiennes en Italie, qui parvinrent à chasser les Turcs d'Otrante en septembre 1481.

Les Turcs, rentrés d'Italie, entreprirent des opérations de grande envergure pour réprimer le mouvement insurrectionnel albanais. Ces opérations se poursuivirent pendant plusieurs années et ne cessèrent que lorsque le mouvement ayant succombé, Jean Kastriot eut quitté l'Albanie.

La résistance contre le régime féodal turc ne fut cependant pas interrompue. La région de Himara entre autres s'était insurgée contre le pouvoir impérial. Les himariotes n'avaient accepté chez eux ni sipahis, ni fonctionnaires du gouvernement de Constantinople. Leur mouvement passa à l'attaque armée et leurs actions se multiplièrent surtout en 1492, lorsque le sultan Bajazet vint en Albanie dans le but de préparer un nouveau débarquement en Italie. N'ayant pu mettre son projet à exécution, il résolut de dompter les Himariotes. Au mois de juillet les Turcs, pénétrant profondément à l'intérieur des montagnes, capturèrent traîtreusement un certain nombre de Himariotes, qu'ils massacrèrent ou réduisirent à l'esclavage, sans parvenir pour autant à les courber sous leur joug. A l'approche de l'automne, Bajazet, devant quitter le pays, entra en pourparlers avec les insurgés et conclut avec eux un accord en vertu duquel il reconnaissait à la région de Himara le droit de s'administrer comme par le passé, conformément à ses privilèges reconnus ou "vénomes". Il accordait aussi aux habitants le droit de porter librement leurs armes. En retour, ceux-ci s'engageaient à ne pas se soulever contre le pouvoir impérial et à payer seulement

le tribut royal par foyer, en signe de soumission. Pendant tout le temps de la domination turque, les Himariotes maintinrent en vigueur ces vénérites qui régissaient leurs rapports entre eux.

Dans les années qui suivirent, les Albanais continuèrent leurs efforts pour chasser les Turcs de leur pays et cherchèrent à cette fin à tirer parti de toute occasion propice. Chaque fois qu'une puissance d'Europe entra en guerre contre les Turcs, les Albanais levaient la tête dans l'espoir que le jour de leur libération était proche.

C'est ce qui se produisit en 1494, lorsque le roi de France Charles VIII, à la tête de son armée, descendit en Italie dans l'intention de marcher sur Constantinople en traversant l'Albanie. Une situation analogue se présenta encore en 1499, quand Venise entra en guerre contre la Turquie. Une fois de plus les Albanais prirent les armes mais ces soulèvements ne donnèrent aucun résultat. Les Turcs enlevèrent Durres à Venise au mois d'août 1501 et de crainte qu'Ulqin et Antivari ne subissent le même sort, la République de Saint-Marc conclut la paix avec le sultan (1502). Les Albanais restaient de nouveau seuls. Leur mouvement continua encore quelques années pour être finalement étouffé en 1506. Cette répression marqua la fin de la longue guerre albano-turque qui avait duré plus de soixante ans.

LA CONSOLIDATION DU REGIME TURC DES TIMARS EN ALBANIE

L'issue malheureuse du long conflit qui avait opposé les Albanais et les Turcs eut des conséquences incalculables pour l'avenir de l'Albanie. Le pays perdit son indépendance et fut placé sous le joug ottoman, joug qui ne cessa de peser sur lui pendant des siècles. L'économie du pays était complètement ruinée, les villes en grande partie détruites et presque entièrement désertées par leurs habitants. Quelques anciennes agglomérations, Drishti, Danje, Shirgji, entre

autres ne se relevèrent jamais plus. De grandes villes prospères, telles que Durrës, Shkodra, Bérat, Kruja, furent converties en villages. On ne trouvait plus que très peu d'artisans dans les villes. Le commerce était pour ainsi dire complètement paralysé. Par suite de la conquête turque, les anciens contacts qu'entretenaient les côtes albanaises avec les villes côtières de l'Adriatique furent interrompus. L'importante voie Egnatia n'était plus empruntée par les marchands étrangers. Les campagnes aussi furent cruellement ravagées. Dans les plats pays du littoral, des centaines de villages étaient entièrement abandonnés ou avaient perdu une bonne partie de leur population du fait de l'émigration des villageois hors du pays ou de leur transfert, pour se mettre, à l'abri, dans les régions de montagnes. De vastes superficies de terres étaient restées en friche. La diminution très sensible de la population fut causée non seulement par les massacres des Turcs mais aussi par l'exode en masse hors du pays. La plupart de ces émigrés se réfugièrent en Italie du Sud, sur le territoire du royaume de Naples, et en particulier en Calabre et en Sicile, où ils fondèrent près d'une centaine de villages de population "arberèche", dont les descendants, ceux du moins qui ont pu échapper à l'assimilation, parlent encore l'albanais. L'activité économique fondée sur la production artisanale ayant cessé d'exister dans les villes, et le pays étant par ailleurs isolé du monde extérieur, on enregistra dans les villages des plaines et des montagnes un retour à l'économie naturelle. La nouvelle expansion de cette forme d'économie reporta le pays très en arrière par rapport à sa situation économique antérieure.

L'Albanie fut ainsi condamnée à rester un pays arriéré pour très longtemps encore. La cause de cet état de choses résidait dans le raffermissement et l'extension dans tout le pays du régime des timars, qui ne stimulait en aucune manière le développement économique du pays. Bien au contraire cette forme d'exploitation tendait à diminuer la capacité productive de la région soumise. Les sipahis, peu soucieux de mettre leurs fiefs en valeur, tiraient la plus

grande part de leurs revenus de leur participation aux expéditions militaires de la Turquie. Ces expéditions leur offraient la possibilité de s'enrichir et de monter en grade dans la hiérarchie militaire.

Après avoir soumis l'Albanie, les gouvernants turcs procédèrent en 1506 à un nouveau recensement, qu'ils renouvelèrent plusieurs fois par la suite. Les terres inscrites furent considérées comme elles l'avaient été antérieurement, terres *mirié*, et réparties proportionnellement aux revenus qu'elles fournissaient, en *timars*, en *zéamètes* et en *hassés*. D'après l'inventaire dressé en 1520 il y avait à l'époque trois fois plus de fiefs des différents types, timars, zéamètes et hassés, qu'à la date de l'inventaire de 1432.

Au XVI^{ème} siècle, on assiste, de pair avec l'accroissement du nombre des timars, au raffermissement de la situation du sipahi à l'égard du paysan raya. Alors qu'au XV^{ème} siècle, le sipahi était le possesseur seulement de la terre (*sahibi erz*) il devint peu à peu au XVI^{ème} siècle également maître du raya (*sahibi rayet*). Le raya maintenant ne pouvait plus quitter le timar ou le zéamète sur lequel il était inscrit, sans l'autorisation du sipahi. Du XVI^{ème} au XVII^{ème} siècle, les redevances auxquelles était assujetti le raya à l'égard du sipahi étaient devenues plus lourdes.

En vertu de la réorganisation administrative instituée par l'empire ottoman au XVI^{ème} siècle, les territoires d'Albanie furent divisés en 7 sandjaks — ceux de Delvina, Vlora, Elbasan, Okhri, Shkodra, Prizren et Dukagjin (avec pour chef-lieu Péja). Chacune de ces circonscriptions administratives englobait dans ses limites des populations non seulement albanaises mais d'autres nationalités également — des Monténégrins dans le sandjak de Shkodra, des Serbes dans celui de Prizren, des Macédoniens et des Grecs enfin respectivement dans ceux d'Okhri et de Delvina. Ces sandjaks faisaient tous partie de l'eyalet de Roumélie.

Malgré leurs efforts, les Turcs ne réussirent pas à instaurer leur régime féodal militaire dans toutes les contrées du pays. Dans maintes régions montagneuses, le régime



Onufre de Neocastro (Elbasan). Le prophète David. Fresque de l'église de Saint-Nicolas, à Shelcan dans le Shpati. (XVIème s.)

des timars ne fut pas mis en application, ou bien instauré de façon purement formelle. Ce fut le cas notamment des régions de montagnes de Himara, de Dukagjin, de la Malesia de Shkodra, et de Dibra. Dans ces pays les montagnards ne furent pas réduits à la condition de raya, mais demeurèrent libres.

Les gouvernants turcs, n'ayant pas réussi à les réduire, se virent contraints de reconnaître à ces montagnards, comme ils l'avaient déjà fait pour les Himariotes en 1492, leurs "vénomes", en d'autres termes le droit de s'administrer conformément à leurs anciennes coutumes locales. Par ces privilèges qui leur étaient concédés, ces populations n'étaient pas assujetties au régime des timars et aux redevances dues par les paysans rayas. Ils ne devaient payer que le tribut par foyer ou haratch.

Ces régions étaient peuplées par des familles patriarcales de montagnards dont l'économie familiale reposait principalement sur l'élevage et chez lesquelles les rapports de la communauté tribale ne s'étaient pas encore entièrement relâchés. En demeurant en dehors de l'administration ottomane, ces populations se maintinrent à l'écart du reste du pays et se retranchèrent à l'intérieur de leurs communautés. Afin de mieux se défendre contre les expéditions turques, les familles de montagnards nouèrent entre elles des liens très étroits, et ce sont ces circonstances qui permirent aux communautés tribales ou plus simplement aux "fis" comme les appellent les montagnards, de subsister.

Les Turcs eurent beau avoir reconnu à ces régions leurs vénomes traditionnels, ils n'en tentaient pas moins de temps à autre de les soumettre à leur loi. Mais toutes les expéditions entreprises à cette fin par les sandjakbeys et les sipahis ne parvenaient pas à triompher de l'insoumission des montagnards.

Par ailleurs, chaque fois que la Turquie était engagée dans une guerre contre une puissance européenne, les montagnards sentaient renaître comme par le passé, leurs espérances de voir leur pays libéré du joug étranger et, prenant les armes, se jetaient avec fougue sur les forces

turques. Ainsi au XVIème et au XVIIème siècles les régions montagneuses à moitié libres devinrent les principaux foyers de la résistance contre la domination turque.

Ce mouvement insurrectionnel prit une ampleur particulière en 1537 lorsque le sultan Soliman le Magnifique, qui projetait de débarquer en Italie, vint en Albanie à la tête d'importantes forces terrestres et navales. Les Himariotes prirent de nouveau les armes dès que les troupes turques eurent pénétré dans le pays. Mais cette fois encore les Turcs ayant renoncé à leur expédition sur l'autre rive de l'Adriatique firent retomber tout le poids de leur armée sur les Himariotes qui leur résistèrent vaillamment. Durant tout l'été les combats se poursuivirent sans résultat pour les Turcs.

Quelques décades plus tard, lorsque l'empire ottoman se trouva de nouveau en guerre contre une coalition d'Etats européens, comptant Venise parmi ses membres, les Albanais se soulevèrent encore et libérèrent une bonne partie du pays (1571). Mais au mois d'août de la même année les conditions des insurgés empirèrent. La flotte et l'armée turques, qui avaient assiégé par mer et par terre Ulqin alors en possession de Venise, contraignirent la garnison à se rendre. Quelques jours plus tard les Turcs mirent aussi la main sur Antivari. Après avoir perdu ses villes Venise ne manifesta plus d'intérêt pour le mouvement de résistance albanais. En octobre 1571, la flotte de la coalition européenne écrasa les Turcs à Lépante. Mais les Etats d'Europe ne surent pas tirer parti de cette victoire et les divergences qui les opposaient conduisirent à la rupture de la coalition. Une fois de plus les Albanais demeurèrent seuls contre les Turcs.

Les espérances albanaises se ranimèrent en 1593 lorsqu'une nouvelle coalition des Etats d'Europe se forma contre la Turquie et encore plus en 1594 lorsque le pape, membre de cette coalition, entra en contact avec les chefs montagnards albanais qui se hâtèrent d'arrêter leur plan pour une nouvelle insurrection armée. A cet effet une assemblée générale fut convoquée en juin 1594, au

monastère de Sainte-Marie dans la région du Mati, assemblée à laquelle participèrent les chefs d'un grand nombre de régions et de "fis" d'Albanie. Cette assemblée décida de demander au pape de lui fournir des armes. Venise, qui à l'époque avait plus à craindre de la coalition européenne que de la Turquie, s'efforça d'entraver par divers moyens les préparatifs des Albanais.

Ceux-ci fondant leurs espoirs sur les promesses du pape et du roi d'Espagne déclenchèrent la révolte. Près de 10.000 hommes, armés de flèches et de yatagans, attaquèrent l'armée turque. Seule l'Espagne envoya quelques secours qui furent saisis en chemin par Venise. Mais la lutte était par trop inégale. Les Turcs, alors équipés d'armes à feu, réprimèrent l'insurrection (1596).

En 1601, une nouvelle assemblée générale se réunit au village de Dukagjin dans la région du Mati. Cette réunion à laquelle participaient des délégués de 14 régions d'Albanie poursuivit ses travaux jusqu'en 1602. L'assemblée résolut d'envoyer une délégation auprès des grandes puissances pour réclamer à nouveau des armes. Une fois de plus les demandes de secours des Albanais demeurèrent sans réponse.

Dans les années qui suivirent, les Albanais renouvelèrent leurs requêtes mais toujours sans résultat. Les Turcs inquiétés par ces sollicitations organisèrent contre les montagnards d'Albanie une série d'expéditions, dont celle de 1610 eut un certain succès alors que les expéditions postérieures de 1612 et 1613 se soldèrent par des échecs complets.

Les défaites turques ne manquèrent pas de stimuler non seulement les Albanais mais aussi tous les autres peuples des Balkans. Afin d'organiser une insurrection de grande portée, une nouvelle assemblée extraordinaire fut convoquée en 1614 à Kuç dans la Grande Malesi, réunion à laquelle prenaient part les notables des populations de diverses nationalités, d'Albanie, du Monténégro, de Serbie et de Macédoine. D'autres réunions pan-balkaniques poursuivant les mêmes buts furent tenues par la suite. Mais

faute d'armes les plans d'insurrection générale arrêtés par ces assemblées ne purent être mis à exécution.

Au XVI^{ème} siècle les Albanais, encore de religion chrétienne, étaient de ce fait en contact permanent avec les Etats d'Europe. Dans l'espoir d'enrayer les soulèvements continuels que ces rapports ne manquaient d'encourager et en vue aussi de créer en Albanie une masse considérable de sujets musulmans idéologiquement liés au sort de l'empire ottoman, les dirigeants de Constantinople entreprirent vers la fin du siècle une campagne systématique visant à l'islamisation en masse des populations albanaises.

Afin de contraindre les Albanais à embrasser la religion de Mahomet, les Turcs pratiquèrent à leur égard une politique de discrimination religieuse très prononcée dans les rapports sociaux et plus particulièrement dans le domaine fiscal. La djizé, ou impôt sur les chrétiens, augmenta à tel point qu'il était pour ainsi dire impossible à ceux qui en étaient frappés de s'en acquitter: elle passa de 45 aktches par an au XVI^{ème} siècle à 305 aktches au début du XVII^{ème} siècle, alors qu'au milieu du siècle elle atteignit pour une certaine catégorie d'habitants 780 aktches par an. Afin de se soustraire à cette discrimination, une partie de la population locale ne trouvant aucune autre voie de salut se convertit à l'Islam.

La conversion de la majorité des Albanais à la religion musulmane ne ralentit pas l'élan des soulèvements dans le pays. Dans un rapport qu'il envoyait au cardinal Gozzadino en 1621 l'écrivain albanais, l'évêque Pjeter Budi, informait le prélat qu'en Albanie des dizaines de milliers d'hommes, non seulement les chrétiens mais les musulmans aussi, étaient prêts à prendre les armes dès qu'ils recevraient les secours requis. Néanmoins, les principaux animateurs des nombreuses révoltes qui éclatèrent en Albanie furent au XVII^{ème} siècle encore, comme dans le siècle précédent, les montagnards qui gardèrent leur religion et réussirent, grâce à leur résistance à conserver leurs "vénomes". Ces

mouvements redoublaient d'ardeur chaque fois que les puissances d'Europe étaient en guerre contre l'empire ottoman.

L'ALBANIE AU XVII^{ème} SIECLE

Au XVII^{ème} siècle, l'expansion de l'empire ottoman connut un terme. La défaite subie par les Turcs aux portes de Vienne, marqua le début de leur déclin. Cette décadence était, on le sait, la conséquence d'importantes transformations qui s'étaient produites en Europe (création de grands Etats puissants et centralisés aux frontières septentrionales de l'Empire) et aussi l'effet des nouvelles conditions créées à l'intérieur de l'empire (désintégration de l'économie naturelle sur laquelle s'appuyait le régime des timars et, partant, la désagrégation du régime lui-même). Les sipahis se sentaient maintenant plus attirés par les revenus qu'ils recueillaient des timars et de spéculations commerciales que par les gains que pouvaient leur rapporter les guerres, lesquelles, outre le fait qu'elles se déroulaient maintenant très loin dans les régions frontières de l'empire, n'étaient plus toujours victorieuses pour la Turquie. En cas de guerre, les sipahis obéissaient de moins en moins aux convocations du sultan et ces défections, en affaiblissant la puissance militaire de l'empire, rendaient les succès plus difficiles. Les guerres devenues de moins en moins fréquemment victorieuses entraînaient pour la Turquie une crise financière permanente. Aussi bien l'Etat que les sipahis et, avec eux, les grands seigneurs, se mirent à satisfaire leurs besoins d'argent sans cesse croissants, en exploitant impitoyablement les paysans rayas. En conséquence, des masses de plus en plus nombreuses de paysans furent ruinées et se mirent à vendre leurs terres, se convertissant ainsi en fait en journaliers (tchiftchis) installés dans les fiefs (tchifliks) accumulés par les feudataires (tchifligars).

Dans leur immense majorité, ces terres passèrent aux mains des grands dignitaires féodaux. Une aristocratie terrienne issue des rangs de l'aristocratie militaire se forma peu à peu et alla sans cesse accroissant sa puissance. Sa consolidation fut favorisée par le fait que les masses expropriées s'établirent pour une grande part sur les terres de ces feudataires. Le revenu global que le "tchiftchi" tirait de la terre qu'il cultivait déduction faite de l'uchur ou acher qui revenait au sipahi, était réparti comme suit: quand les semences ou les bêtes de trait appartenaient au feudataire, le revenu était divisé en deux parts égales, l'une revenant au propriétaire et l'autre au paysan — lorsque le paysan avait lui-même fourni les semences et les bêtes, le revenu était partagé en trois: un tiers revenant au propriétaire et deux tiers au paysan.

La désagrégation de l'économie naturelle eut pour première conséquence le relèvement des villes ruinées au XVème siècle. Par leur croissance ultérieure et leur expansion rapide elles reprirent leur ancien rôle d'importants centres de l'économie artisanale et marchande. Ce développement des agglomérations se manifesta surtout au cours du XVIIème siècle. Parmi ces villes, Bérat centre du sandjak de Vlora était la plus importante. Puis venaient Elbasan, Shkodra, Gjirokaster comptant chacune environ 2.000 maisons. Au cours du XVIIIème siècle, de nouvelles villes, notamment Voskopoïa Moschopolis, prirent un grand développement.

Au début de cette renaissance de l'activité artisanale, la plupart des gens de métier se consacraient à la fabrication des armes et de l'équipement militaire. Mais dès le XVIIème siècle on assista à l'éclosion de nombreux métiers répondant aux besoins des habitants des villes et des campagnes. Au XVIIIème siècle la production des objets de luxe se développa rapidement. Les orfèvres de Shkodra, Prizren et Elbasan s'acquirent à cette époque un grand renom par la finesse de leur travail sur les parures, et les ornements féminins, par l'élégance artistique des incrusta-

tions agrémentant les armes et par la grâce et la variété des motifs ornementaux dont ils décoraient divers objets servant à garnir les habitations privées ou les églises.

Avec le développement des échanges, il se forma dans les villes une couche particulière de gens qui s'occupaient uniquement du commerce avec le reste du pays ou avec l'étranger. Au XVIIIème siècle, de grands marchands créèrent des comptoirs dans diverses villes du pays et même à l'étranger, à Trieste et à Venise surtout. Ils vendaient à l'étranger les produits de l'agriculture, de l'élevage et de l'artisanat et importaient d'Europe des objets fabriqués de l'industrie européenne. L'essor du commerce eut pour effet le développement de la flotte marchande albanaise. Ulqin, réputé pour ses hardis marins, fut le port le plus actif de l'époque.

Par l'importance économique qu'elles prirent au XVIIIème siècle, certaines villes telles que Shkodra, Bérat, Elbasan, Prizren, Péja, etc. devinrent d'importants marchés non seulement pour les proches campagnes mais aussi pour de nombreuses régions avoisinantes.

Avec l'expansion et le développement de l'artisanat réapparurent les organisations moyenâgeuses des corporations, qui s'appelaient maintenant "esnafs" ou "rufets". L'esnaf était présidé par un "qahaya" assisté d'un "mutévéli" (administrateur) élus pour un temps déterminé par les membres de la corporation.

Grâce au grand nombre de gens de métier qui en faisaient partie et à leur organisation solide, les "esnafs" se mirent à jouer aussi un rôle politique. Ces corporations se groupaient entre elles pour former des "tarafs" que des intérêts politiques et économiques souvent divergents opposaient les uns aux autres. Dans la ville de Shkodra notamment, un groupe d'esnaf se rallia à la corporation des tanneurs tandis que les autres corporations se rassemblèrent autour de celle des tailleurs, formant ainsi deux grands "tarafs", le taraf des tanneurs (tabaks) et celui des tailleurs (terzis).

Les villes principales devinrent aussi des foyers du mouvement culturel. Mais ce mouvement qui subissait les effets non seulement du morcellement féodal de l'Albanie mais aussi de la division de la population en trois religions différentes ne se développa pas de façon uniforme dans tout le pays. Les écoliers albanais musulmans, orthodoxes ou catholiques ne pouvaient fréquenter respectivement que les écoles turques, grecques et italiennes, et ces écoles étaient des établissements de caractère essentiellement religieux. En conséquence, les élèves musulmans reçurent une culture orientale et islamique et les écoliers chrétiens une culture gréco-orthodoxe ou catholique. Même dans les cas où certains auteurs entreprenaient d'écrire en albanais, ils se servaient selon leur confession, de l'alphabet turc, grec ou latin.

Aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles furent fondées en Albanie des écoles secondaires — les "médrésés" — destinées à la préparation des ministres du culte islamique. Mais l'institut dont la fondation eut sans contredit la plus grande portée fut l'établissement secondaire "la Nouvelle Académie", créé à Voskopojia et destiné à l'instruction des populations orthodoxes.

Grâce aux profits qu'elle tirait de la production artisanale, Voskopojia connut au XVIII^{ème} siècle une floraison culturelle. La ville fut dotée de nombreuses églises richement décorées de fresques et d'icônes de grande valeur artistique. Elle s'enrichit en 1720 d'une imprimerie qui fit paraître quantité de livres dont certains avaient pour auteurs des habitants de la ville même. C'est en 1744, qu'un groupe d'intellectuels y fondèrent "la Nouvelle Académie", présidée par un recteur. Un penseur éminent du XVIII^{ème} siècle, Théodore Cavalliotti, y assumait ces fonctions. La plupart des professeurs qui y enseignaient avaient fait leurs études dans des universités d'Europe. Nombreux étaient les élèves de l'Académie qui poursuivirent leurs études à l'étranger et firent plus tard autorité dans le monde des lettres, des arts et des sciences.

FORMATION DES PACHALIKS ALBANAIS

Les grands feudataires, exploitant abusivement leurs fonctions publiques, se mirent à accumuler de nombreux tchifliks, qu'ils conservaient maintenant même lorsqu'ils étaient destitués de leurs charges. Soit directement, soit par le truchement de mandataires, ils prenaient à ferme de nombreux impôts d'Etat et s'efforçaient par la violence de soustraire des contribuables les plus gros revenus possibles, qu'ils ne faisaient parvenir qu'en partie à Constantinople. Dans le même temps ils s'immisçaient dans l'activité des commerçants et exigeaient d'eux, sous la menace de mesures de représailles, une partie de leurs bénéfices. Par de pareils agissements, quantité de feudataires accrurent rapidement leur puissance économique et politique.

Ces grands feudataires, conscients de leur force accrue, se mirent à respecter de moins en moins le pouvoir central qui allait lui-même s'affaiblissant. Leurs refus d'observer les firmans du sultan devinrent de plus en plus fréquents. Indifférents aux menaces du souverain, ils s'approprièrent tous les revenus qui auraient dû rentrer au trésor de l'empire. Quand ils en avaient les moyens, les sultans prenaient contre eux des sanctions soit en les révoquant, soit en les transférant dans une autre région, mais lorsqu'ils étaient en guerre ils préféraient ne pas se brouiller avec ces dignitaires afin d'éviter une révolte de leur part. Ainsi, au cours du XVIII^{ème} siècle, apparaît l'antagonisme entre les grands feudataires d'Albanie et le pouvoir central ottoman, antagonisme qui ira s'aggravant.

Avec le raffermissement ultérieur de leurs pouvoirs, les hauts fonctionnaires féodaux de la hiérarchie administrative ottomane se mirent à régner en maître dans leur ressort, comme "mutésarrifs" dans les "sandjaks" ou comme "mutésélims" dans les "kazas", en s'appuyant davantage sur leur puissance personnelle, économique, politique et militaire, que sur le pouvoir central ottoman. Peu à peu ils cessèrent d'être des fonctionnaires de Constantinople pour devenir des gouverneurs quasi autonomes dans le res-

sort de leur "sandjak" ou du "kaza" ou bien encore à l'intérieur d'une région entière, le pachalik, qui ne correspondait plus à aucune division administrative.

Les maîtres de ces pachaliks continuaient de gouverner la région nominale au nom du sultan et portaient toujours le titre de mutésarrif ou de mutésélim. Ils faisaient appliquer régulièrement les ordres du gouvernement central quand ces ordres ne portaient pas atteinte à leurs intérêts personnels les plus étroits. Lorsque leurs intérêts étaient touchés, les maîtres de pachaliks invoquaient alors toutes sortes de prétextes pour ne pas exécuter les ordres du sultan. Les maisons féodales les plus puissantes, en perpétuant leur autorité sur une région, rendirent peu à peu leur pouvoir héréditaire.

Afin d'augmenter leurs revenus et de raffermir leur autorité, ces grands feudataires s'efforcèrent d'étendre les limites de leurs pachaliks en soumettant à leur loi les contrées avoisinantes, placées sous l'autorité d'un autre dignitaire féodal. Ils étaient surtout soucieux de mettre la main sur les villes prospères du pays, qui représentaient pour eux une source considérable d'enrichissement.

Ces tendances qui, par leur caractère personnel, ne pouvaient que se heurter, entraînaient les grands feudataires à se faire la guerre entre eux. Les "tarafs" d'"esnafs" ou groupes de corporations, ainsi que les masses paysannes prenaient généralement part à ces conflits du côté des seigneurs dont ils avaient eu le moins à pâtir. L'état de choses créé par ces querelles fut également mis à profit par bon nombre de petits seigneurs et en particulier par les "sipahis" qui avaient perdu leurs "timars" ou leurs "zéamètes". Certains d'entre eux ardemment désireux de recouvrer leurs fiefs perdus, de se créer de grands tchifliks puis de former des pachaliks à part, organisèrent des bandes armées qui attaquaient les campagnes et les villes pour les piller, semant partout la panique et l'insécurité.

Les dirigeants de Constantinople n'étaient pas en mesure de mettre un frein à ces incursions. Ils s'efforçaient au contraire, dans leur faiblesse, de briser le pouvoir d'un

puissant seigneur en poussant contre lui d'autres seigneurs moins dangereux.

Ces guerres et ces rivalités qui se propagèrent dans tout le pays plongèrent l'Albanie dans une profonde anarchie féodale. Un conflit particulièrement long et acharné sévit dans la région de Shkodra entre les maisons des Begollaj, des Çaushollaj et des Bushatli. Dans l'Albanie centrale des luttes non moins âpres opposèrent entre eux les seigneurs de Tirana, de Kavaja, de Kruja et d'Elbasan. Au sud, pendant de longues années, les grands feudataires de Vlora, Bérat, Delvina et de la Çameria combattirent les uns contre les autres avec acharnement.

Le pays eut grandement à souffrir de ces luttes. Par la menace de représailles, de nombreux paysans furent dépouillés de leurs terres et réduits à la condition de paysans serfs ou "tchiftchis". Les actes de violence et les exactions des seigneurs portaient maintenant aussi sur les villes. Voskopoïa, successivement victime de trois incursions de brigandage en 1769, 1772 et en 1789 fut entièrement ravagée et ne se releva jamais plus de ses ruines. La "Nouvelle Académie" fut détruite. Les fréquentes attaques des bandes armées au service des seigneurs, qui détroussaient les caravanes de marchands et pillaient les marchés des villes paralysèrent peu à peu la vie économique du pays.

En dépit de la résistance des petits seigneurs, les plus puissants feudataires parvinrent à les soumettre et à créer de vastes pachaliks dont ils devinrent les maîtres quasi autonomes. Dans l'espace de quelques décades, la foule de petits pachaliks qui existaient jusqu'au milieu du XVIIIème siècle se fondirent en deux grands pachaliks créés, le premier dans l'Albanie du Nord, avec pour chef-lieu Shkodra, sous l'autorité des Bushatli, le second dans l'Albanie du Sud avec comme ville principale Janina, sous la domination d'Ali pacha de Tépélène. Par la formation de ces deux grands pachaliks, la classe féodale albanaise constitua un pouvoir à part, indépendant de celui de la classe féodale turque. La création de ce pouvoir particulier, de cet Etat dans l'Etat, fut à l'origine du conflit

entre les feudataires albanais et le pouvoir central ottoman. Le développement de ce conflit qui préparait les conditions propices à la formation d'un Etat féodal albanais indépendant, constitue la conséquence la plus importante de l'état d'anarchie féodale dans lequel fut plongée l'Albanie au XVIIIème siècle.

LE GRAND PACHALIK DE SHKODRA – LES BUSHATLI

Dans la première moitié du XVIIIème siècle, le sandjak de Shkodra, l'un des plus importants de l'empire ottoman dans les Balkans, perdit entièrement son homogénéité du point de vue administratif. L'un après l'autre, les seigneurs de Lëzhe, Podgoritsa et Ulqin se détachèrent de l'autorité du mutésarrif pour former chacun pour son compte un pachalik à part ne relevant que nominalement de Shkodra.

L'autorité de Constantinople en s'affaiblissant donna l'occasion aux querelles féodales de se manifester aussi à l'intérieur de la ville de Shkodra. Les deux grandes maisons des Çaousholaj et des Begollaj avec la participation des "tarafs" des tailleurs et des tanneurs ainsi que des forces de montagnards, luttèrent entre elles pendant plus de vingt ans, en ayant tour à tour le dessus l'une sur l'autre. Le sultan se contentait d'envoyer de Constantinople le décret nommant mutésarrif de Shkodra, le représentant momentanément victorieux de l'une ou de l'autre de ces deux familles.

Ces luttes finirent par laisser la population de la ville, et une autre grande maison, celle des Bushatli sut tirer parti de cette circonstance. Mehmed bey Bushatli s'étant assuré l'appui de plusieurs seigneurs de Shkodra et celui du puissant "taraf" des tanneurs dont il fut choisi comme chef, imposa son autorité aux deux maisons rivales et, les ayant chassées de la ville, devint lui-même maître de la région en 1757. Le sultan en même temps qu'il le nommait mutésarrif, lui conféra le titre de pacha.

Mehmed pacha Bushatli ou Mehmed l'Ancien, comme on l'appelait aussi, régna sur la région pendant dix-huit ans.

Par les mesures qu'il prit, il rétablit l'ordre et la tranquillité à l'intérieur de la ville, ce qui lui valut la sympathie des citadins. Après s'être également assuré de l'appui des montagnards, il entreprit quelques expéditions pour étendre son autorité sur tout le territoire du sandjak de Shkodra.

Ces actes n'étant pas incompatibles avec les fonctions de mutésarrif, Constantinople ne s'y opposa point. Mais lorsque Mehmed pacha l'Ancien commença à étendre son autorité par la force au-delà des limites du sandjak, puis lorsqu'il se mit à ne plus faire parvenir à Constantinople le revenu des impôts d'Etat qu'il faisait recouvrer, ses rapports avec le sultan se tendirent. Néanmoins Bushatli, que les menaces du sultan n'intimidaient point, gouverna comme un maître quasi indépendant sur son pachalik. Afin de se débarrasser de ce puissant seigneur, la Sublime Porte le fit empoisonner et nomma à sa place comme mutésarrif de Shkodra, Mehmed pacha Kustendili (1775).

Le nouveau mutésarrif n'exerça pas longtemps ses fonctions à Shkodra. Grâce à l'appui de la population locale et des montagnards, Mustafa Bushatli, fils aîné de Mehmed l'Ancien, prit le pouvoir par la force. Le sultan, impuissant devant cet état de choses et espérant provoquer une lutte fratricide entre les deux fils de Mehmed l'Ancien, nomma alors à la tête de l'administration de Shkodra, le frère de Mustafa, Mahmoud pacha. Mais ces espérances furent déçues car rien de tel ne se produisit. Mustafa céda de plein gré son poste la même année à Kara Mahmoud.

En 1779, le sultan renouvela ses efforts afin de renverser les Bushatlis. La même année, alors que Mustafa pacha mourait empoisonné par les agents de Constantinople, les seigneurs rivaux des Bushatli se soulevèrent à Shkodra, toujours à l'instigation de Constantinople, mais leur révolte fut promptement réprimée par Kara Mahmoud qui resta au pouvoir.

Après ce succès, ce dernier, faisant peu de cas de la Porte, entreprit une série d'expéditions qui eurent pour résultat d'étendre son pachalik vers l'Albanie centrale. En 1785, alors que Kara Mahmoud marchait sur l'Albanie du Sud,

le sultan inquiété par le pouvoir accru du pacha et par le peu de compte que celui-ci faisait du pouvoir central, le releva de ses fonctions de mutésarrif et donna l'ordre aux armées cantonnées dans les deux eyalets des Balkans — la Roumélie et la Bosnie — de marcher sur Shkodra. Kara Mahmoud, grâce à la mobilité de ses forces, réussit à rejoindre l'armée de Roumélie avant qu'elle n'ait pu opérer sa jonction avec celle de Bosnie, et la mit en déroute au premier combat qu'il lui livra dans la plaine de Kossovo. La défaite de l'armée de Roumélie contraignit le vali de Bosnie à rebrousser chemin sans en venir aux mains avec Bushatli.

La victoire de Kara Mahmoud rehaussa aussi son prestige à l'étranger. L'Autriche et la Russie qui se préparaient alors à entrer en guerre contre la Turquie, établirent des contacts avec lui et l'encouragèrent à poursuivre la lutte contre Constantinople. Vienne lui promit de le reconnaître comme seigneur autonome. Kara Mahmoud sut tirer parti à ses propres fins de cet intérêt qui lui était ainsi témoigné. Dès qu'éclata en 1787 la guerre russo-turque, il marcha sur le Kossovo qu'il soumit à son autorité.

Les entreprises de Kara Mahmoud suscitèrent chez le sultan une telle inquiétude, qu'il fit retirer du front une bonne partie de ses troupes, trente mille hommes environ, qu'il dirigea sur Shkodra. Kara Mahmoud alla encore au-devant des Turcs dans le Kossovo, mais cette fois le mouvement que le commandant turc fit faire à ses forces fut si rapide que Bushatli se vit contraint de se replier en hâte sur Shkodra sans le gros de ses effectifs. A peine dans la ville il fut encerclé à l'improviste et obligé de se retrancher avec deux cents hommes dans la citadelle de Rozafat.

Les assauts de l'armée turque contre la citadelle furent vains. Rozafat investie, fut pendant quatre-vingt jours la cible de l'artillerie turque. Mais Kara Mahmoud, de la forteresse où il était assiégé parvint à coordonner, le 25 novembre 1787, une attaque de ses troupes restées au dehors sur les arrières de l'ennemi avec un soulèvement général de la population de l'intérieur de la ville. Les forces

turques prises entre deux feux, furent mises en fuite et s'éloignèrent de Shkodra.

Après sa victoire de Shkodra et l'entrée en guerre de l'Autriche contre la Turquie (1788), Bushatli voyait ses espérances de devenir un prince indépendant grandir. Pour atteindre son but, il resserra encore davantage les liens qui l'attachaient déjà à l'Autriche. Mais sa rupture avec le sultan Halif et son étroit rapprochement avec Vienne ne furent pas sans inquiéter les milieux fanatiques musulmans et féodaux de Shkodra. Il faut croire que la réaction produite par sa politique alla si loin qu'elle détermina Kara Mahmoud à changer d'attitude. Il jugea en effet plus opportun de rompre avec l'Autriche et de se réconcilier avec le sultan.

Les bons rapports rétablis avec le sultan ne durèrent cependant que trois ans, jusqu'à la fin du conflit austro-turc. Aussitôt la paix entre les deux puissances signée (14 août 1791), Kara Mahmoud reprit son ancienne politique d'indépendance en poussant encore plus loin les limites de son pachalik. Cette attitude contraignit la Porte à organiser une troisième expédition contre lui.

Une fois de plus, les milieux réactionnaires, redoutant la rupture avec la Turquie, se soulevèrent contre Bushatli. Ce mouvement eut à sa tête le frère cadet de Kara Mahmoud, Ibrahim pacha Bushatli, qui, s'étant évadé de Shkodra, gagna Constantinople à la veille du départ de l'expédition turque contre son frère.

Au printemps 1793, une nombreuse armée turque, sous le commandement de Eboubekir pacha et accompagnée d'Ibrahim pacha Bushatli, qui venait d'être nommé mutésarrif de Shkodra, se mit en marche vers l'Albanie. Kara Mahmoud qui n'était pas en mesure de se porter contre elle en rase campagne, se retrancha dans la citadelle de Shkodra comme il l'avait fait six ans auparavant. Le siège de la ville par les Turcs dura du 20 août au 28 novembre 1793. Kara Mahmoud renouvelant sa manœuvre de 1787, brisa l'étau turc par une attaque générale combinée et chassa de Shkodra les forces assiégeantes.

Le sultan, battu pour la troisième fois, s'employa à opérer un rapprochement avec Bushatli afin d'en tirer parti contre les autres seigneurs. Kara Mahmoud s'accommodant de cette politique conciliatrice, se raccommoda avec son frère rentré à Shkodra, mais n'interrompit pas pour autant son activité en vue de renforcer et d'étendre son pachalik. En 1795 il s'empara de Prizren et de Dibra et marcha l'année suivante sur le Monténégro. Mais il se heurta ici comme à ses précédentes attaques, à la résistance héroïque des Monténégrins, qui luttaient pour défendre leur liberté anciennement conquise. Après environ une centaine de jours de lutte sans résultat, le 22 septembre 1796, Kara Mahmoud trouva la mort au cours des combats.

Sa mort marquait la fin de l'autonomie du pachalik de Shkodra. Le sultan nomma aussitôt à sa place comme mutésarrif du sandjak, Ibrahim pacha Bushatli, qui s'était montré de tout temps contraire à la politique de son frère. Le nouveau gouverneur suivit à l'égard de Constantinople une politique d'entière soumission. Répondant avec empressement au moindre vœu du sultan, il participait avec ses forces à toutes les expéditions auxquelles il était convoqué aussi bien en Albanie que dans les autres pays des Balkans. Il gouverna jusqu'à sa mort en 1810, non pas comme le seigneur d'un pachalik mais seulement comme un "mutésarrif" fidèle du sultan. Sous son gouvernement, Shkodra perdit le bénéfice des conquêtes politiques obtenues sous la conduite de Kara Mahmoud.

LE GRAND PACHALIK DE JANINA - ALI PACHA DE TEPELENE

A peu près à la même époque, dans l'Albanie du Sud, se formait un autre grand pachalik ayant son centre à Janina. Son histoire est liée au nom d'Ali pacha de Tépélène.

Fils de Véli bey, seigneur de Tépélène, Ali resta orphelin à l'âge de neuf ans, lorsque son père fut tué en 1753 par un seigneur rival qui instaura ainsi son autorité sur la ré-

gion. Elevé par sa mère Hanko, femme ambitieuse, pleine de courage et au naturel sévère, Ali, à peine à l'âge d'homme, prit la tête d'une bande de brigands et pendant près de vingt ans, parcourant en tous sens de nombreuses régions d'Albanie et de Thessalie, se livra à une activité de brigandage aux dépens des beys rivaux et les populations des campagnes. Il sut toutefois intervenir si habilement dans les querelles féodales en se mettant généralement du côté du sultan qu'il attira sur lui l'attention de Constantinople. En 1785, il était lors âgé de 41 ans, il se vit conférer le titre de pacha et fut en même temps chargé des fonctions de mutésarrif de Delvina. Un an plus tard, le sultan le nomma mutésarrif de l'important sandjak de Trikala pour y rétablir la tranquillité troublée par les brigands armés qui sévissaient dans les régions de Thessalie. Ali, qui connaissait le moindre de leurs repaires, restaura le calme, obtenant ainsi un succès très apprécié. En récompense, le sultan lui confia l'année suivante, en 1787, les fonctions de dervenpacha¹ de la Toskerie et de l'Epire.

Ces postes assurés, Ali de Tepélène porta son regard sur Janina, qui était à l'époque l'une des villes les plus importantes et les plus prospères de la Turquie d'Europe. Riche en artisans et en marchands, Janina était devenue le principal centre économique non seulement de l'Epire mais de la Toskerie entière. De nombreux seigneurs albanais, divisés en "tarafs" rivaux luttèrent les uns contre les autres pour établir leur autorité sur la ville.

Ali sut si bien exploiter ces dissensions qu'il parvint en 1788 à placer sans trop de difficulté la ville sous son contrôle. Par la flatterie et de somptueux présents, il s'assura du sultan le firman qui sanctionnait le nouvel état de fait. Toujours par des dons il obtint de lui un autre firman qui nommait mutésarrif de Trikala son fils cadet, Véli pacha.

A Janina aussi, Ali rétablit le calme sans tarder. Il se hâta en même temps d'adopter des mesures en vue de créer

¹ Commandant des unités chargées de la protection des routes et de la poursuite des bandes de brigands.

une puissante armée qui lui permettrait d'étendre son pouvoir sur les contrées avoisinantes. Tirant avantage du fait que la Turquie était alors engagée contre l'Autriche et la Russie, il abusa de ses fonctions de "dervenpacha" et, sous le prétexte qu'il devait restaurer la tranquillité troublée, il entreprit de 1789 à 1791 une suite de campagnes en Toskerie et en Epire. Par ces opérations Ali parvint à placer sous son autorité plusieurs contrées de Toskerie (Konitsa, Permet, Klisura, Libohova et Tépélène) alors qu'en Epire il s'empara d'Arta, débouchant ainsi sur les rivages de la mer Ionienne.

Le sultan Sélim III, allégé du poids de la guerre contre l'Autriche et la Russie, s'employa à consolider la situation intérieure de l'Empire (1792). Afin d'éviter une réaction trop énergique de la part du sultan, Ali pacha, à la différence de Kara Mahmoud Bushatli, mit promptement un terme à ses expéditions et s'efforça d'observer scrupuleusement les rapports de sujétion qui le liaient au sultan. Aussi prit-il part, formellement du moins, à l'expédition turque contre Shkodra en 1793.

Mais vers la fin du siècle, la Turquie se trouvant dans une situation précaire par suite des campagnes de Bonaparte, Ali reprit son activité en vue de pousser plus loin les limites du pachalik de Janina. En 1797 la France, par son occupation des îles Ioniennes, Corfou et Céphalonie entre autres, devint la voisine du pachalik de Janina. Bonaparte qui projetait d'enlever l'Egypte à la Turquie et avait par ailleurs intérêt à créer des embarras à Constantinople dans les Balkans, s'efforça de pousser Ali pacha à se mettre en révolte contre le sultan. Ali sut profiter de l'occasion et obtint de la France des armes, des munitions et des conseillers militaires, sans rompre pour autant ses rapports avec le sultan. Bien au contraire, lorsqu'en 1798 la Turquie, aux côtés de l'Angleterre et de la Russie dont elle était maintenant l'alliée, déclara la guerre à la France, Ali engagea les hostilités contre cette dernière et occupa certaines villes du littoral de la mer Ionienne et entre autres Prévéza et Guménitsa.

Au début de 1799, les îles Ioniennes passèrent aux mains de la Russie. En dépit de ses efforts, Ali ne réussit pas à nouer des rapports amicaux avec l'empire des tsars. Dans sa politique à l'égard de l'empire ottoman, Saint-Pétersbourg s'appuyait uniquement sur les populations chrétiennes des Balkans et n'avait aucune confiance dans les pachas musulmans. La tension créée avec ses nouveaux voisins valut à Ali bien des ennuis, les Russes incitant contre le seigneur de Janina tous ses rivaux, les beys au pouvoir à Bérat, à Delvina et en Çameria et en particulier les Souliotes de religion chrétienne, une tribu de montagnards libres albanais aux traditions guerrières, transplantés depuis longtemps des régions montagneuses de Himara dans les montagnes escarpées du Souli en Epire.

Ali pacha réussit cependant à surmonter ces difficultés en faisant preuve non seulement de capacité militaire mais aussi d'habileté diplomatique. Afin d'avoir les coudées franches pour venir à bout de ses adversaires encouragés de Corfou par les Russes, Ali ne se brouilla pas avec Constantinople. Etant parvenu à briser la cohésion du bloc des seigneurs qui lui étaient hostiles, il entreprit à l'automne 1799 une expédition contre les Souliotes.

Ali avait déjà tenté de les soumettre, mais sans succès. Aussi cette fois résolut-il d'encercler leur région le Souli et de leur couper toute possibilité de ravitaillement jusqu'à ce qu'ils fussent contraints de se rendre par la faim. Ceux-ci, commandés par leur "capitaine" Foto Xhavella, soutinrent héroïquement le blocus pendant quatre ans. A la fin de 1803 seulement, lorsque l'étau du siège se resserra encore davantage et que leurs conditions désespérées rendirent toute résistance vaine, les Souliotes capitulèrent non sans avoir fait accepter comme condition de leur reddition qu'il leur serait permis de quitter librement le pays. Violant son engagement, Ali refusa de les laisser passer à Corfou chez les Russes. Les combats reprirent. Une partie des Souliotes, à la suite de Foto Djavella parvinrent à gagner Corfou. Le reste fut capturé en chemin. Un groupe de femmes souliotes ne voulant à aucun prix tomber à la merci

du pacha de Janina, se jetèrent avec leurs enfants dans un précipice, aux rochers de Zallongue.

Les Souliotes soumis, le pacha s'employa dans les années successives à obtenir des appuis des puissances étrangères, appuis qui lui étaient indispensables dans la réalisation de son dessein, la création d'une principauté indépendante. Dans cette intention, il eut des contacts avec l'Angleterre (1803) et encore une fois avec la France (1806), mais aussi bien l'une que l'autre se montrèrent peu disposées à l'appuyer dans ce sens. Devant leur tiédeur, Ali, jugeant peu opportun de compromettre ses rapports avec le sultan, renonça pour un temps à ses expéditions. Il profita néanmoins des contacts établis avec l'Angleterre et la France pour obtenir d'elles des armes modernes, grâce auxquelles il renforça son armée.

De 1808 à 1812, alors que la Turquie était en guerre avec la Russie, Ali reprit ses opérations en vue d'agrandir son pachalik et remporta d'une année à l'autre une série de succès. Il soumet Bérat en 1809 où il installe comme gouverneur son fils aîné Muktar pacha, puis la Çameria dont il capture les seigneurs qu'il jette en prison. En 1810, en dépit des menaces de Napoléon, il attaque et prend Vlora, faisant prisonnier et internant le seigneur de l'endroit qui s'était abouché avec les Français. En 1811 c'est le tour de Delvina et de Gjirokaster dont il se rend maître après un sévère bombardement. En 1812 ses attaques vigoureuses se portent sur la citadelle de Kardhiqi où s'étaient rassemblés les chefs féodaux qui lui étaient hostiles et qu'il obligea à se rendre. A la suite de ces conquêtes, toute la Toskerie, la Thessalie et l'Epire, à l'exception de Parga, tombèrent aux mains d'Ali et furent englobées dans son grand pachalik. Le pachalik de Janina atteignit ainsi l'apogée de sa puissance.

Comme tous les autres pachaliks créés en Albanie et dans les autres territoires de l'empire ottoman, celui de Janina présentait des caractéristiques féodales. Ici cependant, le processus d'extension de la propriété féodale sous

la forme de tchifliks au détriment de la propriété féodale militaire prit de plus vastes proportions qu'ailleurs. Les timars et les zéamètes furent entièrement supprimés. Ali pacha lui-même, qui n'avait hérité que deux tchifliks de son père, était devenu, à la fin de sa vie, propriétaire de 934 villages qu'il exploitait sous forme de tchifliks, disséminés en Toskerie, en Epire, en Thessalie et ailleurs.

Ali pacha rêvait depuis longtemps de devenir un prince indépendant mais il ne disposait d'aucun soutien de l'étranger qui pût l'aider à la réalisation de ce dessein. Aussi fut-il contraint de s'assurer la plus large autonomie sans se détacher de l'empire et en préservant en outre, de façon purement nominale du reste, ses rapports de vassal à suzerain qui l'attachaient au sultan. Mais c'était surtout lorsque la Turquie se trouvait en guerre, que le pachalik de Janina, dans sa politique intérieure aussi bien que dans ses rapports avec l'étranger, revêtait tous les traits d'un Etat autonome.

Le pachalik de Janina comprenait à l'intérieur de ses limites, des populations grecques et albanaises. La domination d'Ali de Tépélène toutefois s'appuyait essentiellement sur ces dernières. La classe dominante et l'armée se composaient uniquement d'Albanais.

Le renforcement du pouvoir d'Ali pacha suscita des inquiétudes à Constantinople. Aussi le sultan Mahmoud II, à peine la paix avec la Russie conclue, le destitua de ses fonctions et lui enjoignit de se retirer à Tépélène. Ali s'inclina pour la forme. Mais au bout de quelques mois, il regagna Janina d'où, après avoir raffermi ses rapports avec les Anglais, il brava l'autorité du sultan.

Celui-ci n'était pas à même de régler cette insoumission par la force, un soulèvement, qui devait éclater quelques semaines plus tard, couvant déjà en Serbie. N'ayant pas intérêt dans ces circonstances à envenimer encore davantage ses rapports avec Janina, il fit parvenir à Ali les firmans en vertu desquels il le confirmait dans toutes ses fonctions antérieures. Ainsi, dès 1812, Ali exerça son autorité sur

le pachalik de Janina, comme un prince pour ainsi dire indépendant.

A la mort d'Ibrahim pacha Bushatli (1810), Ali intervint dans les querelles féodales qui éclatèrent à Shkodra, dans l'intention de soumettre l'Albanie entière. Mais ses efforts furent ici sans succès. Ces luttes intestines se terminèrent en 1811 par la victoire de Mustafa pacha Bushatli, qui dans un bref espace de temps remit sur pied le pachalik de Shkodra. En 1812, tout le territoire d'Albanie était placé sous l'autorité des deux grands seigneurs féodaux albanais.

Le plus puissant de ces deux despotes était le pacha de Janina, Ali, qui ne renonça pas à ses projets d'étendre sa domination vers le Nord. Ses tentatives dans ce sens furent du reste couronnées d'importants succès. Les seigneurs de l'Albanie centrale, naguère dépendant de Shkodra, se rattachèrent maintenant à Janina. En 1812, Ali ourdit contre Mustafa pacha un complot qui avorta. Les agissements de son rival poussèrent ce dernier à se rapprocher très étroitement de Constantinople. De son côté le sultan prêta tout son appui au seigneur de Shkodra pour le pousser même, le cas échéant, à la guerre ouverte contre Ali de Tépélène mais les deux seigneurs évitèrent pour un certain temps le conflit entre eux.

LA SOUMISSION DES GRANDS PACHALIKS ET LA FIN DU REGIME DES TIMARS EN ALBANIE

Les importants événements survenus en 1814 et en 1815 renversèrent le rapport des forces en Europe. A la chute de Napoléon, le Congrès de Vienne dicta les conditions de paix à la France et dressa la nouvelle carte de l'Europe. La Sainte-Alliance formée en octobre 1815 s'assigna pour mission de ne soutenir aucun mouvement révolutionnaire et de ne permettre aucune modification de la carte politique de l'Europe telle qu'elle avait été remaniée au Congrès de Vienne. Ce nouvel état de choses apportait à la Turquie une certaine garantie quant à une menace éventuelle du dehors. Aussi le sultan Mahmoud II eut-il la voie libre

pour réprimer les mouvements révolutionnaires et séparatistes à l'intérieur de l'empire. Dans ces circonstances, Ali de Tépélène se trouvait placé devant deux alternatives, soit se soumettre sans condition au sultan, soit se détacher totalement de lui, ce qui voulait dire la guerre ouverte contre Constantinople.

De ces deux attitudes Ali adopta la seconde. Jugeant que la Russie, quoique membre de la Sainte-Alliance, n'avait pas renoncé à sa politique traditionnelle visant à abattre l'empire ottoman, il en voyait un témoignage dans le soutien que fournissait le tsar aux patriotes révolutionnaires grecs, qui, sous la conduite de leur organisation "Philiqi Etéria" (Association des Amis), travaillaient à la préparation de la révolution libératrice. Aussi entreprit-il quelques démarches en vue de se rapprocher de la Russie, à laquelle il promit son amitié dans l'espoir d'en obtenir quelque appui. Dans le même temps, il entra en contact avec les membres de l'association révolutionnaire grecque dans l'intention d'en faire ses alliés et leur fournit une aide politique et matérielle appréciable.

Mais les conclusions qu'Ali tirait de son analyse de la situation internationale étaient non fondées. Il s'en aperçut, au début de 1820, lorsque, devant se préparer à faire face au sultan Mahmoud II résolu à mater par la force le pachalik de Janina, il ne put se procurer l'aide espérée. La Russie n'entendait pas violer les principes de la Sainte-Alliance. L'Angleterre à laquelle Ali s'adressa également lui conseilla de se réconcilier avec le sultan. Seule l'association révolutionnaire grecque lui promit que dès qu'il entamerait les hostilités contre Constantinople, elle déclencherait la révolution libératrice. Mais ces promesses avaient pour but de clouer en Albanie les forces d'Ali en même temps que celles du sultan, afin de faciliter le succès du soulèvement en Grèce. Ali pacha nourrissait néanmoins beaucoup d'espoirs de voir le sultan se détourner de lui aux premières étincelles de l'insurrection grecque, pour engager toutes ses forces contre la Grèce.

Au début de 1820, le sultan Mahmoud II édicta un firman en vertu duquel il relevait Ali de Tépélène de ses fonctions publiques. Le "Sheik ul Islam" lui ordonnait de se présenter dans les quarante jours à Constantinople pour rendre compte de ses activités. Ali refusa d'obéir et se prépara à la résistance armée. Le sultan signa alors, au mois de mai, un nouveau firman, comportant la condamnation à mort du pacha de Tépélène. Un mois plus tard, une importante armée turque, sous le commandement d'Ismail Pasho bey qui devait remplacer Ali pacha dans ses fonctions, se mit en marche en direction du pachalik de Janina. La flotte turque appareilla dans le même temps pour soutenir les forces terrestres. Mustafa pacha Bushatli reçut lui aussi l'ordre d'appuyer cette expédition de ses effectifs.

Cette action dès ses débuts connut de faciles succès. Les forces albanaises chargées de défendre les limites du pachalik puis les villes, se replièrent sans opposer à l'ennemi de résistance sérieuse. Apparemment découragés par leurs insuccès les hommes d'Ali pacha se rendirent avec leurs chefs, dont certains n'étaient autres que les fils ou les petits-fils du pacha. En août 1820 les Turcs atteignirent Janina et assiégèrent la ville dans laquelle Ali s'était retranché avec une faible partie de ses troupes.

Le pacha refusa de se rendre et s'efforça de prolonger le plus possible la résistance dans l'espoir qu'éclaterait la révolution grecque. Mais lorsqu'en mars 1821, le soulèvement grec se déclencha, Ali vit son espoir s'évanouir. Le sultan, loin de relâcher sa pression, envoya de nouveaux renforts à Janina. Les Turcs maintenant commandés par Hurshit pacha, nommé à la place d'Ismail Pasho bey qui fut relevé de son commandement pour incapacité, resserrèrent encore davantage leur étau autour de Janina. Le vieux pacha tint tête jusqu'au bout aux assiégeants. Sa résistance ne prit fin que dix-sept mois plus tard, par sa mort, le commandant turc l'ayant fait traîtreusement assassiner. La tête du pacha fut envoyée à Constantinople comme un glorieux trophée.

Après sa suppression, le pachalik de Tépélène, par les tendances qu'il avait traduites, ne fut pas sans laisser de traces aussi bien en Albanie qu'à l'étranger. Outre le fait important que constituait l'abolition des timars dans l'Albanie méridionale, les efforts d'Ali en vue de créer une principauté albanaise indépendante, ultime dessein du pacha de Janina, puis sa guerre contre Constantinople, eurent des répercussions considérables sur les événements postérieurs. Par ailleurs l'aide qu'il fournit aux insurgés grecs et sa résistance opiniâtre à Janina, contribuèrent grandement au succès de la révolution grecque.

Après être venue à bout du pachalik de Janina, la Porte fit avancer sur la Grèce toutes ses armées au grand complet, y compris les forces des seigneurs albanais et notamment celles de Mustafa pacha Bushatli, en vue de réprimer l'insurrection grecque.

Le sultan et le pacha de Shkodra n'avaient cessé jusqu'à là d'entretenir de bons rapports, mais ces relations amicales n'allèrent pas outre. Après la destruction du pachalik de Janina, le sultan n'avait plus de raisons de vouloir accroître le pouvoir des Bushatli. Mustafa pacha de son côté, commença à s'inquiéter des tendances manifestées par les dirigeants turcs vers une centralisation du pouvoir impérial aux dépens du pouvoir séparatiste des seigneurs féodaux.

Leurs rapports s'aggravèrent dès 1824, Bushatli étant rentré de Grèce à Shkodra sans l'autorisation du sultan. Mais la Porte, pressée pour le moment par de graves questions, et notamment par l'affaire grecque, le problème des janissaires, la situation en Bosnie, et surtout par la guerre contre la Russie qui éclata en 1828, retarda son intervention contre Bushatli. Celui-ci mettant à profit cette circonstance entra secrètement en contact avec les Russes qui lui promirent de le reconnaître en tant que prince indépendant s'il ne participait pas à la guerre contre eux. Et en fait, lorsque le sultan le convoqua, Mustafa pacha retarda si longtemps son départ qu'il n'arriva sur le lieu du combat que lorsque les Turcs eurent été battus. Mais les Russes ne tinrent pas leur promesse. Mustafa pacha revint à Shkodra brouillé

aussi bien avec le sultan qu'avec les Russes et sans le moindre appui à l'étranger.

La guerre russo-turque terminée, le sultan résolut de soumettre définitivement l'Albanie. Cette tâche fut confiée au commandant en chef des forces turques de Roumélie, Mehmed Reshid pacha. En 1830, à la tête d'une armée à l'équipement moderne, il se dirigea vers la Toskeria où les feudataires gouvernaient de nouveau leurs domaines en chefs indépendants. Mehmed Reshid pacha, arrivé à Monastir, y invita tous les seigneurs de Toskerie, pour soi-disant leur communiquer la "grâce" du sultan et leur remettre les "récompenses" que le souverain leur avaient accordées. Mais le 26 août, au cours d'une cérémonie militaire, il fit massacrer traîtreusement les chefs albanais et leurs gens, cinq cents hommes en tout, puis il traversa l'Albanie de part en part, mettant le pays à feu et à sang.

En 1831, Mehmed Reshid pacha se retourna contre la Guégueria. Mustafa pacha qui s'était porté au devant de lui se heurta aux Turcs à Baboune, en Macédoine, mais fut sévèrement défait. Réduit à se retrancher à Shkodra dans la forteresse du Rosafat, il y fut assiégé par les Turcs. Après six mois de siège, il se rendit, le sultan lui ayant garanti la vie sauve. Sa reddition marque la fin du pachalik de Shkodra en tant qu'enclave pour ainsi dire autonome à l'intérieur de l'empire.

Après avoir étouffé les ambitions d'indépendance des seigneurs séparatistes, la Porte ne restaura plus le système des timars antérieurement en vigueur et qui s'était entièrement désagrégé non seulement en Albanie mais dans tout l'empire ottoman. Un an après la suppression du pachalik de Shkodra, Constantinople édicta une loi prévoyant l'abolition de ce système. Ainsi fut légalement mis un terme au régime féodal militaire instauré en Albanie quatre siècles auparavant.

A la place de l'administration militaire à caractère féodal qui avait gouverné le pays jusqu'alors, Constantinople installa maintenant en Albanie l'administration régulière de l'Etat central. Les seigneurs albanais qui avaient échappé

aux campagnes exterminatrices de Mehmet Rushid pacha et voyaient dans la nouvelle administration la fin de leur pouvoir indépendant, s'élevèrent contre le nouveau système. D'autre part les nouveaux fonctionnaires placés à la tête des postes les plus importants de l'administration, se mirent à abuser de leurs charges et à se rendre coupables de graves exactions. Les spéculations auxquelles ils se livraient suscitèrent le mécontentement des masses de la population. Aussi, peu de temps après l'établissement de l'administration turque d'Etat, les masses paysannes déclenchèrent dans les campagnes une série de soulèvements armés, révoltes qui furent généralement dirigées par des chefs féodaux, entre autres par Zylyftar Poda, Tafil Buzi, Zenel Gjoleka. Dans les villes aussi, de nombreuses révoltes se produisirent et elles eurent à leur tête les chefs d'"esnafs" dont l'autorité avait revêtu un caractère féodal. Tels entre autres, Hamza Kazazi, Haxhi Idrizi. Tous ces mouvements furent cependant réprimés.

LES PREMIERS PAS DU MOUVEMENT NATIONAL LES REVOLTES CONTRE LE TANZIMAT

Faisant suite aux mesures prises au cours des années 20 et 30 du XIX^{ème} siècle, les gouvernants turcs préparèrent le terrain en vue de l'application des réformes du Tanzimat, qui visaient à consolider le pouvoir central ébranlé par les tendances séparatistes des seigneurs féodaux dans les provinces, par les révoltes des masses rurales et par les mouvements insurrectionnels des nationalités opprimées qui ne cessaient d'éclater dans les diverses régions de l'empire.

Les principes généraux de ces réformes furent proclamés par le sultan Abdul-Medjid en novembre 1839, dans l'édit "Hatti Cheriff Gülhane". Ces réformes comportaient l'établissement d'une administration d'Etat centralisée à l'image de celle des Etats d'Europe et qui devait se substituer au pouvoir séparatiste des seigneurs de province; la mise en place d'une administration financière d'Etat et d'une nouvelle législation fiscale devant remplacer le sys-

tème corrompu des "iltizams" (prise à ferme des impôts); la suppression des anciennes unités placées sous le commandement des seigneurs, la création d'une armée régulière d'Etat recrutée selon le principe du service militaire général et obligatoire gratuit. Mais en vérité, ni les principes des nouvelles réformes de la Gülhane, ni les lois complémentaires, ne touchèrent aux assises économiques et sociales en putréfaction de l'empire féodal ottoman. Ces réformes, dont l'application fut confiée à des fonctionnaires corrompus de l'administration ottomane, ne servirent qu'à couvrir des spéculations encore plus cruelles au détriment des populations.

En Albanie, les réformes du Tanzimat ne furent bien accueillies que par les grands propriétaires terriens, auxquels la suppression de la propriété féodale militaire apportait la possibilité d'agrandir, voire même sous la protection de l'Etat, leurs grands tchifliks. Aussi donnèrent-ils tout leur appui à la Porte pour l'application de ces réformes.

Les anciens seigneurs au contraire, voyant que Constantinople s'engageait de plus en plus dans la voie de la centralisation du pouvoir, protestèrent contre l'Edit de la Gülhane. Les "bayraktars" ainsi que les chefs insatisfaits des "esnafs" adoptèrent la même attitude. Cependant tous ces adversaires des réformes, quoique se préparant à s'opposer par les armes à ces innovations, n'entendaient voir instaurer aucun nouveau système dans le mode de gouvernement. Ils ne demandaient que la restauration de l'état de choses antérieur. Les anciens seigneurs voulaient recouvrer leurs pachaliks et leurs timars perdus, les bayraktars préserver leur autonomie traditionnelle et les chefs des "esnafs" disposer dans l'avenir comme par le passé des anciens privilèges attachés aux corporations et qui allaient être supprimés par la mise en place de la nouvelle administration.

Les masses rurales accueillirent elles aussi les réformes du Tanzimat avec hostilité. L'institution de la nouvelle administration d'Etat avec ses cadres corrompus n'améliorait en rien leur condition lamentable. Le nouveau système de recouvrement des impôts fut particulièrement

odieux à la paysannerie, frappée surtout par le "djélep" (impôt sur le bétail) et le service militaire obligatoire ou "nizam" qui devait être prêté à titre gratuit pour une durée de sept à dix ans. Les montagnards en particulier qui voyaient dans ces mesures centralisatrices de Constantinople la fin de leurs "vénomes" traditionnels, devinrent les adversaires acharnés de ces réformes.

La Porte prévoyant que la mise en œuvre des nouvelles dispositions se heurterait à l'opposition armée des Albanais et désireuse d'éviter un soulèvement général, jugea plus opportun de ne pas faire appliquer les réformes dans tout le pays en même temps mais de les introduire graduellement dans une région après l'autre, en 1843 dans le Kossovo, en 1844 dans les contrées de la Guégueria et en 1845 enfin dans les pays de la Toskeria.

Partout paysans et montagnards s'élevèrent contre ces réformes les armes à la main. La Porte fut contrainte d'envoyer des forces considérables pour dompter ces mouvements, et fit, dans certaines régions, usage de la force pour assurer le recouvrement des impôts et faire observer l'obligation au service militaire (le nizam). Dans les montagnes, devant l'impossibilité d'imposer ces réformes elle dut provisoirement renoncer à les appliquer.

Ces soulèvements des montagnards et des paysans n'avaient cependant qu'un objectif limité: ils s'élevaient contre les réformes et protestaient en particulier contre les impôts et les nizams sans envisager pour autant un ordre de choses qui leur apportât un progrès dans leur condition. Par les revendications qu'ils avançaient, ces mouvements servaient uniquement de soutien aux seigneurs et aux bayraktars.

Pendant qu'éclataient ces soulèvements armés contre le Tanzimat, certains milieux dans le pays pensaient que les Albanais ne pouvaient obtenir leur salut en restaurant l'état de choses antérieur si rétrograde, mais qu'il leur fallait s'engager résolument sur une nouvelle voie, sur celle du progrès et de la civilisation, à l'exemple des pays les plus avancés d'Europe. Selon eux, le meilleur moyen d'attein-



Naum Veqilharxhi, un des pionniers du mouvement de libération nationale albanais du XIXème s.

dre cet objectif était la diffusion de l'instruction parmi les vastes couches de la population. Au début, cette nécessité historique ne fut comprise que par un cercle restreint d'Albanais. Ce fut Naum Veqilharxhi qui exprima avec le plus de clarté cette nécessité.

Né à Vithkuq en 1797, Naum Veqilharxhi avait émigré encore jeune en Roumanie et y avait pris part aux côtés de centaines d'autres Albanais à la révolution libératrice roumaine de 1821 contre le joug turc. De son exil, Naum avait ses regards constamment fixés sur son infortuné pays qui souffrait de l'état arriéré dans lequel le maintenait l'oppression ottomane. Il eut tôt fait de comprendre que l'Albanie ne pouvait s'émanciper de l'état de régression et de servitude dans lequel elle était plongée que si les masses de la population sortaient de leur ignorance. Et il fallait

pour cela que l'enseignement dans les écoles se fît en albanais et non plus en grec et en turc comme c'était le cas jusqu'alors. L'instruction donnée en une langue étrangère, pensait Naum, était non seulement malaisée, mais tendait en outre à éteindre chez les Albanais qu'elle cherchait à gagner, l'amour pour leur pays. En revanche, l'enseignement donné aux Albanais dans leur langue maternelle porterait bien plus facilement ses fruits, même parmi les couches les plus pauvres, et stimulerait en outre chez eux l'amour de leur patrie.

En partant des principes qu' "une nation traîne son ignorance comme un esclave sa chaîne" et que "le savoir ne s'acquiert que dans la langue maternelle de chacun", Naum Veqilharxhi s'employa à rédiger des manuels scolaires en albanais, dans lesquels il fit usage d'un alphabet particulier qu'il avait lui-même imaginé. Au lendemain des réformes du Tanzimat, il adressa à ses compatriotes de religion chrétienne, une circulaire dans laquelle il leur disait entre autres: "L'heure est venue pour nous de réfléchir mûrement à notre condition, de changer de voie avec hardiesse en prenant dorénavant pour exemple les nations avancées du monde entier". En 1844, il fit publier en Roumanie un petit abécédaire, intitulé "Evetor", qui fut diffusé dans l'Albanie du Sud. La parution de l'Evetor déclencha parmi les Albanais épris de progrès un vaste mouvement ayant pour objectif la diffusion de l'enseignement dans leur langue. A Korça les notables de la ville entreprirent une campagne dans le but de rassembler des aides destinées à l'achat d'une imprimerie qui ferait paraître des livres en albanais. Un an plus tard, Naum publia un Evetor plus complet que le précédent.

Le mouvement en faveur de l'institution d'un alphabet albanais et d'écoles albanaises, qui visait à l'émancipation et au progrès du pays, était l'expression de la naissance et du développement de la conscience nationale albanaise. Ce mouvement constituait en outre le point de départ d'une nouvelle période dans l'histoire des Albanais, période de-

puis longtemps connue sous le nom de "Renaissance Nationale Albanaise" ou "Renaissance Albanaise" tout court.

Les révoltes des paysans et des montagnards contre Constantinople ne cessèrent pas au cours des années successives. Le plus important de ces mouvements fut celui qui éclata en 1847.

Les premières hostilités s'engagèrent en Laberia. En 1847, les "djeleptchis", collecteurs d'impôts, s'étant présentés pour le recouvrement des taxes dans les villages de Kurvelesh, près de cinq cents montagnards de la région, ayant à leur tête Zenel Gjoleka, un ancien sipahi, prirent les armes, chassèrent les percepteurs, descendirent des monts de la Laberia, libérèrent Delvina qu'ils prirent d'assaut et marchèrent ensuite sur le chef-lieu du sandjak, Gjirokaster, devant lequel ils mirent le siège.

De la Laberia, le soulèvement se propagea dans les autres régions de l'Albanie du Sud, mais il prit une ampleur particulière dans la Mallakashtra qui faisait partie du sandjak de Bérat. Le mutésarrif de la région était le grand propriétaire terrien Husein pacha Vrioni, dont les paysans avaient beaucoup à se plaindre des mauvais traitements qu'il leur faisait subir. Aussi les révoltés dirigèrent-ils principalement leur action contre la famille féodale des Vrioni, qui leur était particulièrement odieuse. Sous la conduite de leur valeureux chef Rapo Hekali, les insurgés, après avoir libéré entièrement les régions de la Mallakashtra et de la Muzéqé, battirent, au village de Gréshica, les forces turques allées à leur rencontre, capturèrent et mirent à mort les deux frères de Husein pacha Vrioni, qui commandaient les forces gouvernementales, et se dirigèrent ensuite vers le chef-lieu du sandjak, Bérat, qu'ils assiégèrent également.

Après ces succès, les divers groupes d'insurgés entrèrent en contact entre eux, afin de coordonner leur action. Ils créèrent à cette fin un comité d'action commune composé pour la plus grosse part de beys opposés aux dernières réformes du pouvoir impérial.

Le mouvement insurrectionnel remporta aussi d'autres succès. Les insurgés libérèrent la ville de Bérat et réduisirent la garnison turque à se retrancher dans la citadelle. Presque dans le même temps, les montagnards de la Laberia défirent une armée turque envoyée au secours de Gjirokaster assiégée. Tout en maintenant le siège devant cette ville, une partie des révoltés de Laberia et de Çameria firent marche sur Janina, alors chef-lieu du vilayet, et mirent en déroute le 28 août 1847 au village de Dhollane, non loin de Janina, une armée turque de 5.000 hommes qui se dirigeait vers Gjirokaster.

Mais ce mouvement fut sans lendemain. La Porte envoya en Albanie une puissante armée, qui, avançant en direction de Bérat, défit en chemin les forces de Rapo Hekali et poussa vers Gjirokaster en semant la terreur parmi les populations. Au cours du combat livré au village de Palavli (Delvina) les forces de Gjoleka qui avaient interrompu leur marche vers Janina, furent battues. D'autres opérations punitives furent nécessaires pour dompter ce soulèvement mais la révolte fut finalement étouffée.

Malgré son échec, la révolte de 1847 eut des conséquences très importantes. Pour ce qui est des revendications avancées, le mouvement était allé au-delà de ce qui avait été réclamé jusqu'alors. Les masses paysannes avaient lutté non seulement contre le service militaire obligatoire et les impôts excessifs mais aussi contre le joug des seigneurs féodaux, grands propriétaires fonciers, ce qui fut particulièrement le cas pour les villageois de la Mallakastra et de la Muzeqé. Ce mouvement fit, en outre, apparaître, quoique de façon encore assez timide, les premiers éléments du mouvement de libération nationale albanais. C'est pourquoi l'insurrection de 1847 eut un retentissement considérable dans l'Albanie entière, et ce retentissement ne s'épuisa pas pendant plusieurs décades.

La violence mise en œuvre par Constantinople pour détruire les pachaliks albanais et réprimer les révoltes contre le Tanzimat, ne firent qu'accroître encore davantage le mécontentement des masses populaires en Albanie.

Les Albanais, de plus en plus, voyaient dans la Turquie un ennemi abhorré. Les impôts n'étaient payés que sous la menace des gendarmes. Dans la plupart des cas le petit nombre de soldats recrutés par la force désertaient. L'autorité du sultan était presque entièrement méconnue dans le pays. Même pour la guerre de Crimée de 1853 à 1856, les forces mobilisées en Albanie par le sultan furent très réduites. Au lendemain de cette guerre, la Porte tenta une nouvelle fois d'établir son autorité sur les régions de montagnes. Elle s'y heurta encore à la résistance armée aussi bien des chrétiens que des musulmans.

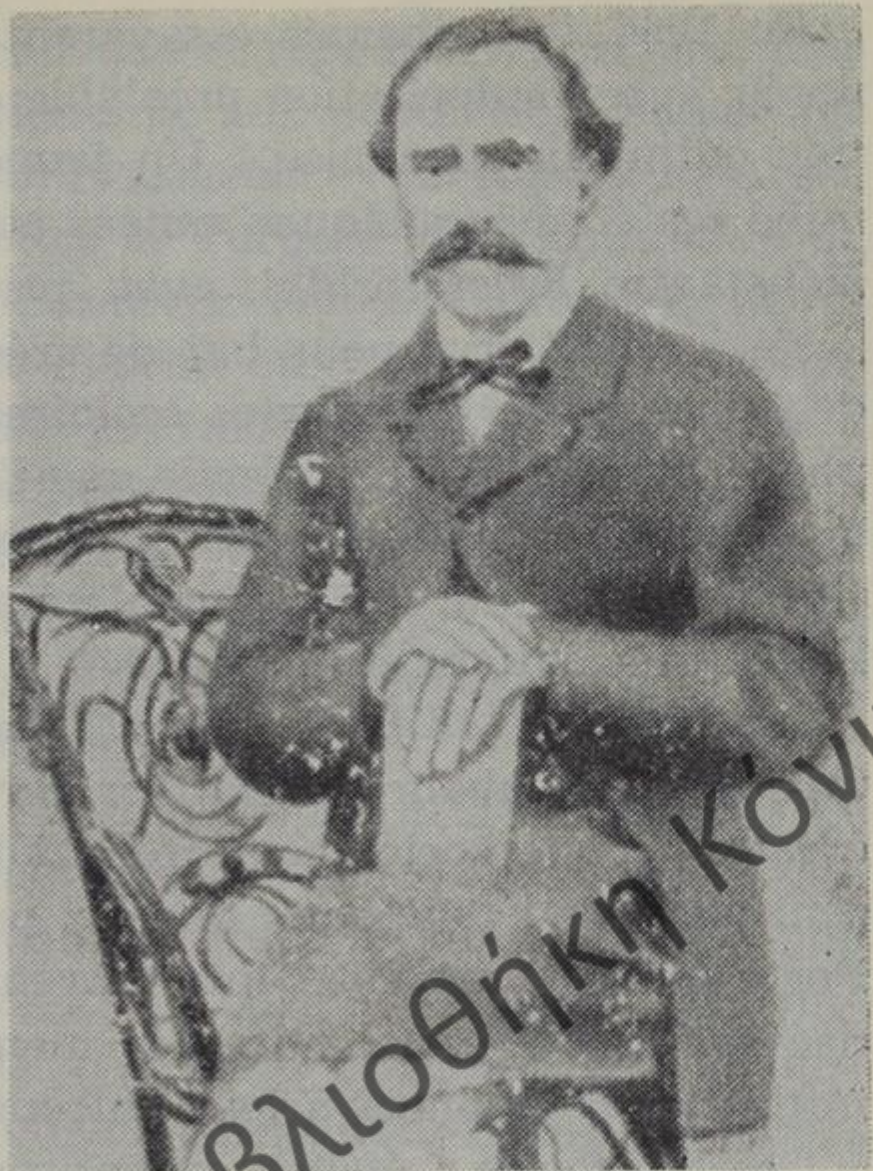
Par l'acharnement de leur lutte, les Albanais apparaissaient sur l'arène internationale comme une force importante qui devait jouer son rôle dans la destinée de l'empire ottoman et plus généralement dans les Balkans. Les grandes puissances aussi bien que les Etats balkaniques suivaient maintenant avec intérêt le cours des événements en Albanie.

Mais cet intérêt ne se traduisit par aucun avantage pour les Albanais. Aussi bien avant qu'après la guerre de Crimée les grandes puissances n'avaient pas intérêt à voir l'Empire ottoman s'effondrer; l'Angleterre et la France, parce qu'elles voulaient s'en servir comme d'une digue pour empêcher la Russie de déboucher dans les Détroits, l'Autriche parce qu'elle ne voulait pas se créer d'embarras sur ses arrières alors qu'elle était toute engagée du côté de l'Allemagne. La Russie par ailleurs, encore sous le coup de la défaite qu'elle venait de subir en Crimée, n'aurait pas été en mesure, en cas d'écroulement de l'empire turc, de défendre ses positions contre les ambitions des puissances rivales. Seuls les trois jeunes Etats balkaniques, la Grèce, la Serbie et le Monténégro, voyant dans la ruine de l'empire ottoman le seul moyen de compléter leur unité nationale, mettaient tout en œuvre pour l'accélérer. Or les gouvernements d'Athènes, de Belgrade et de Cettigné se trouvaient sous le contrôle des milieux bourgeois, chez lesquels commençaient à se manifester des tendances chauvines. Ces cercles convoitaient d'englober dans les limites de leurs propres états des

territoires albanais. Aussi considéraient-ils inacceptable l'idée de la création d'un Etat albanais à part. Tout au contraire, à l'issue des négociations secrètes qui eurent lieu en 1861, la Serbie et la Grèce admirèrent en principe de se partager l'Albanie entre elles dès que les Turcs en auraient été chassés. Dans ces circonstances, il était naturel que les Albanais nourrissent quelque méfiance à l'égard de leurs voisins. De plus, les appels anti-islamiques et pan-slavistes ou pan-hellénistes lancés par les propagandistes chauvins de Serbie et de Grèce, commencèrent à inquiéter les Albanais et en premier lieu les musulmans qui constituaient près des trois quarts de la population du pays. Ainsi dans la lutte contre la Turquie, la coopération de l'Albanie avec les peuples voisins fut rendue difficile par l'attitude chauvine des gouvernements bourgeois de Belgrade et d'Athènes.

Par ailleurs, la politique menée par Constantinople dans le domaine culturel également, créait pour le mouvement national en Albanie des conditions particulièrement défavorables. Les gouvernants turcs eurent beau proclamer que les réformes du Tanzimat apporteront aux populations de l'empire le droit d'organiser leur enseignement selon leur nationalité, il n'en persistaient pas moins à confondre nationalité et religion. Ils continuèrent en conséquence à considérer les Albanais musulmans, orthodoxes et catholiques comme étant respectivement de nationalité ottomane, grecque et latine. En application de ce principe, les Albanais divisés en trois religions différentes, ne pouvant être considérés comme formant une nationalité unique, furent privés du droit d'avoir des écoles où l'enseignement se ferait dans leur propre langue. Cette façon de juger le problème eut des effets funestes sur la lutte pour l'union de tous les Albanais, du fait que dans les écoles turques dirigées par la Porte, tous les efforts tendaient à enraciner chez les écoliers albanais la conscience d'une nationalité islamique et ottomane; dans les écoles grecques, placées sous la tutelle et la direction spirituelle du Patriarcat de Constantinople, on cultiva chez les jeunes Albanais de religion orthodoxe le sentiment pan-helléniste, ce qui ne pouvait que servir aux

Konstantin Kristoforidhi (1830-1895). Pionnier du mouvement national albanais, il contribua, par ses précieux travaux, à l'enrichissement de la langue littéraire albanaise.



ambitions chauvines d'Athènes; et enfin dans les écoles fréquentées par la population catholique, l'enseignement était donné en italien et placé sous le patronage de l'Autriche et surtout du Vatican.

L'augmentation du nombre des écoles étrangères que l'on enregistra après les réformes du Tanzimat et les visées politiques mal dissimulées sous l'activité didactique de ces établissements, créèrent pour la nation albanaise le danger d'une scission en trois groupes correspondant aux trois différents cultes et de l'assimilation de chacun de ces groupes par les nationalités correspondantes. Afin de parer à ce danger, les patriotes se mirent à soutenir et à propager le principe de la primauté de la nationalité sur la religion. Reléguant au second plan les questions relatives aux cultes, ils mirent tout en œuvre pour stimuler parmi les Albanais, au moyen d'écoles albanaises et par la diffusion de la littérature de leur pays, le sentiment de leur existence et de leur unité nationales.

En 1864, les Albanais essayèrent de former à Constantinople, avec l'autorisation préalable de la Porte, une association culturelle albanaise. Un jeune patriote qui avait terminé ses études quelques années auparavant en Angleterre, Konstantin Kristoforidhi, avait pris cette initiative. Cette société s'était fixé pour but de créer des écoles albanaises, de faire publier des textes scolaires en albanais, en un alphabet d'un usage plus facile que l'alphabet trop compliqué de Veqilharxhi. Cette entreprise échoua en raison de l'attitude hostile de la Sublime Porte qui refusait de reconnaître une nationalité albanaise.

En 1867, en 1870 et en 1871, toujours dans la capitale turque, de nouvelles tentatives furent faites en vue de la création d'une société culturelle albanaise. Ces efforts furent aussi peu fructueux que les précédents. Aussi bien la Porte que le Patriarcat intervinrent cette fois par des menaces afin de contraindre les membres de la commission initiatrice à renoncer à leur entreprise.

Ces obstacles répétés ralentirent considérablement la croissance du mouvement national. Les rangs des patriotes albanais étaient clairsemés. Ceux-ci n'étaient groupés dans aucune organisation, ni politique ni culturelle. Les chefs féodaux hostiles à la Porte jouissaient encore d'une influence considérable parmi les masses de la population albanaise. Ce fut dans de telles circonstances que l'Albanie affronta les années de la crise balkanique.

LA LIGUE DE PRIZREN (1878)

La crise balkanique eut pour origine, on le sait, le mouvement insurrectionnel de libération qui éclata en 1875 en Bosnie et en Herzégovine et en 1876 en Bulgarie. En 1876 également, à l'instigation de la Russie qui avait donné publiquement son appui aux revendications d'autonomie des insurgés, la Serbie et le Monténégro déclarèrent eux aussi la guerre à la Turquie. Constantinople réagissant avec énergie, réprima férocement ces révoltes, réduisit la

Serbie à demander un armistice et repoussa les propositions russes d'accorder leur autonomie aux populations slaves des Balkans. Devant cette intransigeance, la Russie hâta ses préparatifs de guerre contre la Turquie. Sur l'initiative de l'Angleterre désireuse de sauver l'empire ottoman de la ruine complète à laquelle l'aurait entraîné la guerre contre la Russie, une conférence internationale fut convoquée à Constantinople. Sur la proposition de la conférence, les grandes puissances signèrent en mars 1877, à Londres, un protocole, en vertu duquel la Turquie était obligée de former une province autonome en Bosnie-Herzégovine et deux vilayets autonomes en Bulgarie.

Ni la conférence de Constantinople ni le protocole de Londres ne faisaient la moindre allusion à l'existence d'une nation albanaise. Les Albanais furent privés du droit à une administration autonome et, par surcroît, certaines provinces peuplées en majorité par leurs compatriotes, notamment Dibra, Gostivari, Tetovo et Kaçaniku furent englobées dans le vilayet occidental bulgare. Ces mesures fournirent l'occasion aux Albanais d'élever leur voix. Un bon nombre de notabilités de l'Albanie du Sud, Abdyl Frashëri entre autres, se réunirent à Janina pour y préparer un mémorandum qu'ils adressèrent au gouvernement turc. Il était réclamé dans ce document que les régions albanaises séparées en des vilayets différents, fussent rassemblées en un seul vilayet albanais. L'administration de ce district devait être confiée à des fonctionnaires albanais, l'enseignement dans les écoles et la procédure des tribunaux se ferait en albanais, les recrues originaires du pays accompliraient leur service militaire à l'intérieur du vilayet et les ressources budgétaires locales seraient affectées pour la meilleure part aux besoins du vilayet. Le mémorandum revendiquait en fait l'autonomie administrative pour l'Albanie entière.

Mais les clauses du protocole de Londres restèrent lettre morte et il ne fut pas fait un plus grand cas du mémorandum de Janina, la Russie ayant déclaré la guerre le 24 avril 1877 à la Turquie. La Serbie et le Monténégro, aux

côtés de leur protectrice, engagèrent eux aussi les hostilités contre les Turcs.

La Turquie, pourrie au dedans, fut vaincue et réduite à signer le 3 mars 1878 à San Stefano, le traité de paix aux conditions que lui dictaient la Russie. Ce traité ne faisait même pas mention de la question albanaise. L'Albanie non seulement demeurait comme par le passé sans aucun droit sous la domination turque, mais une bonne part de ses territoires lui étaient arrachés pour être annexés aux pays voisins. Le Monténégro recevait Ulqin, le Hoti, la Plava, la Guçie. La Serbie se voyait attribuer le sandjak de Prishtina. La Bulgarie s'étendait entre autres sur les régions de Kortça, Pogradec, Dibra, Gostivari et Tetovo.

La publication du Traité de San Stefano porta les Albanais au comble de l'inquiétude. Dans tout le pays montait un vaste mouvement contre les ambitions chauvines de l'étranger. Dans plusieurs régions, des commissions locales se créèrent spontanément pour organiser la défense contre le nouveau danger. La décision des grandes puissances de faire réviser les clauses du Traité de San Stefano par un congrès expressément convoqué à cet effet et qui devait se réunir à Berlin au mois de juin 1878 suscita, une vague d'espoir qui imprima un nouvel élan à ce mouvement.

La Porte voyait maintenant de bon œil l'irritation des Albanais et elle s'efforça de tirer parti du mouvement de protestation qui s'était propagé dans toute l'Albanie pour faire modifier en sa faveur les conditions du Traité de San Stefano. Constantinople autorisa à cette fin la constitution des commissions d'auto-défense, mais elle s'employa en même temps à s'assurer que les Albanais musulmans se présenteraient dans leurs protestations comme des sujets fidèles des Osmanli, qui ne souhaitaient pas s'émanciper de la Turquie et du sultan.

Pour les patriotes albanais, il apparut évident que dans ces circonstances difficiles et dans un temps où ils ne pouvaient compter sur aucun appui de l'étranger, les Albanais se devaient de forger leur destinée de leurs propres mains. La tâche de créer un mouvement albanais unique

et généralisé fut assumée par le comité secret formé à Constantinople en 1878 sous la présidence d'Abdyl Frashëri et qui comptait notamment parmi ses membres Pashko Vaso, Sami Frashëri, Jani Vreto et Zia Prishtina.

Le comité de Constantinople s'efforça de soulever par tous les moyens en son pouvoir, la question albanaise auprès des chancelleries des grandes puissances avant que ne se réunît le Congrès de Berlin. Les membres du Comité entrèrent en contact avec les dirigeants des commissions d'auto-défense. A l'issue de ces contacts, il fut décidé, à la fin du mois de mai 1878, de convoquer le mois suivant à Prizren, une assemblée extraordinaire à laquelle seraient invités des délégués de toutes les régions d'Albanie.

L'Assemblée extraordinaire s'ouvrit à Prizren le 10 juin 1878, trois jours avant le Congrès de Berlin. Le bref espace de temps qui séparait la convocation de l'Assemblée de sa date de réunion et les difficultés de voyage, n'avaient pas permis à tous les délégués des diverses régions du pays d'être présents à la conférence le jour fixé.

Les travaux de l'Assemblée furent inaugurés par un ardent discours d'Abdyl Frashëri, qui invita tous les délégués à s'unir comme un seul bloc afin de faire face au danger de démembrement du pays. L'Assemblée résolut aussitôt de former une organisation générale, dirigée par un organisme central unique à l'autorité duquel seraient soumises toutes les branches qui seraient constituées à travers tout le pays. La formation de cette organisation convertissait d'office toutes les anciennes commissions d'auto-défense en des branches de cette nouvelle organisation. L'organisation formée reçut le nom de "Beselidhje" (Union jurée) et est connue sous le nom de "Ligue de Prizren". L'Assemblée décida en outre que la Ligue constituerait au plus tôt une armée albanaise destinée à défendre les territoires sur lesquels pesaient la menace d'annexion. L'Assemblée adressa au Congrès de Berlin un mémorandum dans lequel elle élevait la voix contre le morcellement des territoires albanais. Puis les délégués travaillèrent pendant plusieurs jours à l'élaboration des statuts de la Ligue.

Au cours des débats, deux courants nettement contraires l'un à l'autre se manifestèrent quant à la teneur des statuts. Bon nombre de pachas, de beys et de représentants réactionnaires du clergé dont l'attitude était en fait dictée par la Porte, s'efforçaient de donner à la Ligue le caractère d'une organisation islamique. Cette organisation, selon eux, devait englober les populations musulmanes albanaises et non-albanaises de la péninsule balkanique (Bosniaques, Bulgares, Turcs, etc.). Aussi avaient-ils invité à l'Assemblée des délégués musulmans non-albanais de Bosnie, de Herzégovine, de Bulgarie. Les desseins de la Sublime Porte étaient d'une part de faire passer au second plan le mouvement national albanais et de faire participer d'autre part les Albanais à la défense de la Bosnie-Herzégovine que l'Autriche s'apprêtait à occuper. L'autre courant était représenté par les patriotes albanais, Abdyl Frashëri en tête, qui cherchaient à donner à la Ligue le caractère d'une organisation essentiellement albanaise groupant en son sein tous les Albanais sans distinction de culte. Selon ces derniers, la Ligue devait lutter non seulement pour sauver le pays du démembrement mais aussi pour lui faire acquérir sa pleine autonomie.

Les éléments liés à la Porte furent prépondérants à l'Assemblée. Leur influence l'emportant, les statuts de la Ligue furent votés le 18 juin 1878, statuts qui reçurent le nom de "Kararnamé", (Livre des décisions). Ce document exprimait la fidélité des membres de la Ligue à l'égard de la Turquie et lui donnait en fait le caractère d'une organisation des musulmans des Balkans. Les pachas réactionnaires ne s'assurèrent cependant la majorité qu'à l'Assemblée proprement dite. Un bon nombre de branches de la Ligue adoptèrent pour plate-forme politique, le programme des patriotes. Ceux-ci, de leur côté, agissant contrairement à l'esprit du "Kararnamé", ne quittèrent pourtant pas la Ligue, s'efforçant de l'amener sur la seule voie qui leur paraissait juste.

Les travaux de l'Assemblée achevés, Abdyl Frashëri entreprit un voyage dans l'Albanie du Sud afin d'étendre

l'organisation dans les régions méridionales du pays qui n'avaient pu être représentées à l'Assemblée. Une réunion rassemblant seulement les délégués de ces régions fut tenue à Frashëri. L'influence des pachas réactionnaires en Albanie du Sud était négligeable. Aussi la ligne de conduite des patriotes rallia-t-elle la majorité des suffrages à cette réunion. On y admit le principe que les diverses branches de la Ligue devaient avoir un caractère manifestement albanais.

Le Congrès de Berlin, inauguré le 13 juin 1878, prit des décisions visant à diminuer l'influence russe dans les Balkans. Il y fut procédé à un nouveau partage des territoires des Balkans au détriment de la Turquie. Dans cette nouvelle répartition aucun cas ne fut fait du principe des nationalités. Les frontières de la Bulgarie, telles qu'elles avaient été fixées au Traité de San Stefano, furent considérablement réduites. La Serbie se vit refuser le sandjak de Prishtina et reçut en compensation les régions de Piroti, de Treni et de Vranja. Le Monténégro eut entre autres pour sa part Antivari, Podgoritsa, les régions de la Plava et de la Guçie, alors que la Grèce qui n'avait pas pris part à la guerre contre la Turquie recevait la Thessalie et l'Épire, la délimitation des nouvelles frontières étant toutefois confiée à une commission mixte turco-grecque.

Le Congrès ne tint aucun compte des protestations des Albanais. Aucune des grandes puissances n'éleva sa voix en faveur de leurs justes revendications. Les Albanais musulmans étaient traités en Turcs et les orthodoxes en Grecs. Bismark, qui présidait les travaux, déclara qu'il n'existait pas de nation albanaise. L'Albanie fut ainsi condamnée à demeurer sous la domination turque, sans qu'il lui fût reconnu aucun droit et elle dut, par surcroît, subir l'amputation de certains de ses territoires qui furent partagés entre ses voisins.

Les décisions du Congrès de Berlin excitèrent encore davantage la colère des Albanais. Cette irritation était principalement dirigée contre les grandes puissances qui n'avaient pas tenu compte des revendications albanaises, ainsi

que contre la Turquie qui s'était montrée incapable de conserver les territoires de population albanaise passés aux autres pays des Balkans. Partout dans le pays et plus spécialement dans les régions frontières, des préparatifs hâtifs furent faits pour empêcher par les armes l'annexion des régions albanaises. Dans les villes et les campagnes on engageait déjà des volontaires. Les masses de la population prodiguèrent leur aide, en argent, en céréales et en bétail. Ainsi dans l'espace de quelques semaines, la Ligue de Prizren réussit à mettre sur pied une armée albanaise de quelques dizaines de milliers d'hommes.

La Porte déclara officiellement qu'elle entendait mettre à exécution les décisions du Congrès de Berlin. Mais elle tenta par ailleurs en sous main d'empêcher l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par les Austro-Hongrois au moyen de forces non-gouvernementales, constituées pour la plupart par celles de la Ligue de Prizren. En dépit cependant de la forte pression exercée par la Porte, lorsque les troupes autrichiennes pénétrèrent au mois d'août en Bosnie-Herzégovine, les patriotes albanais, par un travail opiniâtre de persuasion, parvinrent à faire prévaloir au sein de la Ligue leur tendance à la neutralité. Ils réussirent à l'écarter de l'aventure qu'aurait représentée une guerre contre l'Autriche et à lui faire consacrer au contraire toute son activité à la défense des intérêts albanais. Cette attitude fit échouer les plans de la Porte, qui se mit à nourrir une certaine méfiance à l'égard de la Ligue.

Quelques jours plus tard, la Sublime Porte fut contrainte par les grandes puissances à céder au Monténégro les contrées qui devaient lui revenir en vertu des décisions du Congrès de Berlin. Afin de procéder au transfert des pouvoirs et de persuader les Albanais à renoncer à leur opposition armée, le sultan manda en Albanie le maréchal Mehmet Ali pacha, ancien délégué au Congrès de Berlin. A Prizren, le maréchal turc réussit à se concilier les pachas réactionnaires albanais. Mais l'influence de ces derniers au sein de la Ligue avait maintenant beaucoup décliné. La

meilleure part des chefs de la Ligue ne se conformèrent pas aux recommandations du sultan.

Ali pacha, en route pour la frontière du Monténégro arriva le 1^{er} septembre 1878 à Gjakova. Dans cette ville, le comité de la Ligue était aux mains d'éléments patriotes tels que Suleiman Vokshi et Ahmed Koronica, et ses membres, à l'exception de leur président Abdullah pacha Dreni, faisaient partie des militants les plus progressistes de la Ligue de Prizren. Le Comité invita le maréchal turc à rentrer en Turquie. Mais celui-ci, qui disposait de six bataillons pour le défendre répondit par un refus. Alors le Comité ayant rassemblé ses troupes de volontaires, fit encercler le palais d'Abdullah pacha Dreni que le maréchal avait choisi pour résidence. Le 4 septembre, des combats acharnés éclatèrent. Ils durèrent jusqu'au 6 et ne prirent fin que par la reddition des compagnies turques et la mise à mort de Mehmet Ali pacha et d'Abdullah pacha Dreni.

En faisant tuer le maréchal turc, la Ligue de Prizren avait poussé très loin son action. Les rapports avec Constantinople se tendirent. La Ligue s'attendait même maintenant à des mesures de représailles de la part du gouvernement turc. Cette nouvelle orientation de la Ligue marquait le déclin en son sein de l'influence des pachas réactionnaires alors que celle des éléments patriotes croissait de jour en jour. Les dirigeants patriotes créèrent ainsi les conditions propices à la substitution du programme exposé dans le "Karamane" par un nouveau programme qui avançait comme revendication essentielle du mouvement national albanais, l'autonomie de l'Albanie.

Ce fut de nouveau le comité de Constantinople qui prit l'initiative d'élaborer et de mettre en avant ce programme qui marquait une nouvelle étape dans le mouvement national albanais. Le projet de programme qu'il rédigea fut publié le 27 septembre 1878 dans le journal turc "Tardjuman-i-shark" (L'interprète de l'Orient) qui paraissait à Constantinople sous la direction de Sami Frashëri. Après des discussions passionnées dont le projet fut l'objet dans le pays tout entier, l'assemblée de la Ligue adopta le

nouveau programme au mois de novembre. Ce document réclamait l'union de toutes les provinces albanaises en un vilayet unique; l'institution d'une assemblée générale comme organe suprême du vilayet; la connaissance de la langue albanaise de la part des fonctionnaires du vilayet; l'enseignement de l'albanais introduit dans toutes les écoles du pays et enfin l'affectation d'une partie des ressources budgétaires du vilayet à la diffusion de l'instruction et à des constructions d'intérêt public en Albanie. L'Assemblée chargea une délégation composée de sept membres de soumettre au gouvernement de Constantinople, les revendications contenues dans le projet.

Par la proclamation de ses nouveaux objectifs, la Ligue de Prizren assumait nettement le caractère d'une organisation patriotique, la première de cette nature dans l'histoire de l'Albanie.

A la fin du mois de janvier 1879, le mémorandum fut présenté à la Porte qui n'exprima ni son refus ni son acceptation. Afin de gagner du temps et dans l'attente aussi de régler son différend de frontières avec le Monténégro et la Grèce, elle promit de charger une commission d'étudier le document.

Quelques mois plus tard, la Porte faisant toujours traîner sa réponse, un mouvement populaire commença à se mettre en action contre l'administration turque. Au cours de nombreuses réunions organisées à cette fin, citadins et paysans réclamèrent au début la suppression des tribunaux d'Etat ottomans et leur remplacement par des tribunaux albanais, puis les masses populaires manifestèrent leur opposition contre l'enrôlement de soldats et le paiement des impôts. Ce mouvement fournit aux montagnards l'occasion de reprendre leurs révoltes et de se dresser contre les turcs, comme ils l'avaient fait à l'époque des réformes du Tanzimat pour conserver leurs "vénomes" traditionnels. Ces rébellions prirent une telle envergure que le sultan se vit contraint de suspendre le recouvrement des impôts, l'enrôlement des "nizams" et de permettre dans les régions du Kossovo en particulier, la création de tribunaux albanais.

En dépit de son développement et de ses succès, le mouvement populaire en faveur d'une administration autonome ne poussa cependant pas plus loin son action, la Ligue de Prizren ayant eu à s'occuper de façon très pressante de la menace d'annexion que la Grèce et le Monténégro faisaient peser sur les provinces albanaises. Ce danger détourna pour un temps l'attention des Albanais de l'objectif essentiel de leur mouvement, l'autonomie du pays.

LA LUTTE DE LA LIGUE DE FRIZREN CONTRE LE DEMEMBREMENT DE L'ALBANIE

La commission mixte turco-grecque, chargée de la délimitation de la frontière commune, entama ses travaux à Prévéza en février 1879. La Grèce voulait englober dans ses territoires les régions de l'Albanie méridionale, limitrophes de la Grèce. Les Albanais ne comptaient plus sur la Turquie pour sauver ces régions de leur annexion par la Grèce. Aussi, dès que s'engagèrent les négociations gréco-turques, des centaines de notables de l'Albanie du Sud qui avaient adhéré à la Ligue de Prizren se rassemblèrent à Prévéza et déclarèrent solennellement qu'ils s'opposeraient par les armes au passage des régions albanaises sous la souveraineté grecque, et qu'ils étaient même prêts à prendre les armes contre la Turquie au cas où celle-ci consentirait à cette annexion.

La Turquie désireuse d'éviter des troubles avec les Albanais s'efforça d'abord sous divers prétextes de prolonger les discussions pour finalement les interrompre tout à fait. La presse grecque ouvrit alors ses colonnes à une campagne acharnée contre les Albanais musulmans. Afin d'éclairer l'opinion mondiale et de présenter aux grandes puissances sous son véritable jour le caractère du mouvement albanais et les véritables revendications de ses compatriotes, Abdyl Frashëri, accompagné de Mehmet Ali Vrioni, entreprit une tournée dans plusieurs Etats de l'Europe occidentale et soumit aux gouvernements des grandes puissances un mémorandum leur demandant de renoncer à leur politique de

démembrement des territoires albanais et de reconnaître à l'Albanie le droit à une administration autonome.

En février 1879, la Turquie, poussée par les grandes puissances, dut céder au Monténégro les régions que le Congrès de Berlin avait attribuées à ce pays et retira en conséquence ses troupes de la zone en question. L'armée monténégrine occupa Podgorica, Shpuza et Jabyak. Avancé ensuite vers les régions de la Plava et de la Guçie pour les occuper les Monténégrins y trouvèrent les forces albanaises de la Ligue qui les y avaient devancés.

Le Monténégro demanda aux grandes puissances de contraindre la Turquie à chasser de ces régions les troupes albanaises et à les lui remettre ensuite. En dépit de la pression exercée sur elle par les grandes puissances, la Turquie hésita à faire usage de la force contre les Albanais en fureur. Dans ces circonstances Nicolas de Monténégro décida d'occuper de vive force les régions dans lesquelles s'étaient massées les troupes volontaires de la Ligue sous le commandement d'Ali pacha Guçia. Leurs deux premières tentatives en novembre et en décembre ayant échoué, les forces monténégrines, sous la conduite de Mark Milani se lancèrent au début de 1880 dans une attaque générale contre la Plava et la Guçia, où elles se heurtèrent à la résistance héroïque des Albanais qui leur infligèrent deux sévères défaites. L'une à Vèlik et l'autre à Pepitch.

Le Monténégro n'ayant pas réussi à mettre la main sur les deux régions qui devaient lui être cédées demanda de nouveau l'intervention des grandes puissances afin de faire mettre à exécution les clauses du traité de Berlin qui le concernaient. Mais on se rendait maintenant compte en Europe de la difficulté que présentait le transfert sans combat de ces deux régions et de l'aggravation que ne manquerait pas d'entraîner cette annexion dans la situation déjà précaire de la Turquie. Aussi, après de laborieuses négociations, les Puissances aboutirent-elles, le 2 avril 1880, à un nouvel arrangement aux termes duquel la Turquie devrait céder au lieu de la Plava et de la Guçie, deux autres régions, le Hoti et la Gruda, peuplées elles aussi d'Albanais.

Le sultan donna son accord à cette nouvelle solution. Le transfert de ces deux contrées devait être effectué dans un délai de vingt jours.

Cette décision suscita en Albanie un nouveau flot de colère. De toutes les régions du pays d'innombrables messages furent adressés aux grandes puissances, protestant contre cette décision injuste. Dans le même temps, des mesures de défense furent prises en grande hâte. Des unités de volontaires albanais furent cantonnées dans le Hoti et la Gruda.

Le ressentiment des Albanais était dirigé aussi contre la Porte qui avait consenti à ce règlement. Cette exaspération alla même jusqu'à l'attaque armée contre les garnisons turques, lesquelles, pour se défendre de ces assauts, se réfugièrent dans les forteresses des villes. Dans ces nouvelles conditions, le mouvement tendant à l'autonomie de l'Albanie redoubla son élan. A Shkodra, une réunion extraordinaire approuva un mémorandum adressé au sultan. Ce document réclamait instamment l'union de toutes les régions albanaises dans une principauté autonome ayant à sa tête un prince choisi par les Albanais, et qui gouvernerait le pays sous la souveraineté du sultan. Le texte du mémorandum fut rendu public le 17 avril 1880 au cours d'un meeting populaire, par le président de la section de Shkodra de la Ligue, Hodo Sokoli, un colonel de l'armée turque, lequel, imité dans son geste par 150 autres officiers albanais, arracha de sa tunique ses épaulettes et ses décorations, afin de faire ressortir qu'il rompait tout lien avec le sultan.

De crainte d'exciter davantage la fureur des Albanais, la Porte ne prit aucune sanction contre ces derniers. Par ailleurs cependant, aux termes de la décision des grandes puissances, elle retira ses troupes, le 22 avril, du Hoti et de la Gruda. Les forces de la Ligue mirent aussitôt la main sur ces contrées. Les troupes monténégrines de leur côté tentèrent une nouvelle fois de s'en rendre maîtresses par la force. Mais dans le choc meurtrier qui opposa les Albanais et les Monténégrins au pont de Reyanitsa, ces derniers,

vaincus, durent se retirer en replaçant maintenant tous leurs espoirs dans l'intervention des grandes puissances.

Lorsqu'il ne fit plus de doute que les Albanais ne renonceraient pas sans lutte à ces deux régions, les Puissances, après s'être consultées, décidèrent cette fois d'obliger la Turquie à céder au Monténégro, au lieu de ces contrées, la ville d'Ulqin avec le pays environnant, région elle aussi de population entièrement albanaise.

Quelques jours plus tard, le conseil de la Ligue de Prizren, au cours de la réunion qu'il tint le 30 juin 1880, prit la décision de s'opposer par les armes à la cession d'Ulqin. Les troupes volontaires albanaises, répondant à l'appel de la Ligue, furent de nouveau mobilisées en l'espace de quelques jours.

Les puissances décidées à régler définitivement la question menacèrent la Turquie d'occuper le port de Smyrne en Asie Mineure, dans le cas où elle se refuserait à céder Ulqin au Monténégro. La Porte, dans l'embarras, chercha à persuader les Albanais de renoncer à leur résistance, mais ses efforts furent vains. A peine l'armée turque eut-elle évacué Ulqin le 17 septembre, que les forces de volontaires albans occupèrent la ville et déclarèrent qu'elles la défendraient jusqu'au bout.

Le 20 septembre 1880, une flotte internationale de 17 navires de guerre mouilla devant Ulqin. Le commandant de la flotte par un ultimatum, somma les volontaires albans de livrer la ville dans les trois jours, mais les défenseurs plus fermes que jamais dans leur résolution ne semblaient nullement disposés à s'incliner. Les grandes puissances décidèrent alors de bloquer la ville par mer et dans le même temps d'accentuer leur pression sur la Turquie afin de la contraindre à réprimer la résistance albanaise.

La Porte adopta des mesures énergiques en vue de réduire l'insoumission des Albanais à Ulqin et de dissoudre la Ligue de Prizren (le 25 septembre 1880). Pendant deux mois, à Shkodra et dans les environs, les autorités turques procédèrent à de nombreuses arrestations et à d'autres formes de vexations sur la population, s'efforçant en même temps de

séduire les notables les moins résolus par de riches gratifications, des promotions et des décorations. Le 20 novembre 1880, le maréchal Dervich pacha, partant de Shkodra à la tête de vingt bataillons fit marche sur Ulqin bloquée par terre et par mer, et que défendaient trois mille volontaires albanais. Grâce à des moyens très supérieurs, les Turcs réussirent finalement, le 23 novembre 1880, à briser la résistance albanaise. Trois jours plus tard, le 26, alors que la flotte internationale mouillait toujours devant le port, Dervich pacha livra Ulqin au Monténégro.

La défense d'Ulqin suscita une profonde impression non seulement en Albanie mais aussi à l'étranger. Cette affaire jeta un retentissant discrédit sur la diplomatie des grandes puissances toujours prêtes à sacrifier sans la moindre hésitation les droits vitaux des peuples aux intérêts de l'hégémonie capitaliste mondiale.

LA LUTTE DE LA LIGUE DE PRIZREN CONTRE LA SUBLIME PORTE POUR L'AUTONOMIE DE L'ALBANIE

La Porte, après avoir fait attendre pendant un an et demi sa réponse aux revendications de la Ligue de Prizren, intervint ouvertement au mois de juin 1880, pour étouffer les tendances autonomistes qui allaient de jour en jour s'accroissant. Mais les patriotes albanais étaient désireux d'avancer encore une fois et avec une force accrue, la question de l'autonomie de leur pays. Aussi prirent-ils l'initiative de faire réunir le 23 juillet 1880 à Gjirokaster une assemblée spécialement convoquée à cet effet et à laquelle participèrent les membres des tendances les plus avancées des diverses branches de la Ligue de Prizren.

Abdyl Frashëri soumit à l'Assemblée un rapport circonstancié dans lequel il soutenait que la création d'une Albanie autonome était le seul moyen de sauver le peuple albanais du danger d'extermination qui le menaçait de toutes parts. Il présenta aussi un projet de statut relatif à l'organisation intérieure que devrait assumer l'Etat albanais autonome.

L'idée de la création d'un État albanais autonome rallia tous les suffrages à l'Assemblée. Mais des points de vue différents se firent jour sur le moment le plus opportun de l'action à mener pour la conquête de cette autonomie et sur les modalités de cette entreprise. L'affaire d'Ulqin s'aggravait de plus en plus ces jours-là, aussi l'Assemblée résolut-elle de reporter à plus tard son action en vue de réaliser l'autonomie du pays.

En octobre 1880, l'irritation des Albanais contre la Porte qui avait décidé de dompter à tout prix leur résistance à Ulqin ayant atteint son paroxysme, les patriotes albanais pensèrent que l'heure était venue de mettre à exécution les décisions adoptées à Gjirokaster. Dans l'espoir de s'assurer le concours des beys féodaux à leur mouvement, ils demandèrent la convocation de l'Assemblée générale de la Ligue de Prizren.

L'Assemblée s'ouvrit à Dibra le 20 octobre 1880, sous la présidence d'Iliaz pacha Dibra, président de la Ligue. Prenaient part aux débats trois cents délégués, parmi lesquels un bon nombre de pachas, de beys et de bayraktars accompagnés de leurs suites de gens armés. Les patriotes albanais exposèrent le programme adopté à Gjirokaster et demandèrent que Ulqin fût défendue à tout prix par les armes même contre les troupes turques. Mais le programme de l'aile gauche se heurta à l'opposition des beys et des membres du clergé, turcomans et réactionnaires, qui n'étaient guère désireux de se brouiller avec le sultan, maintenant surtout que la Porte avait décidé de céder Ulqin et de mater la Ligue de Prizren sans accorder aux Albanais leur autonomie. Le désaccord entre ces deux tendances s'aggrava à tel point que les deux parties en vinrent aux mains. Ces divergences eurent pour conséquence l'adoption par l'Assemblée de deux résolutions distinctes, qui furent portées à Constantinople par deux délégations différentes.

Une fois de plus, la Sublime Porte ne tint pas compte des revendications avancées pour l'autonomie de l'Albanie. Elle ne fit aucun cas non plus de la résolution des seigneurs féodaux, qui sollicitait du sultan l'octroi de quelques réfor-

mes administratives de faible portée. Bien au contraire, le gouvernement turc prit des dispositions en vue de réprimer la résistance albanaise et de dissoudre par la force la Ligue de Prizren.

Mais les mesures adoptées par Constantinople accrurent encore davantage l'irritation des Albanais. Le mécontentement général qui se répandit dans le pays à l'encontre de la Turquie créa pour les patriotes albanais des conditions propices à la réalisation de l'autonomie du pays par leurs propres moyens sans s'en remettre au gré du sultan. Prenant la tête des mouvements populaires dirigés de façon spontanée contre l'administration turque, les éléments patriotes se rendirent maîtres de plusieurs régions du Kossovo et dotèrent la Ligue de Prizren d'une nouvelle organisation. Au prix d'une lutte opiniâtre, ils réussirent à chasser des organismes dirigeants de la Ligue tous les pachas et le clergé réactionnaires. Un nouveau président, le sheik Omer Arta, fut nommé, et, à ses côtés, faisaient partie du Comité Central les éléments les plus résolus du mouvement autonomiste, Abdyl Frashëri, Suleiman Vokshi, Shuaip Spahi entre autres.

La nouvelle Ligue de Prizren se proclama elle-même gouvernement provisoire de l'Albanie. A Prizren et à Gjakova, elle substitua sans difficulté une administration albanaise à l'ancienne administration turque. Elle mit sur pied une nouvelle armée, commandée par Suleiman Vokshi, dont les forces étendirent l'autorité du gouvernement provisoire en lutte acharnée avec les chefs locaux, dans tout le Kossovo et même au-delà, à Skoplié, Tetovo, Gostivari, Dibra, etc. La Ligue de Prizren réalisait ainsi peu à peu par la voie révolutionnaire, l'autonomie du pays, et peut-être pouvait-elle même espérer, comme l'écrivait en ces jours-là Sami Frashëri, d'obtenir la pleine indépendance de l'Albanie.

Le conflit avec la Grèce s'aggravant de plus en plus en ces mois, le gouvernement turc préféra surseoir à son intervention armée contre la Ligue. Il jugeait en effet peu opportun de s'engager dans des combats en Albanie en un temps où ses forces pouvaient craindre d'être prise à revers

par les Grecs. Au cours de ces trois mois la Porte mit tout en œuvre pour affaiblir les pouvoirs de la Ligue en exploitant les tendances réactionnaires des seigneurs féodaux Albanais. En février et en mars 1881, la réaction intérieure, encouragée par Constantinople, se ranima. Les beys féodaux se mirent à attaquer ouvertement la Ligue. Ils organisèrent même à Dibra un attentat contre Abdyl Frashëri. Ce dernier en sortit indemne mais deux de ses compagnons furent blessés. Sans s'intimider pour autant la Ligue tint ferme dans son propos de mater la réaction. Nombre de beys féodaux furent arrêtés alors que d'autres se cachèrent ou se réfugièrent à Constantinople. Au mois de mars, la Ligue de Prizren se préparait à étendre son autorité en Guéguerie et en Toskerie, lorsque ses préparatifs furent interrompus par une nouvelle intervention de Constantinople. En effet, les Turcs et les Grecs ayant abouti à un accord sur la question de leurs frontières, la Porte avait confié à Dervich pacha le commandement d'une puissante expédition militaire, grosse de 24 bataillons, qui faisait marche sur l'Albanie.

Le premier contingent de troupes turques arriva aux portes de Skoplié le 24 mars 1881 et, grâce à la trahison des pachas, occupa la ville sans coup férir, capturant par surprise les membres du Comité de la Ligue, qui furent enchaînés et jetés en prison. A Skoplié, les Turcs, afin de soumettre la population par la terreur, procédèrent à des arrestations massives et se livrèrent à de nombreux actes de brigandage. Puis, le gros de ses forces ayant rejoint les unités avancées qui avaient pénétré les premières à Skoplié, Dervich pacha reprit ses opérations en direction de Prizren.

Dès que l'expédition se fut mise en marche, le Comité Central de la Ligue adressa un mémorandum aux grandes puissances réclamant leur intervention dans le but d'arrêter la Turquie dans son action et de la contraindre à accorder leur autonomie aux Albanais. Mais justement à cette heure critique pour les destinées de l'Albanie, les beys féodaux, engagés jusqu'alors dans le mouvement, se retirèrent de la

Ligue. Leur défection et l'attaque générale déclenchée de toutes parts par la réaction féodale contre le mouvement patriotique affaiblirent considérablement l'efficacité de ce dernier sur le plan militaire. Le Comité Central ne put rassembler que des forces peu nombreuses. La meilleure part de ces effectifs, 6.000 hommes en tout, furent envoyés à la défense de Prizren. Deux mille combattants, sous le commandement de Suleiman Vokshi furent détachés de ces forces et prirent position à Slivova alors que les quatre mille hommes restants, ayant à leur tête Mic Sokoli, occupèrent Shtimlié, ces deux localités commandant les défilés que les Turcs auraient pu emprunter pour gagner Prizren.

Le premier choc de l'armée turque contre les forces albanaises se produisit le 16 avril 1881. Pendant quatre jours, les Albanais refoulèrent les assauts turcs. Mais le 20 avril, le gros des forces ottomanes, appuyé par un feu nourri d'artillerie, lança une vigoureuse attaque contre Slivova. Les Albanais tinrent tête vaillamment pendant plusieurs heures à l'ennemi très supérieur, mais les rafales incessantes d'artillerie les contraignirent à se retirer à Shtimlié où fut livré le second combat, cette fois décisif. La bataille dura plus de cinq heures et les pertes furent très lourdes de part et d'autre. Les Albanais laissèrent 800 hommes sur le terrain, les Turcs 1.800. Les combattants de la Ligue durent encore se replier. L'armée ottomane, après s'être tirée à son avantage de deux autres embuscades, fit son entrée à Prizren, le 22 avril 1881, sous la conduite de Dervich pacha accompagné de sept pachas. Le commandant turc proclama aussitôt l'état de siège et fit procéder à une vague d'arrestations.

Après l'occupation du foyer du mouvement, les chefs de la Ligue se fixèrent à Gjakova où ils mirent sur pied de nouvelles forces qui tinrent tête aux Turcs pendant plusieurs jours. Mais au mois de mai, Dervich pacha poursuivant ses opérations s'empara de Gjakova et n'arrêta pas sa marche avant d'avoir réoccupé tout le Kossovo où il rétablit l'administration turque. Dans le même temps, les

Turcs avaient réussi à étouffer le mouvement autonomiste dans le sud de l'Albanie également.

La résistance albanaise domptée, les Turcs n'en continuèrent pas moins à semer la terreur dans tout le pays. Partout, des tribunaux militaires furent institués et les partisans du mouvement autonomiste y furent jugés avec une extrême rigueur. Plus de sept mille hommes comparurent devant ces cours. Quatre mille d'entre eux y furent condamnés à des peines diverses, d'emprisonnement ou de déportation, en Anatolie ou dans les îles de la mer Egée.

Dervich pacha mit tout en œuvre pour capturer les dirigeants albanais de la résistance. Le sheik Omer Arta, l'un des plus éminents d'entre eux, se réfugia à l'étranger et refusa de rentrer en Turquie bien que le sultan lui eût communiqué son pardon et offert en plus de riches indemnités, de hautes fonctions. Suleiman Vokshi, poursuivi, demeura longtemps dans les montagnes de Gjakova. Shuaip Spahi, fait prisonnier et condamné par le tribunal militaire, mourut un peu plus tard en prison. Quant à Abdyl Frashëri, qui resta lui aussi quelque temps dans la clandestinité, Dervich pacha mit sa capture à très haut prix. Pendant plusieurs semaines, le patriote albanais échappa aux poursuites des Turcs, mais fut finalement arrêté alors qu'il franchissait le Shkumbin pour gagner le Sud. Envoyé à Prizren pour y être jugé, le tribunal militaire le condamna à mort en tant que principal dirigeant de la résistance armée et du mouvement autonomiste albanais. La peine fut commuée par la Porte en détention perpétuelle. Une amnistie générale ayant été promulguée en 1885, Abdyl Frashëri sortit de prison, mais très éprouvé, malade, il vécut les dernières années de sa vie dans l'isolement avant de mourir en 1892.

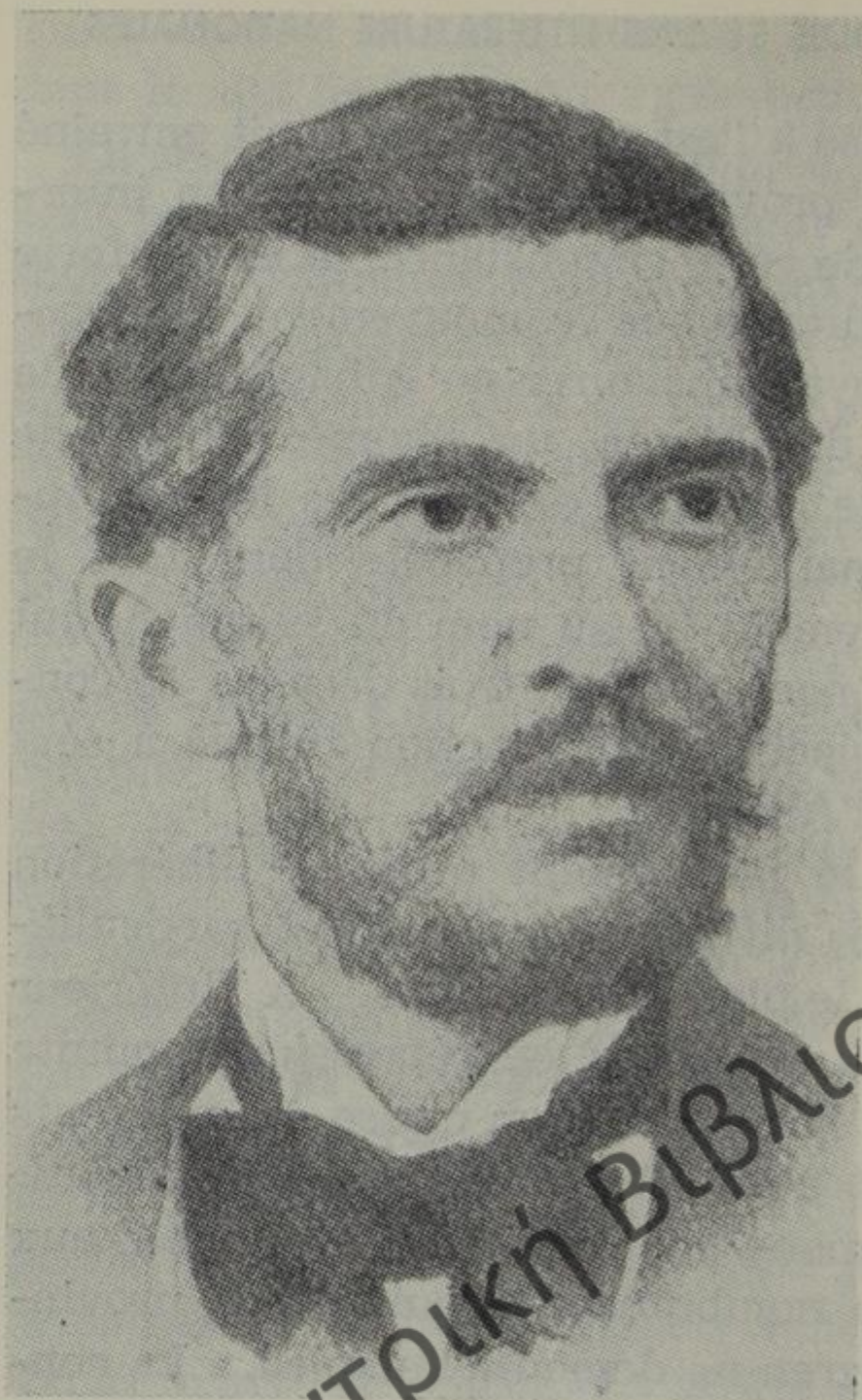
Après la répression de la résistance armée dont elle avait été l'animatrice, la Ligue de Prizren fut démantelée par les poursuites, les internements et les emprisonnements auxquels furent en butte ses membres. Mais quoique contrainte en fin de compte de s'incliner, elle laissait une œuvre qui devait avoir, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, un retentissement considérable.

LA LUTTE POUR DES ECOLES ET UNE LITTERATURE NATIONALES

L'atténuation de la crise à l'est de l'Europe avait entraîné une période de stabilité provisoire dans la situation internationale. A la faveur de cette circonstance, la Porte, forte de son récent succès militaire sur le mouvement insurrectionnel albanais, s'employa à instaurer en Albanie, après la répression de la Ligue de Prizren, un régime policier de terreur grâce auquel elle comptait extirper les idées d'autonomie qui s'étaient maintenant propagées dans tout le pays. Ce régime, intimement lié au nom du sultan Abdul Hamid II, et qui se prolongea pendant trois décades, se confond avec l'une des périodes où la réaction turque a sévi le plus férocement sur l'Albanie.

Les conditions pour le mouvement armé de libération étaient devenues à la fois difficiles au dedans et particulièrement défavorables sur le plan international. A l'intérieur en effet, à la suite de la campagne de répression conduite par Dervich pacha et de l'arrestation en masse des militants patriotes, et sous l'effet aussi des persécutions systématiques que la police ottomane continuait de faire subir aux populations, aucune des nombreuses organisations provinciales de la Ligue de Prizren ne demeura sur pied. La conjoncture sur le plan international était d'autre part peu favorable du fait que les grandes puissances, en dépit des intérêts contradictoires qui les divisaient, poursuivaient à l'époque une politique de maintien du *statu quo* dans l'Europe du sud-est. Loin de fournir leur appui aux idées d'autonomie qui prenaient de plus en plus de force en Albanie, les Puissances se montraient en revanche prêtes à aider la Turquie à étouffer tout mouvement armé qui eût pu conduire à une altération de la carte politique des Balkans.

Ces circonstances expliquent pourquoi les révoltes qui éclatèrent en Albanie après la répression de la Ligue de Prizren, furent de nature spontanée et de proportions relativement réduites aussi bien par les revendications politiques avancées que par l'étendue de territoire sur lequel portait leur action. En ces années de réaction turque et



Naim Frashëri (1846-1900), le poète national de la lutte contre la domination ottomane.

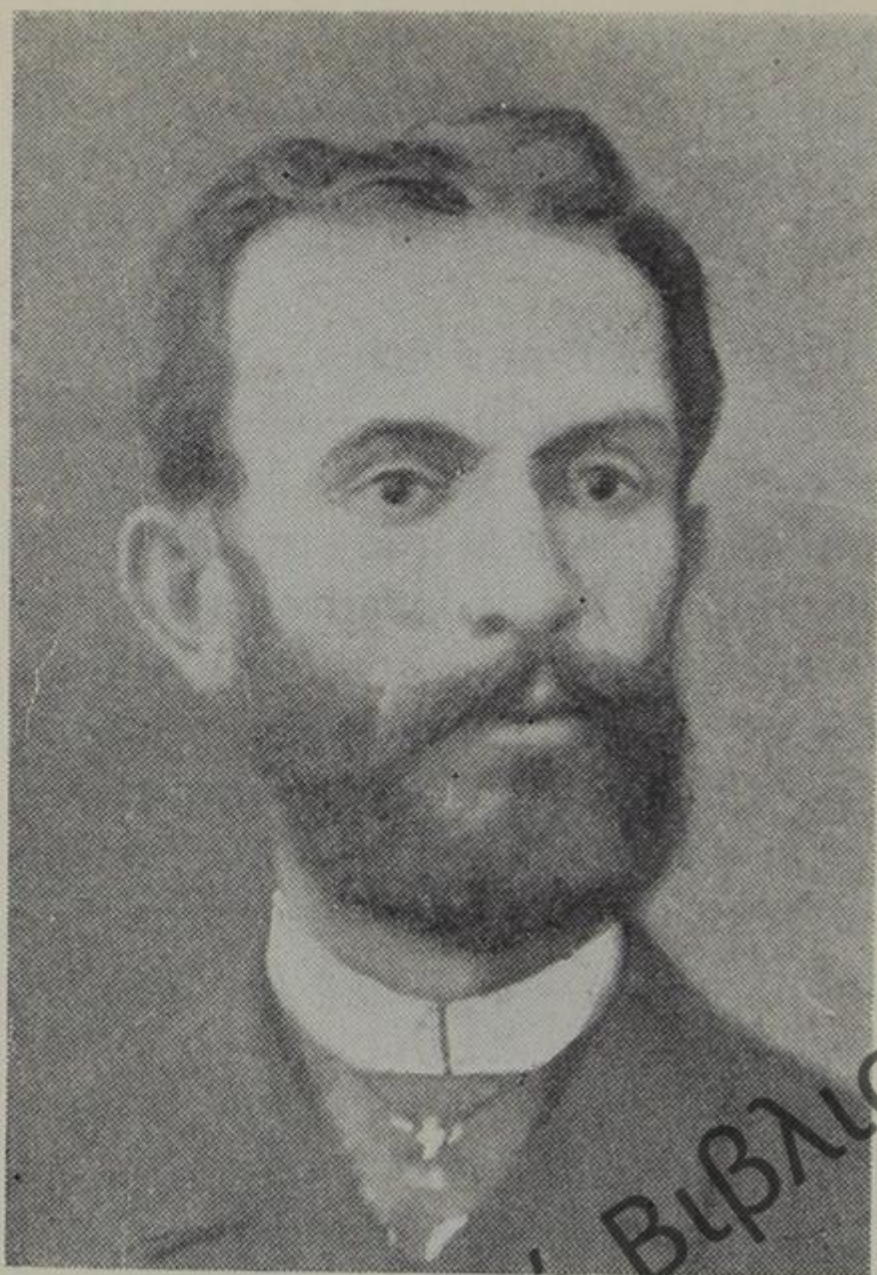
dans l'attente de circonstances plus favorables aux mouvements armés de libération, les patriotes s'attachèrent à insuffler aux vastes couches de la population le sentiment de l'existence et de l'unité nationale. Les animateurs de la Renaissance albanaise continuaient de tenir les écoles en langue albanaise et la diffusion de la littérature nationale comme les meilleurs moyens de propager ce sentiment. La Porte aussi bien que son allié, en l'occurrence le Patriarcat du Phanar, la première parmi les populations albanaises musulmanes, le second parmi les orthodoxes, ne cessaient de combattre avec un furieux acharnement toute manifestation d'une culture albanaise, et notamment l'alphabet en caractères latins. Aussi la lutte pour des écoles nationales sans distinction de culte, pour des écoles communes aux

Albanais de toute religion, et, de pair avec elle, la lutte pour la diffusion de la littérature politique albanaise imprégnée des idées avancées du XVIII^{ème} siècle, demeurèrent-elles, dans cette période aussi, les objectifs essentiels du mouvement national albanais.

Une seule des organisations patriotiques érigées au temps de la Ligue de Prizren, la "Société d'Édition en langue albanaise" réussit, grâce à son passage tempestif à la clandestinité, à échapper aux rigueurs de la réaction turque. Par l'activité judicieuse et inlassable de ses dirigeants, la Société de Constantinople, devint, en ces années de sombre réaction, le principal centre de direction du mouvement national albanais, d'où recevaient leurs instructions tous les patriotes en Albanie et à l'étranger. Son président, Sami Frashëri (1850-1903), devint après l'emprisonnement de son frère Abdyl, l'une des plus éminentes personnalités du mouvement¹. Aux côtés de Sami Frashëri, de Jani Vreto et de Pandeli Sotiri, la direction de la "Société d'Édition en langue albanaise" compta en son sein à partir de 1882, un nouveau membre, Naim Frashëri (1846-1900), qui par l'activité politique et littéraire intense qu'il déploya durant ces années de réaction, devint au même titre que ses frères Abdyl et Sami, l'un des dirigeants les plus prestigieux du mouvement national albanais.

Après de laborieux efforts, les chefs de la société culturelle de Constantinople réussirent à arracher à la Porte l'autorisation de faire paraître un organe périodique en albanais, à caractère exclusivement culturel. En août 1884, paraissait à Constantinople, le premier numéro de ce périodique mensuel intitulé "Drita" (La Lumière) qui changea son titre à son troisième numéro en celui de "Dituria"

¹ Par son œuvre d'écrivain et de publiciste, Sami Frashëri, sous le nom de plume de Shemseddin Sami, s'était révélé aussi comme l'un des pionniers d'une culture turque aux idées avancées. Il dut surtout sa notoriété, dans l'Empire ottoman et à l'étranger, à ses œuvres monumentales en turc, l'Encyclopédie d'Histoire et de Géographie, en six volumes, un dictionnaire turc, un vocabulaire littéraire et étymologique et un assez grand nombre d'autres travaux d'études orientales.



Samii Frashëri (1850-1904), l'un des idéologues et des dirigeants les plus éminents du mouvement de libération nationale albanais contre le joug turc.

(Le Savoir). Ses pages se remplirent d'articles écrits par les dirigeants mêmes de la société. La publication de cette première revue entièrement albanaise constitua un succès pour le mouvement national. Son contenu quoique à caractère principalement didactique, devait, dans l'intention de ses auteurs, servir aux objectifs politiques des animateurs de la Renaissance en stimulant chez les lecteurs le sentiment de la lutte à soutenir pour la libération de la patrie. Cette revue ne poursuivit cependant pas longtemps sa publication.

En 1885, alors qu'avec l'aide de la société de Constantinople se fondait à Bucarest, où était établie une importante colonie albanaise, une organisation culturelle et patriotique, la société "Drita", éclataient en Albanie et principalement dans le Kossovo, des soulèvements armés contre le régime policier et la charge d'impôts, trop lourde. Les patriotes

albanais, réussissant à prendre en main la conduite de ces mouvements spontanés, intervinrent de façon à ce que les insurgés réclamassent non seulement une diminution des impôts mais aussi la libération de leurs nombreux compatriotes emprisonnés ou internés depuis la répression de la Ligue de Prizren. En automne 1885, la Porte, inquiète de la prompte propagation de la flamme de l'insurrection, fut contrainte de consentir à certaines concessions: entre autres mesures, elle fit libérer les Albanais détenus ou internés, suspendit à nouveau l'application des réformes centralisatrices dans les régions de montagnes et s'engagea à autoriser l'enseignement de l'albanais dans les écoles du pays.

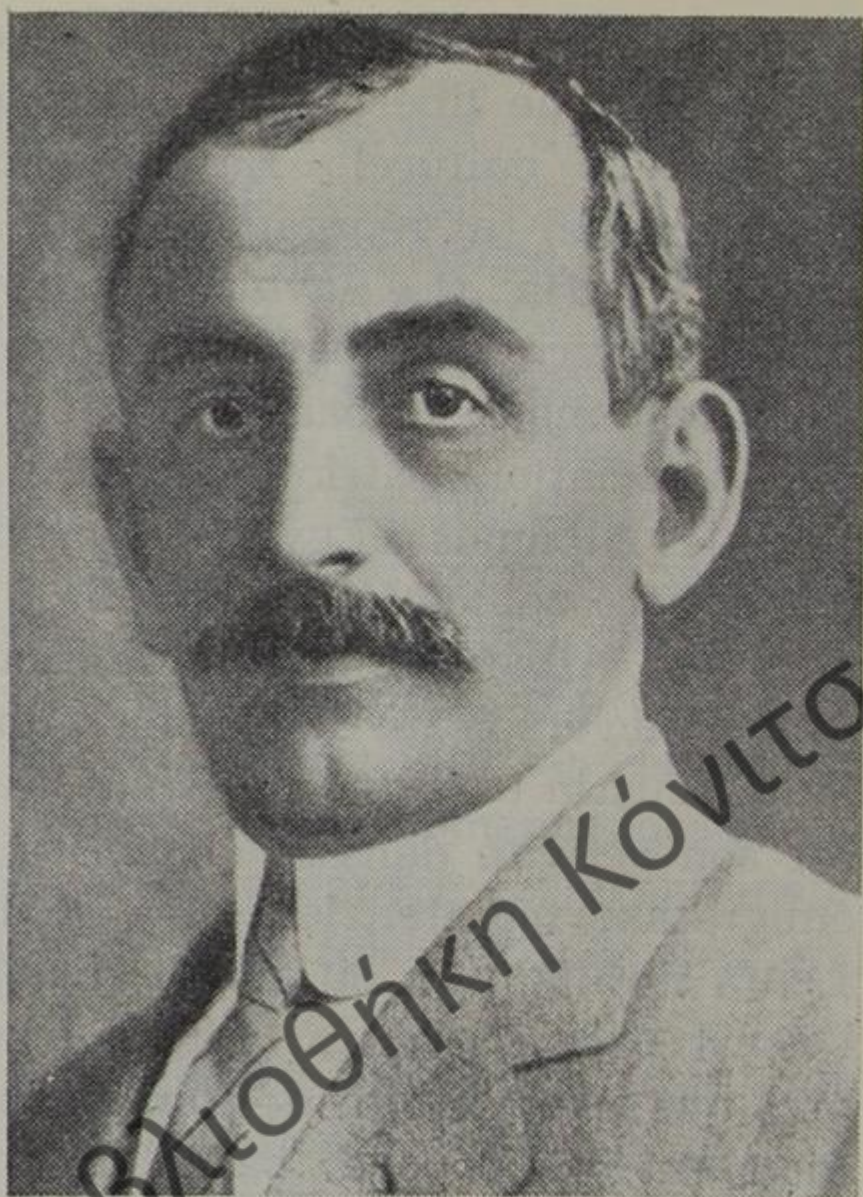
La notification de Constantinople laissait toutefois entendre que la Porte n'autoriserait l'introduction de l'enseignement de l'albanais dans les programmes scolaires que si cela était expressément demandé par les populations locales. Afin de satisfaire à ces conditions, quelques semaines plus tard, précisément vers la fin de 1885, pendant qu'était fondé à Korça, sous la direction de Jovan Cico Kosturi, Orhan Cerciz Pojani et Thimi Marko, un comité national clandestin appelé à diriger le mouvement en faveur de l'enseignement de l'albanais, les chefs des deux sociétés patriotiques d'émigrés albanais, celle de Constantinople et celle de Bucarest, assumèrent la tâche, les premiers de préparer les textes des manuels scolaires en albanais, les seconds de les faire imprimer à l'atelier de typographie dont l'acquisition venait d'être faite grâce aux contributions des patriotes et qui fut installé dans la capitale de la Roumanie. Dans l'espace de quelques mois, les habitants de la ville de Korça présentèrent aux autorités locales une pétition portant des centaines de signatures et réclamant que l'albanais fût enseigné dans les écoles de leur district. Dans le même temps, l'imprimerie de la société "Drita" de Bucarest faisait paraître les premiers textes scolaires en albanais, préparés par les dirigeants de la société de Constantinople, Sami Frashëri, Naim Frashëri et Jani Vreto. Mais le gouvernement de Constantinople, faisant la sourde oreille aux requêtes albanaises, fit savoir, à la fin de 1886, qu'il ne reconnaîtrait

qu'aux chrétiens et non aux Albanais musulmans le droit de voir enseigner leur langue dans les écoles. D'autre part, les efforts des patriotes pour faire introduire l'enseignement de leur langue maternelle dans les écoles grecques se heurtèrent à l'opposition intraitable de l'église phanariote qui avait sous sa tutelle la population orthodoxe. Après l'échec de leurs premières tentatives, les dirigeants de la société de Constantinople réussirent en fin de compte à arracher au gouvernement turc, dans les premiers mois de 1887, l'autorisation concédée au nom personnel de Pandeli Sotiri, d'ouvrir une école albanaise à Korça. En dépit des menaces et des malédictions du métropolite de l'éparchie, des chantages et des diffamations des grécomanes locaux, le 7 mars 1887, s'ouvrit à Korça, la première école nationale albanaise, qui fut fréquentée à la fois par des écoliers musulmans et chrétiens.

L'ouverture de la première école albanaise constituait une victoire pour le mouvement national. Stimulés par cet exemple, les patriotes des autres régions du pays se mirent à créer eux aussi des écoles albanaises dans leurs villes et villages. Les patriotes albanais poussant plus loin leur mouvement aux objectifs apparemment limités à l'introduction de l'enseignement de leur langue, mais à caractère nettement politique en substance, réclamaient maintenant des droits plus étendus dans leur lutte pour un plus vigoureux essor de la renaissance culturelle. Afin d'assurer la conduite de ce mouvement, le comité national clandestin, dirigé par Jovan Cico Kosturi fit force démarches en vue de former, en Albanie même, une société nationale qui devait avoir son siège à Korça. Mais l'administration turque et l'église du Phanar, intervinrent pour mettre un frein à ces tentatives, sans épargner les persécutions à leurs auteurs. Ainsi la société albanaise fut étouffée à son embryon et les écoles albanaises, à l'exception de celle de Korça, fermées l'une après l'autre. En conséquence, pendant plusieurs années encore, le mouvement national continua d'avoir pour seuls foyers les associations patriotiques mises sur pied hors d'Albanie, dans les pays où s'étaient fixées des colonies plus

ou moins fortes d'émigrés albanais et où ceux-ci disposaient d'une certaine liberté dans leur action en faveur de leur mouvement culturel. En Roumanie, la société "Drita" (La Lumière) fut réorganisée pour former une nouvelle société, "Ditura" (Le Savoir) qui groupa en son sein des centaines d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels patriotes. En 1892, les émigrés albanais de Bulgarie fondèrent eux aussi une association patriotique, "Deshira" (Le Vœu), et, en 1894, les Albanais d'Égypte suivirent leur exemple en créant une société analogue, "Vellazeria e Shqiptareve" (La fraternité des Albanais). Seule la Société de Constantinople, convertie vers la fin du siècle en un "Comité Albanais", toujours sous la conduite de Sami Frashëri, continuait d'exercer son activité dans la clandestinité. Ces associations en émigration maintenaient des contacts étroits entre elles. Leurs statuts, plus ou moins analogues, étaient pénétrés de l'esprit démocratique. Par le truchement de leurs membres qui retournaient de loin en loin en Albanie, elles s'efforçaient de propager parmi les masses populaires de leur pays le sentiment de patriotisme et stimulaient en elles le désir de lutter pour la libération de la Patrie asservie. Leurs dirigeants, s'inspirant de l'enseignement des frères Sami et Naim Frashëri, les éminents idéologues du mouvement national albanais s'appliquaient à appuyer ce mouvement sur les seules forces du pays et n'admettaient dans leur action l'intrusion d'aucun Etat étranger.

Dans cette période, le mouvement culturel albanais, en dépit des circonstances si défavorables à son développement, connut un essor qui pour la première fois dans l'histoire du pays se manifestait avec une telle force. Grâce aux contributions des patriotes, on vit paraître toute une série de manuels scolaires et d'ouvrages littéraires, écrits de la plume des animateurs de la Renaissance. Et, dans cette production, l'œuvre de Naim Frashëri, qui mit son exceptionnel talent au service du mouvement culturel d'inspiration patriotique pour en devenir le plus brillant combattant, est sans conteste la plus considérable. Outre les ouvrages scolaires dont il fut l'auteur, il enrichit la littéra-



Andon Zako Çajupi (1866-1930). Poète patriote et démocrate, il mit sa plume au service de la lutte contre la domination ottomane.

ture albanaise d'œuvres poétiques remarquables, pénétrées d'un esprit nouveau dans la pensée qui l'inspirait et de sonorités nouvelles dans la langue employée. Telles entre autres, le poème d'inspiration romantique "Bucoliques et Géorgiques", le recueil de poésies lyriques "Les Fleurs du Printemps" ou le poème épique "L'Histoire de Scanderbeg" qui devinrent très populaires en Albanie. Dans ses plus belles œuvres, Naim Frashëri chanta avec chaleur l'amour de la patrie, le charme de ses beautés naturelles, la vie et le travail dans les champs et les pâturages, et aussi le glorieux passé de l'Albanie, la grandeur de la lutte contre l'oppression des Osmanli, la bravoure légendaire de Scanderbeg. Il réaffirma en outre à maintes reprises sa ferme confiance en la proche libération du pays et dans le brillant avenir qui l'attendait. Il glorifia sa langue maternelle et les écoles albanaïses, le savoir et le progrès, et ne perdit pas d'occasion d'adresser à ses compatriotes des appels à l'union et à la fraternité. Naim Frashëri s'attacha à purifier l'al-

banais littéraire des termes étrangers qui ne faisaient qu'alourdir la langue et l'enrichit de vocables et de tournures puisés dans le patrimoine du parler populaire. De son vivant déjà, il était tenu par tous comme le poète national de la Renaissance albanaise.

LA REPRISE DES SOULEVEMENTS ARMES

La période de reflux pour le mouvement insurrectionnel albanais ne fut pas de longue durée. La dite question de Macédoine, soulevée par l'application des réformes qui instauraient une autonomie relative dans cette contrée confinante à l'Albanie et où intervenaient de plus en plus, poussés par leurs intérêts impérialistes et chauvins, les grandes puissances aussi bien que les Etats des Balkans, remit en branle les masses albanaises. Le mouvement, à l'origine, se dressa contre l'inclusion des territoires albanais dans les zones soumises à l'application des réformes prévues pour la Macédoine bulgare, car l'incorporation de ces régions dans les limites de la Macédoine aurait en fait équivalu à un démembrement de l'Albanie. Puis, peu après, un mouvement parallèle se déclencha dans tout le pays pour réclamer en cette occasion de la Porte, l'introduction de réformes particulières à l'Albanie, réformes revendiquées déjà par la Ligue de Prizren et qui se résumaient en substance à l'union de tous les territoires d'Albanie dans un vilayet unique et autonome. Le mouvement pour l'autonomie administrative revenait ainsi à l'ordre du jour.

Les divers milieux politiques du pays n'avaient cependant pas des vues identiques sur les modalités de cette autonomie. Les cercles ultra-réactionnaires, politiquement et idéologiquement liés à la Turquie, s'employaient à limiter les objectifs du mouvement à une simple opposition à l'annexion des régions albanaises à la Macédoine et ne voulaient en aucune manière soulever la question des réformes relatives à l'Albanie. Certains puissants milieux féodaux, jugeant l'application de réformes favorable à leurs intérêts,

firent rédiger par leurs représentants, au mois d'octobre 1896, à Monastir, un mémorandum dans lequel ils réclamaient: la fusion des cinq vilayets de Shkodra, Kossovo, Monastir, Janina et Salonique en un vilayet unique; la mise en œuvre de certaines réformes administratives superficielles et l'introduction de l'albanais dans les écoles du vilayet aux côtés du turc qui resterait la langue officielle. Les patriotes démocrates albanais, ne s'associant pas à ces revendications sans portée et imprégnées par surcroît de tendances chauvines, comme le démontrait en particulier la prétention avancée sur le vilayet de Salonique, firent officiellement part de leurs doléances à la Porte, dans un mémorandum à part, préparé à Bucarest au mois de février 1897. Ce document demandait la fusion de non pas cinq mais de quatre vilayets (à l'exclusion de celui de Salonique) en un seul et la reconnaissance non plus du turc mais de l'albanais comme langue officielle.

Le mutisme de la Porte en réponse aux revendications contenues dans le mémorandum d'une part, et l'aggravation ultérieure de l'affaire macédonienne de l'autre, enflammèrent le mouvement insurrectionnel en Albanie. Dans plusieurs régions du pays, les Albanais se livrèrent à des attaques armées contre les garnisons turques, qui furent contraintes dans bien des cas de se cantonner sur la défensive. Vainement, Constantinople s'efforça, en 1897, d'étouffer cette révolte en particulier et le mouvement albanais dans son ensemble. Dans l'élan de leur action spontanée pour la conquête de l'autonomie, les patriotes albanais s'employèrent à mettre sur pied une organisation de la même nature que la Ligue de Prizren, qui grouperait toutes les couches du pays dans la lutte pour arracher de la Porte l'autonomie de l'Albanie. Une réunion préliminaire, à laquelle participèrent environ 500 personnes, fut tenue à cet effet à Peja, au mois de novembre 1897. Pour ce qui est du programme adopté, deux courants politiques se firent immédiatement jour, celui des patriotes dont la personnalité la plus marquante était Haxhi Mulla Zeka de Peja et celui des feudataires, adversaires de toute action armée contre

Constantinople et qui ne réclamaient que des réformes superficielles. Cette dernière tendance avait à sa tête le puissant seigneur de Jakova, Riza Bey Kryeziu. L'attitude hésitante des seigneurs et les interventions de la Porte firent échouer les réunions de Peja. Mais au mois de janvier 1899, alors que la tension dans les Balkans, sous l'effet de "l'affaire macédonienne", s'était encore aggravée, l'Assemblée albanaise fut de nouveau convoquée à Peja. Près de 450 délégués venus de toutes les régions du vilayet de Kosovo y prirent part. A l'issue des travaux qui durèrent plusieurs jours et en dépit de la vive opposition qui se manifesta entre les deux principales tendances, les participants se lièrent par serment en une ligue ou "besabese" comme on l'appelait à l'époque. Cette ligue se choisit pour président Haxhi Mulla Zeka, l'un des dirigeants les plus en vue de la Ligue de Prizren. Quant au programme, la plateforme politique des patriotes ne parvint pas à rallier la majorité.

Mais ces derniers, inlassablement, firent de gros efforts pour reconduire la "besabese" sur la voie de la lutte pour l'autonomie de l'Albanie. C'est dans le cadre de cette action que Sami Frashëri écrivit et fit paraître, en ces mois-là, un traité politique intitulé "l'Albanie, ce qu'elle fut, ce qu'elle est et ce qu'elle sera", dans lequel, après avoir analysé la situation politique du moment, il exposait, en les argumentant, ses thèses fondamentales sur le développement du mouvement national. Il affirmait notamment que les Albanais réussiraient à conjurer la menace de démembrement pesant sur le pays, non pas en maintenant des rapports de sujétion docile à l'égard de Constantinople dans leur combat contre les visées chauvines de leurs voisins, mais en réclamant avant tout de la Porte, l'autonomie de l'Albanie; que cette autonomie, la Turquie ne la concéderait jamais de bon gré et, qu'en conséquence, les Albanais se devaient de la conquérir de vive force, par les armes; que la situation internationale offrait des conditions propices

¹ Formule rituelle de serment.

pour la conquête de l'autonomie la plus vaste, car les grandes puissances, afin d'éviter une rupture éventuelle du *statu quo* que pourrait provoquer l'insurrection albanaise, interviendraient sans doute pour contraindre Constantinople à apaiser les insurgés en consentant à introduire des réformes particulières en l'Albanie; qu'après la conquête de l'autonomie, le régime le plus approprié au pays serait enfin le régime démocratique et républicain.

Les patriotes albanais ne réussirent cependant pas à renverser le rapport des forces à l'intérieur du pays, l'influence exercée par les puissants feudataires étant encore considérable. Par ailleurs, les circonstances internationales ne furent pas favorables à leurs entreprises. Les grandes puissances, loin de pousser la Turquie à appliquer les réformes promises, l'incitèrent à étouffer le mouvement albanais de libération en lui offrant même leur aide à cet effet. Grâce à l'appui des beys réactionnaires, la Sublime Porte fit dissoudre au printemps 1900, la Ligue de Peja, ce qui entraîna un affaiblissement temporaire du mouvement autonomiste en Albanie. Dans de telles circonstances, les patriotes albanais considéraient les soulèvements armés momentanément inopportuns, du fait qu'ils risquaient de provoquer l'intervention des grandes puissances non pas en faveur mais au préjudice de l'Albanie.

Quelques semaines plus tard, à la fin du mois d'avril 1900, alors que la Ligue de Peja venait d'être dissoute, un patriote albanais, Ismail Qemal, qui avait jusqu'alors occupé des fonctions importantes dans l'administration ottomane et s'était fait connaître dans tout l'empire comme un adversaire de l'absolutisme et un partisan du régime constitutionnel, s'enfuit de Turquie de façon démonstrative. En exil, il fit paraître dans la presse étrangère une déclaration destinée à l'opinion publique internationale, et dans la presse albanaise, un appel adressé à ses compatriotes. Dans ces deux documents, il exposait ses vues relatives au programme du mouvement national, vues qui furent adoptées par la majorité des organisations patriotiques albanaises.

Ismail Qemal, en bon juge de la situation internationale, était convaincu que les grandes puissances qui persistaient dans leur politique du *statu quo*, ne consentiraient pas pour le moment à un démembrement de la Turquie ou à un rétrécissement de ses territoires, et qu'elles interviendraient contre les insurgés albanais. Ces soulèvements offriraient en outre l'occasion aux puissances balkaniques d'entrer en guerre contre l'Empire ottoman dans le but d'annexer ses territoires des Balkans, l'Albanie y comprise. Il était convaincu d'autre part que les grandes puissances se préparaient à modifier dans un proche avenir le *statu quo* pour se partager la Turquie entre elles. Il attribuait particulièrement ces intentions à l'Austro-Hongrie et à la Russie tsariste, qui nourrissaient en outre des desseins rapaces à l'égard de l'Albanie, l'une pour y instaurer sa propre influence, l'autre pour la démembrer au bénéfice de ses alliés balkaniques, la Serbie et le Monténégro. Il était donc de l'intérêt des Albanais, peu nombreux et privés d'une organisation nationale centralisée et d'institutions d'Etat qui leur fussent propres, sans armée et sans alliés de poids sur l'arène internationale, que la politique du maintien du *statu quo* se poursuivît encore pour un certain temps, jusqu'à ce qu'ils se fussent organisés pour faire face aux dangers de l'extérieur. Mais si cette politique devait être poursuivie, il fallait aussi, entre-temps, que les Albanais conquissent une autonomie territoriale dans le cadre de l'Empire ottoman, une autonomie sans doute temporaire mais qui leur apporterait le droit de s'administrer selon leurs propres intérêts et permettrait au pays de sortir de sa lamentable situation économique, politique et culturelle et d'être à même de se défendre dans le cas où les ennemis qui le menaçaient à ses portes lèvreraient la main sur lui. Il pensait en outre que ses compatriotes ne pouvaient secouer le joug absolutiste turc si les autres nationalités opprimées par le même empire ne s'émancipaient pas en même temps qu'eux, voire même si la nation turque elle-même ne s'affranchissait pas de cette oppression. Selon lui, un seul levier pouvait donner en même temps toutes les forces agis-

sant dans cette lutte, sans avoir recours à l'aide à double tranchant des puissances étrangères et sans provoquer, le cas échéant, une intervention fatale de leur part, ce levier était la Constitution, objectif essentiel du mouvement pour le renversement de l'absolutisme anachronique féodal et l'instauration d'un régime constitutionnel bourgeois érigé sur le principe de la décentralisation du pouvoir impérial, au profit des autonomies provinciales délimitées selon les diverses nationalités.

Dès la fin du XIXème siècle, la question albanaise s'entremêlait de plus en plus dans la conjoncture diplomatique internationale. L'empire ottoman, qui s'obstinait à ne pas reconnaître aux Albanais leurs droits nationaux les plus élémentaires, jusqu'à celui d'écrire dans leur langue maternelle, porta son attitude au comble en 1902, quand les autorités turques donnèrent l'ordre de fermer l'école de Korça, la seule école albanaise existant à l'époque dans le pays, firent arrêter un groupe de patriotes, les instituteurs albanais entre autres, et tuèrent dans les rues de Peja, Haxhi Mulla Zeka. Les gouvernements des pays balkaniques voisins poursuivant leur activité fébrile dans le sens de la réalisation de leurs anciennes visées chauvines, escomptaient, entre autres avantages, le morcellement de l'Albanie dès que le pays se soustrairait à la domination ottomane. Les grandes puissances, au long de ces années, où les tendances impérialistes mondiales se développaient à un rythme précipité, utilisaient la question albanaise sur l'échiquier international comme un pion qu'elles étaient prêtes à sacrifier pour obtenir en retour des avantages dans d'autres secteurs. L'Autriche et la Russie tsariste, deux des grandes puissances particulièrement intéressées aux destinées des Balkans, avaient convenu par un accord conclu entre elles en 1897, de considérer la partie orientale de la péninsule comme une zone réservée à l'influence de la Russie, alors que l'ouest, qui comprenait l'Albanie, ferait partie de la sphère d'influence autrichienne. Presque au même moment, la Russie et la France, son alliée, convenaient en principe d'empêcher l'Austro-Hongrie de déboucher à Salonique, et, dans le cas de rupture du *statu*

quo, de rattacher à la Serbie tous les territoires albanais s'étendant au nord du Shkumbini ou au moins jusqu'à Durrës, destiné dans leur esprit à devenir un port serbe, alors que Shkodra, la plus grande ville d'Albanie de l'époque, devait devenir la capitale du Monténégro. La troisième puissance intéressée au sort des Balkans, l'Italie, après l'échec subi à Adoua par sa politique d'expansion coloniale en Afrique, s'était engagée dans une compétition effrénée avec son alliée, l'Autriche, pour assurer et consolider ses positions économiques et politiques en Albanie.

En dépit de l'attitude obstinée de la Porte, de l'activité perturbatrice des pays voisins de l'Albanie et des interventions très fréquentes des grandes puissances qui exploitaient à l'envi les capitulations, le mouvement national albanais ne cessa de croître en ampleur et en intensité. De plus en plus, les patriotes démocrates faisaient leurs de nouvelles méthodes révolutionnaires et donnaient à leur activité un caractère anti-féodal et anti-impérialiste de jour en jour plus prononcé.

Après le soulèvement de Ilinden qui éclata en Macédoine en août 1903, la Russie et l'Autriche, par le "Programme de Murzsteg" arrêté en commun au mois d'octobre 1903 et auquel adhéra plus tard l'Italie, dans la double intention d'étouffer d'une part le feu de l'insurrection et de profiter d'autre part de l'occasion pour intervenir toujours plus dans les affaires intérieures de la Turquie, soumirent à Constantinople un projet de réformes à appliquer sous leur contrôle en Macédoine, en lui demandant, entre autres, d'instituer une nouvelle division administrative en vertu de laquelle chaque "nahié" (commune) devrait grouper en son sein une population d'une seule nationalité. Ces ingérences portèrent à leur paroxysme les passions chauvines des gouvernements des Balkans. Des unités nationalistes de guérillas bulgares, serbes et grecques se mirent à semer la terreur parmi les populations locales pour les contraindre à renier leur propre nationalité et les plier à leur fanatisme exacerbé. Cette terreur toucha la population albanaise. Au mois de février 1905, l'écrivain patriote Papa Kristo Nego-

vani tombait sous les coups des andartes grecs qui massacrèrent avec lui un groupe d'habitants de son village.

Les Albanais se levèrent alors une nouvelle fois. L'influence des patriotes dans la vie politique du pays s'était maintenant accrue alors que celle des beys réactionnaires avait décliné dans la majeure partie du pays. Dans ces années, un groupe de nouvelles sociétés patriotiques albanaises s'étaient créées en émigration et un bon nombre de périodiques albanais paraissaient maintenant. Malgré les conditions imposées par le régime de police d'Abdul Hamid, une nouvelle génération animée de sentiments patriotiques révolutionnaires avait grandi en Albanie. Ces patriotes, tirant une leçon fructueuse de la triste expérience des mouvements antérieurs, s'assignèrent pour tâche de rallier le pays autour de la plate-forme politique de la guerre de libération nationale, sans faire cause commune avec les beys réactionnaires. A cet effet, un groupe de jeunes patriotes à tendances révolutionnaires bourgeoises fondèrent, en novembre 1905 à Monastir, sous la présidence du professeur Bajo Topulli, un comité clandestin auquel ils donnèrent le nom de "Comité pour la Libération de l'Albanie" à structure analogue à celle des comités révolutionnaires balkaniques. Le Comité de Monastir créa sans tarder des comités locaux clandestins dans un grand nombre de villes d'Albanie.

Le Comité de Monastir et les comités qui en dépendaient, en contact étroit avec les sociétés patriotiques en émigration aux tendances les plus avancées, notamment avec celles de Bucarest et de Sofia, déployèrent une vaste activité par le moyen surtout de l'agitation clandestine, afin de rallier les masses populaires autour du drapeau de la lutte révolutionnaire pour la libération de la Patrie. En vue de rendre son action patriotique encore plus efficace, Bajo Topulli prit lui-même le maquis en janvier 1906 et forma la première unité de guérillas aux ordres du Comité. Quelques mois plus tard, d'autres guérillas furent formées dans l'Albanie du Sud. Plus d'une fois, alors qu'elles se livraient à leur travail de propagande parmi les populations, elles eurent à soutenir des engagements avec les détache-



Çerciz Topulli (1880-1915), à gauche, commandant d'une guérilla patriotique qui se signala dans la lutte armée des années 1906-1908.

ments turcs. Afin de mettre un frein par la fermeté de leur attitude à la terreur répandue par les "andartes" grecs, les unités de guérillas albanaises tuèrent au mois de septembre 1906 le métropolite grec de Korça, Foti, l'un des chefs de la réaction grécomane en Albanie et l'un des responsables du massacre de Negovani. En 1907, malgré les poursuites de la gendarmerie turque, les combattants des

guérillas patriotiques, portant inscrite sur leur calot, la devise "La liberté ou la mort", redoublèrent d'ardeur dans leur activité révolutionnaire. Dans les premiers jours de mars 1908, en réponse à l'arrestation d'un grand nombre de patriotes par les autorités turques, l'unité de guérillas commandée par le "kapedan" Çerciz Topulli et l'écrivain Mihal Grameno, tua en pleine ville le commandant turc de la gendarmerie de Gjirokaster. Quelques jours plus tard, le 18 mars 1908, les détachements turcs encerclaient l'unité de Çerciz Topulli et de Mihal Grameno au Rrapi i Mashkulors aux abords de Gjirokaster. La guérilla se défendit héroïquement et réussit, après plusieurs heures de combat, à briser l'encerclement. L'écho de la bataille de Mashkullore retentit dans tout le pays comme un appel à l'insurrection générale pour la libération.

Mais l'insurrection albanaise, dans son évolution ultérieure, se mêla au mouvement révolutionnaire bourgeois des Jeunes Turcs, dirigé par le comité "Union et Progrès" ("Ittihad ve Terakii"). Les appels des Jeunes Turcs invitant à renverser le régime despotique féodal du sultan Abdul Hamid II et à instaurer un régime constitutionnel bourgeois, leurs promesses d'accorder les libertés démocratiques et une autonomie provinciale aux nationalités opprimées, avaient attiré depuis longtemps l'attention des Albanais. Bien que Sami Frashëri et Isamil Qemal, l'un dès les dernières années du siècle passé, l'autre au début du vingtième, eussent averti les Albanais que les Jeunes Turcs, par la constitution qu'ils entendaient instaurer, ne feraient que substituer une dictature ottomanisante au despotisme féodal, et que leurs promesses de liberté et d'autonomie n'étaient que vains mots, le comité "Union Progrès", grâce à son activité bien organisée, réussit à se concilier la sympathie d'un grand nombre d'Albanais, celle surtout d'officiers à qui le régime féodal et absolutiste était particulièrement odieux. Dirigés tous deux contre le même ennemi, le joug despotique du sultan, le mouvement de libération nationale albanaise et le mouvement révolutionnaire bourgeois jeune turc, devinrent des compagnons de route. Au mois de

juillet 1908, ces deux mouvements assumèrent une ampleur particulière. Mais les militants jeunes turcs, plus adroits et mieux organisés, profitant de la sympathie suscitée chez les Albanais par leur programme constitutionnel, réussirent à prendre en main la direction de la masse de vingt mille Albanais armés rassemblés à Ferizoviq et demandèrent en leur nom au sultan sous forme d'ultimatum, la proclamation de la constitution. Le danger de la conversion de la révolte à peine amorcée dans le vilayet de Monastir sous la conduite de l'officier albanais Niazi Resna, en une insurrection générale, contraignit, comme on le sait, Abdul Hamid à proclamer le 23 juillet 1908, la Constitution (Huriét). Ainsi, les Albanais avaient pris une part active au triomphe de la révolution bourgeoise en Turquie.

LES IMPORTANTES REVOLTES DE 1910 ET 1911

Les Albanais saluèrent la proclamation de la Constitution comme une victoire historique qui marquait la fin de l'autocratie séculaire des sultans et le début d'une époque de liberté, d'égalité et de civilisation. Dans toutes les villes, des manifestations spontanées eurent lieu en faveur de la révolution. Les combattants des guérillas patriotiques descendirent des montagnes. En l'espace de quelques semaines, des clubs patriotiques albanais furent formés dans toutes les villes du pays. Sur leur initiative, on vit paraître librement pour la première fois en Albanie des journaux albanais, et les cours de langue albanaise s'ouvraient maintenant sans crainte. Par ses acclamations à l'adresse de la révolution, le pays tout entier laissait entendre qu'il s'attendait à ce que les Jeunes Turcs accordassent aux Albanais les droits nationaux qu'ils leur avaient promis, avant tout l'introduction du cours d'albanais dans les écoles du pays et aussi l'autonomie territoriale pour l'Albanie entière, unie.

Mais les Jeunes Turcs dévoilant leur véritable visage de nationalistes bourgeois, aveuglés par leurs passions chauvines, se mirent, aussitôt leur pouvoir consolidé, à prendre

des mesures en vue d'étouffer le mouvement autonomiste en Albanie, sous prétexte que les Albanais, sujets ottomans, devaient en tant que tels, être soumis aux lois de l'Empire turc. En sorte que, en quelques semaines, un fossé se creusa entre le mouvement national albanais et le pouvoir central des Jeunes Turcs. La prédiction d'Ismail Qemal s'avéra dans toute sa netteté. L'accueil que lui fit la population à son retour à Vlora, après huit années d'exil, fut convertie en une manifestation patriotique grandiose. Dans le discours qu'il prononça à Vlora au cours du meeting organisé dès son arrivée, il avertit ses concitoyens que le peuple albanais avait à livrer une bataille encore plus considérable pour la conquête de ses pleins droits, et ses mots retentirent comme un appel très actuel à la mobilisation du peuple tout entier.

La majeure partie des clubs patriotiques passèrent aussitôt à l'opposition contre le pouvoir central "Jeune Turc". Le club "Bashkimi" (Union) de Monastir, qui se substitua au comité clandestin "Pour la libération de l'Albanie", sous la présidence de Halid Berzeshita, fut leur cerveau directeur. Le reste de ces sociétés, une minorité, était contrôlé par des personnalités tombées entièrement sous l'influence du programme démagogique du comité "Union et Progrès". La crainte que la croissance de l'opposition ne fasse resurgir la réaction et n'entraîne l'abolition de la Constitution les poussait à se contenter des libertés restreintes acquises jusqu'alors et à se rallier au pouvoir central des Jeunes Turcs.

Mettant à profit les droits, quoique limités, qui leur avaient été reconnus, les clubs patriotiques, contraints par ailleurs à borner leur activité à des buts culturels et non politiques, convoquèrent en hâte un congrès qui devait établir un alphabet commun à toute l'Albanie, les Albanais employant encore pour écrire leur langue des alphabets différents. Le Congrès, auquel prenaient part des délégués des associations et des clubs albanais du pays et de ceux qui avaient été formés par les émigrés albanais à l'étranger se réunit du 14 au 21 novembre 1908 et approuva l'alphabet

en usage aujourd'hui. La réunion de Monastir fournit l'occasion aux patriotes albanais de procéder au cours de quelques séances à huis clos, à l'étude des tâches qui incomberaient à leur mouvement. A l'issue de ces réunions, l'on arrêta un programme qui avançait en substance la revendication de l'autonomie administrative et culturelle de l'Albanie. Pour des raisons déjà antérieurement invoquées, il fut jugé inopportun de réclamer la pleine indépendance de l'Albanie.

En Albanie comme dans tout l'Empire ottoman, alors que le Congrès de Monastir poursuivait ses travaux, la campagne électorale pour les élections au Parlement turc, était en plein cours. Par la terreur, la corruption, les fausses promesses et par d'astucieuses méthodes de propagande, l'administration jeune turque mit tout en œuvre afin que seuls ses candidats fussent élus en Albanie. Néanmoins les Jeunes Turcs qui s'assurèrent par ailleurs la majorité dans l'empire tout entier, furent mis en minorité en Albanie, dans le groupe de 26 députés élus comme représentants des diverses régions albanaises. Une partie seulement des députés albanais opposés aux Jeunes Turcs, entre autres Ismail Qemal, Hasan Prishtina, Shahin Kolonja et Nexhip Draga, se présentèrent au parlement comme un groupe national à part. Nombre de députés albanais menèrent une lutte ouverte et multiforme contre la politique jeune turque. L'un d'eux, Ismail Qemal, député de Bérat, dans l'intention de grouper en un front commun les adversaires des Jeunes Turcs, fonda le parti du "Ahrar" à tendances libérales mais au programme politique contradictoire, qui réclamait entre autres mesures, la décentralisation de l'administration et l'autonomie des provinces de l'empire, groupées selon les diverses nationalités. Ce dernier point du programme entraîna l'adhésion au parti d'Ismail Qemal de députés de différentes nationalités, de Turcs, d'Arabes, d'Albanais, d'Arméniens, de Grecs, etc.

Mais la voix de l'opposition, et encore moins celle des députés albanais, ne fut pas entendue. Aussitôt la majorité au parlement assurée, les Jeunes Turcs adoptèrent une série

de mesures visant à renforcer, plus spécialement en Albanie, le pouvoir centralisateur et à étouffer par des méthodes de police toute forme de revendication avancée par les diverses nationalités pour l'obtention de leurs droits nationaux. Dans le même temps, sans tenir le moindre compte de l'état de pauvreté qui accablait le pays, ils augmentèrent les impôts. Violant les privilèges reconnus aux régions de montagne et sanctionnés par une tradition séculaire, ils se mirent à instaurer leur administration centralisée dans ces contrées et à y enrôler des soldats. Ces mesures furent à l'origine de la reprise, au printemps 1909, des soulèvements armés dans ces pays.

A cette époque, les dirigeants patriotes albanais s'opposaient à l'action par les armes, d'abord parce que les Jeunes Turcs formaient un bloc compact alors que les Albanais étaient encore désorganisés; en second lieu parce que ces mouvements pouvaient provoquer l'intervention de l'Autriche, qui avait annexé quelques mois plus tôt la Bosnie et l'Herzégovine sans rencontrer d'opposition sérieuse de la part des grandes puissances. Les dirigeants albanais, en dépit de leur opposition à la politique du gouvernement turc au pouvoir, ne se rallièrent pas pour autant à la sédition militaire des chefs réactionnaires de l'Empire qui renversèrent les Jeunes Turcs en avril 1909 et réinstallèrent l'ancien régime absolutiste. Bien au contraire, dans leur désir de défendre la constitution, ils donnèrent leur appui à ces derniers, qui grâce à cette aide, reprirent le pouvoir quinze jours plus tard.

Les Jeunes Turcs, même après l'échec subi au mois d'avril, n'en continuèrent pas moins leur ancienne politique qui consistait à refuser aux Albanais leurs droits nationaux. Sous prétexte de désarmer les forces contre-révolutionnaires, les troupes turques commandées par le général Djavid pacha, effectuèrent une série d'opérations contre les montagnards albanais. Ceux-ci répliquèrent à ces mesures par de nouvelles révoltes qui furent à leur tour réprimées après des combats acharnés. Parallèlement à cette action militaire, les Jeunes Turcs organisèrent au mois de juillet 1909, à

Dibra, un congrès, au cours duquel leurs émissaires exigèrent que les Albanais se proclament Osmanlis, qu'ils adoptent l'alphabet arabe pour écrire leur langue et s'engagent par serment à combattre tous les ennemis de l'Empire et du Khalifat. Le peu de patriotes qui purent participer au congrès protestèrent vigoureusement contre ces propositions outrageantes. En fait les décisions du Congrès de Dibra furent sans conséquences. Deux mois plus tard, en septembre 1909, à l'appel des patriotes, un congrès se réunit à Elbasan, qui devait consacrer ses travaux aux questions relatives à l'instruction publique et à la culture, (les deux seules questions dont la discussion fût permise par l'administration ottomane). Le congrès confirma la décision prise à Monastir, prescrivant l'adoption de l'alphabet latin pour l'écriture de l'albanais, décision qui impliquait le détachement du mouvement albanais de la politique des Osmanlis, sur la question de l'alphabet aussi. Le congrès résolut également d'ouvrir dans l'année, à Elbasan, une école normale secondaire, en grande partie subventionnée par les clubs patriotiques. Cet établissement, la première école secondaire albanaise, ouvrit ses portes le 1^{er} décembre 1909. Il avait pour directeur Luigj Gurakuqi.

Or l'exaspération des Albanais avait atteint un tel degré, qu'au printemps 1910, quand le gouvernement jeune turc frappa la population du vilayet de Kossovo d'un nouvel impôt, de nouvelles révoltes éclatèrent à Prishtina d'abord, pour gagner ensuite Peja et s'étendre enfin sur le vilayet tout entier. Les premières tentatives de juguler le mouvement s'étant avérées infructueuses, Constantinople chargea Shefqet Turgut pacha, un général turc de l'école prussienne, d'entreprendre à la tête du corps d'armée spécial de Roumélie, des opérations sur une vaste échelle, afin de réprimer ces insurrections libératrices, de désarmer la population et d'enrôler de force de nombreuses recrues. Le choc le plus important eut lieu à la fin du mois d'avril 1910, à Shkalla e Kaçanikut, entre quelques milliers d'insurgés commandés par Idriz Seferi et les divisions turques. La bataille, très meurtrière, se termina par la retraite des



Montagnards du Kossovo et leur chef Idriz Seferi (au centre), qui prirent part à la révolte de 1910 contre les Turcs.

Albanais, inférieurs en nombre et à peine armés. Mais la révolte avait pris de telles proportions que le ministre turc de la guerre prenant personnellement la tête de nouveaux renforts, vint au secours du corps d'armée de Shefqet pacha. Ce ne fut qu'après de très âpres combats qui se poursuivirent sans répit pendant trois mois, que les insurgés albanais, faute d'un commandement unique, sans armes ni munitions suffisantes, furent finalement défaits.

En juillet 1910, le corps d'armée de Roumélie passa dans le vilayet de Shkodra afin d'y procéder, comme dans le Kossovo, au désarmement de la population et à l'enrôlement de soldats. Une partie des montagnards se préparèrent à la résistance alors que d'autres, passant la frontière, s'enfuirent au Monténégro, ce qui ne manqua pas de produire une profonde impression sur l'opinion publique européenne. De crainte que les événements du Kossovo ne se renouvelent dans les montagnes du vilayet de Shkodra, les gouvernants turcs se virent contraints de suspendre temporairement leurs opérations dans ces régions difficiles à soumettre et de se porter vers l'Albanie centrale et surtout dans les villes désarmées. Partout sur son passage, le corps d'armée proclama l'état de siège et érigea des tribunaux militaires.

Les clubs nationaux, les écoles privées et les journaux albanais furent fermés. Les patriotes, arrêtés par centaines, subirent l'humiliation d'être publiquement fustigés dans les rues et sur les places des villes. Les cours martiales prononcèrent contre eux de sévères condamnations à des peines de prison et d'internement. Après avoir donné libre cours à sa campagne de terreur, le corps d'armée spécial quitta l'Albanie.

Devant la détermination évidente des Jeunes Turcs de réprimer coûte que coûte le mouvement national albanais, les dirigeants patriotes résolurent de prendre l'initiative des opérations avant qu'il ne fût trop tard et de passer de la défensive à l'attaque, en fixant dorénavant aux révoltés un unique objectif, qui constituait au reste la revendication essentielle du mouvement national, l'autonomie de l'Albanie. Dans le cadre de l'application de ce programme, il fut décidé que le mouvement armé de libération nationale serait déclenché au printemps 1911.

Les Albanais passèrent l'hiver à parfaire leurs préparatifs. Des armes et des munitions furent acquises grâce aux fonds recueillis par les clubs et les sociétés patriotiques, et des postes de liaison établis au dedans et au dehors. Mais brusquement, le roi Nicolas du Monténégro qui tenait à ce que l'insurrection éclatât au plus tôt, contraignit les malheureux montagnards qui avaient cherché asile dans son pays à retourner chez eux. Ceux-ci, à peine rentrés dans leurs foyers, loin de se rendre aux Turcs, répondirent à l'appel de Ded Gjo Luli, un chef montagnard qui, le 6 avril 1911, hissa le drapeau albanais au sommet du mont Detchitch, et déclenchèrent la révolte. Dans l'espace de quelques jours, le mouvement embrassa toute la Grande Malesia et le nombre des insurgés monta à près de huit mille hommes. Le déclenchement prématuré de la révolte bouleversa cependant les plans des comités de l'insurrection. Dans les autres régions d'Albanie, les dirigeants patriotes firent de gros efforts pour hâter les préparatifs qui n'étaient pas encore achevés. La question des armes, entre autres, n'était pas encore réglée et les insurgés n'avaient pas l'assurance de

ne pas être pris à revers par les Serbes et surtout par les Grecs. Ces préparatifs se poursuivaient encore, quand, au milieu du mois d'avril, le général Shefqet Durgut pacha, à la tête de son corps d'armée spécial, engagea les opérations contre les montagnards. Dans toute la Grande Malesia de sanglants combats mirent aux prises les troupes turques et les Albanais. L'héroïsme des montagnards souleva une vague d'enthousiasme dans l'Albanie entière et attira l'attention de l'opinion européenne. Dans les diverses régions du pays, les nombreuses unités de guérillas maintenant formées, multipliaient leurs actions. Des volontaires partis des colonies albanaises à l'étranger gagnèrent la Grande Malesia pour y combattre aux côtés de leurs compatriotes.

Leurs opérations militaires ayant échoué, les Jeunes Turcs, pressés par les grandes puissances et en particulier par l'Autro-Hongrie et la Russie qui voulaient éviter des troubles dans les Balkans dans un temps où elles jugeaient encore que le maintien du *statu quo* correspondait à leur intérêt, mirent tout en œuvre afin de venir à bout de la révolte par des moyens pacifiques. Le sultan Mahomet V, espérant apaiser la population du Kossovo et la maintenir à l'écart de l'insurrection, se rendit en personne dans cette région et y proclama le 16 juin une amnistie en faveur de tous les insurgés condamnés l'année précédente. Le jour suivant, Shefqet Durgut pacha, rendait également publique à Shkodra une amnistie dont bénéficieraient tous les révoltés qui se rendraient dans les dix jours, et le général turc s'engageait à faire reconstruire aux frais de l'Etat toutes les maisons incendiées au cours des opérations militaires.

Les patriotes albanais envoyèrent leur réponse au gouvernement turc, sous la forme d'un mémorandum approuvé le 23 juin 1911 par l'assemblée des chefs albanais réunis sur l'initiative d'Ismail Qemal et de Luigj Gurakuqi à Gerçe dans le Monténégro. Ce document, adressé en même temps à Constantinople et aux grandes puissances, réclamait l'autonomie territoriale et administrative pour toutes les régions peuplées d'Albanais, comme condition à un cessez-le-feu.

Le mémorandum ajoutait que, au cas où ces revendications recevraient satisfaction, leur application devrait être assurée sous la garantie des grandes puissances.

Le gouvernement ottoman ne se montra disposé à accepter que certains points du mémorandum et seulement pour le vilayet de Shkodra. A cette manœuvre de la Sublime Porte, les guérillas de l'Albanie du Sud ripostèrent en organisant un meeting où elles se présentèrent en armes le 21 juillet 1911 au monastère de Cepo (Gjirokaster) et au cours duquel il fut résolu d'exiger à tout prix de Constantinople que toute concession consentie pour le nord de l'Albanie le fût également pour le sud.

En dépit de cette attitude du mouvement dans la Toskanie les montagnards insurgés du nord, durement éprouvés par les dévastations et la longue durée du conflit, et sujets aussi à une forte pression de la part du Monténégro qui les menaçait de chasser leurs familles, acceptèrent les propositions de Constantinople, qui leur demandait de regagner leurs foyers en consentant de son côté aux conditions mises par les révoltés, entre autres, l'amnistie générale, une diminution des impôts, la nomination de fonctionnaires locaux à l'administration du vilayet, le port libre des armes. L'accord fut signé à Podgoritsa au début du mois d'août 1911. La Porte accorda plus ou moins les mêmes concessions aux autres régions du pays.

L'INSURRECTION GENERALE DE 1912. LA PROCLAMATION DE L'INDEPENDANCE NATIONALE DE L'ALBANIE

Ces concessions n'avaient qu'une valeur relative, mais le fait que Constantinople eût été amené à négocier avec les Albanais et à céder sur certains points au détriment du prestige de l'empire et du pouvoir centralisé, revêtait une importance exceptionnelle. Une brèche était faite dans l'obstination séculaire de la Turquie. Les dirigeants albanais les plus clairvoyants y voyaient un motif d'optimisme. L'un d'eux, Hil Mosi, qui combattit les armes à la main

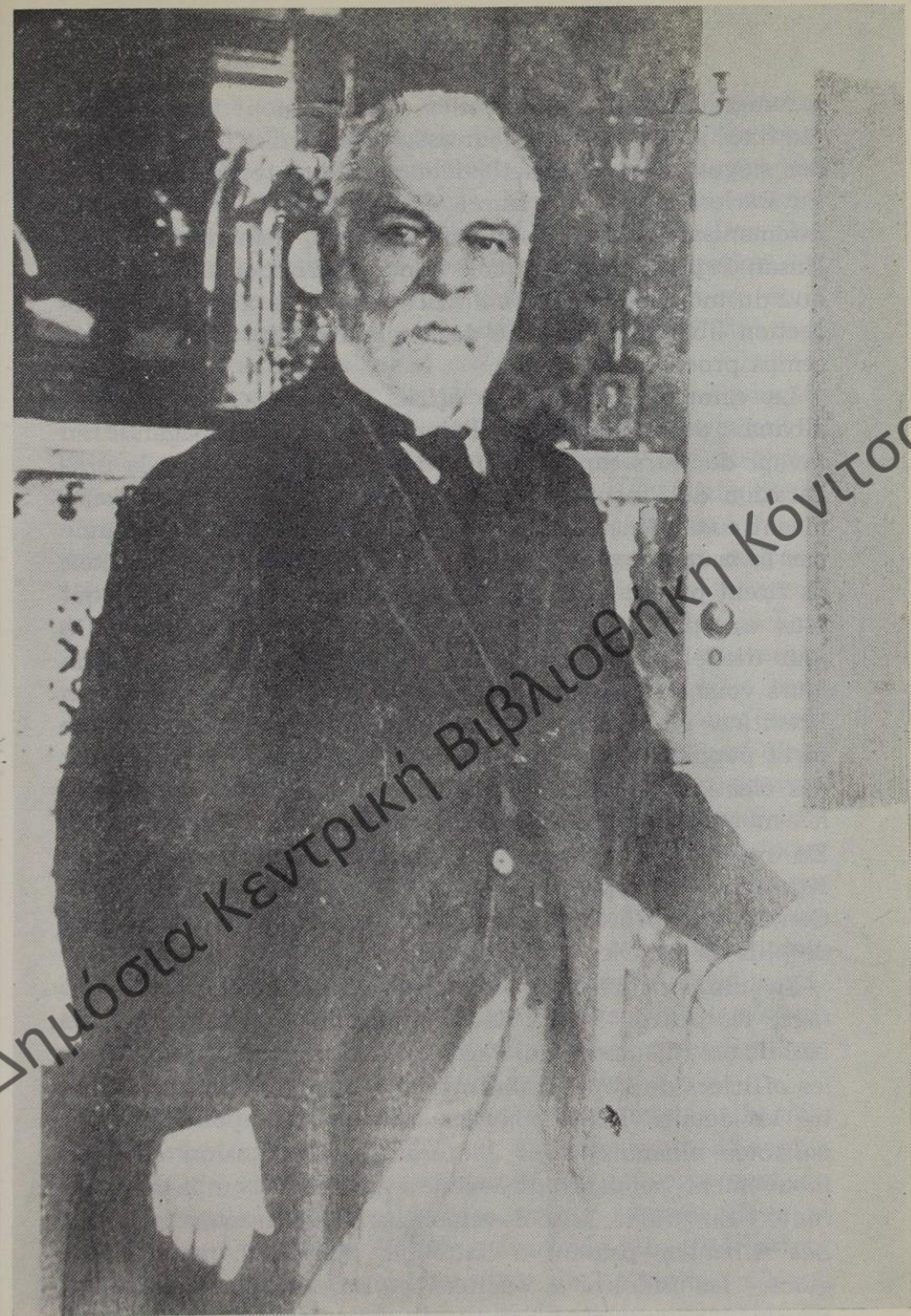
aux côtés des montagnards insurgés, écrivait quelques semaines après l'accord de Podgorica :

“Et si nos vœux cette année ne sont pas tous comblés, L'Albanie, qu'on le sache, est plus vive que jamais. Les montagnes au printemps nous trouveront armés.”

Dans la tactique de la guerre de libération, la condition essentielle à remplir par les dirigeants albanais était de conserver entre les mains de leurs compatriotes, l'initiative des opérations sous la conduite d'un organe unique de direction. Au cours de ces années cruciales, les chefs les plus éminents du mouvement national mirent toute leur énergie à assurer cette condition.

En septembre 1911, la situation dans les Balkans s'était considérablement compliquée. A la fin du mois, l'Italie qui convoitait Tripoli, déclara la guerre à l'Empire ottoman qui mit à nu en cette occasion sa faiblesse militaire. Aussi les monarchies balkaniques jugèrent-elles le moment favorable à la réalisation de leurs visées territoriales au détriment même des Albanais, dans le cas où l'Empire des Osmanli serait vaincu. Au mois de décembre, le groupe des députés albanais, sous la présidence d'Ismail Qemal, mena une lutte acharnée au Parlement turc, afin de contraindre Constantinople à reconnaître aux Albanais leurs droits nationaux, avant tout dans le domaine culturel et administratif. Leur but était de faire implicitement sanctionner les frontières politiques de l'Albanie par la reconnaissance de l'autonomie administrative du pays. Cette revendication fut accompagnée d'un mémorandum présenté à la Porte. A la séance du Parlement du 11 janvier 1912, au cours d'une discussion relative à un projet gouvernemental prévoyant un amendement à l'article 35 de la constitution ottomane, le député albanais Hasan Prishtina mit en garde les Jeunes Turcs contre les conséquences de leur politique réactionnaire qui préparait les conditions propices à une révolution en Albanie.

Devant la vigueur de l'opposition, les Jeunes Turcs décidèrent de dissoudre le Parlement (18 janvier 1912). Ils



Ismail Qemal (1844-1919), président du Congrès National qui proclama à Vlorë l'indépendance de l'Albanie, et chef du premier gouvernement de l'Albanie indépendante.

escomptaient que les nouvelles élections dont la date avait été fixée au mois d'avril leur assureraient une forte majorité des sièges et leur permettraient d'exclure leurs adversaires du Parlement et d'instaurer au grand jour leur dictature ottomanisante. Les patriotes albanais, Ismail Qemal et Hasan Prishtina en tête conscients de l'importance historique du moment, jugèrent l'heure venue d'organiser l'insurrection libératrice dont le déclenchement fut fixé au printemps prochain.

La campagne électorale offrit l'occasion aux patriotes albanais de déployer, parallèlement à leur propagande en faveur de leurs candidats, une intense activité pour la préparation de l'insurrection armée. Les Jeunes Turcs fournirent eux-mêmes la plus riche matière à cette propagande par la brutalité policière et le fanatisme anti-albanais dont ils firent preuve au cours de la campagne électorale, et qui plus est, par l'intervention directe de la gendarmerie, le jour des élections, contre les électeurs qui appuyaient de leurs voix les candidats patriotes et Ismail Qemal et Hasan Prishtina en particulier qui jouissaient tous deux d'une forte popularité en Albanie. La falsification des résultats des élections hâta le déclenchement de l'insurrection dans les montagnes de Gjakova à la fin du mois d'avril 1912. En mai, le mouvement s'étendit à toute la région du Kossovo pour se propager ensuite dans l'Albanie du Sud, du Centre et du Nord. Officiers et soldats albanais désertaient de plus en plus les unités turques.

En juin, l'insurrection albanaise se renforça encore davantage, les autres forces de l'opposition et notamment les ittilafistes (membres du Parti turc "Ittilaf Ve Hürriet") et les officiers de l'opposition militaire ayant levé la tête contre les Jeunes Turcs pour les renverser du pouvoir. Les patriotes albanais, dans l'intérêt de l'expansion de leur mouvement, coopérèrent avec ces nouveaux compagnons de route. En juillet, le soulèvement prit un caractère général. Les Albanais, passant à l'attaque, libérèrent maintes régions. Isa Bületini à Vuçitern et Bajram Curri à Qafa e Prushit, remportèrent des succès retentissants. Les insur-

gés, infligeant aux troupes ottomanes défaite sur défaite, libérèrent les villes l'une après l'autre. Les guérillas sous le commandement de Thémistokli Gërmenj à Korça, de Sali Butka à Kolonje, d'Elmas Xhafer à Vlora, d'Aqif Biçaku à Elbasan, d'Abdi Toptani à Tirana et de Ded Gjo Luli à Shkodra, suscitèrent par leur action l'admiration des masses populaires. A la mi-juillet, l'Albanie entière était debout, les armes à la main. L'administration de l'Etat turc fut complètement paralysée.

Devant l'expansion de l'insurrection que rien ne pouvait freiner et alors que les forces albanaises se lançaient à l'attaque de Prishtina, le gouvernement des Jeunes Turcs se vit forcé de démissionner (17 juillet 1912). Cinq jours plus tard, alors que les insurgés entraient victorieux à Prishtina, les adversaires des Jeunes Turcs, les membres du parti "Ittifaal Ve Hürriet" entre autres, formèrent le nouveau gouvernement sous la présidence d'Ahmed Mouktar pacha.

Parmi les sujets de préoccupation du nouveau gouvernement, l'apaisement de l'insurrection albanaise était sans doute l'un des plus sérieux. Aussi demanda-t-il aux chefs albanais dans le Kossovo de suspendre les hostilités et d'entamer aussitôt des négociations avec la délégation gouvernementale qui partit quelques jours plus tard pour Prishtina. Cette ouverture faite aux dirigeants du Kossovo pour entrer en pourparlers seulement avec eux, dissimulait une intention diabolique. Elle visait à diviser les forces albanaises par des négociations séparées avec les représentants de chaque vilayet et de tirer également parti de la participation des membres du parti Ittilaf du Kossovo à la révolte contre les Jeunes Turcs pour réduire les revendications avancées par les chefs patriotes de la région.

Aussitôt la nouvelle situation créée, les patriotes albanais, dans le nord comme dans le sud, avaient résolu d'adopter une attitude identique: de réclamer du gouvernement de Constantinople l'approbation des points avancés dans le mémorandum de Gerçe, élaboré au mois de juin 1911, autrement dit l'autonomie administrative de l'Albanie. C'était là en substance la teneur des revendications présentées au

nom de la partie albanaise par Hasan Prishtina à la délégation gouvernementale turque dès que s'engagèrent le 3 août 1912 à Prishtina les entretiens albanoturcs. Mais les chefs réactionnaires, considérant que par la chute des Jeunes Turcs, l'objectif de l'insurrection était atteint, ne s'associèrent pas à cette demande mais se bornèrent à réclamer la dissolution du parlement et l'organisation de nouvelles élections. Afin d'aggraver encore la scission, le gouvernement de Constantinople décréta le 5 août 1912, la dissolution du parlement. Les notabilités réactionnaires satisfaites, considérèrent la révolte aboutie.

Mais en ces jours critiques pour le mouvement national albanais, la grande masse des insurgés du Kossovo, s'unirent aux dirigeants patriotes et se mirent à la suite, entre autres, de Hasan Prishtina, Bajram Curri et Bajram Daklani, qui interrompirent les négociations en cours à Prishtina et reprirent les hostilités pour marcher sur Skoplié. Le 12 août 1912, Skoplié, l'une des plus importantes villes de Roumélie tomba entre les mains des insurgés albanais. Quelques jours plus tard, les forces révoltées des autres régions libéraient les villes de Peshkopi, Fieri et Permet, etc.

La chute de Skoplié fut un rude soufflet pour l'Empire ottoman. Cet événement qui marqua l'apogée de l'insurrection albanaise de 1912 montra l'incapacité de la Turquie à étouffer ce mouvement de libération, qui par l'ampleur sans précédent qu'il assumait devait conduire à la reconnaissance de l'autonomie de l'Albanie. Les succès albanais inquiétèrent par ailleurs les gouvernements bourgeois chauvins des Balkans. La reconnaissance de l'autonomie à l'Albanie risquait dans une certaine mesure de faire évanouir l'espoir que ces Etats nourrissaient depuis longtemps quant à un partage éventuel de ce pays entre eux. Aussi les Etats balkaniques hâtèrent-ils leurs préparatifs politiques et militaires pour déclarer la guerre à la Turquie déjà faible et débilitée encore davantage par le conflit de près d'un an dans lequel elle était engagée contre l'Italie et par les révoltes albanaises de libération. Les grandes puissances pour leur part, redoutant qu'une guerre balkanique n'en-

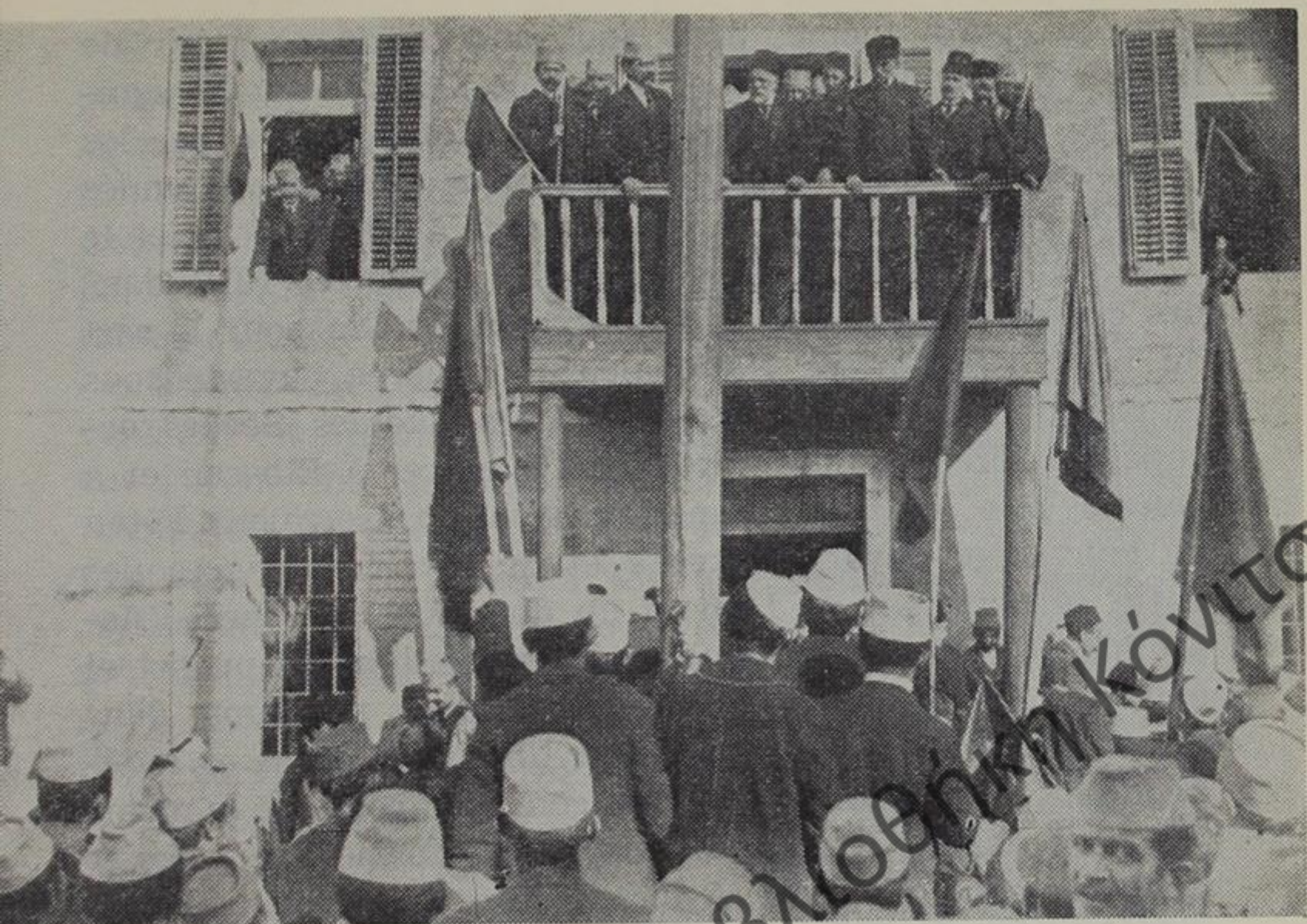
trainât une conflagration mondiale à laquelle elles ne se sentaient nullement préparées, déclarèrent qu'elles ne reconnaîtraient aucune modification à la carte politique des Balkans, ce qui laissait sous-entendre qu'elles refuseraient de sanctionner non seulement le démembrement de la Turquie par les Etats balkaniques mais aussi le détachement de l'Albanie, fût-ce sous la forme d'une autonomie qui lui serait accordée, de l'Empire ottoman. Afin d'éviter des complications plus sérieuses, Constantinople fit savoir qu'elle acceptait en principe les propositions albanaises, à condition qu'y fussent apportés certains amendements. Les convoitises des pays balkaniques se manifestant de façon de plus en plus menaçante, les dirigeants de l'insurrection acceptèrent pour leur part de signer, à Skoplié, un accord avec Constantinople, en vertu duquel les Albanais se voyaient reconnaître toute une série de droits économiques, politiques, administratifs et culturels, sans qu'il fût toutefois expressément fait mention d'autonomie dans les textes officiels.

En dépit de l'opposition des grandes puissances, en octobre 1912, les Etats balkaniques déclarèrent la guerre à la Turquie, dans l'intention de se partager, à l'issue de leur victoire, les territoires que cette dernière avait conservés dans les Balkans, et l'Albanie en particulier. En vertu des accords conclus entre les alliés balkaniques, le territoire de l'Albanie, la Turquie une fois chassée, devait être partagé entre la Grèce, la Serbie et le Monténégro. Rien dans leurs projets n'envisageait la création d'une Albanie indépendante.

Le début de la guerre balkanique au mois d'octobre 1912, et la rapide défaite des armées turques, plaçaient les Albanais dans une situation critique, le séculaire occupant étranger devant de toute évidence céder la place à de nouveaux envahisseurs regorgeant d'ambitions mégalo-manes. En effet, par la nouvelle situation qui menaçait de se créer, l'Albanie, jusqu'alors asservie, il est vrai, mais territorialement unie, resterait sous le joug étranger et serait par surcroît irrémédiablement démembrée. Quant à

la meilleure attitude à adopter pour les Albanais en cette circonstance, il fut bien vite évident que se ranger aux côtés des Etats balkaniques serait pour eux tout aussi fatal que de se joindre aux armées ottomanes. Dans la première éventualité ils faciliteraient en effet l'avance des alliés balkaniques sans s'assurer la moindre garantie de voir reconnaître leurs droits nationaux, alors que dans la seconde, ils feraient cause commune avec l'oppresseur étranger et rattacheraient en conséquence le sort de leur pays à celui de l'Empire ottoman. Les patriotes les plus sages, dans le pays comme à l'étranger, résolurent de considérer la guerre balkanique comme un événement auquel l'Albanie devait demeurer étrangère et de convoquer une assemblée nationale composée de délégués élus par toutes les régions du pays afin de déterminer la ligne de conduite la plus opportune à adopter par le peuple albanais tout entier dans cette situation particulièrement complexe.

Vers la fin du mois d'octobre, alors que les armées balkaniques, poursuivant les troupes turques en déroute, pénétraient dans le territoire albanais, le vieux patriote, Ismail Qemal, partit de Constantinople pour la Roumanie, demeurée neutre dans le conflit balkanique. Après avoir reçu le 5 novembre 1912, à Bucarest l'approbation de la plus ancienne et de la plus importante des sociétés albanaïses en émigration pour la convocation d'une assemblée nationale, il se remit en route pour Vienne accompagné de Luigj Gurakuqi, Pandeli Cale et de certaines autres personnalités, dans l'intention d'y effectuer des sondages sur l'attitude des grandes puissances à l'égard de la question albanaïse. A l'issue des entrevues qu'il eut dans la capitale autrichienne avec le Ministre des Affaires étrangères austro-hongrois et les ambassadeurs de certaines grandes puissances, Ismail Qemal, en fin diplomate doté d'un flair politique très subtil, sentit, un mois après le début de la guerre balkanique, que l'atmosphère internationale avait changé, que l'ancienne carte politique des Balkans ne pouvait être conservée intacte, que des intérêts évidents divisaient les puissances entre elles quant à l'élaboration de la nouvelle carte poli-



La proclamation de l'indépendance nationale, le 28 novembre 1912, à Vlorë. Au balcon, Ismail Qemal, entouré de délégués au Congrès National.

tique de la péninsule et que ces divergences rendaient maintenant possible pour les Albanais la réalisation de leur rêve séculaire — non plus l'autonomie du pays mais la complète indépendance.

Pendant que les armées serbe, monténégrine et grecque avançaient sur le sol albanais sans rencontrer de résistance de la part des troupes turques en déroute, les villes du pays, avant de tomber aux mains des troupes balkaniques, proclamaient l'indépendance nationale et se hâtaient d'élire leurs délégués, qui partaient sur-le-champ pour prendre part à l'assemblée nationale qui devait se réunir au plus tôt en une zone libre du littoral, aux communications faciles avec l'étranger, à Durres ou à Vlorë. La première de ces deux villes, quand Ismail Qemal et ses compagnons y arrivèrent, était encore entre les mains de l'administration tur-

que, qui tenta même, mais sans succès, de se saisir de l'éminent dirigeant albanais. Il fut alors décidé que l'assemblée se tiendrait à Vlora qui venait d'être libérée par les patriotes. La plupart des délégués, pour ainsi dire talonnés par les armées balkaniques, arrivèrent à Vlora le 26 et le 27 novembre 1912. Le lendemain, 28 novembre 1912, dans des circonstances d'une gravité exceptionnelle pour le sort du pays, l'Assemblée Nationale fut déclarée ouverte sous la présidence d'Ismail Qemal. Alors que les Serbes occupaient Tirana et se préparaient à entrer à Elbasan et à Durres, que les troupes monténégrines resserraient l'étau de leur siège devant Shkodra et que les forces grecques enfin se portaient de Himara en direction de Vlora, l'Assemblée Nationale, après avoir écouté le discours magistral empreint de dignité de son sage dirigeant, proclama, dans un élan unanime, l'Albanie, Etat libre, souverain et indépendant. L'Assemblée Nationale confia au cours de la même séance à Ismail Qemal, la charge de former le premier gouvernement albanais. A l'issue de cette décision historique, le vénéré vieillard, au cours d'un grand meeting populaire, hissa de ses propres mains, devant une foule vibrant d'enthousiasme, au balcon de l'édifice où siégeait l'Assemblée, le drapeau national albanais — le drapeau de Georges Kastriot Scanderbeg.

LES PREMIERES ANNEES DE L'ALBANIE INDEPENDANTE

La proclamation de l'indépendance nationale marquait un tournant important dans l'histoire de l'Albanie. Cet événement mettait fin à cinq siècles de domination étrangère dont le pays avait tant eu à souffrir. Il mettait aussi un terme à la servitude féodale qui avait maintenu le pays dans un état déplorablement arriéré. La Patrie recouvra la liberté qu'on lui avait ravie et les fondements d'un Etat albanais indépendant furent jetés. Pour la première fois l'Albanie était dotée d'un gouvernement national. Le pays voyait s'ouvrir devant lui les portes du progrès et de la civilisation.

L'enthousiasme qui s'empara des patriotes albanais lorsqu'ils virent flotter librement le drapeau de Scanderbeg, ne tarda pas à se dissiper. Les acclamations et les ovations frénétiques cédèrent bientôt la place à une réalité pleine d'amertume. Les patriotes, et le gouvernement national en particulier, devaient affronter une foule de tâches considérables et ardues dont l'heureux accomplissement assurerait l'existence du nouvel Etat. Les problèmes politiques venaient en premier lieu et notamment: la reconnaissance sur l'arène internationale de l'indépendance de l'Albanie, jusqu'alors refusée par les grandes puissances; la délimitation des frontières de l'Etat albanais, question qui dans son règlement allait sans nul doute se heurter aux prétentions territoriales obstinées des pays balkaniques voisins qui ne manquaient pas de puissants appuis parmi les grandes nations européennes; l'arrêt de la pénétration de nouvelles armées balkaniques sur le territoire de l'Albanie et l'évacuation de ce territoire par les armées étrangères qui y étaient déjà cantonnées et qui empêchaient le nouveau gouvernement d'étendre son autorité sur tout le pays. Venaient ensuite les problèmes posés par l'édification de l'Etat — la création d'une administration albanaise, la mise sur pied d'une armée, l'obtention de moyens financiers, autrement dit toutes les questions dont l'heureux règlement assurerait le fonctionnement de l'Etat et qui, en témoignant du sérieux avec lequel l'on entendait mettre en œuvre les décisions prises par l'assemblée de Vlora, contribueraient à élever le prestige du nouvel Etat qui venait de naître. Les problèmes à traiter enfin étaient les problèmes économiques et sociaux posés par l'état arriéré du pays. L'Albanie était un pays pour ainsi dire entièrement agraire; le paysan labourait encore sa terre à la charrue traînée par des bœufs; les rendements des cultures agricoles étaient extrêmement bas; les terres fertiles des plaines étaient couvertes de marécages; dans les plateaux les terres à céréales ne suffisaient pas à nourrir les montagnards qui vivaient dans la misère noire; à peu près la moitié de la superficie des terres arables appartenait à des familles de grands propriétaires terriens,

dont certaines, notamment les Vrioni, les Toptani, les Verlaci et les Vlora, possédaient chacune jusqu'à plus de dix mille hectares. Dans les villes, il n'existait pas la moindre industrie moderne; la majeure partie de la population urbaine était composée de petits artisans qui travaillaient pratiquement à la main; il est vrai que l'on trouvait çà et là dans les villes quelques rares petites entreprises équipées de machines, mais cette production était négligeable par rapport à celle des artisans. Le réseau routier était également dans un état rudimentaire; le transport des voyageurs et des marchandises était, dans la plupart des cas, assuré par des chevaux et des chariots trainés par des bœufs. Le niveau culturel du pays était encore plus à déplorer: les illettrés constituaient 90% de la population et les écoles léguées par la domination ottomane étaient presque toutes étrangères. Enfin, il n'y existait presque pas d'institutions hygiéno-sanitaires, pour faire face à l'état de santé pitoyable de la population.

Le gouvernement albanais devait affronter ces tâches considérables et complexes dans des conditions politiques exceptionnellement difficiles.

Le 28 novembre 1912, quelques heures après la proclamation de l'indépendance, Ismail Qemal, chef du gouvernement, informa les chancelleries des six grandes puissances ainsi que les ministres des Affaires étrangères des Etats balkaniques de la décision historique que l'Assemblée Nationale venait de prendre. Il leur demandait de reconnaître l'indépendance de l'Albanie et de considérer la création du nouvel Etat comme un facteur de paix et d'équilibre dans les Balkans. Il les informait également que l'Albanie entendait rester neutre dans le conflit balkanique en cours. Pendant plusieurs semaines les Puissances firent la sourde oreille à ces demandes. Les armées balkaniques alliées continuaient d'avancer sur le territoire de l'Albanie. Les troupes serbes, descendant sans coup férir, de plus en plus vers le sud, occupèrent les régions situées au nord du Shkumbini que Belgrade prétendait s'annexer. Les Grecs, après avoir mis le siège devant Janina pénétraient à l'in-

térieur de l'Albanie, menaçant même la ville de Vlora, en vue d'opérer ensuite leur jonction avec les armées serbes le long du Shkumbini, qui devait constituer, en vertu de l'accord conclu entre les deux pays, la future frontière gréco-serbe. Le Monténégro également, accentuait sa pression sur Shkodra pour s'emparer de la ville et la rattacher à ses territoires. L'armistice conclu le 4 décembre 1912 entre l'empire ottoman et les pays balkaniques, n'améliora en rien la situation pour les Albanais. Par surcroît, les troupes turques en retraite, amassées à Bérat et à Fier, étaient prêtes, d'un moment à l'autre, à marcher sur Vlora, dès réception d'ordre de Constantinople, pour y dissoudre l'Assemblée Nationale et le gouvernement d'Ismail Qemal qui avaient osé détacher l'Albanie de l'Empire ottoman.

La seule arme sur laquelle les Albanais pouvaient compter en ces journées critiques était leur enthousiasme dans la défense de leur cause. Il faut dire aussi que les gouvernants albanais, prévoyants, espéraient tirer quelque avantage des intérêts contradictoires opposant les grandes puissances dans la zone des Balkans.

Celles-ci, comme elles en avaient au reste déjà décidé, prirent elles-mêmes, d'autorité, le soin de dresser la nouvelle carte de la péninsule. C'est dans cette intention que se réunit à Londres, le 17 juin 1912, la Conférence des Ambassadeurs, présidée par le Ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, Sir Edward Grey. La question albanaise figurant au premier rang dans le règlement du problème des Balkans, la conférence en entama la discussion dès sa première séance. Des négociations préliminaires menées par la voie diplomatique normale avaient préparé la décision prise par les ambassadeurs au cours de la même séance de la conférence et en vertu de laquelle l'Albanie n'était pas reconnue comme un Etat indépendant, comme l'avait proclamé l'Assemblée de Vlora, mais comme un *Etat autonome placé sous la souveraineté ou la suzeraineté du sultan et sous la garantie et le contrôle des six grandes puissances*. La conférence déclara également qu'en principe les pays confinants à l'Albanie seraient le Monténégro, la Serbie

et la Grèce, et que ses frontières seraient délimitées plus tard à l'issue des échanges de vues entre les représentants des puissances, dans le cadre de la conférence.

La décision de maintenir l'Albanie sous la souveraineté du sultan et de la placer sous le contrôle des grandes puissances décevait cruellement les aspirations des patriotes albanais qui souhaitaient voir leur pays entièrement libre, comme l'avait proclamé l'assemblée de Vlora. En outre, la délimitation du pays des frontières par ces puissances lésait grossièrement les Albanais dans leurs droits nationaux.

Les grandes puissances, en effet, ne tinrent aucun compte, dans la fixation des limites du nouvel Etat, ni du principe ethnique, ni des vœux des populations. Leur attitude était uniquement dictée par leurs intérêts impérialistes. La Russie, l'Autro-Hongrie et l'Italie étaient particulièrement intéressées à la configuration de ces frontières. La première appuya les prétentions de la Serbie, du Monténégro et de la Grèce, lesquelles, après avoir échoué dans leurs tentatives d'empêcher la création de l'Etat albanais, s'efforçaient maintenant de rétrécir le plus possible ses limites. L'Autro-Hongrie au contraire n'avait aucune raison de souhaiter un agrandissement de la Serbie, satellite de la Russie et obstacle à la pénétration de Vienne dans les Balkans. Aussi appuya-t-elle les revendications albanaises. L'Italie, dans son désir d'éloigner le plus possible la Grèce de Vlora et du canal de Corfou, se rangea aux côtés de l'Autriche, en ce qui concerne surtout les frontières méridionales de l'Albanie.

Dans le courant de l'année 1913, à l'issue de longues négociations et de laborieux marchandages, les grandes puissances impérialistes fixèrent les frontières de l'Etat albanais. Elles n'englobaient que la moitié du territoire albanais, près de 28.000 kilomètres carrés avec une population d'environ 800.000 habitants. Plus de la moitié de la population albanaise restait en dehors de ces limites. La majeure partie demeurait sous le joug serbe, le reste sous la domination grecque et monténégrine. Le Kossovo et ses

contrées prospères, qui avaient été un des foyers de la lutte pour la libération du pays, étaient exclus de la mère-patrie. Ainsi d'importantes villes albanaises, entre autres Prizren, Gjakova, Peja, Prishtina, Tetovo et Gostivari demeurèrent hors de l'Albanie.

Malgré l'armistice conclu au début de décembre 1912, les forces monténégrines n'avaient pas cessé leurs assauts contre Shkodra devant laquelle elles maintinrent le siège, espérant contraindre la garnison à capituler et assurer ainsi l'annexion de la ville au Monténégro. Les assiégés, commandés par le général turc Hasan Riza pacha, loin de se rendre, continuèrent leur résistance pendant plusieurs mois, encouragés en cela par le gouvernement de Vlora. La défense de la ville, pour une large part, fut assurée par la division composée de réservistes albanais mobilisés par Constantinople dans l'Albanie centrale dès le début de la guerre balkanique, et par la population même de la ville qui préféra la terrible épreuve du siège plutôt que de se rendre aux Monténégrins. La résistance de Shkodra produisit une forte impression sur l'opinion publique internationale. A la fin du mois de janvier 1913, alors que la ville tenait toujours tête aux assiégeants, le général Esad pacha Toptani, commandant des réservistes albanais, fit tuer traîtreusement Hasan Riza pacha, et, soutenu par les officiers jeunes turcs, assumait lui-même le commandement de la garnison pour poursuivre la résistance sous le drapeau turc. Mais les grandes puissances, ayant décidé, le 20 mars 1913, de laisser Shkodra à l'Albanie, le roi Nicolas du Monténégro redoubla ses efforts pour s'emparer coûte que coûte de la ville. S'il y parvint, ce ne fut point par la force des armes mais grâce à la défection d'Esad pacha Toptani, qui, de toute évidence convaincu que le sort de la ville ne dépendait désormais plus de la résistance armée mais de la décision des grandes puissances, préféra capituler après avoir obtenu des Monténégrins de lui laisser retirer ses troupes de garnison avec leur équipement sans les attaquer. Il se fit donner aussi la promesse de la part de Cetinje et de ses alliés, la Serbie et la Russie surtout, de l'aider à s'em-

parer du pouvoir en Albanie. Ainsi, après sept mois de siège vaillamment soutenu, Shkodra se rendit le 22 avril 1913 aux troupes monténégrines.

Le Monténégro ne la garda cependant pas plus de trois semaines. La pression des grandes puissances, et celle de l'Autriche en particulier, le contraignirent à retirer ses troupes (14 mai 1913). Mais la ville, au lieu d'être remise au gouvernement albanais de Vlora, fut placée sous l'occupation militaire internationale et les troupes des puissances, commandées par l'amiral anglais, Cecil Burney, y instaurèrent une administration internationale.

Après avoir signé l'acte de capitulation de Shkodra, Esad pacha Toptani, à la tête de deux divisions (l'une composée de troupes turques, l'autre de forces de réserve albanaises), gagna l'Albanie centrale, Durres et Tirana, occupées par les Serbes et, ignorant le gouvernement de Vlora, créa dans ces régions une administration à part. Il était en outre à craindre que l'ambitieux pacha ne se servît de l'armée turque au nom du sultan, qui, aux termes de la décision du 17 décembre 1912, toujours en vigueur aux yeux des grandes puissances, conservait sa souveraineté sur l'Albanie, ou encore que, de connivence avec la Serbie et le Monténégro il ne renversât le gouvernement de Vlora. Inquiété par ces menées, Ismail Qemal souleva à la Conférence des Ambassadeurs la question de la pleine reconnaissance de l'Albanie et de la prompte évacuation du pays par les armées étrangères, les troupes turques y comprises. L'Autriche et l'Italie, désireuses maintenant de soustraire le pays à la souveraineté du sultan, dans l'intention d'en tirer profit économiquement et politiquement, donnèrent leur appui à cette revendication. Devant les pressions des puissances du bloc central, le sultan se vit forcé, le 30 mai 1913, de leur confier le règlement de la question albanaise. Les troupes turques et serbes quittèrent le pays au mois de juin. Seul le gouvernement grec, sous toutes sortes de prétextes, remit à plus tard le retrait de ses forces de l'Albanie du sud.

A l'issue de négociations ardues qui eurent lieu entre l'Autriche, qui réclamait l'abolition de la souveraineté du sultan, et la Russie, qui insistait en faveur de la validité de la décision du 17 décembre 1912, la Conférence des Ambassadeurs approuva finalement (29 juillet 1913) le projet sur l'organisation de l'Etat albanais. En vertu de cette nouvelle décision, l'Albanie était reconnue comme un Etat indépendant, qui demeurerait toutefois sous le contrôle et la garantie des grandes puissances. Sa neutralité était également garantie. Un prince, choisi par les grandes puissances, serait placé à la tête du nouvel Etat. Le contrôle devait durer dix ans et être exercé par le truchement d'une commission internationale composée de sept membres (six délégués des grandes puissances et un délégué de l'Albanie). Cette commission assurerait le contrôle sur toute l'administration civile et les finances publiques. L'organisation de la gendarmerie serait confiée à des officiers suédois. Mais la Suède s'étant refusée, il fut fait appel à des instructeurs hollandais.

Par la décision du 29 juillet 1913, l'Albanie voyait nominale-ment reconnaître son indépendance. Tous les liens qui l'avaient attachée au sultan étaient définitivement rompus. Et pourtant, cette indépendance était limitée par le contrôle des grandes puissances. La Commission Internationale de Contrôle, fournissait aux grandes puissances le moyen de s'ingérer dans les affaires du pays et de pêcher en eau trouble à ses dépens.

LES MENEES DES GRANDES PUISSANCES AU DETRIMENT DE L'ALBANIE. LE REGIME DU PRINCE DE WIED

La question de l'indépendance et celle des frontières une fois réglées, le gouvernement national d'Ismail Qemal consacra toute son attention aux problèmes intérieurs. Il fit en effet de gros efforts en vue d'étendre les pouvoirs de l'administration centrale dans toutes les régions du pays, pour mettre sur pied tout un ensemble d'écoles nationales

albanaises et élaborer de nouvelles lois devant se substituer aux lois turques toujours en vigueur.

Les mesures prises par le gouvernement d'Ismail Qemal visaient à transformer le régime féodal, legs ottoman, fondé sur la grande propriété foncière, en un régime capitaliste bourgeois, à l'image des pays d'Europe occidentale. En septembre 1913, les beys réactionnaires se détachèrent l'un après l'autre du gouvernement de Vlora pour se rallier à Esad pacha Toptani, qui, fort de l'appui de ces milieux réactionnaires, forma au mois d'octobre un gouvernement à part siégeant à Durres et dont le principal objectif était de renverser le gouvernement de Vlora qui ralliait toujours autour de son programme tous les patriotes démocrates.

Les embarras causés au gouvernement d'Ismail Qemal par la réaction féodale s'aggravèrent encore davantage par les interventions des grandes puissances impérialistes et par les complots des pays voisins qui n'avaient pas renoncé à leurs ambitions chauvines.

L'Autriche et l'Italie ne relâchaient pas leur pression sur le gouvernement de Vlora en vue de le mettre à leur remorque et de lui arracher d'importantes concessions économiques ainsi que des positions préférentielles sur le plan politique. La Russie et la France voyaient encore d'un mauvais œil le nouveau gouvernement albanais, qui ne cessait de faire entendre ses protestations contre l'injustice dont il avait été victime dans la délimitation de ses frontières. Aussi donnèrent-elles secrètement leur appui à Esad pacha Toptani, visiblement enclin à se lier avec les puissances de l'Entente.

Des pays balkaniques, seules la Bulgarie et la Roumanie respectèrent l'indépendance de l'Albanie et firent des démarches en vue de nouer avec elle des relations amicales. En revanche, la Serbie, la Grèce et le Monténégro, quoique ayant formellement reconnu le nouvel Etat, ourdirent des complots contre son indépendance et son intégrité territoriale. La Serbie, dans son ambition de faire renverser le gouvernement de Vlora et dans l'espoir aussi que par l'action de son protégé, elle réussirait à s'assurer l'accès du

port de Shen Gjin (Saint Jean de Medua) ne ménagea pas son appui à Esad pacha. Dans le même temps, le gouvernement grec se mit à organiser dans les régions qu'il occupait encore en Albanie du sud, ou dans "l'Epire du Nord" (Vorio-Epire) comme les Grecs appelaient ces régions, des unités armées dites volontaires, composées pour la plupart d'andartes grecs introduits de Grèce, qui devaient se lever contre l'administration albanaise lorsque les troupes régulières grecques se retireraient d'Albanie.

Le gouvernement de Constantinople, au début, ne reconnut pas la sécession de l'Albanie de l'Empire ottoman, mais, plus tard, sentant son impuissance à redresser la situation sur le littoral de l'Adriatique, il amorça une politique de rapprochement à l'égard des Albanais. Par suite du nouveau rapport des forces établi dans les Balkans après les deux guerres balkaniques, la Turquie avait intérêt à voir une Albanie forte mais qui fût son alliée et lui permit de contre-balancer l'accroissement de puissance de la Serbie et de la Grèce. C'est dans cette intention que les gouvernants de Constantinople et plus spécialement le comité directeur du parti Jeune Turc "Ittihad ve Terakii", lancèrent l'idée de l'investiture d'un prince turc (musulman) à la tête de l'Etat albanais, suggérant même à cette dignité le nom de l'ancien Ministre de la Guerre, Izet pacha, d'origine albanaise. Afin de rendre populaire cette candidature que la Turquie opposait à celle du prince allemand Guillaume de Wied, choisi par les grandes puissances conformément à leur décision du 29 juillet 1913, un groupe d'émissaires turcs d'origine albanaise, membres du parti "Ittihad ve Terakii" se rendirent en Albanie afin d'essayer de gagner à leur cause les milieux dirigeants albanais.

Mais à l'automne 1913, les Turcs, ayant entrepris avec les Bulgares des préparatifs de revanche contre la Grèce et la Serbie, se montrèrent particulièrement soucieux d'opérer un rapprochement avec les Albanais. Les masses de la population albanaise, de leur côté, firent bon accueil à l'attitude de Constantinople. L'espoir de réussir, grâce à cette alliance, à compléter l'unité territoriale du pays ou à tenir

tête pour le moins à la pression gênante de la Serbie et de la Grèce, ne fut pas étranger à l'intérêt témoigné par le chef du gouvernement et les irrédentistes albanais du Kossovo pour cette politique. Aussi Ismail Qemal accepta-t-il d'entrer secrètement en pourparlers avec la Turquie et la Bulgarie. Mais l'Albanie devant, en toute occasion, observer la neutralité à laquelle l'avaient astreinte les grandes puissances, ces deux pays demandèrent au gouvernement de Vlora de leur permettre pour le moins de faire passer clandestinement à travers l'Albanie des unités de guérillas organisées sur leurs territoires, afin de prendre éventuellement les Serbes et les Grecs à revers. Ils lui demandèrent aussi d'utiliser son prestige auprès des Albanais du Kossovo pour les pousser à prendre les armes contre le gouvernement serbe. Ils promirent en retour à la partie albanaise de l'aider, la guerre terminée, à regagner le Kossovo. Ismail Qemal souscrit à cet accord secret.

Cet arrangement toutefois ne tarda pas à être dévoilé. Le plan fut en effet éventé dès que le bateau transportant les troupes turques, vêtues en l'occurrence à l'albanaise, qui allaient traverser l'Albanie pour se jeter en Macédoine, mouilla dans la rade de Vlora. Leur commandant, Beqir Grébéné, fut appréhendé par les autorités de la Commission Internationale de Contrôle. Les documents trouvés sur lui révélèrent ses liens avec Ismail Qemal mais au cours de l'instruction de l'affaire, aucun d'eux n'avoua la véritable teneur de leur accord secret, ce qui fournit l'occasion aux adversaires du chef du gouvernement albanais de déclencher contre lui une campagne de calomnies, tendant à faire croire que l'ancien patriote avait fait appel aux forces turques pour tenter un coup d'Etat dans le but de replacer le pays sous l'égide ottomane. La C.I.C. exploitant "l'affaire Beqir Grébéné" et invoquant comme prétexte la prochaine arrivée du prince de Wied, contraignit Ismail Qemal à démissionner le 22 janvier 1914. Le gouvernement de Vlora et le Conseil National furent entièrement écartés de la conduite des affaires, et l'administration passa entre les mains de la C.I.C. Esad pacha Toptani, à qui la C.I.C. demanda

également de remettre sa démission accéda à cette requête (12 février 1914), mais fut toutefois désigné pour prendre la tête de la délégation albanaise qui devait offrir la couronne d'Albanie à Wied.

La Grèce aussi se vit forcée de se conformer aux ordres des grandes puissances et d'évacuer les régions de l'Albanie méridionale avant l'arrivée du prince de Wied. Mais à la fin du mois de février, conformément à un plan longuement préparé, dès que les troupes grecques eurent opéré leur retrait, les bandes dites "épirotes", semant la terreur parmi les populations locales qui ne cachaient pas leur attachement à leur Patrie, prirent le pouvoir en mains. Le 2 mars 1914, les agents grecs réunis en un Congrès à Gjirokaster, proclamèrent "l'autonomie de l'Épire du Nord" et constituèrent un "gouvernement provisoire" sous la présidence de J.K. Zographos. Le gouvernement du "Vorio-Epire" plaça tout le district de Gjirokaster sous son autorité. Ses efforts pour se rendre maître de Korça échouèrent cependant. Cette ville et toute la région dont elle était le chef-lieu passèrent sans difficulté aux mains des patriotes albanais.

Le 7 mars 1914, le prince Guillaume de Wied arriva à Durres, ville choisie comme capitale du pays. Les patriotes albanais saluèrent sa venue dans l'espoir que sous son autorité s'accompliraient la libération et l'union de tous les territoires de l'Albanie, que prendraient fin les longues privations endurées par leur malheureux peuple, que se rétablirait finalement le calme troublé par les provocations étrangères et que la voie dans laquelle s'engagerait l'Albanie lui apporterait enfin la civilisation et la prospérité.

Mais Wied déçut tout les espoirs des patriotes démocrates. Se sentant l'obligé des grandes puissances auxquelles il devait la couronne, il céda à leurs suggestions et forma un gouvernement composé d'éléments féodaux, sous la présidence de Turhan pacha Permet, ancien ministre de l'Empire ottoman. Les départements les plus importants, ceux de l'Intérieur et de la Guerre, furent confiés à Esad pacha Toptani, le grand seigneur féodal de Tirana. Wied fit également reposer ses espoirs sur la Commission Interna-

tionale de Contrôle, véritable agence ouverte des puissances impérialistes, dont les membres œuvraient pour le compte de leurs pays respectifs, au détriment de l'indépendance de l'Albanie et du pouvoir princier même. Le prince de Wied, privé par ailleurs de toute capacité personnelle, devint l'instrument des forces réactionnaires du dedans et des puissances impérialistes sur lesquelles s'appuyait en fait son régime.

Parmi les tâches les plus urgentes qui lui incombaient, le gouvernement de Wied devait avant tout mettre sur pied une armée albanaise et libérer les régions du sud des bandes grecques. Mais même dans cette œuvre d'importance vitale pour le pays, dont l'accomplissement devait nécessairement influencer sur le sort même de son trône, le prince se montra très maladroit. Esad pacha Toptani lui-même, alors Ministre de la Guerre, sabotant sous les yeux même du prince l'organisation de l'armée après s'être secrètement mis en rapports avec la Serbie et la Grèce, hésitait à prendre les mesures énergiques que lui proposaient les patriotes démocrates contre le "gouvernement du Vorio-Epire", légalement considéré rebelle. Et Wied, pressé par les grandes puissances, fut au contraire amené à négocier avec J. Zographos en vue de régler de façon "pacifique" la question de "l'autonomie du Vorio-Epire" négociations qui eurent lieu à Corfou. Le choix de l'île grecque représentait en soi une atteinte à la dignité des Albanais.

La partie albanaise en acceptant de négocier, montrait la faiblesse de ses positions. Les agents grecs, encouragés, eurent recours aux menaces et aux provocations afin d'obliger le colonel hollandais Thomson, représentant de Wied, à reconnaître l'autonomie du Vorio-Epire. Wied se montrait chancelant, et seule la vigueur des protestations des patriotes albanais l'empêcha d'accepter les propositions des partisans du "Vorio-Epire". Plus tard, cédant à la pression des puissances, il chargea la C.I.C. de représenter la partie albanaise. A l'issue de négociations qui durèrent une semaine, cette dernière signa au nom de l'Albanie, le 17 mai 1914 à Corfou, un protocole avec les délégués du

“gouvernement du Vorio-Epire”. Aux termes de ce protocole, les régions du sud de l’Albanie relèveraient d’une administration mi-autonome, avec un gouvernement et un corps de gendarmerie locaux. Le grec et l’albanais seraient, tous deux, langues officielles, (l’albanais ne devant toutefois être enseigné que dans les trois premières classes des écoles primaires.) Les hauts fonctionnaires, qui devaient être nécessairement originaires de la région, ainsi que les autres employés de l’administration, seraient nommés par le gouvernement albanais après approbation préalable de la Commission Internationale de Contrôle.

Le protocole de Corfou portait une grave atteinte à la souveraineté que les grandes puissances avaient elles-mêmes reconnue à l’Albanie par leur décision du 29 juillet 1913. Un autre aspect outrageant de ce protocole consistait dans la clause stipulant que la population des régions méridionales qui ne parlait que l’albanais, bien que vivant à l’intérieur des limites de l’Albanie indépendante, serait contrainte de suivre les cours des écoles primaires (à l’exception des trois classes inférieures) ainsi que ceux des écoles secondaires, en grec. Aussi le gouvernement, sur les pressantes insistances des patriotes albanais des régions intéressées, fit-il traîner la ratification du protocole de Corfou dans l’espoir d’une évolution ultérieure de la situation en sa faveur.

Cette situation, cependant, allait sans cesse se dégradant. Wied, s’appuyant sur les puissances étrangères représentées à la C.I.C. et sur les grands seigneurs féodaux du pays, sur Esad pacha Toptani surtout, ne réussit qu’à attirer sur lui toute l’aversion nourrie par les masses populaires à l’égard des puissances impérialistes et des seigneurs sanguinaires. Alors que dans les milieux politiquement évolués des villes, les patriotes démocrates assumaient la direction du mouvement anti-féodal et anti-impérialiste, les masses rurales de l’Albanie centrale étaient surtout entraînées par les groupes qui avaient milité en faveur d’un prince musulman, et, à leurs côtés, par les activistes jeunes turcs, qui imprimèrent aussi au mouvement anti-féodal un caractère islamique. Les Jeunes Turcs, par leurs critiques à l’adresse du prince

de Wied non seulement en tant que soutien des beys grands propriétaires terriens mais aussi comme instrument des grandes puissances chrétiennes qui ne pouvaient songer qu'à opprimer les populations musulmanes, réussirent à rallier à leurs vues une masse considérable de paysans de l'Albanie centrale et à les convaincre à prendre les armes pour renverser le régime de Durres et installer au pouvoir un prince ottoman lié au sultan, et, partant, au khalife, chef et protecteur des musulmans du monde entier.

Ce fut dans ces circonstances, qu'au milieu du mois de mai 1914, dans le district de Shijak et de Tirana, une révolte éclata contre le prince de Wied et son gouvernement réactionnaire, révolte à laquelle participèrent des masses de villageois poussés par des mobiles sociaux et religieux, mais conduits par des chefs qui visaient à substituer à Wied un prince lié à la Turquie. Des éléments turcomanes, dont le représentant le plus caractéristique était le mufti de Tirana, ne manquèrent pas de prendre part à ce mouvement.

Dans la capitale, les patriotes albanais furent surtout inquiétés par l'aspect religieux du mouvement sans parvenir à saisir son véritable caractère. Cette inquiétude s'accrut encore davantage lorsque les insurgés apparurent le 18 mai aux abords de Durres. Dans l'espoir que la suppression d'Esad Toptani briserait l'élan de l'insurrection, un groupe de patriotes, aidés par la gendarmerie de la capitale, cernèrent Esad pacha à l'aube du 19 mai 1914 dans sa demeure à Durres et s'en saisirent, mais Wied cédant aux instances du baron Aliotti, ministre d'Italie à Durres, le laissa libre de quitter le pays pour l'Italie.

L'éloignement d'Esad pacha n'empêcha pas l'insurrection de se propager encore plus. Dans l'espace de quelques semaines, les insurgés, ayant encerclé Durres, étendirent leur autorité sur presque toutes les régions de l'Albanie centrale. Dans les contrées occupées, une administration nouvelle fut mise sur pied, qui dépendait d'un Conseil Général, élu par une assemblée convoquée par les insurgés, le 3 juillet, à Shijak. Mustafa Ndroqi fut choisi président du

Conseil Général et Qamil Haxhi Feza commandant des unités armées.

La grave menace que faisait peser l'insurrection armée sur le gouvernement de Durres fut exploitée par les grandes puissances afin de le contraindre à ratifier le protocole de Corfou. Le gouvernement albanais, au pied du mur, finit par céder et ratifia le document le 23 juin 1914, dans l'espoir que les partisans du "Vorio-Epire" mettraient fin à leurs attaques dans le sud.

Mais dans le courant du mois de juillet, alors que les insurgés de l'Albanie centrale resserraient leur cercle autour de Durres et se portaient sur Bérat et Pogradec, les partisans du "Vorio-Epire", au lieu de suspendre les combats comme le stipulait le protocole, se lancèrent de leur côté dans une attaque générale sur les régions de Kolonje, Korça et Bérat, encore sous le contrôle du gouvernement de Durres. Les forces albanaises, prises entre deux feux, se virent forcées de se retirer, ce qui permit aux bandes grecques d'occuper aisément les régions du sud et de se créer une frontière commune avec les rebelles de Bérat à Pogradec.

Durant leur occupation des régions méridionales, les bandes grecques, furieuses contre les populations locales qui avaient refusé de s'associer au mouvement du "Vorio-Epire", se livrèrent sur elles à d'innombrables actes de sauvagerie. Ce qui s'était produit au printemps précédent au cours du retrait des bandes grecques, se répéta maintenant pendant la réoccupation de ces contrées. Les bandes grecques incendièrent des villages entiers et massacrèrent sans le moindre semblant de jugement des centaines de villageois dont l'unique délit consistait dans le fait de se considérer Albanais. Afin d'échapper à ces massacres, des dizaines de milliers d'habitants de ces zones quittèrent leurs foyers pour se réfugier en masse dans les olivaias qui environnent Vlora, la seule ville avec Durres, demeurée sous l'administration du gouvernement de Wied. Cette masse de réfugiés sans moyens de subsistance et sans secours, plus de 60.000 hommes, femmes, vieillards et enfants, furent réduits à un

état d'extrême détresse aggravée par la disette et les épidémies.

Par l'offensive qu'ils avaient entreprise, les chefs du "Vorio-Epire" violaient le Protocole de Corfou qui leur interdisait toute action armée contre l'Etat albanais. Cet accord devenait ainsi lettre morte.

L'ALBANIE AU COURS DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Le déchaînement de la guerre mondiale aux premiers jours du mois d'août 1914 créait une situation particulièrement critique pour l'Albanie et les Albanais. La parole était laissée aux armes, et les grandes puissances de même que les Etats confinant à l'Albanie, crurent l'occasion venue d'assouvir leurs convoitises aux dépens de ce pays, et cela d'autant plus que le conflit plaçait l'Albanie dans une situation des plus précaires.

Le gouvernement de Wied n'exerçait plus son pouvoir que sur Durres et Vlora. L'Albanie centrale était aux mains des révoltés. Le Sud subissait la terreur des bandes grecques. A l'est, la région de Dibra était occupée par les Serbes, alors que les montagnes se trouvaient sous l'autorité des bayraktars locaux.

Les forces hostiles à Wied, profitant du nouvel état de choses créé par la guerre, redoublèrent d'acharnement dans leurs assauts contre le gouvernement de Durres. Vlora étant tombée le 1^{er} septembre 1914 aux mains des insurgés, la situation de Wied devint d'une extrême gravité. Le prince, sans le moindre appui, après l'abandon de l'Austro-Hongrie qui l'avait jusqu'alors aidé, se vit forcé de quitter le pays, le 3 septembre 1914, avec son gouvernement. Ainsi prit fin ce régime qui avait duré six mois. Le 5 septembre, les troupes insurgées faisaient leur entrée à Durres.

Si l'Austro-Hongrie avait délaissé Wied, c'est qu'elle voyait en lui une figure politique qui ne répondait plus aux exigences du moment. Aussi s'efforça-t-elle de se rallier les dirigeants du mouvement anti-wiediste dans l'intention

de se servir de leurs forces contre son ennemie, la Serbie. Avec les émissaires des Jeunes Turcs, qui s'étaient infiltrés dans l'insurrection et recevaient leurs instructions de la Turquie, son alliée, Vienne n'eut aucune peine à s'entendre, mais elle fut moins heureuse dans ses tentatives de gagner les chefs locaux et surtout les masses paysannes qui avaient combattu contre Wied.

En octobre 1914, les choses en Albanie s'embrouillèrent encore davantage. Wied parti, Esad Toptani, soutenu par des forces armées organisées grâce aux subsides de Belgrade, débarqua à Durres et s'y proclama le 2 octobre 1914, chef du gouvernement provisoire et commandant en chef de l'armée albanaise. Son retour ne fit qu'exciter la fureur du mouvement anti-féodal. Aux côtés des paysans, devenus cette fois la principale force motrice du soulèvement, se rangeaient les émissaires Jeunes Turcs, qui s'efforcèrent, à partir du mois de novembre surtout, après l'entrée en guerre de la Turquie aux côtés des puissances centrales, de diriger le mouvement armé non seulement contre Esad Toptani rallié à l'Entente, mais aussi contre la Serbie. En cette occasion encore les masses paysannes firent la sourde oreille aux appels que ne cessaient de leur adresser les chefs Jeunes Turcs.

L'Italie et la Grèce non encore engagées, à l'époque, dans la guerre mondiale tirèrent avantage de l'anarchie à laquelle était en proie le pays. La première occupa Vlora et l'île de Sazan, à la fin d'octobre 1914, avec le consentement des grandes puissances, la seconde, dans ces mêmes journées, fit entrer ses troupes régulières dans les régions de l'Albanie du sud, déjà contrôlées par les bandes "vorio-épirotes". Rome comme Athènes, escomptait, par cette occupation, s'assurer l'annexion de ces contrées à l'issue de la guerre.

Les forces révoltées paysannes obtinrent de rapides succès dans leur lutte contre Esad Toptani. Dans l'espace de quelques semaines, toutes les régions de l'Albanie centrale tombèrent entre leurs mains et le pouvoir d'Esad Toptani ne s'exerçait plus que sur la ville de Durres.

Les agents jeunes turcs tentèrent encore, mais sans succès, d'amener les forces insurgées à porter leur action contre les Serbes. Par une note adressée aux grandes puissances en janvier 1915, et renouvelée en février et en mars, les dirigeants locaux des paysans révoltés leur faisaient part de leur décision de rester neutres dans le conflit mondial en cours et déclaraient que leur mouvement avait pour unique objectif le renversement du gouvernement d'Esad. Durant ces quelques mois, le soulèvement dirigé contre Esad Toptani et les grands propriétaires terriens qui l'appuyaient, assumait un caractère manifestement anti-féodal. Les révoltés s'étaient choisis pour commandant en chef Haxhi Qamil, originaire du Sharre, un village des environs de Tirana, et, sous sa conduite, les paysans armés brûlèrent les maisons des beys, confisquèrent les terres des grands propriétaires et secoururent les pauvres, les orphelins, les infirmes, tout en redoublant leurs attaques contre Esad pacha Toptani, bloqué à Durres. Les insurgés, pour une grande part, ne réussissant pas à se soustraire entièrement à l'influence idéologique de longue date des Jeunes Turcs, continuèrent d'arborer le drapeau ottoman. Cette attitude avait également sa source dans l'opinion erronée qui prévalait parmi les révoltés, et selon laquelle le drapeau albanais était l'emblème des beys et des athées. Le fait que Haxhi Qamil et ses collaborateurs se refusèrent à suivre les instructions de la Turquie et de l'Austro-Hongrie qui les engageaient à prendre la Serbie à revers, montre bien que contrairement à ce que semblait indiquer le drapeau ottoman qu'ils avaient choisi, ils étaient en fait politiquement affranchis de la tutelle turque.

Entre-temps l'Italie décidait de mettre un terme à sa neutralité, proclamée au début du conflit, et d'entrer en guerre contre ses anciens alliés, les Puissances centrales, aux côtés des forces de l'Entente, qui avaient, à ses yeux, plus de chances de victoire et grâce auxquelles elle escomptait s'assurer des avantages plus importants que ceux que lui avaient promis les premières. Ce fut précisément ces avantages escomptés qu'elle se vit reconnaître par le traité

secret qu'elle signa, le 26 avril 1915, à Londres, avec l'Angleterre, la France et la Russie.

Ce honteux marchandage portait à son comble la politique cynique menée par ces grands Etats à l'égard de la petite Albanie. Aux termes de ce traité, quatre des grandes puissances qui, deux ans auparavant, le 29 juillet 1913, avaient reconnu l'*indépendance de l'Albanie sous leur contrôle et leur garantie*, violant l'engagement qu'elles avaient pris, décidaient la suppression de cette indépendance et, qui plus est, le démembrement de ce malheureux pays. L'article 6 reconnaissait à l'Italie le droit d'annexer Vlora avec un arrière-pays d'étendue considérable et l'île de Sazan. L'article 5 stipulait que le port de Shengjin passerait au Monténégro alors que l'article 7 prévoyait l'éventualité de l'annexion des zones septentrionale et méridionale, respectivement à la Serbie et à la Grèce. Le reste du pays, autrement dit l'Albanie centrale, devait former, aux termes de l'article 7, un *petit Etat autonome et neutre*, ayant sa capitale à Durres, et qui serait représenté par l'Italie dans ses relations extérieures.

Le Traité de Londres fut tenu secret même après l'entrée en guerre de l'Italie en mai 1915. La Serbie pourtant, qui vint en connaissance de sa teneur, fut mécontente de ne s'être pas vu attribuer Durres aussi par les Alliés. Sous prétexte qu'elle voulait assurer ses arrières contre les attaques éventuelles des paysans insurgés, qui furent injustement accusés d'avoir été poussés et organisés par l'Autriche, le gouvernement serbe amassa hâtivement des troupes à la frontière albanaise afin de marcher sur l'Albanie centrale, d'y occuper Durres, où piaffait, bloqué, son allié Esad Top-tani, et de faire ainsi de l'annexion de toute l'Albanie septentrionale jusqu'à cette ville, un fait accompli. Les chefs des révoltés, informés de ces intentions, essayèrent par plusieurs notes successives de convaincre le commandement serbe de renoncer à son action militaire. Mais lorsque, le 2 juin 1915, les troupes serbes franchirent la frontière, les villageois armés, sous la conduite de Haxhi Qamil, se portèrent au-devant d'elles et leur opposèrent à Qukes une

résistance acharnée. Insuffisamment armés, mal organisés et inférieurs en nombre, ils furent défaits et leur soulèvement étouffé. Cependant les forces serbes, cédant à la pression des grandes puissances désireuses de ne pas inquiéter l'Italie, n'entrèrent pas à Durres. Elles n'en servirent pas moins dans les régions environnantes où, s'étant adjoint les unités aux ordres d'Esad, à peine débloquées à Durres, elles firent déferler sur les villageois une vague de terreur. Haxhi Qamil et 40 paysans furent pendus. Ce ne fut qu'au bout de quelques semaines et seulement après avoir consolidé la situation d'Esad pacha Toptani, leur protégé, que les Serbes quittèrent le pays.

Au mois de juin 1915, le Monténégro aussi, dans l'intention de s'assurer Shkodra, occupa la ville. A l'exemple des Serbes et des Grecs, les Monténégrins arrêtèrent un grand nombre de patriotes et en internèrent quantité d'autres. A Shkodra, deux patriotes albanais des plus éminents, Çerçiz Topulli et Mustafa Qulli, furent tués sans jugement.

Quelques mois plus tard, les armées serbes, près de 200.000 hommes, vaincues et poursuivies par les forces austro-hongroises, battaient en retraite à travers le territoire d'Albanie. Au mois de janvier 1916, les Serbes abandonnant le pays aux Autrichiens, s'embarquaient dans les ports albanais. Ils étaient accompagnés d'Esad pacha Toptani et de son "gouvernement" qui se fixa d'abord en France et qui suivit ensuite l'Armée d'Orient que les Anglais et les Français firent débarquer à Salonique.

En janvier 1916, les troupes austro-hongroises pénétrées par le nord, occupèrent en quelques semaines toute l'Albanie septentrionale et centrale. En automne de la même année, les forces italiennes parties de Vlora prirent toute l'Albanie du Sud tandis que les Français venus de Salonique occupèrent la région de Korça. La localité de Kolonja servait de borne-frontière entre les zones d'occupation italienne et française.

A Korça, l'administration de la ville fut confiée par les autorités françaises à leurs alliés, les Grecs, partisans de



Themistokli Gërmenj.

Vénizélos, qui avait formé un gouvernement à part à Salonique et déclaré la guerre aux puissances centrales.

Les patriotes albanais de ces régions protestèrent avec fougue contre cet acte qui impliquait la reconnaissance par la France de Korça à la Grèce. Des unités de guérillas dirigées par Themistokli Gërmenj et Sali Butka engagèrent leur action contre les agents grecs et laissèrent entendre qu'elles feraient également feu contre les troupes françaises si les Grecs n'étaient pas chassés et l'administration de Korça remise aux patriotes albanais.

Les autorités militaires françaises, voyant que les Grecs ne jouissaient d'aucun appui dans la région de Korça et n'étaient au reste pas en mesure d'assurer la tranquillité tellement nécessaire à leur occupation, chassèrent les Vénizélistes et s'entendirent avec Thémistokli Gërmenj et les autres patriotes albanais, signant avec eux, le 10 décembre 1916, un protocole aux termes duquel les régions de Korça, Bilishti, Kolonje et Pogradec, se voyaient reconnaître une

autonomie administrative, leur gouvernement étant confié aux autorités albanaises.

En vertu du protocole du 10 décembre 1916, le "Territoire autonome de Korça" était gouverné par un Conseil d'Administration composé de 14 membres; une gendarmerie fut organisée et mise sous les ordres de ce conseil; des employés albanais nommés à tous les postes de l'administration; l'albanais proclamé langue officielle; des écoles albanaises ouvertes au lieu des établissements grecs; le "Territoire autonome de Korça" avait pour emblème le drapeau d'Albanie cravaté du ruban tricolore français. Cette convention stipulait en outre que l'administration du Territoire autonome était assujettie au contrôle des autorités militaires françaises. De toutes les notabilités du "Territoire autonome" ou de la "République de Korça" comme l'appelaient les Albanais, Thémistokli Gërmenj s'affirma comme la personnalité la plus éminente.

L'obtention de cette "autonomie" constituait pour les patriotes albanais, une victoire remportée dans les conditions particulièrement difficiles créées par la première guerre mondiale, les Français s'étant vus contraints de rejeter eux-mêmes les prétentions de leurs alliés, les Grecs, à l'égard de Korça. En outre, cette autonomie substituait à l'administration militaire étrangère une administration civile locale, ce qui allégeait en quelque sorte la condition de la population de la région. Cette autonomie était par ailleurs un encouragement pour les patriotes des autres contrées qui luttaient pour conquérir les mêmes droits. Leurs revendications se faisant de plus en plus pressantes, les autorités militaires austro-hongroises en janvier, les italiennes en juin 1917, se virent forcées elles aussi, d'accorder des concessions quant à la forme de l'administration du pays et de s'engager à reconnaître à l'Albanie son autonomie et son intégrité territoriale aussitôt la guerre terminée.

La proclamation du "Territoire autonome de Korça" et son passage aux mains des autorités albanaises furent accueillies par les protestations véhémentes des milieux grecs chauvins. Sous la pression constante de ces milieux

et du Premier Ministre Vénizélos lui-même, les autorités militaires françaises, conformément aux instructions reçues de Paris, que l'entrée en guerre de la Grèce aux côtés des puissances de l'Entente incitait à reconsidérer sa politique dans ce secteur, se mirent à violer le protocole du 10 décembre 1916. Après six mois de vie sous cette nouvelle administration, le territoire de Korça perdit peu à peu son autonomie administrative. Les écoles grecques se rouvrirent. Le commandement français fit arrêter le dirigeant des patriotes de Korça Themistokli Germenj. Condamné à mort par le tribunal militaire français de Salonique, il y fut exécuté le 9 novembre 1917. Quelques mois plus tard, les Français abrogeaient officiellement le protocole du 10 décembre 1916. Néanmoins, de crainte que la résistance armée des Albanais ne fît tâche d'huile dans tout le pays, ils ne se hasardèrent pas à transférer l'administration de Korça aux autorités grecques, mais firent passer tout le territoire sous l'administration directe de leur commandement.

L'occupation de l'Albanie par les armées austro-hongroise italienne et française se poursuivit jusqu'à la fin de la guerre. Le pays fut transformé en un champ de bataille des puissances belligérantes. La région de Fieri fut longtemps le théâtre de combats acharnés entre les Autrichiens et les Italiens alors que dans celle de Pogradec les troupes autrichiennes étaient aux prises avec les Français. L'occupation et les hostilités qui s'ensuivirent causèrent au pays de grandes pertes en hommes et en biens. Au cours de la première guerre mondiale, près de 70.000 personnes perdirent la vie en Albanie du fait des hostilités, des épidémies ou de la famine. L'économie du pays déjà précaire subit une sérieuse régression.

LE CONGRES DE LUSHNJA ET LA REVOLTE DE VLORA

La fin de la première guerre mondiale au mois de novembre 1918, au lieu de mettre un terme aux souffrances du peuple albanais et aux préoccupations des patriotes démo-

crates sur les destinées de leur pays, aggrava au contraire encore davantage la situation politique de l'Albanie.

Des puissances occidentales victorieuses, Angleterre, France, Italie et Etats-Unis d'Amérique, les trois premières, signataires du traité secret de Londres d'avril 1915, étaient en principe toujours d'accord sur l'application de ses articles stipulant le démembrement de l'Albanie. La Serbie et la Grèce, limitrophes de l'Albanie, pays secondaires mais néanmoins alliés, entendaient faire valoir leurs droits de nations victorieuses pour s'assurer l'annexion des territoires albanais qu'elles n'avaient pu obtenir en 1913.

Parmi les signataires du document de Londres, un seul Etat, la Russie, était contre l'application de cet infâme traité, et cela en raison du fait que, une année auparavant, y avait éclaté et triomphé la Révolution Socialiste d'Octobre, qui avait renversé le régime d'oppression des capitalistes et des grands propriétaires terriens, et avait instauré le pouvoir de la classe ouvrière et des masses opprimées des campagnes. Dès le lendemain de la victoire de la révolution, Vladimir Ilitch Lénine avait mis un terme à la participation de la Russie à la guerre mondiale et proposé aux puissances belligérantes la conclusion d'une paix juste, démocratique et sans annexions territoriales. Ces initiatives produisirent une profonde impression en Albanie. Quelques semaines après leur victoire, les bolchéviks avaient rendu publics les traités secrets conclus jusqu'alors entre les grandes puissances, y compris celui de Londres.

Les dirigeants politiques albanais ayant pris connaissance de la teneur de ce traité se rendirent clairement compte de la gravité de la situation créée pour le sort de leur pays à l'issue de la conflagration mondiale. Aussi, à peine la guerre finie, après de longues années passées en exil ou dans des camps d'internement ou bien encore dans la clandestinité à l'intérieur du pays, ils reprirent leur activité en vue de former un gouvernement national choisi par un congrès convoqué à cette fin. Ce gouvernement devait prendre en main le sort du pays et défendre l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Albanie à la Conférence de la Paix qui de-

vait entamer ses travaux à Paris, en janvier 1919, et où les grandes puissances allaient sans doute demander l'application du Traité de Londres. Mais l'organisation et le déroulement sans obstacle d'un tel congrès n'était guère chose aisée, l'Albanie se trouvant entièrement occupée par les armées étrangères, en l'occurrence italiennes, qui avaient étendu leur contrôle sur les régions auparavant occupées par les troupes austro-hongroises, à l'exception de Shkodra et de Korça aux mains de l'administration militaire française.

Le gouvernement italien autorisa la convocation d'un tel congrès à Durres à condition que cette assemblée ne formerait pas un gouvernement provisoire mais seulement un "Conseil National" qui représenterait l'Albanie, la région de Vlora exceptée, que ce conseil ne serait pas pourvu d'attributions gouvernementales et qu'il disposerait seulement du droit d'exprimer les "vœux" des Albanais à la Conférence de la Paix, vœux bien entendu compatibles avec les intérêts italiens. Le gouvernement de Rome comptait bien, par la pression de son commandement faire élire au Congrès, comme au conseil, ses partisans et ses agents.

Le Congrès de Durres auquel participèrent plus de 50 délégués s'ouvrit le 28 décembre 1918. Afin de ne fournir aucun prétexte à une intervention des autorités militaires italiennes pour dissoudre le Congrès, les délégués patriotes, au cours des débats, s'abstinrent de critiquer ouvertement la politique poursuivie par l'Italie à l'égard de l'Albanie. Ce furent cependant leurs voix qui firent adopter au Congrès des décisions en substance contraires à la politique du gouvernement italien. Le Congrès choisit non pas un "Conseil" mais un Gouvernement National, présidé par l'ancien Premier Ministre du régime de Wied, Turhan pacha, qu'il investit du pouvoir exécutif aux côtés d'un Sénat national, organe suprême du pouvoir législatif, également élu par le Congrès. Il chargea en outre une délégation gouvernementale albanaise, présidée par le Premier Ministre, de défendre à la Conférence de la Paix, l'indé-

pendance nationale et l'intégrité territoriale du pays, décision qui impliquait le rejet non seulement des prétentions de la Grèce, de la Serbie et du Monténégro mais aussi de celles qu'avait élevées l'Italie et dont la satisfaction lui avait été promise par le Traité de Londres.

Les autorités militaires italiennes, quoique mécontentes de l'orientation du Congrès de Durres, ne prirent aucune mesure contre le Gouvernement National, afin de ne pas soulever en ces circonstances peu propices, la colère des Albanais. Par ailleurs cependant, elles refusèrent longtemps d'autoriser le Gouvernement et le Sénat de Durres d'exercer leurs pouvoirs respectifs. Les émissaires italiens s'employaient à persuader le Gouvernement de Durres de demander à la Conférence de la Paix, en compensation de l'appui que lui fournirait Rome pour repousser les prétentions territoriales serbes et grecques, que l'Albanie entière soit placée sous le mandat ou le protectorat italien.

A la Conférence de Versailles qui s'ouvrit le 18 janvier 1919, les pays entourant l'Albanie, l'Italie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro, présentèrent comme il était à prévoir, leurs revendications à l'encontre de ce pays qui n'était pourtant pas une nation vaincue. L'Italie réclama la région de Vlora et l'île de Sazan qui lui avaient été promises par le Traité de Londres. Elle convoitait en outre de placer le reste du pays sous son protectorat contrairement aux vœux de la Serbie et de la Grèce qui escomptaient se le partager entre elles. La Grèce remit en avant ses prétentions chauvines et demanda l'annexion des régions de Korça et Gjirokaster. La Serbie qui ne voyait pas de bon œil l'établissement de l'Italie, demanda, avec l'arrière-pensée de placer le pays sous son influence, "l'indépendance" et "l'intégrité territoriale" de l'Albanie, mais réclama au cas où cette "indépendance" et cette "intégrité" ne seraient pas reconnues, les régions du nord à l'issue d'un partage éventuel. Le Monténégro réaffirmait sa prétention sur Shkodra.

Aux côtés de la délégation du gouvernement de Durres, des délégations de toutes les colonies albanaises en émigration, et notamment des représentants des colonies de Rou-

manie, de Bulgarie, d'Égypte, de Turquie et des États-Unis d'Amérique, se rendirent à Paris, afin de s'opposer aux marchandages qui s'y faisaient aux dépens des intérêts de l'Albanie. Mais les grandes puissances refusèrent à cette dernière le droit d'être représentée à la Conférence de la Paix, où se jouait pourtant sa destinée, et la traitèrent comme une terre sans maître. Néanmoins la délégation gouvernementale albanaise, appuyée par les délégations des colonies en émigration, repoussa toutes les revendications des États voisins, éleva une vive protestation contre le Traité de Londres, réclama la reconnaissance de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du pays et demanda même que fussent réunies à la mère-patrie les régions albanaises du Kossovo et de la Çameria, injustement laissées en dehors de ses frontières.

Devant les obstacles auxquels se heurtaient les thèses albanaises, certains membres de la délégation gouvernementale de Durres, son chef Turhan pacha entre autres, ébranlés, retranchèrent leurs revendications en consentant au mandat de l'Italie sur tout le pays, à condition que les frontières de 1913 fussent respectées. Les patriotes albanais s'élevèrent contre cette attitude chancelante, et, sur leur intervention, Turhan pacha quitta en juin 1919 la présidence de la délégation pour y être remplacé par Monseigneur Luigj Bumçi.

Dans le courant de l'été, le sort de la question albanaise semblait encore plus gravement compromis. L'Italie devant l'opposition des grandes puissances à ses projets de mandat sur l'Albanie entière, s'entendit avec la Grèce. Les deux pays convinrent de soutenir mutuellement leurs prétentions respectives sur l'Albanie. Le 29 juillet 1919, Rome et Athènes signèrent un accord secret (accord Tittoni-Vénizélos), aux termes duquel l'Italie reconnaissait à la Grèce Korça et Gjirokaster en échange de la reconnaissance par la Grèce de l'annexion de Vlora à l'Italie et du droit de cette dernière au mandat sur le reste du pays. Après avoir signé cet arrangement secret prévoyant le démembrement de l'Albanie, Rome accorda le 20 août 1919 au gouverne-

ment de Durres le droit d'exercer dorénavant ses pouvoirs sans être soumis au commandement militaire, mais à celui des autorités civiles italiennes.

Lorsque, quelques mois plus tard, en octobre 1919, la teneur de l'accord Tittoni-Vénizélos fut divulguée, des protestations sans nombre s'élevèrent dans toute l'Albanie. Néanmoins les personnalités albanaises ne jugèrent pas toutes la situation politique de la même façon. La plupart des ministres du gouvernement de Durres, alarmés à l'excès, estimaient d'une gravité angoissante le péril de démembrement du pays. Dans l'espoir de réussir de cette manière à sauvegarder l'intégrité territoriale de l'Albanie, ils capitulèrent devant la pression de Rome et en arrivèrent à demander l'entrée de l'Albanie sous le protectorat italien ou l'instauration en Albanie d'un prince de la maison de Savoie. Ces nouvelles positions dans les revendications albanaises compromirent la cause du pays et le gouvernement de Durres lui-même, tombé maintenant entièrement entre les mains des agents de l'Italie, tels que Mufid Libohova, Mustafa Kruja et Fejzi Alizoti. Sous leur contrôle, le gouvernement de Durres s'engageait dans la voie de la trahison.

Après plus de dix mois de marchandage, les trois plus grandes puissances impérialistes qui dirigeaient en fait les travaux de la Conférence de la Paix — l'Angleterre, la France et les Etats-Unis d'Amérique — ayant abouti à un arrangement, formulèrent conjointement, le 9 décembre 1919, un mémorandum consacré au règlement des revendications de l'Italie, de la Grèce et de la Serbie dans le bassin de l'Adriatique, et en Albanie en particulier.

En vertu du mémorandum du 9 décembre, l'Italie acquérait la région de Vlora et l'île de Sazan et voyait placer sous son mandat la partie centrale de l'Albanie démembrée. La région de Gjirokaster passait à la Grèce alors que le sort des contrées de Korça devait être fixé plus tard. Les frontières septentrionales du pays n'étaient pas touchées, mais par ailleurs le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui venait d'être formé sous le nom de Yougoslavie, acqué-

rait le droit de construire à travers l'Albanie une voie ferrée débouchant sur l'Adriatique.

Le mémorandum du 9 décembre 1919, qui consacrait le démembrement de l'Albanie et son entrée sous le régime colonial italien, souleva le pays comme un seul bloc. Les patriotes albanais avaient perdu tout espoir de voir le gouvernement de Durres prendre les mesures qui s'imposaient, afin de sauver la Patrie du double danger qui la menaçait. Dans les premiers jours de 1920, en dépit de l'occupation italienne, les patriotes albanais, ayant à leur tête Aqif Bicaçiu, prirent audacieusement l'initiative de faire appel au peuple en lui demandant d'élire ses délégués à un nouveau Congrès National, qui allait décider des mesures à prendre afin de sauver la Patrie en danger. Il fut décidé que le Congrès se réunirait le 21 janvier à Lushnja.

La plupart des délégués n'ayant pu rejoindre Lushnja le 21 janvier, le Congrès s'ouvrit une semaine plus tard, le 28 janvier et clôtura ses travaux quatre jours après, le 31. Cinquante délégués y participèrent.

Le Congrès de Lushnja prit des décisions d'une importance exceptionnelle pour le sort du pays. Bravant la menace des baïonnettes italiennes, les délégués décidèrent de s'opposer à tous les plans et à tous les marchandages machinés par les grandes puissances au détriment de l'Albanie. Le Congrès fit part à la Conférence de la Paix de la décision des Albanais de combattre n'importe quelle puissance étrangère pour défendre, sans consentir à la moindre concession sur cette question vitale, l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale de leur Patrie.

Le Congrès procéda ensuite à l'examen de l'activité du gouvernement de Durres. Après avoir fait ressortir la trahison dont ce dernier s'était rendu coupable, il lui retira ses pouvoirs et forma à sa place un nouveau gouvernement national, sous la présidence de Sulejman Delvina. Le Congrès choisit aussi une nouvelle délégation albanaise à la Conférence de la Paix, délégation qui se composait maintenant du docteur Mihal Turtulli, de Monseigneur Luigj Bumçi et de Mehmet Konica.

La troisième question discutée par le Congrès de Lushnja était celle de la rédaction et de l'approbation d'une constitution provisoire à laquelle se conformerait le nouvel Etat albanais dans son fonctionnement jusqu'à la réunion d'une Assemblée Constituante régulièrement élue après l'évacuation du pays par les armées étrangères. Sur ce point, le Congrès décida que, jusqu'à la réunion de l'Assemblée, l'Albanie ne serait proclamée ni *monarchie*, comme il en avait été décidé à la Conférence des Ambassadeurs en 1913, ni *république*, comme le souhaitaient la plupart des délégués. Un *Conseil Suprême*, composé de quatre membres, serait provisoirement placé à la tête de l'Etat albanais. Le Congrès élit membres de ce Conseil, Aqif Biçakçiu, Mihal Turtulli, Luigj Bumçi et Abdi Toptani. Le statut, approuvé par le Congrès, prévoyait également, qu'aux côtés du *gouvernement national*, qui exercerait le pouvoir exécutif, serait créée une assemblée législative ou un *Conseil National*, composé de 37 députés. Le statut comportait des modalités relatives aux diverses institutions administratives du nouvel Etat albanais, à leurs pouvoirs et à leurs attributions.

Le Congrès de Lushnja, en s'opposant aux marchandages des grandes puissances impérialistes et en renversant le gouvernement capitulard de Durres, modifia le cours des événements dans le sens des véritables intérêts du pays. En approuvant un nouveau statut, le Congrès abolissait celui qui avait été approuvé par la Conférence des Ambassadeurs en 1913 et avait placé l'Albanie sous le contrôle asservissant des grandes puissances impérialistes. Le Congrès de Lushnja décida que le sort du pays serait fixé par le peuple albanais lui-même, par le truchement d'une Assemblée Nationale librement élue.

Le gouvernement de Durres, de son côté, s'employa à dissoudre le Congrès de Lushnja mais sans succès. Au bout de quelques jours d'efforts inutiles, privé de tout appui, il se démit.

En revanche, le gouvernement de Sulejman Delvina, soutenu par les larges masses de la population, remporta, dès les premières semaines de son accession au pouvoir,

d'importants succès. Le 11 février 1920, les organes suprêmes de l'Etat, le Conseil Suprême, le Conseil des Ministres et le Conseil National, quittèrent la petite ville de Lushnja pour s'établir à Tirana, une ville comptant à l'époque 15.000 habitants et qui fut désignée provisoirement capitale de l'Albanie. Le nouveau gouvernement, de son nouveau siège, demanda aux autorités militaires italiennes et françaises d'évacuer le pays. Les deux commandements d'occupation, constatant l'appui considérable dont jouissait le nouveau gouvernement, et désireux d'éviter un conflit avec les masses populaires, se mirent à retirer graduellement leurs troupes. L'administration albanaise, accueillie avec enthousiasme par les populations locales, s'établit ainsi dans les régions libérées.

Mais le gouvernement de Rome au lieu de rapatrier ses troupes dispersées en Albanie, les amassa dans la région de Vlora, montrant par cette attitude qu'il n'entendait non seulement pas abandonner cette zone mais qu'il comptait au contraire la défendre par les armes. Dans le même temps, afin de paralyser l'action du gouvernement de Tirana, il incita contre ce dernier, le mouvement rebelle esadiste particulièrement actif aux environs de la capitale. Lorsque s'ouvrit le 27 mars 1920 le Conseil National — le premier parlement albanais — le gouvernement de Tirana avait à faire face à deux problèmes d'importance vitale pour les destinées de la patrie: la libération de la région de Vlora et la répression de la rébellion des partisans d'Esad Toptani. Dans l'espoir qu'il réussirait à régler ces deux questions de façon pacifique et afin aussi de gagner du temps pour avancer ses préparatifs militaires et politiques, le gouvernement de Sulejman Delvina, en plein accord avec le Conseil National, entra en pourparlers à la fois avec le gouvernement de Rome et les chefs de la rébellion esadiste.

Les dirigeants patriotes albanais se rendaient clairement compte que la situation critique que traversait le pays ne pouvait être résolue que par les armes, en chassant les troupes italiennes de Vlora. Ils étaient persuadés que la force des armes et les protestations qui s'élèveraient dans

le monde entier en faveur de la guerre de libération de ce petit pays, contraindraient en fin de compte l'Italie à évacuer la région de Vlora aussi. Les dirigeants patriotes étaient également convaincus que ni la Grèce, ni la Yougoslavie ne voyaient de bon œil la présence de l'Italie à Vlora, et de plus que l'expulsion de cette dernière en créant un précédent, ne permettraient plus ni à Athènes, ni à Belgrade d'annexer les territoires albanais que ces capitales convoitaient. La Conférence de la Paix, où le mémorandum du 9 décembre 1919 servait de base aux discussions sur la question albanaise, n'avait pas encore pris une décision à ce sujet. Les dirigeants albanais, voulant prévenir cette décision, résolurent d'organiser l'insurrection libératrice contre les troupes italiennes d'occupation.

La charge d'organiser et de diriger la révolte fut assumée par le "Comité de Défense Nationale" formé clandestinement dans la ville même de Vlora par les patriotes des régions occupées. En accord secret avec le gouvernement de Tirana, le "Comité de Défense Nationale" lança le 20 mai 1920 l'appel à l'insurrection armée, appel auquel répondirent des milliers de villageois. Le 3 juin, le Comité, du mont Beu aux environs de Smokthina, où il siégeait, dans la région occupée, envoya un ultimatum au commandement de l'armée italienne d'occupation, lui demandant de répondre dans un délai de 24 heures s'il acceptait de remettre l'administration des zones de Vlora, Tépélène et Himara au gouvernement national de Tirana. Le commandement italien n'ayant pas répondu, le 5 juin 1920, l'insurrection éclata dans toutes les régions occupées.

Des milliers de villageois de ces contrées, organisés en guérillas, donnèrent simultanément l'assaut, vers minuit, à toutes les garnisons et postes stationnés hors de la ville, remportant dans leurs attaques des succès considérables. En quelques heures les villageois, par leur action héroïque, forcèrent les garnisons de Kote, Gjorme, Llogora et de Drashovice à se rendre ou à se retirer et délivrèrent toute la zone occupée, faisant des centaines de prisonniers. Dans la soirée du 11 juin, environ trois mille valeureux paysans

passèrent furieusement à l'attaque de la ville de Vlora défendue par deux divisions retranchées derrière des fortifications construites longtemps à l'avance et par plusieurs bâtiments de guerre mouillés dans la rade. Vers le matin, les paysans pénétrèrent dans les quartiers extérieurs de la ville, mais, ayant reçu l'ordre du commandant de l'insurrection de ne pas pousser plus loin leur attaque afin d'éviter un massacre de la population, ils se retirèrent sur les collines environnantes.

Entre-temps, les forces du gouvernement de Tirana, sous le commandement de Bajram Curri, avaient entrepris une opération sur une vaste échelle contre la rébellion des partisans d'Esad. En quelques jours, ces opérations furent menées à bonne fin. Et le 13 juin 1920, à Paris, le traître Esad pacha Toptani trouvait la mort dans un attentat de la main de l'étudiant révolutionnaire albanais, Avni Rustemi. Sa mort mettait fin une fois pour toutes au mouvement rebelle qu'il avait inspiré.

Les renforts envoyés d'urgence d'Italie permirent au commandement italien d'entreprendre, les jours suivants, deux expéditions en vue de mater l'insurrection libératrice, mais dans les deux cas ses efforts se soldèrent par des échecs. Pendant plusieurs semaines, les combattants albanais ne desserrèrent pas leur étreinte autour de Vlora encerclée.

La guerre libératrice de Vlora suscita dans toute l'Albanie une vague d'enthousiasme. De tous les coins du pays, des centaines de volontaires partaient rejoindre les lieux des combats, et des aides considérables en argent et en vivres furent ramassées en faveur des vaillants combattants. Leur action leur valut également la sympathie du monde entier. En ces journées décisives pour l'Albanie, le prolétariat italien manifesta sa solidarité à l'égard du peuple albanais, il organisa toute une série de protestations, de grèves et de démonstrations contre la guerre de rapine des impérialistes italiens.

Les patriotes avaient vu juste. En effet, la lutte résolue du peuple albanais jointe à la pression de l'opinion publique internationale et à l'action du prolétariat italien contrai-

gnirent le gouvernement de Rome à traiter avec le gouvernement de Tirana pour mettre fin aux combats. Après de longues négociations qui eurent lieu dans la capitale albanaise et à l'issue d'autres défaites subies par les troupes italiennes à Vlora, le gouvernement de Rome se vit finalement forcé d'accepter les conditions albanaises. Le 2 août 1920, fut signé à Tirana, un protocole préliminaire, en vertu duquel l'Italie devait retirer ses troupes d'Albanie avant le 2 septembre 1920, l'île de Sazan exceptée. Elle renonçait à ses prétentions sur Vlora et s'engageait à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Albanie. Le 3 septembre 1920, les héroïques combattants albanais faisaient leur entrée triomphale dans Vlora libérée et rattachée à la patrie indépendante.

LA VIE POLITIQUE EN ALBANIE DE 1920 A 1923

La victoire de Vlora eut des conséquences extrêmement importantes pour le pays. Réglant pour ainsi dire automatiquement la "question albanaise" elle écartait l'éventualité du démembrement du pays, devenu depuis plus d'un an un objet de convoitise pour les passions impérialistes et chauvines qui se donnaient libre cours à la Conférence de la Paix. L'Italie, en signant le protocole préliminaire de Tirana et en évacuant l'Albanie, reconnaissait, comme le stipulait le second point du document, "la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Albanie". Elle renonçait à son droit de réclamer de l'aréopage de Paris l'annexion de Vlora et le mandat sur un Etat albanais amputé. Rome, en effet, sentant tout le discrédit qu'avait jeté sur elle l'issue victorieuse de l'insurrection albanaise et les défaites qu'elle avait subies à Vlora, n'était plus en mesure de réclamer les "droits" sur l'Albanie qui lui avaient été promis par le Traité de Londres. En conséquence, la Conférence de la Paix, qui, au mois de mars passé, avait ajourné "sine die" la discussion de la "question albanaise" et en avait remis l'examen jusqu'à la fin des entretiens bipartites italo-

yougoslaves qui devaient s'engager sur les différends surgis entre les deux pays dans l'Adriatique, ne se saisit plus de l'affaire même lorsque eurent pris fin les négociations entre Rome et Belgrade. Les promesses données dans le Traité de Londres, à la Grèce, à la Serbie et au Monténégro étant conditionnées par les avantages devant revenir à l'Italie, les revendications de ces Etats balkaniques devinrent en conséquence irréalisables. Aussi le gouvernement de Tirana jugea-t-il superflu de s'adresser à la Conférence de la Paix pour la défense de ses droits souverains méconnus jusqu'alors par les grandes puissances. Quelques semaines plus tard, il s'adressa au contraire à l'Assemblée Générale de la Société des Nations en lui demandant d'admettre parmi ses membres l'Albanie indépendante et souveraine avec les frontières fixées en 1913. La S.D.N. agréa à cette demande. Le 17 décembre 1920, l'Albanie était reçue membre de la Société des Nations. Cette admission marquait la reconnaissance officielle internationale de l'Albanie en tant qu'Etat indépendant et, en conséquence, le succès de la ligne politique adoptée par le Congrès de Lushnja. Elle enterrait à jamais, officiellement, quoique de façon implicite, l'infâme Traité de Londres qui avait causé aux Albanais de si graves préoccupations.

Le danger d'asservissement et de démembrement qui pesait sur le pays étant apparemment conjuré, les dirigeants albanais portèrent la meilleure part de leur attention sur les problèmes intérieurs qui se posaient au pays. De tous ces problèmes, celui qui se présentait avec le plus d'acuité, était le problème de l'édification de l'Etat, celui du régime politique. L'Albanie devait être dotée avant tout d'un statut fondamental aux dispositions les plus complètes, à la place du statut sommaire et provisoire approuvé par le Congrès de Lushnja. Il lui fallait une nouvelle législation appropriée au pays souverain et indépendant qu'elle était devenue, une législation qui se substituerait aux lois ottomanes encore en vigueur dans le pays. Les problèmes économiques se présentaient avec une égale gravité. L'Albanie, étant un pays agraire et presque entièrement privé de toute

sorte d'industrie, des mesures radicales s'imposaient urgemment pour relever son agriculture arriérée. Il était clair que l'importation de céréales panifiables et d'articles de consommation courante, de six à sept fois plus élevées en valeur que la totalité des exportations albanaises, épuiserait dans l'espace de quelques années les réserves de devises léguées au pays. Pour la première fois, l'Albanie devait dresser un budget d'Etat fondé sur de sains principes financiers et orienter ses premiers investissements dans les secteurs de l'économie et de la culture.

En présence de ces problèmes complexes à l'ordre du jour, les forces politiques albanaises qui s'étaient unies au Congrès de Lushnja pour faire face au danger du dehors, se divisèrent maintenant. Le gouvernement de Sulejman Delvina, considérant le mandat que lui avait confié le Congrès de Lushnja expiré, et constatant la scission opérée au sein des forces politiques sur lesquelles il s'était jusqu'alors appuyé, donna sa démission (14 novembre 1920). Le Conseil National, (le Parlement), formé à Lushnja, se déclara également dissous. Le pays s'engageait ainsi dans une nouvelle période de luttes politiques internes, période qui se caractérise d'une part par les efforts des forces beylicales et conservatrices en vue de préserver leurs propriétés et leurs anciens privilèges et d'autre part par les efforts des jeunes forces progressistes qui avaient pour objectif la démocratisation de l'Etat albanais.

Cette lutte politique intérieure s'accompagnait cependant de graves inquiétudes venant de l'étranger. La Yougoslavie et la Grèce, la première plus encore que la seconde, n'avaient pas renoncé à leurs anciennes convoitises. Dans les conditions de "stabilité" créées par la Société des Nations, elles se virent bien entendu obligées de changer de méthode. La Yougoslavie, héritière des appétits invétérés du chauvinisme serbe et monténégrin et de pair avec elle, la Grèce et ses gouvernants, incurablement atteints de la sclérose de la "grande idée", s'employaient maintenant à réclamer non plus l'"annexion" des territoires albanais mais la fixation définitive des frontières de l'Albanie, ce qui

impliquait "la rectification" de ces limites en leur faveur. Dans le même temps, alors que par l'action de ses bandes armées, Belgrade s'efforçait de saper l'édifice de l'Etat albanais pour installer à Tirana un gouvernement philo-yougoslave, Athènes, pour réaliser ses desseins, relançait, quoique sous une forme plus modérée, son mouvement du "Vorio-Epire" qui avait pourtant perdu tout crédit. Les grandes puissances, de leur côté, l'Italie y comprise, se mirent à exercer sur le gouvernement albanais diverses formes de pression et de chantage en vue de lui arracher des concessions économiques qu'elles recherchaient plus spécialement dans les secteurs de l'exploitation des mines et du commerce extérieur.

Les efforts du nouveau gouvernement formé le 19 novembre sous la présidence d'Ilias Vrioni pour préserver l'unité des forces politiques albanaises furent purement formels. Le nouveau Premier Ministre était partisan de la plateforme politique du Congrès de Lushnja, mais le fait qu'il était par ailleurs le rejeton d'une grande famille de propriétaires terriens, ne manqua pas d'exercer une très importante influence sur son activité gouvernementale. Le nouveau gouvernement avait pour tâche essentielle de doter le pays d'un parlement. La loi électorale, promulguée le 5 décembre 1920, était formulée de manière à favoriser l'élection à la députation des propriétaires terriens et de leurs partisans.

Au cours de la campagne électorale, les diverses tendances se polarisèrent autour de deux courants politiques importants qui se convertirent, après les élections du 5 avril 1921, en deux partis ou plutôt en deux groupes politiques parlementaires, le *parti progressiste*, représentant les intérêts des grands propriétaires fonciers, de la bourgeoisie conservatrice, du haut clergé, partisans des "traditions" sociales, et le *parti populaire*, composé d'éléments démocrates et, à leurs côtés, de certains beys libéraux qui s'efforçaient d'instaurer en Albanie une constitution démocratique s'inspirant des principes bourgeois de l'Europe occidentale.

Mais la vie politique de l'Etat albanais fut de nouveau troublée par les provocations yougoslaves et grecques. Au mois de mai, le gouvernement d'Iliaz Vrioni, qui avait reçu le vote de confiance du parlement, demanda instamment à la Société des Nations d'user de son autorité pour contraindre la Yougoslavie et la Grèce à retirer leurs troupes des régions d'Albanie qu'elles occupaient encore et à respecter de la sorte les limites de l'Albanie fixées en 1913, conformément à la décision prise par la Société des Nations elle-même. Celle-ci, de son côté, sur la proposition de la France qui appuyait la politique yougoslave, soumit la question des frontières de l'Albanie à l'examen de la Conférence des Ambassadeurs qui réunissait à Paris les représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Italie et du Japon. Cette mesure encouragea les deux pays confinant à l'Albanie. Tandis qu'au sud, le gouvernement d'Athènes s'employait à remettre sur pied le mouvement avorté du Vorio-Epire, au nord. Le chef "bayraktar" ultra-réactionnaire Gjon Marka Gjoni, fort de l'appui politique, financier et militaire de Belgrade et passant à la rébellion ouverte, proclamait, en juin, la dite "République de Mirdite".

Ces troubles se prolongèrent tout l'été. Par les mesures qu'il prit, le gouvernement d'Iliaz Vrioni enregistra d'abord quelques succès; au sud il réussit aisément à affermir son prestige; dans le nord, les opérations militaires qu'il entreprit lui permirent de réprimer la rébellion de Gjon Marka Gjoni. Au début de l'automne, cependant, la situation s'aggrava de façon inquiétante car Belgrade, ne reculant pas devant l'intervention ouverte, fit pénétrer en Albanie de nouvelles bandes de mercenaires accompagnées d'unités régulières yougoslaves. Aux prises avec ces difficultés sérieuses, le gouvernement Vrioni, chancelant, hésita à prendre les mesures énergiques qui s'imposaient. Afin de faire face au danger, les membres du Parti Populaire auxquels s'associèrent certains membres du Parti Progressiste partisans d'une politique active, formèrent une alliance provisoire qu'ils appelèrent "Union Sacrée", et qui réussit à provoquer, le 11 octobre 1921, la chute d'Iliaz Vrioni et la

formation, le 16 octobre, d'un nouveau gouvernement présidé par Pandeli Evangjeli.

Quelques semaines après, le 9 novembre 1921, la Conférence des Ambassadeurs réunie à Paris, rendait sa décision sur la question que la Société des Nations avait soumise à son examen. La Grèce ne voyait reconnaître aucune de ses prétentions sur le sud de l'Albanie où furent confirmées les limites fixées en 1913. Athènes, en conséquence, devait retirer ses troupes des villages albanais qu'elles occupaient dans le district de Bilishti depuis le mois de mai 1920. Au nord, en revanche, la Conférence des Ambassadeurs avait procédé à des rectifications de frontière au détriment de l'Albanie en attribuant à la Yougoslavie la région de Gora, une partie de la contrée de Luma et quelques villages de Goloborda, le tout peuplé de quelques dizaines de milliers d'habitants. Une autre décision prise ces jours-là par la Conférence, reconnaissait à l'Italie une situation privilégiée en Albanie et lui attribuait des droits qui portaient atteinte à la souveraineté du jeune Etat albanais. Aux termes de cette décision, toute violation des frontières de l'Albanie ou de son indépendance politique et économique par une autre puissance serait considérée comme une menace à la sécurité stratégique de l'Italie. Aussi les trois grandes puissances, l'Angleterre, la France et le Japon, recommandèrent à la Société des Nations, de charger l'Italie de veiller le cas échéant au rétablissement de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique et économique de l'Albanie.

Les décisions de la Conférence des Ambassadeurs furent approuvées par la Société des Nations. Le gouvernement albanais fut reconnu par les grandes puissances. Tirana donna l'ordre aux commandants des unités engagées aux frontières de cesser les hostilités. Mais Belgrade, loin d'interrompre ses provocations les intensifia encore davantage. Le gouvernement Evangjeli décida alors, le 20 novembre 1921, de charger le colonel Bajram Curri et le colonel Ahmet Zogu d'entreprendre des opérations de vaste envergure, le premier contre les bandes yougoslaves concentrées dans la zone de Puka, le second contre la rébellion des Mirdites

Bajram Curri (1862-1925), l'un des dirigeants des révoltes de 1911-1912 contre les Turcs et de la révolution démocratique de 1924.



non encore domptée. Grâce au concours des populations locales ces opérations aboutirent à un plein succès. La commission internationale venue quelques semaines plus tard afin de délimiter la frontière définitive albano-yougoslave ne put que constater le prestige et l'autorité dont jouissait le gouvernement de Tirana même parmi les infortunées populations albanaïses des zones frontières.

La stabilité relative créée à l'issue des décisions adoptées et des mesures prises aux frontières du pays permit à la lutte politique interne, au dedans et en dehors du parlement, de reprendre avec une nouvelle ardeur. "L'Union Sacrée", créée pour faire face à la menace extérieure fut rompue et cette rupture privait le gouvernement de Pandeli Evangjeli de son appui parlementaire. Afin d'éviter une crise gouvernementale, le Conseil Suprême, sur la proposition du

Premier Ministre, décréta la mise en vacance du Parlement jusqu'au mois de janvier 1922, en investissant le gouvernement des pleins pouvoirs pour toute cette période. Ces agissements inquiétèrent les forces démocratiques du pays qui commençaient à sentir derrière les actes du Premier Ministre Evangjeli la main d'un autre homme aux tendances bonapartistes, comme on disait à l'époque, à peine dissimulées, et dont les ambitieux desseins d'instauration d'un pouvoir personnel despotique étaient maintenant percés à jour par tous les milieux politiques du pays.

Cet homme était Ahmet bey Zogolli, ou Ahmet Zogu comme il se faisait lui-même appeler, originaire de la région du Mati, petit-fils du puissant "bayraktar" Xhelal pacha Zogolli, qui avait aspiré en son temps, dans les années 60 du siècle dernier, à devenir, avec le soutien des Serbes et des Russes, prince d'une Albanie quatre fois plus petite que celle d'aujourd'hui. Intelligent, ambitieux à l'extrême, intrigant sans scrupules, Ahmet Zogu avait fait, très jeune, son entrée dans la vie politique en attirant sur lui l'attention des personnalités de l'époque par son "dévouement" au pays et par l'inclination qu'il manifestait à l'égard des idées politiques avancées, et surtout par la force considérable de mercenaires que lui assurait le droit héréditaire de "bayraktar" de la région du Mati. Il avait environ 26 ans, quand il arriva en grande pompe, accompagné d'une suite de plusieurs centaines d'hommes à sa solde, comme délégué du Mati au Congrès de Lushnja. Tirant habilement parti du moment délicat durant lequel se déroulaient les travaux du Congrès historique, le malin et rusé "bayraktar" du Mati réussit à s'assurer le poste de Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de Sulejman Delvina. Puis, incorporant ses forces mercenaires dans les rangs de la gendarmerie gouvernementale, il s'acquitta au Conseil des Ministres une position prépondérante, dictant sans peine sa volonté à ses propres collègues. Dans le regroupement des forces politiques qui s'opéra à la chute du gouvernement de Sulejman Delvina, Zogu, qui ne reçut aucun portefeuille, adhéra au Parti Populaire tout en maintenant des attaches secrètes avec les

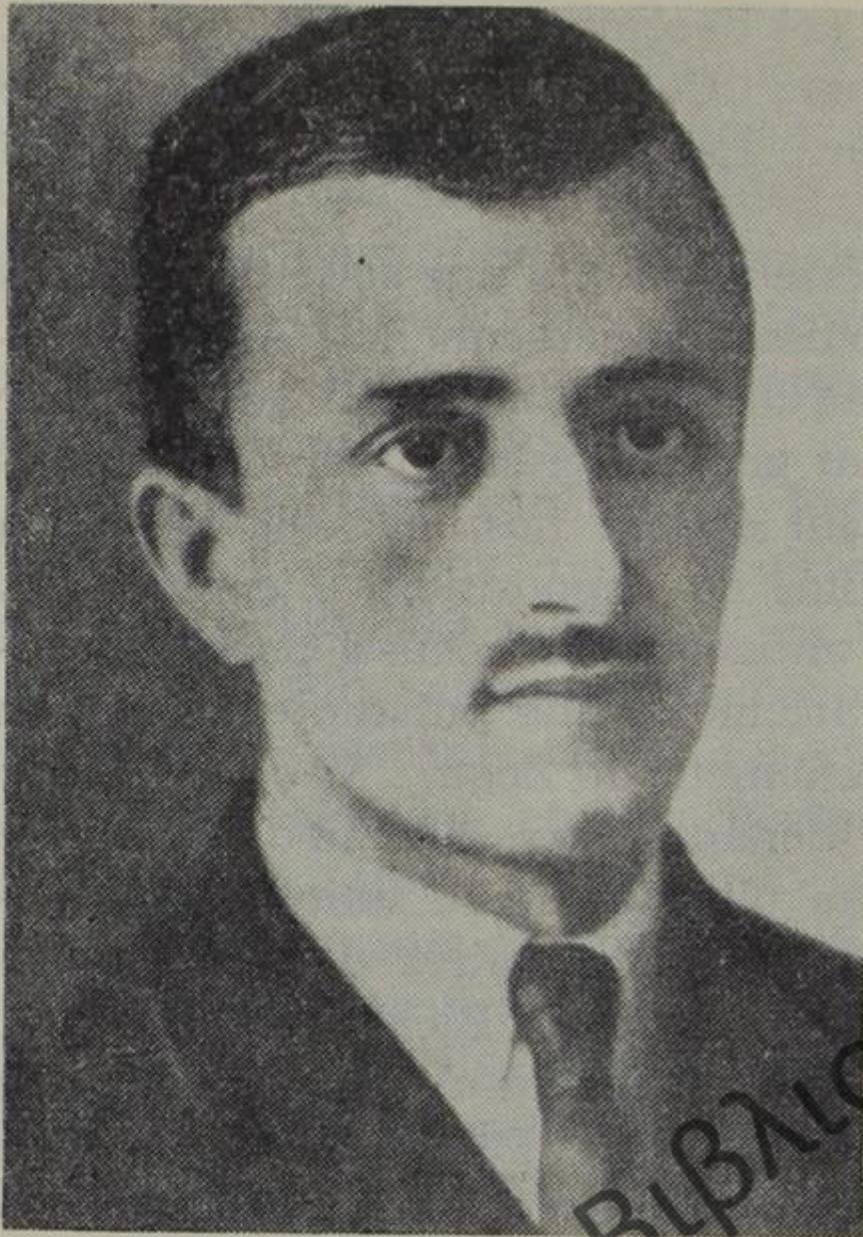
chefs du parti beylical adverse. En lui reconnaissant le grade de colonel auquel l'avaient promu *ad honorem* les autorités austro-hongroises durant la première guerre mondiale, le premier ministre Pandeli Evangjeli nomma Ahmet Zogu, alors député de la région de Mati, commandant des opérations punitives entreprises contre la rébellion des Mirdites. Zogu sut exploiter ces opérations afin de renforcer son pouvoir militaire personnel.

La coopération étroite du Premier Ministre Pandeli Evangjeli avec Zogu, puissant et ambitieux, les tendances qu'ils manifestaient tous deux en faveur d'un tournant de la politique albanaise vers un rapprochement avec la Yougoslavie, et, par surcroît, leurs efforts au cours de la vacance du Parlement, en vue de remanier le gouvernement, en y introduisant des partisans de Zogu, jetèrent l'alarme parmi les éléments démocrates. Sous la vigoureuse pression de ces derniers le Conseil Suprême retira ses pouvoirs au gouvernement Evangjeli (6 décembre 1921) et approuva la formation d'un gouvernement antizogviste présidé par Qazim Koculi. Mais dès les premières heures de l'accession au pouvoir de la nouvelle équipe ministérielle, il apparut que Zogu s'était assuré les postes les plus importants de l'administration. Aussi, le nouveau gouvernement, incapable de faire face à l'opposition des partisans de Zogu, remit sa démission vingt heures plus tard. Le cabinet successif antizogviste formé le 7 décembre sous la présidence de Hasan Prishtina fut lui aussi contraint de se démettre au bout de quatre jours afin d'éviter le déchaînement d'une guerre civile dont Zogu faisait peser la menace sur le pays. Le 10 décembre, un cabinet technique, ayant à sa tête I. Kosturi, prit la direction des affaires jusqu'à la convocation du Parlement. Cette crise politique fut habilement exploitée par Ahmet Zogu. Interrompant ses opérations militaires dans le nord, il entra à Tirana à la tête de ses troupes le 14 décembre 1921, y proclama l'état de siège, convoqua aussitôt le Parlement et obligea le Conseil Suprême et le gouvernement Kosturi à démissionner. Le nouveau Conseil Suprême, élu sur son intervention, confia la charge de

former le gouvernement (24 décembre 1921) à Xhafer Ypi, entièrement soumis à Zogu. Ce dernier garda pour lui le portefeuille de l'Intérieur. La clique zogouiste avait ainsi accédé au pouvoir.

Zogu, ministre de l'Intérieur, adopta une série de mesures en vue de renforcer sa puissance personnelle. Afin de soi-disant rétablir le calme au dedans, il entreprit de désarmer la population, en dirigeant particulièrement son action contre les populations qui lui étaient hostiles sans hésiter à persécuter les personnalités de l'opposition, y compris les ministres ou les députés antizogouistes. Aussi bien à l'intérieur qu'en dehors du Parlement, une puissante opposition se forma contre le gouvernement de Zogu. Voulant mettre un frein aux ambitions bonapartistes d'Ahmet Zogu, elle réclama la convocation au plus tôt de l'Assemblée Constituante. Nombreux étaient les adversaires de Zogu, entre autres Bajram Curri, Elez Jusuf, Aqif Bicakciu, Zia Dibra, lesquels, estimant que la lutte parlementaire, quoique menée avec une remarquable éloquence par Fan Noli, Stavro Vinjau et Luigj Gurakuqi n'apporterait point les résultats escomptés, avaient résolu de renverser le régime zogouiste par la force. Au mois de mars 1922, ces forces de l'opposition, auxquelles s'étaient joints quelques éléments carriéristes, qui étaient entrés secrètement en rapports avec certaines puissances étrangères, passèrent à l'insurrection armée, en avançant pour slogan de leur action "la convocation de l'Assemblée Constituante". Le 22 mars, une partie de leurs forces réussirent à pénétrer dans la capitale, mais le mouvement, mal organisé, échoua. Les forces insurgées, vacillantes, cédèrent à la pression du ministre anglais Ayres et quittèrent la capitale. Le soulèvement déclina pour être finalement étouffé.

La répression de la révolte fut suivie d'une campagne de terreur que le gouvernement fit sévir contre toutes les forces qui lui étaient hostiles. L'administration et l'armée furent épurées de tout leur personnel antizogouiste. Des centaines de personnes furent arrêtées. Zogu en arriva au point de punir en les astreignant à de lourds travaux, les



Avni Rustemi

populations entières des villages de la région de Shijak, qui avaient soutenu le mouvement du mois de mars. Il fit ensuite suspendre les réunions du Parlement jusqu'à l'automne 1922. Le gouvernement, trompant l'opinion publique, promit, au mois de mai, de convoquer sans tarder l'Assemblée Constituante, convocation qui continuait de figurer en tête de l'ordre du jour. Au mois de septembre, le gouvernement soumit à l'approbation du Parlement un statut provisoire plus complet que celui qui avait été adopté par le Congrès de Lushnja et dans lequel, étaient formellement confirmées les libertés démocratiques. Ces mesures prises, un nouveau gouvernement fut formé le 24 décembre 1922 sous la présidence d'Ahmet Zogu, qui conservait aussi le portefeuille de l'Intérieur.

En dépit de mesures policières adoptées, Zogu ne vint pas à bout de l'opposition. Le nombre de ses adversaires en dehors du Parlement ne cessait de croître en raison du fait,

entre autres, que son abandon des principes proclamés par le Parti Populaire faisait de plus en plus apparaître ses attaches secrètes avec les grands propriétaires terriens et l'appui qu'il fournissait aux beys féodaux. Chaque jour davantage, la lutte politique contre les ambitions de Zogu à la dictature personnelle se confondait avec la lutte sociale contre le pouvoir traditionnel et anachronique des seigneurs féodaux. Ce double objectif s'affirmant toujours plus nettement, les forces de l'opposition s'organisèrent pour être mieux en mesure de l'atteindre. Les membres les plus avancés du Parti Populaire sous la conduite de Fan Noli, Stavro Vinjau, Luigj Gurakuqi et Sulejman Delvina formèrent au Parlement un nouveau front d'opposition, ne dirigeant plus exclusivement son action contre Zogu mais visant au renversement du pouvoir des beys en général et, partant, à l'abolition des vestiges de la féodalité en Albanie, et à l'instauration d'un pouvoir démocratique. Dès le mois d'octobre, s'était également formée en dehors du Parlement une organisation politique "Bashkimi" (l'Union), sous la présidence d'Avni Rustemi. Cette organisation à tendances démocratiques révolutionnaires enregistrait de rapides succès par les sympathies qu'elle ne cessait de gagner dans les rangs de la jeunesse progressiste du pays. La croissance de l'opposition se manifestait aussi dans le grand nombre de journaux et de revues qui s'étaient faits les défenseurs des idées démocratiques, dans l'essor des sociétés et des clubs aux activités sociales et culturelles à tendances antiféodales et, de façon encore plus prononcée, dans les grèves populaires dirigées contre la politique du gouvernement zoguiste.

LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE BOURGEOISE DE JUIN 1924

Le gouvernement de Zogu, cédant à la poussée du mouvement démocratique se vit forcé de présenter au Parlement, au mois d'août 1923, le projet de loi sur les élections à l'Assemblée Législative. Ce projet qui prévoyait le scrutin

de liste à deux degrés et le vote au bulletin fut âprement combattu par les milieux démocratiques de tout le pays. Au Parlement l'opposition lutta afin d'apporter d'importants amendements au projet de loi. Elle réclamait que le vote fût direct et non à deux degrés, que, compte tenu du pourcentage élevé d'illettrés, le vote s'effectuât au moyen de boules et non de bulletins, que le scrutin fut uninominal et non de liste, que le droit de vote s'étendît aux femmes, que, le jour des élections l'armée et la gendarmerie fussent consignées dans leurs casernes et enfin qu'une amnistie politique fût promulguée en faveur des participants au mouvement du mois de mars 1922 et en premier lieu, au bénéfice de Bajram Curri, toujours dans la clandestinité dans les montagnes de l'Albanie du Nord. Le 28 septembre 1923, à l'issue de longs et passionnés débats, la majorité gouvernementale du Parlement, rejetant les propositions de l'opposition, approuva le projet de loi. Le Parlement se sépara après ce vote et, dans tout le pays plongé maintenant dans une atmosphère fébrile de lutte politique très âpre, s'engagea la campagne électorale.

Cette campagne divisa le pays en deux vastes camps. L'un groupait toutes les organisations pro-gouvernementales, subventionnées en fait par les grands propriétaires terriens et par Zogu lui-même, qui reçut en cette occasion des subsides de l'étranger, de l'Italie et de la Yougoslavie; l'autre camp comprenait les organisations, nombreuses il est vrai, mais dispersées et mal organisées, de l'opposition, qui présentèrent un programme manifestement antiféodal, anti-impérialiste et antidictatorial, visant à instaurer un régime démocratique, une Albanie républicaine. Jamais jusqu'alors, les Albanais n'avaient pris part de façon aussi animée et totale à la vie politique du pays. La croissante poussée populaire devenait de jour en jour plus menaçante pour la clique zoguiste beylicale. Afin de briser son élan, les organes gouvernementaux furent réduits à faire usage du chantage et de la terreur. Ils n'hésitèrent pas à faire tuer dans des guets-apens les électeurs secondaires assez courageux et résolus pour donner leurs voix à l'opposition et la

gendarmerie surtout, par ses interventions ouvertes, prit une part importante à la campagne gouvernementale d'intimidation.

Les élections se terminèrent le 27 décembre 1923 dans une atmosphère d'effervescence politique. En dépit des falsifications, des menaces de représailles et des interventions directes, le bloc gouvernemental ne s'assura au Parlement que 40 sièges sur 95 que comptait en tout l'Assemblée Constituante. L'opposition, conduite par Fan Noli, obtint 35 sièges. Ses membres à l'Assemblée comptaient cette fois parmi eux Avni Rustemi, président de la Société l'"Union" élu par les voix des sympathisants de Bajram Curri. Le reste des mandats, soit 20 sièges, avait été obtenu par les dits "indépendants", qui après les élections s'unirent au bloc gouvernemental.

Les résultats des élections, une fois rendus publics soulevèrent dans le pays une indignation générale. Aussi le mouvement démocratique antiféodal et antizogviste, au lieu de fléchir sous l'effet de la terreur, gagna encore en ampleur. De tous les coins du pays des protestations énergiques dénonçant les falsifications et les menées intimidatrices pratiquées au cours des élections furent adressées au gouvernement. La tension politique s'aggrava encore davantage à l'ouverture de l'Assemblée Constituante (2 février 1924) quand le Premier Ministre A. Zogu, violant les normes démocratiques, ne remit pas sa démission.

Zogu ne fut contraint de se démettre qu'après l'attentat avorté dont il fut l'objet le 23 février, à l'entrée du Parlement, par un étudiant exalté, attentat dont le gouvernement n'hésita pas à attribuer la responsabilité à l'opposition. A l'issue d'une lutte acharnée au Parlement, la crise gouvernementale fut résolue en faveur de la clique beylicale. Le nouveau gouvernement formé le 3 mars 1924, avait à sa tête Shefqet Verlaci, le beau-père d'Ahmet Zogu, et en même temps l'un des plus grands seigneurs féodaux d'Albanie. Zogu, afin de calmer l'opposition et de satisfaire aussi les "indépendants", ne fit pas partie de la formation ministérielle. Il se prépara, dans les coulisses, à prendre le pouvoir

par la force. Au début du mois d'avril ses hommes tuèrent dans une embuscade deux voyageurs américains qui se rendaient de Tirana à Shkodra. Tirant parti de cet odieux assassinat qui eut aussi bien dans le pays qu'à l'étranger une répercussion considérable, il proclama, en accord avec le gouvernement, l'état de siège, bloquant ainsi militairement la capitale.

Ces circonstances persuadèrent de plus en plus l'opposition de l'impossibilité de freiner par des moyens constitutionnels l'avance de la dictature zoguiste et beylicale, et de doter l'Albanie d'un régime démocratique. Chaque jour s'affirmait davantage l'opinion selon laquelle on ne viendrait à bout de la domination à la fois dure et sournoise du perfide Zogu et de la clique de grands propriétaires terriens que par une action énergique. L'attentat perpétré, le 20 avril à Tirana, par les agents de Zogu contre Avni Rustemi, qui mourut deux jours plus tard de ses blessures, fit pour ainsi dire déborder le vase.

Le meurtre d'Avni Rustemi qui s'était acquis un renom considérable par sa participation au mouvement patriotique, par ses convictions démocratiques révolutionnaires et les services insignes qu'il avait rendu à la patrie en tuant, le 13 juin 1920 à Paris, dans un attentat Esad pacha Toptani souleva une vague de furieuse indignation dans l'Albanie entière. Dans toutes les régions du pays, des meetings furent organisés en signe de protestation. Cet assassinat fut considéré par les milieux avancés comme le prélude d'une offensive de terreur que la clique zoguiste beylicale déclenchait contre le mouvement démocratique antiféodal. Aussi l'opposition décida-t-elle de passer à l'action.

Les funérailles d'Avni Rustemi eurent lieu à Vlora le 1^{er} mai 1924. Près de dix mille villageois et citadins venus de tous les coins du pays y participaient. A l'issue de la cérémonie, les membres de l'opposition à l'Assemblée adressèrent de Vlora au Conseil Suprême à Tirana, un ultimatum le sommant de prendre des sanctions contre les meurtriers des citoyens albanais et des hôtes étrangers, ce qui était une allusion à peine voilée à A. Zogu. Le gouvernement ne

leur ayant pas répondu, les 45 membres de l'Assemblée réunis à Vlora, forts du soutien de tous les cercles démocratiques et des commandements des diverses zones militaires du pays, décidèrent de déclencher l'insurrection armée. Une commission révolutionnaire administrative, formée sous la présidence de Fan Noli fut chargée d'en assurer la direction.

Le premier signal de l'insurrection fut donné le 25 mai 1924 par Bajram Curri, qui, dans l'espace de quelques jours, remporta des succès considérables dans les régions de Kukes et de Dibra. La démission, le 27 mai 1924, du gouvernement Verlaci et la formation, le même jour, d'un autre gouvernement présidé par Iliaz Vrioni, n'influença en rien le cours des événements. Le 31 mai, les importantes garnisons de Shkodra et de Permet, auxquelles se joignirent des masses considérables de paysans, se soulevèrent. Le 2 juin, la plupart des régions et des villes de l'Albanie du nord et du sud étaient tombées aux mains des insurgés. Les forces gouvernementales et les mercenaires zogouistes qui se portèrent contre les révoltés furent vaincus. Le 10 juin, les révoltés entraînent dans la capitale que venaient de quitter les chefs de la réaction zogouiste beylicale pour s'enfuir à l'étranger, en Yougoslavie (Ahmet Zogu, Ceno Kryeziu) en Grèce (Mufit Libohova, Koço Kota) et en Italie (Shefqet Verlaci, Iliaz Vrioni) etc.

Pour la première fois dans son histoire, l'Albanie était gouvernée par un pouvoir démocratique bourgeois dans son essence mais d'impulsion révolutionnaire, un pouvoir qui avait triomphé avec une aisance relative grâce à la sympathie que suscitait parmi les masses populaires son programme démocratique, antiféodal et anti-impérialiste.

Le gouvernement démocratique présidé par Fan Noli fut formé le 16 juin 1924. Il se composait de Sulejman Delvina, Luigj Gurakuqi, Stavro Vinjau, Kasem Qafzezi, Rexhep Shala et Qazim Koculi. Trois jours plus tard, le premier ministre présentait le programme gouvernemental qui formulait en substance les plus hautes aspirations de la révolution démocratique bourgeoise, à savoir, l'extirpation

du régime féodal, l'instauration définitive de la démocratie en Albanie, la libération du peuple de toute forme d'oppression, l'émancipation économique du paysan, l'établissement du règne de la loi, une véritable indépendance du judiciaire, une réforme radicale des lois surannées, la simplification de la bureaucratie de l'Etat, la modification du système des impôts, la réorganisation du budget, de l'administration, de l'instruction publique, etc. Le gouvernement, ayant déclaré les élections du 27 décembre 1923 nulles, s'engagea à organiser, dès que le calme et la tranquillité seraient rétablis, une nouvelle consultation populaire au vote secret et direct en vue d'élire une Assemblée Constituante.

Le gouvernement de Noli inaugura son activité par une série de mesures encourageantes. Il fit aussitôt des libertés promises une réalité en garantissant aux habitants des villes et des campagnes la liberté d'expression, de la presse, de réunion et d'organisation. Il mit en accusation et fit juger par contumace les chefs les plus en vue de la réaction, alors en exil, qui furent condamnés à mort et à la confiscation de tous leurs biens. Le Ministère de l'Agriculture entreprit l'étude du projet de réforme agraire au profit des cultivateurs "tchiftchis". Des démarches furent faites en vue de la normalisation des rapports avec les Etats voisins. Les conventions commerciales défavorables au pays conclues par le gouvernement de Zogu furent révisées et une foule d'autres mesures prises.

Cependant, le gouvernement de Noli, dans son activité révolutionnaire, eut à se heurter, dès les premiers jours de son existence à de sérieuses difficultés aussi bien au dehors qu'au dedans. A l'intérieur, après le triomphe du 10 juin, les forces qui avaient pris part à la révolution commencèrent à se scinder et à se différencier selon l'attitude plus ou moins favorable ou hostile, qu'elles adoptaient à l'égard des réformes sociales et politiques. Ce phénomène s'expliquait par le fait que le mouvement du 10 juin avait compté dans ses rangs des forces bourgeoises et beylicales intéressées uniquement à l'abolition du pouvoir personnel et dictatorial

d'Ahmet Zogu. Les cadres de l'armée surtout, appuyés par des éléments conservateurs, avec l'assentiment tantôt tacite tantôt déclaré de quelques membres du gouvernement, se mirent à exercer une certaine pression sur le gouvernement dans son ensemble et sur son chef en particulier afin de le faire interrompre ou pour le moins ajourner l'application de réformes radicales, aussi bien sociales qu'économiques et politiques. Au dehors, la situation internationale telle qu'elle se présentait en 1924, n'était guère favorable à l'éclosion et au développement d'un mouvement révolutionnaire, et il n'existait par ailleurs aucune raison pour que les grandes puissances appuient ce gouvernement né de la révolution qui refusait d'accorder des concessions et des conditions préférentielles aux capitaux étrangers et qui lésait en particulier aussi bien les intérêts du gouvernement fasciste italien que ceux de son rival, le gouvernement réactionnaire yougoslave. Rien en fait ne fut mieux exploité par ces gouvernements dans leurs buts de propagande que l'initiative prise par le gouvernement de Noli pour établir des relations diplomatiques normales avec l'Union Soviétique. Aucune des grandes puissances ne reconnut de jure le nouveau gouvernement albanais. C'était là sans nul doute pour ce dernier un facteur négatif et, inversement, un sujet d'encouragement pour les mécontents de l'intérieur et réactionnaires en exil.

Dans ces circonstances, les dirigeants de la révolution se mirent à ralentir l'application de leur programme proclamé en juin, de crainte de "provoquer" une action armée de la réaction interne et d'envenimer les rapports déjà attiédés avec les grandes puissances. Les accusations provocatrices de tendances "bolchéviques" attribuées au gouvernement, poussèrent ses membres à faire traîner en longueur une des questions les plus essentielles de la révolution, la réforme agraire, et à demander au ministre plénipotentiaire soviétique qui venait à peine d'arriver en Albanie pour présenter ses lettres de créance, de quitter le pays dans les 24 heures. L'opportunisme politique qui s'empara de la plupart des

membres du gouvernement affaiblit considérablement son potentiel révolutionnaire.

Cette faiblesse fut mise à profit par la réaction beylicalo-zoguiste. Cette réaction aurait été néanmoins impuissante à renverser la situation sans l'aide effective des puissances réactionnaires étrangères. Ahmet Zogu avait engagé des négociations avec le gouvernement yougoslave en vue d'organiser une intervention militaire en Albanie. Belgrade ne lui ménagea pas son aide, aussi bien politique et militaire que financière. Zogu recruta, sur le sol yougoslave, une armée de mercenaires qu'il renforça d'unités de gardes blancs russes mis par Belgrade à sa disposition, près de 10.000 hommes en tout, bien armés et dotés d'artillerie. Ses collaborateurs déployèrent une activité analogue en Grèce où Mufid Libohova et Koço Kota mirent sur pied d'autres forces.

Face aux préparatifs hâtifs de la contre-révolution, le gouvernement de Noli ne prit pas de mesures militaires. Alors que son attention était toute portée sur la campagne électorale préparatoire aux élections à l'Assemblée Constituante, les forces interventionnistes commandées par Ahmet Zogu franchirent le 10 décembre 1924, la frontière yougoslavo-albanaise et marchèrent sur la capitale afin d'y abattre le pouvoir révolutionnaire de juin, avant que ne se déroulent les élections. Au sud, les bandes de mercenaires de Mufid Libohova et de Koço Kota venant de Grèce, passèrent la frontière le 14 décembre. Les forces de Zogu pénétrèrent profondément à l'intérieur du pays sans rencontrer de résistance sérieuse. Après deux semaines de combat, grâce à la supériorité de leurs moyens et à la léthargie aussi qui s'empara de l'appareil gouvernemental de Noli, les troupes contre-révolutionnaires entrèrent à Tirana le 24 décembre 1924. Fan Noli et les autres membres du gouvernement, accompagnés de centaines d'éléments démocrates et révolutionnaires, quittèrent le pays.

Quelques jours après la chute de la capitale, la réaction zoguiste et beylicale, aidée par les puissances impérialistes, restaurait son pouvoir antipopulaire dans l'Albanie entière.

LES ANNEES DE LA REPUBLIQUE ZOGUISTE

A l'entrée des forces interventionnistes à Tirana, le 24 décembre 1924, le pouvoir fut assumé par le gouvernement du grand propriétaire terrien, Iliaz Vrioni, renversé au mois de juin de la même année par la révolution démocratique bourgeoise. En vérité tout le pouvoir se trouvait entre les mains d'Ahmet Zogu, le principal organisateur de la contre-révolution, qui n'était encore officiellement pourvu que des fonctions de commandant en chef des forces armées. Par cette réserve calculée, le dictateur de fait voulait montrer qu'il entendait respecter les normes constitutionnelles. Quelques jours plus tard, le gouvernement Vrioni remettait sa démission. Le 6 janvier 1925, Ahmet Zogu formait le nouveau gouvernement tout en conservant le commandement de l'armée. Ce cabinet, à part Zogu, qui gardait aussi le portefeuille de l'Intérieur, ne comprenait que deux ministres, les deux autres dirigeants de la contre-révolution, Mufid Libohova (qui cumulait trois ministères) et Koço Kota, homme de paille sans personnalité du dictateur.

Zogu, ayant pour ainsi dire concentré tout le pouvoir entre ses mains, poursuivit ses opérations militaires en vue de supprimer partout où il subsistait toute trace d'esprit démocratique et de faire en même temps sentir toute la force de son pouvoir dictatorial. L'Albanie fut divisée en un certain nombre de zones militaires et leur commandement confié à des bayraktars tout puissants n'ayant pas la moindre notion des principes devant régir une société civilisée. Leurs bandes de mercenaires proclamèrent partout l'état de siège. Sous le prétexte de désarmer la population qui avait soutenu la révolution, l'état de siège fut longtemps maintenu. Les opérations punitives se poursuivirent pendant plusieurs mois. Des centaines de personnes furent arrêtées ou internées. Les tribunaux militaires condamnèrent à mort nombre de paysans qui avaient participé à la révolution de juin. Dans les villes et les villages les bandes de mercenaires perquisitionnaient dans un but de pillage les demeures d'habitants même non impliqués dans

les récents événements. L'une des pratiques les plus courantes de ces chefs de bandes consistait à pressurer la population en la frappant abusivement d'amendes ou en soutirant des pots-de-vin.

Zogu supprima non seulement les libertés démocratiques conquises par la révolution de juin mais aussi les quelques libertés restreintes qui avaient auparavant existé. Les organisations politiques ainsi que les associations culturelles et artistiques furent dissoutes. La fondation de nouveaux groupements politiques fut interdite. Le contrôle de la censure porta non seulement sur la presse albanaise et les publications étrangères entrant en Albanie, mais aussi sur la correspondance privée.

Après avoir consolidé le pouvoir politique entre ses mains, Zogu consacra tous ses soins au problème de la forme du régime et, partant, à celui de l'élaboration de la Constitution qui avait été suspendue. En ce qui concerne la forme du régime, des raisons d'opportunité lui firent préférer le régime républicain. Dictant sa volonté, il fit convoquer à Tirana les débris de l'Assemblée Constituante élue à la fin de 1923. Cette Assemblée amputée proclama le 21 janvier 1925 "la République Albanaise" et élit dix jours plus tard Zogu, Président de la République. La Constitution fut définitivement approuvée le 2 mars 1925.

La Constitution, farcie de phrases aux consonances démocratiques, proclamait l'Albanie République parlementaire s'appuyant sur la volonté populaire. Mais ces phrases démagogiques ne faisaient que voiler la domination dictatoriale de Zogu et le pouvoir des beys, grands propriétaires terriens, des bayraktars réactionnaires et de la bourgeoisie conservatrice. Aux termes de la Constitution, le Président de la République, autrement dit Zogu, réunissait en sa personne outre la charge suprême, les fonctions de Président du Conseil des Ministres et de Commandant en chef de l'Armée. Le pouvoir législatif était exercé par le Parlement composé de deux chambres, le Sénat et la Chambre des Députés. La Constitution accordait au Président des pouvoirs illimités, entre autres du droit de nommer et de

relever de leurs fonctions, sans proposition de qui que ce soit, les ministres, les hauts fonctionnaires, les officiers, etc. Au cas où le Parlement modifierait les projets de loi qui lui étaient présentés par Zogu en tant que Président du Conseil des Ministres, ce dernier, en vertu de ses attributions de Président de la République avait le droit de veto sur les textes approuvés par le Parlement.

Même après avoir été proclamé Président de la République, Zogu concentra le gouvernement, remanié le 1^{er} février 1925, uniquement entre les mains des chefs de la réaction (Mufid bey Libohova, Ceno bey Kryeziu, Koço Kota). Soucieux de se créer une forte gendarmerie, il en confia l'organisation, au mois de septembre, à une équipe d'officiers instructeurs anglais, commandés par le général Sir Jocelyn Percy. Il s'efforça dans le même temps de se gagner les bayraktars réactionnaires des montagnes auxquels il promit, au cours d'un "congrès" spécialement convoqué par lui au mois de juin, des privilèges politiques particuliers. De plus, par les grades militaires auxquels il les promut, il leur allouait en fait une subvention mensuelle par les traitements attachés à ces grades. Dans le cadre de sa politique de terreur contre les éléments démocrates, il fit tuer par ses sicaires, le 2 mars 1925, dans les rues de Bari (Italie) Luigj Gurakuqi, l'un des chefs les plus éminents du mouvement national et démocratique albanais. Quatre semaines plus tard, le 29 mars 1925, les forces de la gendarmerie zoguiste cernaient Bajram Curri, l'un des dirigeants les plus populaires du mouvement de libération et de progrès. Dans l'engagement qui s'ensuivit, l'éminent patriote perdit la vie, non sans s'être battu jusqu'au bout, en héros. De tous les actes de terreur dont Zogu se rendit coupable sa vie durant, le meurtre de ces deux personnalités, particulièrement honorées, de la vie politique albanaise, a laissé le plus pénible souvenir.

L'obstination avec laquelle Zogu poursuivit sa politique intérieure antidémocratique n'eut d'égale que la docilité de son attitude à l'égard des grandes puissances impérialistes, attitude sans doute dictée par l'obligation qu'il

avait contractée à leur endroit en acceptant leur aide dans la contre-révolution de décembre 1924. Il adopta en effet envers elles la politique de la "porte ouverte" aussi bien dans le domaine économique que sur le plan politique proprement dit. Cette politique, par les résultats qu'elle ne devait pas manquer d'apporter, a fait des années 1925-1928 une période de l'histoire d'Albanie dominée par l'offensive du capital impérialiste international et par sa mainmise sur les principaux leviers de commande de l'économie de ce pays arriéré. Les sociétés capitalistes étrangères, dans leurs demandes de concessions, marquaient une préférence pour l'exploitation des mines. Deux puissantes firmes anglaises reçurent en concession pour s'y livrer à des travaux de prospection, 22.000 hectares de terrains; l'une des plus puissantes sociétés capitalistes des Etats-Unis, la Standard Oil Company of New-York se vit accorder 80.000 hectares pour la prospection du pétrole; une société française reçut également 120.000 hectares pour la prospection du pétrole et de divers minerais, tels le fer, le mercure, le cuivre, le soufre. Les sociétés italiennes, l'AIPA, la SIMSA, la SIGMA se virent elles aussi reconnaître le droit de se livrer à des travaux de prospection, et à l'exploitation des ressources du sous-sol albanais, notamment du pétrole, du bitume et du charbon. Une société yougoslave obtint en concession l'exploitation des gisements de cuivre dans la zone de Puka. Par les accords conclus entre ces sociétés capitalistes étrangères et le gouvernement zoguiste albanais, les concessions accordées aux capitalistes étrangers portaient sur une superficie représentant 23% de l'ensemble du territoire de l'Albanie. Durant la même période, la superficie que les capitalistes albanais se virent accorder en concession pour la prospection et l'exploitation représentait 0,03% de l'ensemble du territoire albanais, une étendue approximativement 745 fois plus réduite que celle des sociétés étrangères.

Outre les concessions reçues pour l'exploitation des mines, les sociétés capitalistes étrangères obtinrent également des concessions dans le secteur de l'agriculture et

de l'industrie. Tous ces accords accordaient des privilèges particuliers aux sociétés étrangères. Dans l'ensemble, l'Etat albanais ne se réservait le droit d'exercer aucun contrôle sur la gestion économique et administrative de ces sociétés.

Zogu compensa la Yougoslavie de l'aide militaire et financière qu'elle lui avait fournie, par la cession d'une partie du territoire albanais, cession qui portait atteinte à l'intégrité des frontières politiques de l'Albanie, qui n'avaient pu être assurées que grâce aux efforts persévérants des patriotes albanais. La Conférence des Ambassadeurs réunie à Paris et chargée, on l'a vu, par la Société des Nations de délimiter les frontières de l'Albanie, fixa définitivement, quoique en défaveur de cette dernière, la frontière albano-yougoslave. Belgrade, à l'époque, repoussa ce règlement en réclamant l'incorporation à l'Etat yougoslave de la région de Vermosh et de Shen Naum, territoires justement attribués à l'Albanie. En dépit des demandes réitérées yougoslaves, la Conférence des Ambassadeurs, s'appuyant sur le rapport de la Commission spécialement chargée de venir étudier la question sur place, confirma, par sa décision du mois de septembre 1923, l'arrêt rendu antérieurement. A l'issue d'autres réclamations obstinément avancées par Belgrade, la Conférence des Ambassadeurs décida, au mois de mai 1924, de ne pas prendre en considération les prétentions yougoslaves sur Vermosh qu'elle reconnut de nouveau à l'Albanie et de remettre à plus tard l'examen de la question de Shen Naum. Ce nouvel examen eut lieu au mois de septembre de la même année au sein de la Société des Nations. En dépit de la situation intérieure guère favorable pour le mouvement révolutionnaire de juin, le Premier Ministre Fan Noli, accompagné de Bajram Curri et de Luigj Gurakuqi, considérant la sauvegarde des frontières comme la tâche la plus noble incombant à un citoyen, se rendit personnellement à Genève, et par la brillante défense de la cause albanaise qu'il y présenta, fut pour beaucoup dans la décision prise par la Société des Nations de laisser Shen Naum à l'Albanie.

Cependant A. Zogu, aussitôt son pouvoir restauré, céda Shen Naum à la Yougoslavie. Cette cession d'une partie du territoire national provoqua une indignation générale en Albanie. La renonciation d'Ahmet Zogu fut flétrie comme un acte de haute trahison par l'opinion publique albanaise.

Les liens étroits qui unissaient Zogu à Belgrade et qui auraient dû conduire à la soumission du pays à l'influence yougoslave ne laissèrent pas d'inquiéter l'Italie fasciste, décidée à mener une politique active dans le bassin méditerranéen. Derrière la Yougoslavie, se dissimulait sa grande protectrice, la France, que Mussolini considérait à l'époque comme la plus dangereuse rivale de l'Italie dans ses desseins impérialistes. Le dictateur fasciste pouvait difficilement tolérer que la France étendît son influence en Albanie sous les yeux de Rome. Par ailleurs, la situation créée offrait l'occasion à la Grande-Bretagne d'appliquer sa politique d'équilibre des forces dans l'Europe du sud-est en encourageant l'Italie à établir son influence sur l'Albanie au détriment de la Yougoslavie et, partant, de l'influence française. L'Angleterre était particulièrement bien placée pour réussir dans ce sens, Zogu étant enclin à préférer les conseils de Londres à ceux des autres grandes puissances. Dès le 30 janvier 1925, Zogu entreprit de rassurer Mussolini en lui faisant savoir qu'il considérait opportun de resserrer les liens unissant les deux pays. Il ne souhaitait nullement en effet pousser plus loin ses relations amicales avec Belgrade, ces rapports l'ayant personnellement discrédité en le présentant aux yeux de l'opinion albanaise comme un suppôt de la Yougoslavie. Celle-ci, en effet, ne jouissait d'aucune sympathie parmi les Albanais en raison de la féroce tyrannie qu'elle faisait peser sur près d'un million de leurs compatriotes du Kosovo et de ses convoitises chauvines plus que jamais vivaces à l'encontre de l'Albanie. L'Italie en revanche promettait au satrape de Tirana une aide financière et politique bien plus substantielle que celle qu'il pouvait espérer tirer de la Yougoslavie. Mussolini s'engageait, en particulier, à faire

cesser l'appui fourni par Rome aux émigrants politiques albanais, rivaux irréconciliables de Zogu. Le divorce avec Belgrade était la seule condition préalable posée par Rome.

La séparation s'opéra sans bruit au printemps 1925. L'Angleterre servit d'intermédiaire pour le rapprochement avec l'Italie. Le premier acte qui sanctionna ce rapprochement fut la concession accordée à l'Italie pour la création d'une Banque Nationale d'Albanie (Banca Nazionale d'Albania).

L'Albanie ne disposait encore ni de sa propre monnaie nationale, ni d'un système monétaire unique et ni d'un établissement régulier de crédit. Dès 1912 et depuis 1920 surtout, le gouvernement albanais avait été l'objet de nombreuses sollicitations de la part de groupes de capitalistes et d'établissements financiers étrangers, en vue de la fondation d'une banque d'émission et de crédit en Albanie, propositions auxquelles il ne fut pas donné suite en raison des conditions peu avantageuses posées par les sollicitateurs. En revanche Zogu autorisa son ministre des Finances Mufid bey Libohova à signer le 25 mars 1925 avec un groupe de financiers italiens représentant les grandes banques de leur pays une convention en vertu de laquelle ce groupe recevait en concession le droit de fonder la Banque Nationale d'Albanie, banque d'émission et de crédit, à des conditions beaucoup plus onéreuses pour l'Albanie que les offres antérieures. Aux termes de cette convention, les sujets albanais pouvaient souscrire jusqu'à 49% des actions alors que la part réservée aux souscripteurs étrangers devait s'élever à au moins 51% des titres émis. En outre, par un accord secret que le Ministre des Finances d'Albanie conclut avec le représentant du groupe italien, Mario Alberti, un délai intentionnellement très bref fut fixé pour la souscription des actions par les acquéreurs albanais, délai qui par ailleurs ne fut même pas rendu public. Au terme du délai, les actions non souscrites par les Albanais devaient revenir à des sujets italiens. Le délai échu, il apparut que seuls trois beys, grands propriétaires terriens avaient souscrit à 25% des actions, qui furent du reste elles

aussi accaparées quelques années plus tard par les grandes banques d'Italie. Seule une part réduite des actions fut acquise par les établissements capitalistes suisses, belges et yougoslaves.

La convention relative à la banque et les modalités de son application causèrent un scandale politique dans le pays. Le gouvernement fut accusé de prévarication et une nouvelle fois de trahison. Afin de se tirer sans tache de ce scandale, A. Zogu ne trouva de meilleur moyen que de faire retomber toute la responsabilité de l'affaire sur son Ministre des Finances, Mufid Libohova. La commission spécialement instituée par le Parlement afin de mener une enquête sur les agissements du Ministre des Finances, interrompit ses recherches dès qu'il apparût clairement que les fils de la prévarication conduisaient au palais présidentiel. Mufid Libohova, discrédité aux yeux de l'opinion et contraint de démissionner se retira de la vie politique. Si dans toute cette affaire Zogu ne réussit pas à apaiser l'opinion publique alertée, il remporta du moins un succès en éliminant un de ses collaborateurs les plus étroits mais également les plus ambitieux, avec lequel il n'avait dorénavant plus à craindre de partager le pouvoir conjointement conquis. Quant à la convention, aucune modification n'y fut apportée. L'accord ayant été ratifié par la suite par le Parlement, l'acte de constitution de la dite "Banque Nationale d'Albanie" fut signé le 2 septembre à Rome.

Dans le même temps, le gouvernement zoguiste passait avec un autre "groupe" financier un contrat pour un emprunt de 70,5 millions de francs-or, remboursables en annuités s'échelonnant sur quarante ans à un intérêt annuel de 7,5%. L'utilisation de l'emprunt, destiné en principe au développement de l'économie albanaise, fut confiée, en vertu d'une convention annexe, à une société italienne spécialement créée à cet effet par un groupe financier italien sous le nom de SVEA (Società per lo Sviluppo Economico dell'Albania — Société pour le Développement Economique de l'Albanie). Le gouvernement de Tirana, stipulait le contrat, laissait en garantie les entrées des douanes et des

monopoles d'Etat jusqu'à concurrence de 8,5 millions de francs-or par an et s'engageait à n'apporter aucune modification au tarif des douanes sans un arrangement préalable avec la société étrangère précitée.

Ces deux conventions qui constituaient le prélude de la pénétration effrénée du capital italien en Albanie, conduisirent bien vite à l'assujettissement économique et politique de l'Etat albanais à l'Italie fasciste. Alors que la Banque Nationale monopolisait sans difficulté la circulation monétaire, la société SVEA de son côté créait à l'Etat de sérieux embarras. En effet, l'emprunt destiné au développement économique de l'Albanie, fut affecté à des investissements improductifs, à la construction de prisons et de palais gouvernementaux, celui de Zogu y compris, à la construction de routes stratégiques destinées à faciliter les desseins militaires de l'Italie. Des 31,2 millions de francs-or prévus dans la convention pour le progrès de l'agriculture arriérée, il ne fut dépensé dans ce secteur que 2,5 millions de francs-or. En outre, deux ans s'étaient à peine écoulés, que Mussolini, mettant à profit les difficultés financières dans lesquelles se débattait le gouvernement albanais au moment du versement de la première annuité, intervint pour modifier les modalités de l'accord financier. Le groupe contractant cédait sa créance à l'Etat impérialiste italien dont l'Albanie devenait dorénavant la débitrice.

Cette politique de soumission à l'égard de l'Italie fasciste suscita dans l'opinion publique albanaise tout autant d'irritation qu'en avait provoquée celle du trop étroit rapprochement avec la Yougoslavie. Mais le coup que leur avait porté Zogu au cours de la contre-révolution avait balayé toutes les organisations démocratiques, et l'étreinte du régime policier, extrêmement rigoureuse, avait rendu toute protestation ouverte très dangereuse pour ne pas dire impossible. Seuls les démocrates albanais en émigration élevèrent leur protestation contre cette politique, mais leur voix, en cette période de stabilité politique et de reflux révolutionnaire dans l'Europe entière, se perdait dans un désert d'indifférence. Néanmoins, aussi bien à l'intérieur

de l'Albanie qu'au dehors, des tentatives furent faites en vue d'organiser une résistance active. Au dedans, ces efforts échouèrent. A l'étranger au contraire, les émigrés obtinrent des résultats relativement appréciables. Mais Mussolini les ayant soumis à un contrôle vexatoire qui rendit leur séjour en Italie difficile puis impossible, les émigrés albanais qui avaient quitté leur pays au mois de décembre 1924, passèrent en Autriche. Ils y convoquèrent, à Vienne, le 25 mars 1925, une conférence qui fonda le Comité National Révolutionnaire (appelé brièvement CONARE), sous la présidence de Fan Noli. Ce Comité devait diriger la résistance populaire contre le pouvoir de Zogu, pour la libération de l'Albanie du joug des beys féodaux et des Etats impérialistes, pour l'établissement d'un régime véritablement républicain et l'application de la réforme agraire. Le CONARE dénonça publiquement aussi bien la cession de Shen Naum à la Yougoslavie que les conventions asservissantes du mois de mars au profit de l'Italie. Mais peu après, les éléments de droite (Q. Koculi, A. Kelcyra, R. Mitrovica, entre autres), dont les vues politiques ne se conciliaient guère avec le caractère démocratique et révolutionnaire prononcé du CONARE, et qui entendaient limiter les objectifs du mouvement de résistance au renversement de Zogu, quittèrent le Comité pour former une organisation à part, "l'Union Nationale". A la différence du CONARE qui préserva son indépendance politique et son esprit révolutionnaire, l'Union Nationale pencha de plus en plus vers la Yougoslavie, dont les rapports avec Zogu ne cessaient de se détériorer, et vers la France, dont les relations avec l'Italie allaient toujours s'aggravant.

Dans le courant de 1926, Zogu décida de pousser encore plus loin son rapprochement avec l'Italie. Lorsque, au mois de juin, le Parlement de Belgrade refusa de ratifier les conventions de Nettuno, conclues entre l'Italie et la Yougoslavie et qui stipulaient la garantie réciproque des droits culturels des populations slaves en Italie et des populations italiennes en Yougoslavie, Mussolini réagit en

demandant à Zogu la conclusion d'un pacte politique et militaire entre l'Italie et l'Albanie. Tandis que les négociations entre Rome et Tirana étaient en cours, Belgrade tenta de renverser le président albanais en fomentant une révolte intérieure. Les émigrés politiques albanais, réfugiés comme Zogu en 1924, en Yougoslavie, se montrant très actifs, exploitèrent l'impatience des masses populaires devant l'oppression du gouvernement de Zogu pour organiser un soulèvement armé qui éclata le 20 novembre 1926 dans la région de Dukagjin, dans le nord de l'Albanie. Zogu dompta la révolte. Mais l'inquiétude qu'elle fit naître chez lui fut si vive que, brûlant ses vaisseaux, il signa le 27 novembre 1926, pour une durée de cinq ans, le "pacte d'amitié et de sécurité" entre l'Albanie et l'Italie, appelé aussi le "premier pacte de Tirana" en vertu duquel l'Italie s'engageait à défendre le *statu quo* politique, juridique et territorial de l'Albanie.

Le pacte de Tirana était manifestement dirigé contre Belgrade à qui il laissait entendre que toute tentative de la Yougoslavie de modifier la situation politique intérieure de l'Albanie la placerait face à face avec l'Italie. Ce pacte, en fermant la porte à toute intervention de la Yougoslavie en Albanie et en liant Zogu à la remorque de l'Italie, mais par un nœud coulant autour du cou, constituait un succès pour Mussolini. L'Albanie indépendante entra ainsi de fait sous le protectorat italien. La question nationale albanaise revenait à l'ordre du jour. Les révolutionnaires démocrates albanais s'assignèrent la tâche de lutter dorénavant non seulement pour la révolution populaire mais aussi pour la libération de la patrie soumise au protectorat italien sous lequel l'avait placée Zogu. Ce fut ce programme qu'adopta le CONARE qui, réorganisé, prit le nom de "Comité de Libération Nationale" et fixa son siège à Genève (printemps 1927).

Le pacte de Tirana, qui marquait l'échec de la politique yougoslave vis-à-vis de l'Albanie, provoqua le 8 décembre 1926 une crise gouvernementale à Belgrade. Le nouveau

gouvernement yougoslave entreprit de mener une politique active à l'encontre de l'Albanie et de l'Italie, en accentuant son rapprochement avec la France. L'aggravation ultérieure des rapports albanos-yougoslaves, entraîna, en juin 1927, la rupture pendant un mois des relations diplomatiques entre les deux pays, rupture qui servit de prétexte à la police albanaise pour l'arrestation, à Tirana, d'un fonctionnaire de nationalité albanaise au service de la légation yougoslave, accusé d'espionnage. Aux efforts déployés par Belgrade pour organiser des actes de subversion en Albanie, Zogu répliqua en faisant tuer dans un attentat, au mois d'octobre, à Prague, son beau-frère Ceno beg Kryeziu, ministre d'Albanie en République Tchèque, l'un des dirigeants de la contre-révolution, qu'il savait en rapports secrets avec le gouvernement yougoslave. Entre-temps, les relations de l'Italie avec la France et la Yougoslavie s'étaient aggravées à tel point que pour faire face à la menace que constituait pour elles la politique de Mussolini, Paris et Belgrade signèrent le 11 novembre 1927 un traité d'amitié qui était en fait un traité d'alliance dirigé contre Rome. Mussolini et Zogu ripostèrent en concluant le 22 novembre 1927 le second pacte de Tirana, intitulé "traité d'alliance défensive" pour une durée de vingt ans. Aux termes de ce pacte les deux parties contractantes s'engageaient à se défendre mutuellement contre tout danger et toute attaque de l'extérieur en mettant réciproquement à la disposition l'une de l'autre toutes leurs ressources disponibles.

Les deux pactes de Tirana, conclus en des circonstances où les leviers de commande de l'économie albanaise se trouvaient déjà entre les mains des sociétés capitalistes italiennes, où les dépenses entraînées par l'équipement militaire et l'armement de l'Albanie étaient couvertes par le gouvernement de Rome, où à la tête de l'armée albanaise étaient placés des officiers instructeurs fascistes, où enfin l'importante base navale de Vlora était ouverte à la flotte de guerre italienne, ne faisaient que compléter la soumission politique de l'Albanie zoguiste à l'Italie fasciste.

L'ALBANIE MONARCHIE ZOGUISTE

Le rapprochement trop étroit avec l'Italie et les importantes concessions économiques et politiques consenties à Mussolini, permirent à Ahmet Zogu de réaliser un des desseins les plus audacieux qui pussent être conçus au XXème siècle, celui de devenir roi.

En ceignant la couronne, Zogu visait à perpétuer son pouvoir absolu, à dissiper toutes les illusions que pouvaient entretenir ses partenaires et les masses de la population de le voir céder la place, à l'expiration de son mandat présidentiel, à un autre président de la république, et à ne plus avoir à rendre compte à qui que ce soit de son activité politique. Mussolini se montra disposé à le soutenir dans cette entreprise. Il avait en effet intérêt à consacrer le pouvoir de celui en qui il voyait le garant de l'exploitation sans encombre des concessions et des privilèges qu'il avait obtenus et qu'il comptait encore obtenir dans ses ambitions de César des temps modernes. L'Angleterre à laquelle, comme à l'accoutumée, Zogu demanda conseil, flatta les aspirations de ce banneret ambitieux qui rêvait de devenir le cousin des monarques "au sang bleu" d'Europe et du monde entier.

Ce chemin qui allait le conduire à son couronnement, Zogu sut le préparer longtemps à l'avance et avec le soin le plus minutieux, en éliminant les obstacles qu'il prévoyait rencontrer non seulement de la part des masses populaires nourries d'idées républicaines mais aussi de ses collaborateurs les plus étroits avec lesquels il avait dans une certaine mesure partagé le pouvoir politique et qu'il soupçonnait de pouvoir réagir lorsque la couronne viendrait sanctionner son pouvoir absolu. Par l'enquête qu'il avait fait mener contre Mufid Bey Libohova, il avait liquidé de la scène politique ce puissant et dangereux collaborateur qu'il finit par faire empoisonner par son médecin personnel. Puis, après avoir supprimé dans un attentat un autre seigneur féodal tout aussi influent, son beau-frère Ceno beg Kryeziu, Zogu organisa dans la capitale même contre son ancien beau-

père, Shefqet bey Verlaci un seigneur encore plus puissant que les deux premiers, un attentat qui, bien qu'ayant échoué, eut comme résultat l'éloignement de ce dangereux rival qui quitta temporairement l'Albanie et la vie politique. Quant au président du Parlement, Eshref Frashëri, il l'obligea à remettre sa démission et à se retirer également de la vie publique après l'avoir discrédité par une enquête ouverte soi-disant pour tirer au clair des accusations de prévarication montées contre lui de toutes pièces.

Au mois de juin 1928, Zogu, ayant approuvé en tant que Président de la République la décision du parlement de procéder à une révision générale du Statut, décréta la dissolution des deux Chambres et la convocation d'une Assemblée Constituante. Les élections eurent lieu le 17 août sous le contrôle flagrant de la gendarmerie. A l'issue des élections seulement, l'opinion publique fut indirectement mise au courant des changements apportés à la forme du régime. Quelques jours après l'ouverture de l'Assemblée Constituante, le 1^{er} septembre 1928, l'Albanie était proclamée Monarchie et Ahmet Zogu, roi des Albanais (et non d'Albanie). Le nouveau roi prenait le nom de Zog I. Le 5 septembre, le premier gouvernement de l'Albanie monarchique était constitué sous la présidence de Koço Kota.

Son ambition suprême réalisée, Zogu ne pouvait manquer de tenir compte de l'irritation accumulée des masses populaires contre toute la politique antinationale et antipopulaire qu'il avait menée jusqu'alors au bénéfice de son pouvoir personnel despotique, des vestiges de la féodalité beylicale et des impérialistes fascistes. Il ne pouvait pas non plus ignorer que la grande propriété foncière qu'il avait en fait protégée était l'une des sources de la détresse des masses paysannes, que la classe entièrement parasitaire des beys grands propriétaires terriens sur lesquels il s'était appuyé avait discrédité son régime, que sa politique économique en faveur du capital étranger avait créé une atmosphère d'asphyxie pour la jeune bourgeoisie albanaise, dont le mécontentement, qui se confondait maintenant avec celui des masses populaires et avant tout avec celui de la

paysannerie, était susceptible de mettre sa couronne en péril. Sur les conseils de ses amis du dedans et du dehors, Zogu, dans le message qu'il adressa le 5 décembre 1928 au premier parlement de la monarchie, inaugura un nouveau cours dans sa politique intérieure, la politique dite des "réformes" modernes et occidentales. Il s'engagea aussi à doter le pays d'une nouvelle législation à l'image de celle des Etats civilisés d'Europe et à mettre en œuvre la réforme agraire au profit de la paysannerie.

Ce n'était là cependant qu'un manège démagogique, séduisant il est vrai, mais qui ne visait qu'à calmer les couches mécontentes du pays par des illusions. Les courtisans de Zogu le proclamèrent roi "réformateur". Les commissions spéciales chargées de préparer les projets de réformes furent constituées sans délai. Il faut dire toutefois que quelque chose fut tout de même fait dans ce sens. Le nouveau code civil s'inspirant des principes du droit bourgeois qui se substituait au code civil ottoman fut mis en vigueur le 1^{er} avril 1929. Le code pénal et le code de commerce conçus dans le même esprit que ceux des pays capitalistes d'Europe furent promulgués respectivement en 1930 et 1931. Entre-temps, des modifications furent apportées dans la législation financière et dans les tarifs de douanes, modification qui tenaient compte des intérêts de la bourgeoisie. Le régime de Zogu engageait ainsi le pays dans la voie capitaliste la plus complète. Les innovations cependant s'arrêtaient là. Aucune autre réforme ne fut envisagée. La commission de la réforme agraire entreprit ses travaux. Un spécialiste de la question, invité d'Italie, vint étudier sur place les conditions locales; le projet de loi présenté par le gouvernement fut voté au Parlement et finalement, le 3 mai 1930, Zogu promulgua la loi sur la réforme agraire. Mais cette loi annoncée à grand fracas par la presse gouvernementale comme l'une des réformes les plus radicales du régime zoguiste, réforme qui devait ensevelir à jamais les vestiges de la féodalité en Albanie, outre le fait qu'elle était superficielle et mal faite, ne fut jamais mise en application effectivement au détriment des grands propriétaires ter-

riens. La poursuite de son application ayant été ajournée d'année en année, elle tomba finalement dans l'oubli. Elle ne fut en fait appliquée que sur une superficie réduite du territoire — au total sur 4.698 hectares des "tchifliks" de l'Etat et sur 3.411 hectares des "tchifliks" privés, superficies insignifiantes si l'on considère que les propriétés de l'Etat s'étendaient sur 60.640 hectares et les propriétés privées sur plus de 103.000 hectares. Il apparut bien vite à tous que par cette immense farce démagogique qu'il avait montée, Zogu se proposait d'utiliser la réforme agraire comme un épouvantail qui lui permettrait de réduire à ses fins, en les intimidant, certains beys grands propriétaires terriens, restés parmi ses adversaires.

Quant à sa politique de la porte ouverte, Zogu n'y apporta aucun changement. La seule différence méritant d'être notée, c'est qu'après la proclamation de la monarchie, les concessions accordées par le gouvernement zoguiste le furent uniquement au bénéfice du capital impérialiste italien.

En dépit du grand tapage mené à propos de ces soi-disant réformes, les illusions créées furent bien vite dissipées. Tant que les puissants grands propriétaires terriens continuaient toujours d'exercer librement et avec la même férocité leur pouvoir sur les masses paysannes, celles-ci ne pouvaient taire leurs protestations contre le régime qui demeurerait le protecteur de la violence féodale. Dans le domaine des troubles sociaux, le conflit dont le retentissement fut le plus considérable, fut celui qui opposa, par la lutte ouverte, les villageois de Gorica et le bey rapace, Maliq Frashëri, ce dernier, soutenu par les autorités locales, s'étant saisi arbitrairement des terres des paysans, et cela à peine quelques mois après la promulgation de la réforme agraire. Les masses ouvrières, elles non plus, ne pouvaient s'empêcher de faire retomber sur le régime zoguiste la responsabilité de l'exploitation de type colonial dont elles étaient l'objet de la part des sociétés capitalistes italiennes, la responsabilité des salaires de misère et de la discrimination intolérable que leur imposaient, chez elles, leurs patrons étrangers. Jamais

le pays n'avait été le théâtre d'un si grand nombre de grèves que durant les premières années de la monarchie zoguiste. La soumission de l'Albanie "indépendante" à l'Italie mussolinienne était si apparente que les éléments patriotes et démocrates voyaient venir, inexorable, la catastrophe à laquelle leur patrie était menée par le souverain dictateur.

Le ressentiment populaire qui se manifestait sur le plan social comme sur le plan politique fut à l'origine, dans ces années, des premières tentatives d'organisation d'une résistance active contre le régime zoguiste. C'est à ce moment justement que se constituèrent en Albanie les premiers foyers communistes, bases de l'organisation du mouvement. En 1930, le premier groupe communiste fut formé à Korça. Il fit sien, quoique de façon pas encore très nette, le programme de la Troisième Internationale Communiste et s'efforça non sans succès de pénétrer dans les organisations professionnelles ouvrières. En moins d'un an, des noyaux d'organisations communistes révolutionnaires s'étaient aussi constitués dans d'autres villes, à Tirana, Vlora, Elbasan, etc. En 1931, le groupe communiste de Korça divulgua son existence clandestine en faisant coller par ses membres sur les murs de la ville des affiches portant le slogan "A bas le capitalisme — Vive le communisme!"

Les éléments bourgeois anti-zoguistes, tentèrent de s'organiser pour renverser le pouvoir zoguiste. Mais leur organisation, créée à Vlora en 1930, avait principalement un caractère de complot. Ses chefs, qui maintenaient des contacts avec l'organisation "l'Union Nationale" à l'étranger, peu confiants dans l'efficacité des forces révolutionnaires de l'intérieur firent reposer leurs espoirs sur l'appui du dehors et principalement sur la Yougoslavie. Après l'échec de l'attentat organisé par "l'Union Nationale", en 1931, contre Zogu, durant le séjour de ce dernier à Vienne où il s'était rendu pour des raisons de santé, les chefs de l'organisation de Vlora demandèrent des secours effectifs à la Yougoslavie afin de préparer un putsch armé. Leurs plans échouèrent. Zogu, en effet, ayant eu vent de l'existence de ce mouve-

ment, le mit entièrement hors de passer à l'action en procédant à de nombreuses arrestations.

Dans les années qui suivirent, la situation sociale et économique du pays alla sans cesse s'aggravant. La crise économique générale qui frappait le monde entier depuis 1929, ne fut pas sans toucher également ce petit pays agricole arriéré. Elle y produisit ses effets de façon encore plus désastreuse que dans les autres petits pays. La crise se prolongeant en Albanie plus longtemps qu'ailleurs, le marasme économique atteignit son paroxysme non pas en 1932 comme dans la plupart des autres régions du monde, mais en 1934. Ici comme ailleurs, la crise se manifesta par la baisse désastreuse du pouvoir d'achat, qui se traduisit à son tour par une chute vertigineuse des prix. Par rapport à 1928 (100%) l'index des prix des produits alimentaires était tombé en 1930 à 80%, en 1932 à 69% alors qu'en 1934 ces prix s'effondrèrent à 38%. La chute des prix fut accompagnée d'une chute encore plus prononcée de la valeur globale des marchandises exportées. Par rapport à 1928 (100%) leur valeur tomba en 1930 à 83%, en 1932 à 30% et en 1934 à moins de 29%. Comme par le passé, la valeur des exportations continuait d'être de plusieurs fois inférieure à celle des importations; en 1928, les exportations représentaient 46% de la valeur des marchandises importées, en 1930, 37,2%; en 1932, 19,7%; en 1934, 35%. Le déficit constant de la balance commerciale se répercutait bien entendu sur la balance des paiements. De 1920 à 1934, la valeur globale des importations s'élevait à 225,9 millions de francs-or alors que celle des exportations à 104,3 millions. Le déficit de la balance commerciale atteignait pour l'ensemble de cette période 151,6 millions de francs-or. Les envois des Albanais en émigration ne couvraient que dans une proportion réduite l'exportation des devises convertibles en or et en argent par lesquelles l'Albanie était contrainte de combler le déficit de sa balance commerciale. Ce déficit ne faisait qu'appauvrir de façon irréversible les ressources monétaires de l'Albanie et affaiblissait de façon inquiétante le pouvoir d'achat de la population. Durant les premières années de la

crise économique mondiale, les crédits accordés à l'Albanie par l'Italie couvrirent dans une certaine mesure le déficit de la balance des paiements. Après la conclusion de l'emprunt SVEA qui ouvrit pendant plusieurs années un champ d'activité dans l'industrie du bâtiment à des dizaines de milliers de travailleurs manuels et avant que le crédit prévu n'ait été épuisé, Zogu signa à Rome, en 1931, un accord stipulant l'octroi d'un emprunt de 100 millions de francs-or que l'Albanie prélèverait dans la mesure de 10 millions de francs-or par an. Mais alors que la monarchie s'attendait à ce que cet emprunt considérable la sortît pour une dizaine d'années des embarras que lui causait le déficit chronique du budget de l'Etat et de la balance des paiements, l'accord se transforma entre les mains de Mussolini en un moyen de pression et de chantage à l'égard de l'Etat albanais en général et plus spécialement à l'égard de Zogu. Un an plus tard, en 1932, Zogu étant incapable de rembourser la première annuité de l'emprunt SVEA, Mussolini mit comme condition à la prorogation de l'échéance la conclusion d'une union douanière entre l'Albanie et l'Italie.

Zogu se trouva ainsi brusquement placé entre l'enclume et le marteau. L'union douanière signifiait la pénétration sans obstacle en Albanie des produits de l'industrie italienne, et, partant, la ruine définitive des petits producteurs albanais déjà durement frappés par la crise économique, l'appauvrissement irrémédiable de l'économie populaire et, enfin, l'assujettissement de cette économie arriérée à l'économie italienne. Cela voulait dire en outre, ôter au budget de l'Etat les rentrées importantes que représentait le mouvement des douanes entre l'Albanie et l'Italie et, en conséquence, une aggravation ultérieure de la situation financière du gouvernement zoguiste et finalement la mise de ce dernier sous la dépendance complète des crédits consentis par le gouvernement fasciste. Le rejet de la proposition de Mussolini aurait entraîné de même une situation sans perspectives positives et provoqué sans doute une contre-action de la part du dictateur fasciste qui tenait désormais le monarque albanais en laisse, ce qui n'aurait pas manqué

sur le plan politique aussi bien qu'économique également, de susciter dans le pays des troubles susceptibles d'ébranler la monarchie.

Zogu tenta de résister en laissant entendre à Mussolini que si Rome persistait à saigner aussi cruellement l'Albanie, il se verrait obligé de reconsidérer sa politique étrangère à l'égard de l'Italie. En signe d'avertissement de futures mesures plus radicales, les quatre écoles professionnelles italiennes furent étatisées. Mussolini riposta, le 1^{er} avril 1933, au début de l'année financière albanaise, en suspendant le crédit de 100 millions accordé à l'Albanie. Zogu essaya alors de pousser plus loin sa résistance. Il fit fermer les écoles privées, cette mesure frappant particulièrement les écoles administrées par le clergé catholique albanais et subventionnées par Rome, et refusa aussi de reconduire l'accord conclu avec l'Italie pour la prolongation du séjour des instructeurs militaires italiens relativement nombreux qui, sous le commandement du général fasciste Alberto Pariani, étaient attachés à l'armée albanaise.

Les mesures prises par Zogu, la nationalisation des écoles étrangères et le renvoi de la mission militaire italienne, qui indiquaient un tournant dans sa politique jusqu'alors capitulatrice, furent bien accueillies par l'opinion publique albanaise. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que par la politique de soumission qu'il avait poursuivie depuis 1925 à l'égard de Mussolini, Zogu s'était dépouillé de toutes les armes efficaces qui lui auraient permis de résister. La suspension des crédits italiens plongea le gouvernement de Tirana dans une situation financière extrêmement difficile. Tous les investissements cessèrent, ce qui eut pour conséquence immédiate une augmentation menaçante du nombre des chômeurs. Les caisses du Trésor Public se vidèrent avec une telle rapidité que l'Etat n'était plus en mesure de verser mensuellement leurs traitements aux fonctionnaires. Dans les provinces, les employés de l'Etat et les instituteurs durent attendre de sept à dix mois pour recevoir leurs appointements, dans la capitale jusqu'à quatre mois. La Banque Nationale qui se trouvait entre les mains de

dirigeants italiens, cherchant intentionnellement à aggraver la fièvre économique et financière qui s'était emparée de l'Albanie, maintint une très faible quantité de monnaie en circulation, créant ainsi pour le pays une situation de déflation monétaire artificielle, et cela en un temps où les autres pays, afin d'atténuer les effets de la crise économique, avaient eu recours à l'inflation. En conséquence, l'Albanie sombra dans un état de pauvreté qu'elle n'avait jamais connu jusqu'alors. L'insuffisance de la monnaie en circulation entraîna une baisse catastrophique des prix agricoles et la ruine économique des paysans.

Les masses de la population firent face avec abnégation à cette situation qui comportait pour elles des privations extrêmes. Cependant Zogu, nullement désireux d'aggraver et encore moins de rompre ses relations avec l'Italie, entreprit maintes démarches afin de restaurer les rapports antérieurs avec Rome. Mussolini de son côté, dont les positions s'étaient bien entendu renforcées, poussa plus loin ses prétentions. Dans une note rédigée en un langage impératif, il soumit à Zogu une série de nouvelles revendications, encore plus onéreuses, telles que la dénonciation de la part de l'Albanie de toutes les conventions commerciales conclues avec d'autres pays, l'approbation préalable de Rome pour tous les nouveaux accords commerciaux que, le cas échéant, conclurait Tirana avec d'autres Etats, l'éloignement d'Albanie des officiers anglais en service comme instructeurs dans la gendarmerie albanaise et leur substitution par des officiers italiens, l'introduction de l'italien comme langue obligatoire dans toutes les écoles du pays, la nomination aux postes-clés de l'administration albanaise uniquement de fonctionnaires diplômés en Italie, etc.

Zogu repoussa ces prétentions. Dans l'espoir de forcer la main à Mussolini, il tenta un rapprochement avec la France, rivale de l'Italie, en lui proposant la conclusion d'une alliance d'amitié, et en lui demandant de lui accorder un emprunt qui lui permît de pallier aux difficultés de sa situation financière. Paris répondit, en mai 1934, en avançant, comme conditions à un rapprochement éventuel, une

série de prétentions tout aussi onéreuses que celles de Rome. Mussolini riposta à ces démarches en recourant à sa flotte de guerre. Le 22 juin 1934, 22 bâtiments de guerre italiens s'approchèrent de Durres sans le moindre avertissement et jetèrent l'ancre devant le port. Devant cette menace non voilée, Zogu, après avoir demandé également conseil au gouvernement britannique, capitula en posant, pour des raisons de prestige, comme unique condition à l'ouverture de négociations en vue d'un rapprochement, l'éloignement de la flotte italienne de la côte albanaise. Mussolini, se rendant compte de la situation de plus en plus embarrassante dans laquelle se mettait Zogu aux yeux de l'opinion intérieure, renonça à certaines de ses prétentions exagérées, telles entre autres, l'union douanière et l'annulation des conventions commerciales avec d'autres pays. Les autres conditions furent jugées acceptables par Zogu et le rapprochement ainsi n'eut pas de mal à s'effectuer. Ce rapprochement marquait en fait l'entière soumission de l'Albanie à l'Italie fasciste.

Le rétablissement de rapports très étroits avec l'Italie n'apporta aucune amélioration à la situation économique désastreuse du pays. Les masses ouvrières et paysannes n'échappèrent pas à la pauvreté et à la misère devenues leur lot. L'Etat, du point de vue financier, continua d'être à l'étroit. Les "aides" italiennes étant maintenant versées au compte goutte, le budget traînait toujours son lourd déficit. En 1935, la situation économique générale était tout aussi lamentable qu'en 1934. Devant la détresse générale aggravée cette année-là par la disette consécutive à une sécheresse exceptionnelle, le gouvernement zoguiste ne prit aucune mesure sérieuse pour parer à cet état de choses. Le budget de l'année 1934-1935 persistait, par l'importance respective de ses divers chapitres comme par l'esprit qui avait présidé à son élaboration, à présenter toutes ses anciennes caractéristiques de budget antipopulaire. Aucune modification ne fut apportée au système fiscal dans le but d'alléger le lourd fardeau pesant sur les masses paysannes. Quant aux dépenses, 41,37% en étaient affectés à l'armée et

18,70% au département des finances, qui comportait les dépenses de la maison royale. Alors que les dépenses de la cour représentaient cette année 3,7% du budget, celles du Ministère de l'Economie Nationale qui avait à sa charge l'agriculture et l'industrie du pays, atteignaient à peine 2,4% du budget.

La détresse générale, et par-dessus tout la capitulation complète du gouvernement zoguiste devant les exigences italiennes, imprima une impulsion encore plus vive à l'opposition populaire qui s'était apparemment cantonnée dans l'expectative durant ces années de tension dans les rapports italo-albanais. L'année 1935 enregistra une croissance rapide du mouvement populaire et communiste. Ce mouvement cependant, en butte aux poursuites de la police politique, menait son action dans la clandestinité. Dans les milieux anti-zoguistes du pays, on rediscutait de la possibilité d'un soulèvement armé en vue d'abattre le monarque absolu qui, par sa politique de capitulation, ne faisait que préparer l'occupation prochaine de l'Albanie par l'Italie fasciste. Une "organisation secrète" formée de militaires et de civils aux tendances bourgeoises et démocratiques, qui avaient participé à la révolution de juin 1924, se fixa pour tâche d'organiser l'insurrection sans avoir recours à aucun appui de l'étranger et sur des bases plus larges que celles du mouvement de 1932. Les communistes albanais vinrent en connaissance de ces préparatifs. Sans engager leur organisation en tant que groupement politique, ils décidèrent d'appuyer individuellement le mouvement anti-zoguiste, en dépit des réserves importantes qu'ils avaient en principe contre le caractère de complot que revêtait cette fois encore "l'organisation secrète", et les préparatifs peu sérieux du soulèvement armé. Les communistes albanais idéologiquement les mieux préparés, Ali Kelmendi et Riza Cerova entre autres, considéraient comme problématique le succès de l'insurrection si cette dernière ne s'assurait pas l'appui des masses paysannes et si ces masses n'avaient pas été préalablement l'objet d'une sérieuse préparation politique, ce qui était par ailleurs incompatible avec le caractère de complot



Ali Kelmendi.

de "l'organisation secrète". Les communistes néanmoins firent un gros travail en faveur de la révolte et se montrèrent ses militants les plus inlassables et les plus hardis. D'autre part, les chefs de "l'organisation secrète", dans l'intérêt de l'élargissement du front d'action de leur mouvement, acceptèrent trop facilement le concours des beys propriétaires anti-zoguistes, dont la participation, au lieu de le renforcer, affaiblissait le caractère démocratique du mouvement.

Le soulèvement armé devait être déclenché le 15 août 1935, en plusieurs points du pays en même temps, afin de désorienter par cette action simultanée la gendarmerie zoguiste et de faciliter la rapide propagation de la révolte. Mais un jour avant la date fixée, le 14, les dirigeants de "l'organisation secrète" locale de Fieri, soupçonnant d'avoir été découverts par la police, déclenchèrent l'insurrection

quand ils virent arriver dans leur ville le général zoguiste d'origine autrichienne, Léon de Gillard, en réalité en route pour une tout autre mission. Le général fut tué par les insurgés qui, après s'être aisément rendus maîtres de l'administration de la ville, marchèrent sur Lushnja en direction de la capitale. Mais les forces zoguistes de Lushnja résistèrent assez longtemps pour permettre à Tirana de dépêcher d'importants renforts gouvernementaux qui vinrent à bout des révoltés. Le lendemain, "les organisations secrètes" des autres centres, démoralisées par l'échec du mouvement de Fieri, n'osèrent se mettre en action. Seuls les communistes de Bérat, conduits par Riza Cerova et fidèles à la parole donnée, se mirent en révolte. Mais restés seuls et poursuivis avec acharnement par la gendarmerie, ils furent finalement défaits. Leur dirigeant Riza Cerova tomba, le 22 août, au cours des combats.

Le mouvement insurrectionnel du mois d'août, appelé aussi en Albanie "mouvement de Fieri" fut étouffé non sans avoir eu un retentissement considérable. L'arrestation de plus de 2.000 personnes ne suffit pas à tranquilliser la clique zoguiste qui, dans l'espace de dix ans, avait eu à faire face pour la troisième fois à une révolte armée. Ne pouvant cette fois imputer la responsabilité du mouvement d'opposition aux instigations du dehors, Zogu jugea opportun de faire certaines concessions à l'opinion publique albanaise. Le 15 octobre 1935, il demanda la démission du gouvernement de Pandeli Evangjeli et confia la direction des affaires à Mehdi Frashëri, connu en tant que démocrate-libéral, qui forma une équipe gouvernementale de jeunes intellectuels bourgeois. Le programme de ce gouvernement dit libéral comprenait deux points essentiels: la poursuite de l'application des réformes progressistes depuis longtemps décrétées par le roi mais contrecarrées par les gouvernants "conservateurs" et "réactionnaires" et la garantie de la liberté de pensée, d'expression et de la presse proclamée dans le statut du royaume, liberté dont étaient toutefois exclues les critiques à l'adresse de la personne du roi, du régime monarchique et de la politique extérieure.

Ces libertés promises, quoique restreintes, ranimèrent la vie politique et sociale du pays. Dans la capitale comme en province, une jeune presse fit son apparition. De nombreux articles y étaient signés par de nouveaux noms de la littérature et du journalisme. Les critiques les plus sévères se donnaient libre cours contre les plaies sociales de l'époque — l'exploitation capitaliste et beylicale aux dépens des ouvriers et des paysans, le chômage devenu un problème préoccupant et la pratique de l'usure à des taux impitoyables, l'absence d'une législation protégeant le travail et la vie des ouvriers et défendant aussi le capital national contre la prépondérance des capitalistes étrangers, la banqueroute financière de l'Etat, la passivité du gouvernement à l'égard de l'application de la réforme agraire et de l'appauvrissement général de la population, et bien d'autres sujets d'insatisfaction. Sous forme d'apologues, on se risqua même à critiquer la politique étrangère et le caractère parasitaire du régime zoguiste. Cette animation politique fut à l'origine de la croissance et de l'organisation du mouvement ouvrier. Après la création, à Korça, en 1934, de l'association professionnelle d'ouvriers, dénommée "Puna" (Le Travail), les ouvriers de Kuçova, le grand centre minier, formèrent eux aussi leur association professionnelle à laquelle ils donnèrent le même nom que leurs camarades de Korça, "Puna", afin de défendre leurs intérêts économiques et leur dignité nationale contre l'exploitation cruelle et la discrimination coloniale dont ils étaient victimes de la part de la société capitaliste italienne AIPA, concessionnaire du bassin pétrolifère de Kuçova. Les autres centres miniers du pays, suivant l'exemple de leurs camarades, demandèrent au gouvernement l'autorisation de former eux aussi leurs associations professionnelles.

Mais la démagogie du gouvernement ne fit pas long feu. Alors que les réformes promises restaient lettre morte, le gouvernement dit "libéral" de Mehdi Frashëri passa sans répugnance aux mesures répressives. Dans le conflit qui opposait la société AIPA à deux mille ouvriers réclamant de meilleures conditions de travail et d'existence, il prit le parti



La manifestation du 21 février 1936, à Korça, contre le chômage et la misère.

de la première. Et lorsque, le 11 février 1936, les ouvriers de l'industrie pétrolière déclenchèrent une grève générale en signe de protestation contre le licenciement par la société italienne de certains dirigeants de l'association professionnelle "Puna", le gouvernement réprima le mouvement en faisant appel à la gendarmerie qui opéra de nombreuses arrestations de militants ouvriers.

Quelques jours plus tard, le 19 février 1936, les cordonniers de Korça fermaient leurs échoppes en signe de protestation contre l'autorisation accordée par le gouvernement pour la construction d'une fabrique moderne de chaussures dans leur ville. Leur protestation, motivée par la menace de ruine que représentait pour eux la création de cette usine, mais influencée aussi par les illusions petites-bourgeoises selon les-

quelles le processus d'industrialisation du pays pouvait être freiné au profit de la petite production artisanale, ne trouva pas d'appui dans le reste des masses de la population. Sur l'intervention des communistes d'avant-garde, des rectifications furent apportées à la façon dont étaient formulées les revendications des artisans cordonniers. Le 21 février 1936, à ces derniers, se joignirent dans une manifestation pacifique tous les ouvriers de Korça, pour protester contre le chômage et la misère. Aux cris des ouvriers réclamant "Du travail!" "Du travail!", les autorités gouvernementales répliquèrent en mettant en action la gendarmerie qui en vint aux mains avec les manifestants dont certains furent arrêtés. Quelques heures après, les étudiants de la ville s'unirent aux ouvriers pour déclencher une nouvelle manifestation contre la violence gouvernementale et l'arrestation des ouvriers innocents. Les manifestants furent dispersés par la gendarmerie qui avait cette fois fait feu sur les paisibles ouvriers. C'est en ayant recours à la gendarmerie que le gouvernement "libéral" réprima aussi les grèves et les meetings qui s'organisèrent au cours des semaines suivantes dans les autres villes du pays.

En ce qui concerne sa politique étrangère également, le gouvernement de M. Frashëri glissa sur la voie tracée par Zogu, celle de l'entière soumission à l'Italie fasciste. Au mois de mars 1936, Tirana et Rome signèrent une série d'accords économiques prévoyant de nouveaux emprunts accordés par l'Italie, et, en retour, de nouvelles concessions de la part de l'Albanie. Dans le même temps, des accords secrets à caractère politique et militaire furent conclus, aux termes desquels l'armée albanaise passait sous le contrôle du gouvernement italien. L'Albanie s'engageait également à affecter une partie des sommes empruntées à la construction de routes stratégiques en direction de la frontière albanno-yougoslave. Les conventions de mars 1936 créaient en quelque sorte les conditions préliminaires à l'occupation militaire de l'Albanie par l'Italie fasciste.

Devant la poussée du mouvement populaire, le gouvernement incapable de Mehdi Frashëri, tombé dans le discrédit

dit, ne pouvait plus servir aux desseins politiques de Zogu qui voulait revenir à sa précédente politique de la main forte. A son instigation, le parlement refusa son vote de confiance au gouvernement "libéral". Le même jour, le 7 novembre 1936, Mehdi Frashëri remettait sa démission à Zogu. Deux jours après, la constitution du nouveau gouvernement était rendue publique. Le nouveau cabinet était présidé par Koço Kota, l'auxiliaire docile du roi. Le département de l'Intérieur était confié au satrape, Musa Juka.

Le gouvernement ultra-réactionnaire de Koço Kota, braqua ses batteries principalement contre le mouvement communiste qui ne cessait de croître rapidement. Cette ligne de conduite adoptée avait ses motifs dans l'évolution de la situation. En effet, les éléments bourgeois-démocrates qui relâchaient de plus en plus leur lutte contre le régime beylical et bourgeois de Zogu, ne cessaient par ailleurs de rétrécir les bases de leur programme concernant les réformes sociales et politiques. Ces éléments limitaient maintenant la meilleure part de leurs attaques à la personne de Zogu. Privés d'une plate-forme politique nettement définie susceptible d'attirer les masses de la population, ils avaient perdu leur crédit auprès de ces dernières. En revanche, les communistes, en introduisant dans le programme de leur action les questions qui préoccupaient le plus sérieusement le pays, à savoir la lutte contre la menace d'occupation de la patrie par l'Italie fasciste, contre le joug colonial instauré par le régime zogviste, contre l'idéologie fasciste menaçant le pays, contre l'exploitation capitaliste des ouvriers et l'exploitation des paysans par les grands propriétaires terriens, la lutte enfin pour une véritable démocratie, ralliaient les sympathies des masses populaires albanaises. Les communistes, outre leur saine idéologie politique, disposaient de l'arme puissante que représentait leur organisation révolutionnaire. Renonçant aux méthodes tenant du complot et du putsch, les communistes albanais tirèrent très adroitement parti de toutes les possibilités légales et illégales qui s'offraient à eux pour pénétrer dans les milieux ouvriers. A Korça, le groupe

communiste, grandi en nombre et en efficacité, faisait maintenant sentir son influence dans tous les centres ouvriers et les milieux estudiantins de la ville. En 1938, un autre groupe communiste, qui enregistra également des succès dans son activité politique, se forma à Shkodra. Dans tout le pays, s'étaient constituées en clandestinité des cellules communistes qui se rattachèrent ou bien au groupe de Korça ou à celui de Shkodra. A Tirana même, le mouvement communiste croissait également à un cadence étonnante. Ce mouvement, il est vrai, comportait des lacunes dérivant de la connaissance imparfaite de la théorie et de la pratique révolutionnaire marxiste ou encore de la présence dans ses rangs d'éléments anarchistes et trotskistes. Ces aspects négatifs n'empêchèrent cependant pas le mouvement marxiste de grandir. Ils n'empêchèrent pas non plus la clique zogviste de s'inquiéter de l'essor de plus en plus sensible de l'esprit révolutionnaire dans le pays, d'autant plus qu'elle n'était pas en mesure de découvrir le réseau organisé du mouvement communiste ni de contenir son extension.

Aussi le gouvernement de Koço Kota, à peine au pouvoir, prit-il une série de mesures répressives. Les associations ouvrières furent interdites, une censure rigoureuse imposée sur toute la presse, les journaux furent contraints de prôner l'amitié italo-albanaise, de combattre l'idéologie communiste et de copier les méthodes nazies et fascistes de lutte politique contre l'Union Soviétique. Le gouvernement fit enfin voter une série de lois en vue de donner une base apparemment légale aux persécutions et aux mesures d'emprisonnement et d'internement dont furent l'objet nombre d'éléments suspectés de convictions communistes.

Mais en dépit des poursuites incessantes de la police, le mouvement communiste en Albanie, loin d'être liquidé, ne cessa au contraire, quoique avec peine, de grandir. Le nombre de ses militants augmentait constamment et le cercle de ses sympathisants parmi les masses ouvrières, paysannes et intellectuelles du pays ne faisait que s'élargir. En 1938, les deux principaux groupes communistes se mi-

rent à diffuser leurs organes périodiques clandestins. L'une de ces publications, celle du groupe de Korça, qui s'intitulait "Perpara" (En avant), théoriquement plus mûre, avançait, comme un des points de sa plate-forme politique, l'idée de la formation d'un front commun de libération nationale groupant toutes les forces patriotiques et démocratiques du pays. En adoptant ce programme qui fut rendu public, les communistes revendiquaient l'héritage des plus nobles traditions de la Renaissance nationale albanaise et faisaient valoir les idéaux proclamés par les plus éminents animateurs démocrates de cette renaissance.

L'OCCUPATION DE L'ALBANIE PAR L'ITALIE FASCISTE

Les accords économiques et politiques conclus entre Rome et Tirana au mois de mars 1936, ne peuvent être compris que si l'on les examine en tenant compte de la situation politique générale de l'époque, engendrée par les tendances expansionnistes des trois grands Etats fascistes qui avaient fait de l'agression un système, l'Allemagne, l'Italie et le Japon. L'Italie, en cette période, était engagée dans sa guerre d'agression contre l'Ethiopie, sans rencontrer de résistance sérieuse de la part des autres grandes puissances à l'exception de la comédie des sanctions approuvées par la Société des Nations. Juste au même moment, le 7 mars 1936, l'Allemagne nazie réoccupait sans la moindre opposition non plus, la Rhénanie, violant ainsi définitivement le Traité de Versailles. Un peu plus tard, en juillet 1936, éclatait en Espagne républicaine, le soulèvement fasciste ouvertement soutenu par Hitler et Mussolini. Encouragées de plus en plus par l'indolence des puissances occidentales, l'Allemagne et l'Italie constituèrent le bloc militaire fasciste, "l'axe Rome-Berlin" comme on l'appelait à l'époque, en vue de l'établissement de "l'ordre nouveau" en Europe, et un mois plus tard, l'Allemagne et le Japon signaient "le pacte antikominern" auquel adhérait par la suite l'Italie.

Dans ces circonstances si encourageantes pour les Etats fascistes impérialistes, l'Albanie n'avait aucune raison de se sentir à l'abri d'une agression de la part de l'Italie mussolinienne. Les chancelleries des puissances occidentales considéraient l'éventualité d'une mainmise militaire de Rome sur l'Albanie comme étant dans l'ordre naturel des choses. Zogu n'était lié par aucune alliance d'amitié avec d'autres Etats qui auraient pu s'engager à se ranger à ses côtés dans le cas d'une invasion italienne. La Société des Nations, qui avait pour mission, aux termes du Pacte, de protéger les petits pays contre les agressions de l'extérieur, était privée en fait, comme elle l'avait du reste toujours été depuis sa constitution, du pouvoir réel de retenir n'importe quel agresseur, et encore moins des agresseurs aussi puissants et déchaînés que l'étaient l'Allemagne et l'Italie. La désignation de Galeazzo Ciano, le 9 juin 1936, au poste de Ministre des Affaires étrangères d'Italie, était l'indice du cours plus dynamique que Rome entendait inaugurer dans sa politique extérieure. Un mois plus tard, le 11 juillet 1936, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Drummond, informait Ciano que par suite de la levée des sanctions prises contre l'Italie par la Société des Nations au début de l'agression fasciste contre l'Ethiopie, son gouvernement entendait retirer la "Home Fleet" de la Méditerranée, tout en réaffirmant la pleine validité de l'engagement pris unilatéralement par la Grande-Bretagne de soutenir de ses forces la Grèce, la Yougoslavie et la Turquie au cas où ces pays seraient victimes d'une agression. Le fait de ne pas avoir mentionné l'Albanie était en soi une insinuation encourageante à peine dissimulée. Par ailleurs, au cours de l'entrevue qu'il eut le 23 septembre 1936 à Rome avec le Ministre de la Justice allemand, Hans Frank, Mussolini reçut, par le truchement de ce dernier, l'assurance de Hitler, que l'Allemagne considérait la Méditerranée comme un lac italien et qu'elle reconnaissait en conséquence à l'Italie un droit de contrôle sur les pays riverains de la Méditerranée. La nomination, au mois d'octobre de la même année, de Francesco Jacomoni, le fin renard qui dirigeait les affaires albanaises au

palais Chigi, au poste de ministre plénipotentiaire à Tirana, constituait un indice très édifiant quant au cours qu'entendait suivre la politique italienne à l'égard de l'Albanie.

Il restait néanmoins un obstacle aux projets italiens d'occupation de l'Albanie, et cela Zogu et ses conseillers ne l'ignoraient point; cet obstacle n'était autre que la rivale de l'Italie dans les Balkans, la Yougoslavie. Mussolini ne souhaitait point que l'Albanie, qui était de toute façon sous son contrôle, pût servir de motif à l'altération des rapports italo-yougoslaves, en un temps où l'on commençait à déceler les signes d'un certain froid entre la France et la Yougoslavie et d'un rapprochement de cette dernière avec le bloc fasciste germano-italien. L'entrée de Belgrade sous l'influence de l'axe Rome-Berlin constituait pour l'Italie un avantage bien plus important que l'occupation militaire de l'Albanie, avantage qui en fin de compte n'excluait pas mais ajournait seulement l'occupation de ce pays déjà soumis de fait. S'il existait, après la désignation du gendre de Mussolini au Ministère des Affaires étrangères de Rome, un élément nouveau dans la ligne politique de l'Italie, cet élément devait être recherché dans les tentatives de Mussolini d'accomplir l'occupation militaire de l'Albanie avec le consentement de la Yougoslavie, voire même de connivence avec elle.

Zogu se rendait compte que le sort de sa couronne dépendait de l'évolution des rapports italo-yougoslaves, et jusqu'à un certain point de celle des relations italo-grecques. Mais dans ce sens aussi, les pronostics étaient plutôt inquiétants. L'accession au pouvoir de Stoyadinoviç en Yougoslavie et de Métaxas en Grèce achevaient, après celle de la Bulgarie et de la Roumanie, la fascistisation politique quasi complète des gouvernements des Balkans. Zogu tenta bien quelques démarches puériles à Belgrade et à Athènes en vue de la conclusion d'une alliance d'amitié avec ces deux capitales, mais celles-ci firent la sourde oreille à ses ouvertures. Au cours de l'entrevue qu'il eut avec Ciano, le 26 mars 1937 à Belgrade, Stoyadinoviç lui confia notamment que l'Albanie avait revêtu pour la Yougoslavie une importance

considérable tant que la diplomatie européenne, en entendant par là la diplomatie anglaise et française, avait réussi à entretenir la discorde entre leurs deux pays, alors que dans le nouveau climat créé dans les rapports italo-yougoslaves, la question albanaise ne représentait qu'un problème local d'importance limitée.

Le plan concret d'invasion de l'Albanie par l'Italie fut arrêté par le comte Ciano au mois de mai 1938, à son retour de sa visite au roi Zogu, à Tirana, à l'occasion du mariage de ce dernier. L'exclusion de l'Albanie de la Société des Nations afin d'éviter l'intervention des autres puissances dans les affaires albanaises au moment où se déchaînerait la crise provoquée par Rome; l'affaiblissement continu de l'armée albanaise du fait de l'activité de sabotage des officiers italiens qui s'employaient à la rendre incapable d'une résistance armée; la consolidation et l'extension des concessions économiques en Albanie au bénéfice des entreprises capitalistes italiennes; le développement, au moyen de subventions, de ce qu'on avait commencé d'appeler "la cinquième colonne"; la séduction par des promesses et de l'argent, des couches "supérieures"; l'expansion en Albanie des institutions fascistes et pro-fascistes qui par leur caractère social et culturel, plus que politique, s'employaient à gagner la sympathie des masses de la population; l'obtention préalable, enfin, du consentement de la Yougoslavie — voilà quels étaient les points essentiels du programme de Ciano, approuvé également par son beau-père, pour préparer le terrain à l'invasion militaire et à la proclamation de "l'union personnelle", artifice choisi pour travestir l'annexion.

Le programme de Ciano, qui ne contenait en fait rien de nouveau, n'était que la poursuite à un rythme plus accéléré du programme antérieur. Cette accélération ne fut pas sans être discernée par la modeste opinion publique albanaise et sans faire naître des inquiétudes parmi les masses populaires de ce pays qui se sentait si près de la gueule du loup. Malgré le péril, Zogu laissa le champ libre à la réalisation fébrile des plans de Rome. Ce fut justement à

cette époque, au printemps 1938, que le gouvernement de Tirana accorda à diverses sociétés italiennes de nouvelles concessions importantes pour l'exploitation du cuivre et du chrome, pour la pêche, etc. En outre, l'Italie, en vertu d'une convention particulière s'assurait le monopole de tout le commerce extérieur de l'Albanie. Au mois de mai de la même année, le Parlement albanais votait la réorganisation de l'Instruction publique, préparée par le conseiller italien S. Montanelli. Des agitateurs et organisateurs fascistes, intelligents et adroits, vinrent en Albanie pour renforcer le travail des anciens propagandistes dans le domaine de la mise sur pied d'organisations fascistes et pro-fascistes. Si de telles organisations ne purent être formées, le mérite n'en revient pas à l'opposition du gouvernement mais à la résistance populaire et à la menace que cette résistance ne prit des proportions d'un conflit déclaré.

Le 18 juin 1938, le comte Ciano, dans une nouvelle entrevue qu'il eut à Venise avec Stoyadinoviç, réussit à obtenir de la Yougoslavie l'assurance de son désintéressement à la pénétration pacifique italienne en Albanie, mais pas encore cependant à l'invasion militaire. Six mois plus tard, au cours des conversations qui eurent lieu à Belgrade, du 18 au 23 janvier 1939, le ministre Ciano obtint finalement le consentement du gouvernement yougoslave à l'occupation militaire de l'Albanie. Stoyadinoviç se voyait offrir en compensation une rectification de la frontière albanaise au bénéfice de la Yougoslavie, la conclusion d'une alliance militaire italo-yougoslave, l'appui de Rome à la prise éventuelle de Salonique par la Yougoslavie, etc. Au métonnement du Ministre des Affaires étrangères d'Italie, le prince Paul, régent de Yougoslavie, montra un intérêt beaucoup moins vif que Stoyadinoviç pour les avantages territoriaux consentis à la Yougoslavie aux dépens de l'Albanie. Selon le rapport que Ciano présenta à Mussolini sur cette rencontre, le prince Paul aurait dit au Ministre italien: "Nous avons déjà tant d'Albanais à l'intérieur de nos frontières, et ils nous causent tant d'ennuis que je n'éprouve pas du tout le désir d'en augmenter le nombre". La

glace était rompue. Le gouvernement italien décida alors de mettre au point ses préparatifs pour l'invasion de l'Albanie.

De leur côté les agents fascistes en Albanie prenaient en hâte leurs dispositions pour priver les Albanais de toute possibilité de résistance armée et en particulier pour s'assurer l'appui des dites "classes élevées" du pays, autrement dit les ministres, les députés, les préfets, les officiers supérieurs, dans la double intention d'isoler Zogu d'abord et de réaliser ensuite grâce au concours de ces classes, par la voie constitutionnelle, l'union de l'Albanie et de l'Italie sous la couronne de Victor-Emmanuel III. Au palais royal de Tirana, l'inquiétude s'empara des esprits. Cependant Zogu et ses deux plus étroits collaborateurs, le Premier Ministre Koço Kota et le Ministre de l'Intérieur Musa Juka, au lieu de prendre les mesures qui s'imposaient en ces circonstances contre les agents fascistes qui poursuivaient librement leurs agissements contre le régime, continuèrent leurs poursuites policières contre les communistes albanais qui réclamaient plus que jamais en ces jours de tension la création d'un front commun de libération groupant toutes les forces patriotiques du pays, et éventuellement Zogu lui-même, au cas où ce dernier et son gouvernement décidaient de s'opposer à l'agression fasciste. En ce mois de janvier, la police de Musa Juka, ayant dépisté les organisations clandestines marxistes, arrêta un grand nombre de communistes. Le 4 février 1939, 73 d'entre eux furent traduits devant le tribunal politique de Tirana; 59 inculpés furent condamnés sans autre chef d'accusation que la sympathie qu'ils nourrissaient pour les idées marxistes-léninistes.

Au mois de mars 1939, la situation internationale se présentait plus favorable que jamais pour l'Italie fasciste. En Espagne, la fin imminente de la guerre civile et le succès des forces fascistes de Franco soulageaient Mussolini d'une préoccupation vieille de trois ans. Le 15 mars, l'Allemagne hitlérienne envahissait la Tchécoslovaquie sans provoquer la moindre opposition de la part des puissances occidentales. En Yougoslavie, le gouvernement qui avait succédé

à Stoyadinoviç, démissionné au début de février, cédaït sur tous les points aux exigences de l'Axe et faisait sienne l'attitude du prince Paul à l'égard de l'Albanie. Dans ces circonstances, Mussolini, ayant amassé ses troupes dans les ports de l'Italie du Sud faisant face à l'Albanie, présenta le 25 mars 1939 au gouvernement de Tirana, sous forme d'ultimatum, un projet de traité comportant les conditions suivantes: les troupes italiennes devaient débarquer dans les principaux ports d'Albanie et assumer le contrôle des routes stratégiques, des aérodromes et des points stratégiques frontaliers; des colons italiens devaient s'établir en Albanie où ils jouiraient de tous les droits des citoyens albanais; une union douanière serait conclue; les ressortissants italiens vivant en Albanie auraient le droit d'occuper les plus hauts postes de l'administration; les ministères albanais auraient pour secrétaires généraux des fonctionnaires italiens; le ministre d'Italie à Tirana et réciproquement le ministre d'Albanie à Rome seraient respectivement membres du Conseil des Ministres du pays auprès duquel ils étaient accrédités. Quelques jours plus tard, Rome présentait à Tirana un nouvel ultimatum aux termes duquel elle réclamait impérieusement une réponse à sa proposition du 25 mars en fixant comme délai à cette réponse la date du 6 avril, à minuit.

Zogu et son gouvernement gardèrent le secret sur le projet de traité et sur l'ultimatum de Mussolini. L'opinion publique cependant ne tarda pas à être informée par d'autres sources des préparatifs italiens. La nouvelle du rassemblement de nombreuses troupes dans les ports de l'Italie du Sud alerta tout le pays. Dans la soirée du 3 avril, une manifestation de la jeunesse de la capitale conduite par les communistes, éclatait à Tirana. Les manifestants proclamaient leur volonté de défendre le pays contre une éventuelle agression italienne. Le 4 avril, une immense foule déferlait dans les rues de la capitale pour réclamer des nouvelles sûres au sujet des préparatifs italiens, et des armes pour combattre, le cas échéant, contre l'ennemi fasciste. Des manifestations analogues se produisirent aussi



Aspect des manifestations patriotiques qui eurent lieu dans les premiers jours d'avril 1939 contre la menace de l'agression fasciste.

dans les autres villes du pays, à Shkodra, Elbasan, Durrës, Korça, Gjirokaster, Vlora. Zogu s'efforça de calmer l'opinion publique en publiant un communiqué gouvernemental démentant les nouvelles propagées au sujet de l'aggravation des rapports italo-albanais. Dans le même temps, le 5 avril, le Premier Ministre Koço Kota, répondait à l'ultimatum italien en présentant les contre-propositions du gouvernement albanais et en demandant le renvoi du délai fixé dans l'ultimatum. Ces contre-propositions prévoyaient: la détermination dans une convention militaire conclue à cet effet des cas où les unités italiennes auraient à intervenir en Albanie, la reconnaissance des droits de citoyens albanais uniquement aux Italiens résidant en Albanie depuis plus de cinq ans; non plus l'union douanière

mais un abaissement des tarifs de douanes ramenés au taux de 2% sur les échanges commerciaux entre les deux pays; l'admission dans l'administration albanaise seulement d'organiseurs et non de fonctionnaires titulaires italiens.

Le communiqué gouvernemental ne tranquillisa pas le pays. Le 5 et le 6 avril, des manifestations massives éclatèrent dans l'Albanie entière. Comme par le passé, le gouvernement zoguiste fit la sourde oreille aux demandes d'engagement volontaire que le peuple présentait en masse pour défendre la patrie en danger.

Les contre-propositions albanaises ne furent même pas étudiées par le gouvernement italien. Le délai de l'ultimatum fut seulement prolongé de 12 heures. Face à la situation critique qu'il avait lui-même créée, Zogu ne trouva d'autre issue que d'abandonner le pays sans opposer la moindre résistance à l'agresseur. Le lendemain, 7 avril 1939, le jour du Vendredi Saint, aux premières heures du matin, les troupes italiennes, fortes de 40.000 hommes, embarquées sur une multitude de bâtiments de guerre et escortées par des centaines d'avions de combats apparaissaient au large des quatre ports principaux d'Albanie, Durres, Vlora, Saranda et Shengjin. Afin de gagner du temps pour préparer sa fuite et surtout celle de la reine alors en couches, Zogu tenta vainement d'entrer en contact avec le général Guzzoni, commandant en chef de l'expédition italienne. Dans la matinée du 7 avril, les troupes italiennes débarquaient sur les côtes d'Albanie, persuadées que le travail de sabotage des agents italiens et la passivité même de l'attitude de Zogu avaient écarté tout danger éventuel de résistance. En fait, l'œuvre de sabotage des agents fascistes et des gouvernants zoguistes avait été considérable. Les munitions avaient disparu, l'insignifiante artillerie rendue inutilisable et dans l'armée le désordre et la désorganisation régnaient. Néanmoins, bon nombre de volontaires et de soldats réussirent à se procurer quelques munitions et à résister aux envahisseurs qu'ils contraignirent, à Durres surtout, à rembarquer. La flotte italienne fit alors pleuvoir sur Durres une grêle d'obus, mais n'obtint pas les

résultats escomptés. Les troupes italiennes renouvelèrent par trois fois leurs assauts à Durres, mais furent toutes les fois rejetées à la mer. Ces succès albanais étaient remportés dans un temps où la famille royale en fuite gagnait la frontière à la suite de Zogu, le responsable de cette tragédie.

Si la résistance albanaise fut rapidement brisée, cela ne fut pas tellement dû à la supériorité de l'ennemi et au manque d'armes et de munitions. Mujo Ulqinaku, un matelot qui tomba en héros dans les rues de Durres le 7 avril 1939, devint le symbole de cette résistance spontanée et inorganisée. Ce même jour Durres comme les autres ports d'Albanie finit par tomber aux mains des troupes italiennes. Les forces fascistes réussirent à faire leur entrée à Tirana le 8 avril; à Shkodra et à Gjirokaster le 9. Le lendemain 10 avril, tout le pays était presque entièrement occupé par l'Italie fasciste, sans que la moindre protestation eût été élevée par les puissances occidentales ou les Etats balkaniques. Seule l'Union Soviétique ne reconnut pas cette honteuse occupation. Bien entendu tous les patriotes albanais réfugiés à l'étranger, à l'exception des membres du groupe "l'Union National" protestèrent dans des meetings organisés en cette occasion contre cette invasion qui sonnait le glas de l'indépendance de leur patrie, indépendance conquise au prix de tant de luttes et de sacrifices. Les réfugiés politiques albanais bénéficièrent dans leurs protestations de la solidarité de toutes les forces progressistes démocratiques du monde et en premier lieu des communistes internationalistes.

LES ORIGINES DU MOUVEMENT ANTIFASCISTE DE LIBERATION NATIONALE

L'occupation militaire du 7 avril 1939 n'a jamais été mentionnée dans les documents officiels italiens comme une annexion de l'Albanie par l'Italie, mais comme une action entreprise en vue de mettre un terme aux "menées" anti-italiennes de Zogu et d'assurer "l'indépen-

dance" de l'Albanie menacée par les autres puissances, par la voie de "l'union personnelle", autrement dit par l'union du royaume d'Albanie avec le royaume d'Italie sous la couronne du roi-empereur Victor-Emmanuel III.

Dans ce montage démagogique, Mussolini bénéficiait du concours des collaborateurs de Zogu, lesquels, à l'exception de quelques ministres, Koço Kota, Musa Juka entre autres, demeurèrent en Albanie et furent les premiers à féliciter le chef du fascisme à l'issue des événements du 7 avril. Le 12 avril, une assemblée qui s'était elle-même qualifiée "d'assemblée constituante", formée de personnalités entrées dès avant l'occupation en rapports secrets avec la légation d'Italie à Tirana, proclama "l'union" de l'Albanie avec l'Italie sous la couronne du roi-empereur Victor-Emmanuel III. Le même jour était formé le gouvernement renégat albanais sous la présidence du grand propriétaire terrien Shefqet Verlaci, qui signa, le 20 avril 1939, avec Francesco Jacomoni, promu en l'occasion au rang d'ambassadeur, une série de conventions économiques. Aux termes de ces accords, l'Albanie et l'Italie formaient dorénavant un territoire unique; une union douanière liait les deux pays; la monnaie albanaise était rattachée au sort de la lire italienne; l'Albanie dans ses rapports commerciaux avec les pays étrangers devait appliquer les tarifs généraux du royaume d'Italie; les ressortissants italiens jouiraient en Albanie des mêmes droits que les citoyens albanais et vice-versa. Le 3 juin, on alla encore plus loin vers l'asservissement effectif du pays. Le Statut du "Royaume d'Albanie", proclamé ce jour-là, attribuait le pouvoir exécutif ainsi que le pouvoir législatif au "roi d'Italie et d'Albanie et empereur d'Ethiopie" qui désigna pour sa part comme son "lieutenant-général" en Albanie, Francesco Jacomoni. L'Albanie n'avait plus de parlement, et les deux pays n'auraient plus de représentations diplomatiques réciproques. En vertu d'un accord conclu le même jour, les relations extérieures de l'Albanie et de l'Italie étaient unifiées et relevaient désormais du Ministère des Affaires Etrangères de Rome; l'Albanie, en conséquence, n'aurait plus de relations diploma-

tiques directes avec aucun pays. L'armée albanaise était supprimée en tant que force armée à part et incorporée à l'armée italienne.

Ces documents légalisaient abusivement l'occupation militaire de l'Albanie par l'Italie et toutes les conséquences qui en dérivait. En grande hâte, des émissaires accourus de Rome formèrent le Parti Fasciste Albanais et ses organisations auxiliaires — les organisations de la jeunesse "fasciste", des enfants "fascistes", des femmes "fascistes", et des "loisirs" (dopolavoro) — qui n'avaient jamais pu prendre pied en Albanie. Par l'intimidation politique, les employés de l'Etat et les travailleurs se virent forcés de s'inscrire avec leurs femmes et leurs enfants aux organisations "fascistes" correspondantes et de se prêter au pétrissage politique et culturel de l'idéologie fasciste. Un essaim de nouvelles entreprises capitalistes italiennes envahirent l'Albanie et s'employèrent à exploiter à une cadence accélérée les ressources économiques du pays et en premier lieu les richesses minérales, afin de satisfaire aux besoins de l'économie de guerre italienne. De nombreuses entreprises du bâtiment s'installaient en même temps dans le pays pour y poursuivre l'aménagement et l'extension des routes stratégiques qui reliaient le littoral avec les régions confinantes avec la Yougoslavie et la Grèce. Deux puissantes banques italiennes, la "Banco di Napoli" et la "Banca del Lavoro", opérant de pair avec la "Banque Nationale d'Albanie", qui s'appuyait maintenant pour ainsi dire uniquement sur le capital italien, couvrirent le pays d'un vaste réseau de succursales relativement actives. La "Banque Nationale d'Albanie" qui jusqu'à la veille de l'occupation, avait suivi, en ce qui concerne la circulation monétaire, une politique de déflation que ne justifiaient pas les circonstances, adopta, aussitôt après les événements d'avril, toujours avec le même directeur et le même conseil d'administration à sa tête, une politique "d'abondance monétaire", qui ne recula même pas devant l'inflation. La monnaie en circulation, qui se montait à 10.653.000 francs à la fin de 1936, à 11.131.000 francs en 1937, à 10.529.000

francs en 1938 et à 11.939.000 francs le 31 mars 1939 (à la veille de l'occupation) passa en un mois, le 30 avril 1939, à 17.262.000 francs alors qu'à la fin de la même année elle avait atteint 26.316.000 francs et à la fin de 1940 80.178.000 francs, en 1941 108.417.000 francs et en 1942 141.897.000 francs. En agriculture, des projets de "réformes" mussoliniennes étaient élaborés. Ces projets prévoyaient la "bonification" des terres des régions basses du littoral, l'établissement sur ces terres de colons italiens et la transplantation des paysans de ces zones dans les hautes contrées de l'intérieur. Les colons fixés aux alentours des villes, les ouvriers italiens venus en foule dans le pays et dont le nombre en 1940 dépassait celui des ouvriers albanais, l'imposition de la langue et de la culture italiennes dans les programmes scolaires et dans la vie administrative du pays, devaient servir de catalyseurs au processus d'italianisation des Albanais si chers aux "hiérarques" fascistes et plus particulièrement à Benito Mussolini.

En conséquence, le ressentiment général provoqué par l'agression du 7 avril gagna encore en ampleur et en intensité au cours des mois suivants. Ce ressentiment se dirigeait maintenant non seulement contre l'occupant fasciste mais aussi contre les collaborationnistes de l'intérieur qui consentaient à la politique de conversion de l'Albanie en une colonie à peine camouflée, et d'assimilation ethnique du pays. Cette rancune populaire se traduisit par la poursuite de la résistance antifasciste, une résistance par ailleurs entièrement spontanée. Dans les lieux de travail, les petits employés et les ouvriers refusèrent en dépit de la pression administrative, d'adhérer au parti fasciste; dans les écoles les étudiants demeurèrent à l'écart des organisations de la jeunesse fasciste; dans les entreprises capitalistes italiennes, les ouvriers organisèrent grève sur grève contre les actes de rapine de leurs patrons et contre la discrimination coloniale. Les villageois de la Myzeqe protestèrent contre l'arpentage de leurs terres. Mais cette résistance de caractère local ne donnait souvent pas de résultat. Le besoin d'une organisation patriotique révolutionnaire

capable de prendre la direction de cette résistance populaire en effervescence constante se faisait sentir maintenant plus que jamais. Les anciens collaborateurs de Zogu demeurés en Albanie ainsi que les dirigeants de l'ancienne opposition zoguiste groupés naguère en exil dans l'organisation de "l'Union Nationale", qui étaient rentrés dans leur pays après le 7 avril, ayant préféré grossir les rangs des collaborationnistes, tout le poids de l'organisation de la résistance patriotique retomba sur les communistes, lesquels, aussi bien avant qu'après l'occupation fasciste, s'étaient montrés aussi intransigeants dans leur attitude de principe sur la question de l'indépendance de la Patrie, que révolutionnaires sur les méthodes à mettre en œuvre dans la lutte de libération. Aussi s'étaient-ils toujours montrés solidaires des ouvriers, des paysans, des employés et des étudiants dans leur résistance spontanée, assumant dans la plupart des cas eux-mêmes l'organisation et la direction de ces mouvements.

En dépit de ces mérites, les communistes albanais avaient leurs faiblesses. Un parti unique communiste révolutionnaire n'avait pas encore été formé. Les communistes se trouvaient toujours scindés en deux groupes, en conflit entre eux sur l'idéologie et les méthodes d'organisation de leur mouvement.

Ce mouvement ne fléchit cependant pas dans son action même à l'issue des importantes victoires remportées par l'Allemagne hitlérienne au début de la seconde guerre mondiale, victoires qui créèrent en Europe une situation offrant peu de sujets d'espoir. Le 28 novembre 1939, anniversaire de la proclamation de l'indépendance nationale, une manifestation patriotique populaire contre l'occupant fasciste éclatait à Tirana. Au cours des premiers mois de 1940, la résistance antifasciste, conduite comme à l'accoutumée par les communistes albanais, emprunta des formes plus combattives, plus actives, passant aux actes de sabotage contre les préparatifs militaires de l'Italie. Après l'entrée en guerre de l'Italie, en juin 1940, aux côtés de l'Allemagne nazie, cette résistance connut des moments

difficiles par suite du déchaînement de la réaction politique et policière. Alors que les prisons de la métropole et les camps insulaires d'Italie se remplissaient de patriotes albanais, les fascistes italiens forts du concours des collaborationnistes locaux, entreprirent une vaste campagne de propagande en vue de présenter la lutte menée par Rome dans les Balkans comme une occasion dont l'Albanie, comme un Etat "à part" profiterait pour compléter son unité ethnique, en incorporant à la mère-patrie les territoires albanais du Kossovo et de la Çameria, injustement annexés à la Yougoslavie et à la Grèce en vertu des décisions du Congrès de Berlin de 1878 et de la Conférence des Ambassadeurs de 1913. C'était là sans doute une bonne carte que les Italiens jouaient, si l'on tient compte du fait que les Albanais ne pouvaient jamais chasser de leur esprit l'injustice dont ils avaient été victimes de la part de la diplomatie impérialiste, qui avait laissé en dehors de leurs frontières près de la moitié de leurs compatriotes. Les collaborationnistes s'efforcèrent d'exploiter au maximum cet aspect politique de la question pour jeter les Albanais dans une guerre contre les pays voisins. "Qu'y a-t-il à redire" déclaraient les collaborationnistes et en particulier leur porte-parole le plus en vue, Mustafa Kruja — "si l'Italie rectifie les erreurs de la diplomatie ploutocratique et si par son œuvre, l'Albanie amputée complète son union nationale?" A cette manière de présenter les choses menée avec tapage, firent écho certaines personnalités qui avaient pourtant protesté à l'origine contre l'agression du 7 avril. L'une de ces personnalités, Faik Konitsa, ancien ministre de l'Albanie zoguiste à Washington, resté à l'étranger, dans une déclaration faite à la presse américaine le 22 août 1940, affirmait notamment: "Maintenant que l'Italie se montre prête à intervenir en défense de la nation albanaise afin de réparer les injustices qui ont été faites à cette dernière et de rétablir les frontières naturelles et historiques de l'Albanie . . . un véritable Albanais peut-il raisonnablement être mécontent de cette intervention?" et plus loin: "Si la Çameria est albanaise, cette vérité cesse-t-elle d'être

telle uniquement parce que les Italiens en prennent la défense?"

Mais les masses de la population avaient leur propre logique. Elles ne désiraient nullement servir de chair à canon aux desseins impérialistes de Rome. Leur attitude se manifesta clairement après le 28 octobre 1940, quand l'Italie, prétextant l'occupation abusive des territoires albanais par les Grecs, attaqua la Grèce et que le gouvernement quisling de Shefqet Verlaci se déclara solidaire de cette agression. On s'aperçut vite que la propagande fasciste et profasciste n'avait eu aucune prise sur les masses. Deux bataillons de recrues albanaises envoyés de force au front refusèrent de combattre, et, les désertions s'étant multipliées dès les premiers jours, les deux unités furent retirées du front et confinées dans un camp de concentration près de Shijak, une localité de l'Albanie centrale. Au front comme à l'arrière on enregistra de nombreux actes de sabotage. C'est justement à cette époque que dans les montagnes d'Albanie, les soldats déserteurs forment les noyaux des premières unités de guérillas du mouvement de libération nationale albanais.

Sur ce théâtre de la guerre, l'armée italienne, on le sait, subit une honteuse défaite, que Mussolini lui-même dans une lettre adressée à Hitler le 22 novembre 1940 attribuait aux préparatifs militaires insuffisants et à la "trahison" imprévue des Albanais. Les troupes grecques, à la poursuite de l'ennemi, pénétrèrent dans le territoire albanais. Le 22 novembre 1940, elles occupaient Korça et au début de décembre Gjirokaster. Les Albanais considérèrent la victoire grecque comme une victoire sur le fascisme et l'armée grecque comme une alliée dans la lutte contre l'ennemi commun. Des milliers de volontaires des régions occupées demandèrent au commandement hellénique l'autorisation de combattre sous le drapeau albanais côte à côte avec les troupes grecques contre l'envahisseur fasciste. Les Grecs refusèrent en faisant savoir qu'ils acceptaient seulement des volontaires enrôlés sous le drapeau grec. De plus, les mesures prises par les autorités grecques, notamment l'in-

terdiction du drapeau albanais, la mise en place d'une administration civile grecque, l'arrestation et l'internement des patriotes albanais en dépit de leur hostilité au fascisme, indiquaient qu'Athènes n'avait pas renoncé à ses anciennes visées chauvines à l'égard de l'Albanie. En conséquence, les relations albano-grecques demeurèrent tendues même à cette heure historique où les deux pays étaient en guerre contre le même ennemi.

Au printemps 1941, la situation dans les Balkans connut un brusque revirement. Le 6 avril, les troupes allemandes attaquèrent simultanément, à l'improviste, la Yougoslavie et la Grèce et le fait qu'ils vinrent à bout en quelques jours de la résistance de ces deux pays, permit aux troupes italiennes restées durant tout l'hiver sur la défensive, de refouler les forces grecques hors d'Albanie. Après la capitulation des armées yougoslaves le 17 avril et des armées grecques le 21 avril 1940, l'Allemagne et l'Italie, par le truchement de leurs Ministres des Affaires Etrangères Von Ribbentrop et Ciano, arrêtaient à Vienne la nouvelle carte politique des Balkans, carte qui fixait les zones d'influence respective de chacune des deux puissances de l'Axe dans la péninsule. L'Italie, discréditée par la défaite subie dans son attaque contre la Grèce plusieurs fois plus petite qu'elle, s'employait à étendre sa zone d'influence dans les Balkans en avançant au nom du gouvernement quisling de Tirana des revendications territoriales fondées sur le principe ethnique. Ces revendications, légèrement modifiées, furent acceptées par les deux puissances qui s'étaient érigées en arbitres, et le démembrement de la Yougoslavie qui s'ensuivit, rendait à l'Albanie les régions albanaises du Kossovo annexées par les Serbes en 1913 et quelques autres zones également albanaises incorporées naguère au Monténégro. Au sud, l'Albanie recevait les contrées albanaises de la Çameria que la Grèce s'était rattachées en 1913.

Ces annexions doublèrent presque la superficie et la population de l'Albanie. L'intégration des terres extrêmement fertiles du Kossovo dans l'économie albanaise régla sur-le-champ le problème du déficit chronique de la production

agricole; l'Albanie, jusqu'alors pays importateur de céréales se trouva converti en exportateur. Les fascistes italiens et les collaborationnistes du pays exploitèrent amplement ces faits dans leur campagne de propagande tendant à persuader l'opinion publique albanaise que l'existence de la "grande" Albanie, comme ils l'appelaient, était subordonnée à la victoire des puissances de l'Axe et que le succès des puissances occidentales, dont la Yougoslavie et la Grèce étaient les alliées, remettrait en question l'existence même de la "petite" Albanie. Cette campagne reçut plus spécialement l'appui des personnalités antizogistes revenues d'exil et notamment de Mustafa Kruja, Rexhep Mitrovica, Ali Kelcyra et Kol Tromara. Cependant l'opinion, comme déjà en d'autres circonstances, se montra réservée devant cette vigoureuse pression de propagande. Et de fait Rome reçut une réplique inattendue et cuisante par l'attentat dont fut l'objet Victor-Emmanuel III de la main de l'ouvrier albanaise Vasil Laçi au cours de la visite que le roi-empereur fit au mois de mai en Albanie.

Les communistes albanais dénoncèrent le stratagème politique des fascistes, qui visaient à faire des Albanais leurs gendarmes dans les Balkans ou à les utiliser sur les divers fronts. La résistance des communistes était toutefois assez faible du fait qu'ils étaient toujours divisés, voire même plus qu'auparavant, deux autres groupes communistes moins importants aussi bien par le nombre de leurs adhérents que par l'influence qu'ils exerçaient sur l'opinion, étant venus s'ajouter aux deux anciens groupes, ceux de Korça et de Shkodra. De ces deux nouveaux groupes, l'un, dit le groupe des Jeunes, était dirigé par des chefs philo-trotskyistes, l'autre, appelé le groupe du "Feu", manifestait des tendances anarcho-marxistes. Divisés par une foule de divergences relatives aux problèmes idéologiques, tactiques et d'organisation qui se posaient au mouvement communiste, ces groupes, quoique en clandestinité, étaient en constante rivalité. Les attaques les plus violentes portaient surtout sur celui de Korça, plus massif, plus révolutionnaire et plus rigoureusement attaché aux principes présidant à son

action. Tout ces groupes comptaient cependant dans leurs rangs des éléments communistes révolutionnaires qui regrettaient cette scission injustifiable et recherchaient leur fusion au plus tôt dans un parti unique marxiste-léniniste. Toutefois les démarches faites dans ce sens jusqu'à l'été 1940, n'avaient donné aucun résultat.

En été 1941, après l'agression déclenchée le 22 juin par l'Allemagne nazie contre l'Union Soviétique, le mouvement de libération nationale en Albanie connut un nouvel élan. L'entrée en guerre de l'Union Soviétique, en élargissant le front de la guerre antifasciste, augmentait les perspectives de défaite du bloc germano-italien et ranimait les espoirs d'une prompte libération de l'Albanie. L'alignement de l'Union Soviétique au sein de la coalition antifasciste, constituait pour les Albanais la garantie que, la guerre terminée, un frein serait mis aux tendances chauvines du gouvernement antifasciste yougoslave et surtout du gouvernement grec, tous deux en exil à Londres qui étaient considérés comme des gouvernements alliés antifascistes et jouissaient de l'appui de la Grande-Bretagne. Le renforcement au plus haut degré possible de l'alliance de l'Albanie avec l'Union Soviétique était tenue par les communistes et les patriotes antifascistes albanais, comme la seule voie pouvant assurer l'indépendance de la patrie.

L'avance rapide des armées germano-fascistes, aux premiers mois de la guerre, profondément à l'intérieur du territoire soviétique, ne compromit en rien ces espérances. Dans le courant de l'été et de l'automne 1941, les communistes albanais déployèrent une vaste activité qui avait pour objectif l'extension de la lutte armée. Dans les villes, des tracts furent lancés clandestinement. Ils étaient rédigés par les communistes du groupe de Korça et faisaient appel à la population pour le déclenchement d'une lutte armée d'envergure pour la libération. Dans les montagnes, les communistes s'employèrent, non sans succès, à organiser en unités régulières de guérillas, les patriotes antifascistes isolés dans le maquis. Des mesures s'étendant à tout le pays

furent prises pour assurer armes et munitions aux unités de guérillas des villes, unités qui venaient à peine d'être mises sur pied. Dans le même temps, des efforts étaient poursuivis afin de mettre un terme aux divergences divisant les groupes communistes, et de les fondre en un parti unique marxiste-léniniste.

Ces efforts ne furent pas sans porter leurs fruits. En dépit de la résistance opposée par les chefs de certains groupes, plus spécialement par les dirigeants du groupe des Jeunes et de celui du Feu, les communistes révolutionnaires internationalistes parvinrent en fin de compte à vaincre l'intolérable esprit de ces deux groupes et à préparer la convocation à Tirana, dans des conditions de clandestinité et de poursuites policières, d'une assemblée extraordinaire des groupes communistes albanais. Dans les rangs de ces communistes internationalistes qui s'appliquaient à jeter les fondements d'un parti communiste albanais, émergeait de façon de plus en plus imposante la personnalité d'Enver Hoxha, alors âgé seulement de 33 ans, mais qui avait déjà à son compte une riche activité de marxiste révolutionnaire. Né à Gjirokaster le 16 octobre 1908, Enver Hoxha fit ses études secondaires à Korça où il entra en contact avec les communistes de la ville. Il passa ensuite quelques années comme étudiant puis comme employé (1930-1936) en France et en Belgique où il collabora avec les communistes de ces deux pays. Rentré en 1936 en Albanie, il fut nommé, après une période de chômage, professeur au Lycée de Tirana, puis de 1937 à 1939 au Lycée de Korça, où il avait été l'un des plus anciens membres du groupe communiste de la ville et en même temps l'un de ses dirigeants les plus actifs. Après le 7 avril 1939 il fut révoqué par l'administration des collaborationnistes fascistes et vint s'établir à Tirana où il se consacra entièrement à son activité de révolutionnaire marxiste et en même temps à la création d'un front de lutte antifasciste commune groupant les forces patriotiques du pays. En se maintenant au-dessus de la division des groupes et de la lutte que ceux-ci se faisaient

entre eux, Enver Hoxha devint peu à peu la figure centrale des forces révolutionnaires du pays qui demandaient qu'un terme fût mis au plus vite à la déplorable scission du mouvement communiste albanais. Il s'employait pour sa part à réaliser non seulement l'union des groupes, comme le réclamaient les chefs fractionnistes, mais aussi leur fusion en un seul parti au sein duquel n'apparaîtraient plus en aucune occasion les traces de l'état de choses antérieur. La thèse fondamentale qu'il s'appliquait à faire prévaloir affirmait que l'union des communistes albanais en un parti révolutionnaire unique serait obtenue non seulement par la renonciation des groupes à leurs conceptions erronées, non seulement par l'acceptation d'un solide programme marxiste-léniniste par tous les membres de ces groupes, mais aussi par des actions révolutionnaires communes contre l'ennemi fasciste, actions qui, plus que les discussions théoriques, offriraient l'occasion aux communistes de fraterniser. Cette thèse fut acceptée par les membres les plus révolutionnaires de ces groupes. Aussi Enver Hoxha prit-il lui-même la tête de la grande manifestation patriotique, qui, sur l'initiative des communistes révolutionnaires, éclata devant le siège de la Résidence du Conseil du gouvernement quisling, le 28 octobre 1941, anniversaire de la marche fasciste sur Rome, quelques jours seulement avant la réunion des groupes. La réunion au cours de laquelle les communistes furent forcés de se battre, sans distinction de groupes, pour se défendre les uns les autres contre les carabinieri italiens intervenus, confirma, quoique de façon élémentaire, la valeur indiscutable des actions révolutionnaires non seulement dans le but de promouvoir la fusion des communistes en un seul parti mais aussi comme un puissant moyen d'attraction des masses populaires dans la grande lutte patriotique contre l'occupant fasciste et les collaborationnistes de l'intérieur.

L'assemblée extraordinaire des groupes communistes se réunit à Tirana dans la première semaine de novembre 1941, avec la participation des délégués des trois groupes communistes (le groupe du Feu refusa d'y prendre part et de-



La manifestation patriotique antifasciste dirigée par le camarade Enver Hoxha, le 28 octobre 1941, à Tirana.

meura isolé jusqu'à sa complète liquidation un an plus tard). A l'issue de plusieurs jours de débats et après que les tendances franchionnistes liquidatrices de certains chefs prétentieux eurent été repoussées, il fut décidé, le 8 novembre 1941, de dissoudre les groupes et de constituer le Parti Communiste Albanais, parti marxiste-léniniste, doté d'un nouveau programme approuvé sous forme de résolution. L'assemblée élit également le Comité Central Provisoire du nouveau parti à la tête duquel fut désigné Enver Hoxha.

Le programme politique du P.C.A. tel qu'il était formulé dans la résolution, comportait en substance les points suivants: la mobilisation des masses populaires d'Albanie dans la lutte armée contre l'occupant fasciste et les collaboration-



La maison où, le 8 novembre 1941, à Tirana, fut fondé, dans la clandestinité, le Parti Communiste Albanais.

nistes, pour l'indépendance nationale, en coopération avec toutes les forces nationalistes patriotiques du pays; la poursuite de cette lutte en fraternité d'armes avec les peuples des Balkans, de Yougoslavie et de Grèce surtout, et en alliance avec la grande coalition antifasciste, en premier lieu avec l'Union Soviétique dont il fallait également propager le rôle en tant que pays socialiste. Parallèlement au combat à soutenir pour la libération nationale, la résolution définissait parmi les objectifs à poursuivre, la mobilisation des masses populaires et avant tout des ouvriers, afin de mettre en œuvre la révolution populaire qui devait renverser, à la libération du pays, le pouvoir de la bourgeoisie et des propriétaires terriens et établir un pouvoir populaire démocratique.

LA LUTTE PATRIOTIQUE ARMÉE ET L'EXPANSION
DE LA REVOLUTION POPULAIRE D'ALBANIE

Quelques jours plus tard, toujours au mois de novembre 1941, dans un manifeste diffusé clandestinement et portant sa signature, le Comité Central du Parti Communiste Albanais, s'adressait au pays, et après avoir analysé la situation politique intérieure et extérieure, demandait aux masses de la population de déclencher la lutte générale contre l'occupant fasciste pour la libération définitive du pays, en cessant de verser à l'ennemi le moindre impôt, en lui refusant même un grain de blé, ou un verre d'eau et en se joignant, les armes à la main, aux unités de guérillas des combattants de la liberté. Le premier manifeste du P.C.A. s'adressant aux communistes albanais, réclamait d'eux qu'ils s'érigent en toute occasion en exemple de fermeté révolutionnaire, d'abnégation, d'esprit d'initiative et d'organisation, qu'ils se trouvent toujours en première ligne du combat, là où il y avait le plus grand danger, et qu'ils n'hésitent pas à sacrifier leur vie pour la libération de la patrie. Le même mois, les dirigeants du P.C.A. entraient en contact avec les guérillas. Celles-ci se conformèrent aux ordres du Parti, qui leur enjoignaient de sortir de la clandestinité absolue afin d'être à même d'agir plus librement dans les villages où elles devaient aussi se livrer à un travail d'éducation politique parmi les villageois, et d'entreprendre des actions armées contre l'occupant fasciste. Dans les villes principales du pays également, des unités de guérillas préparées aux actions de sabotage et aux attentats furent organisées sur des bases nouvelles. Le 23 novembre 1941, sous l'égide du P.C.A. était fondée à Tirana l'organisation clandestine de la Jeunesse Communiste Albanaise (J.C.A.) qui avait pour secrétaire politique de son Comité Central Qemal Stafa. C'est en ces mêmes journées que la première détonation de la lutte armée antifasciste se fit entendre. La veille du 28 novembre, anniversaire de l'indépendance nationale, alors qu'un détachement de partisans s'attaquait à un P.C. fasciste, une unité de guérillas exécutait à Tirana, en pleine



Le camarade Enver Hoxha, dirigeant de la lutte de libération nationale du peuple albanais contre l'occupant fasciste et nazi.



La guérilla de Péza, l'un des premiers détachements de partisans albanais, et son commandant Myslim Peza.

ville, le chef d'une brigade de la police politique au service des collaborationnistes.

Le tournant qui était en train de se produire au sein de la résistance albanaise ne fut pas sans venir à la connaissance des autorités fascistes. La diffusion du premier tract dans toutes les villes, et même dans de nombreux villages, sans que la police eût pu se saisir d'aucun des militants antifascistes, les manifestations qui se déroulèrent à Tirana le 23 octobre, et à Korça le 8 novembre 1941, démonstrations qui tournèrent en engagements avec la police, l'action, parmi tant d'autres, des premières unités de guérillas qui opéraient maintenant aux alentours de la capitale, témoignaient du caractère sérieux de l'organisation communiste et de la gravité de la situation politique intérieure. Les "hiérarques" fascistes répliquèrent à la nouvelle situation

créée en procédant à ce qu'ils appelaient "une relève de la garde". Le gouvernement quisling de Shefqet Verlaci se vit retirer ses pouvoirs sous le reproche qu'il s'était montré incapable d'étouffer la résistance antifasciste à l'état d'embryon. Au début du mois de décembre 1941, un gouvernement de la "main forte" présidé par Mustafa Kruja accédait au pouvoir.

Les chefs fascistes n'auraient pu trouver pour faire face à la situation un homme plus indiqué que Mustafa Kruja, un vieux renard de la vie politique albanaise qui, depuis 1914 déjà au service de Rome, avait gagné leur confiance. Celui-ci dirigea toutes ses batteries non pas contre le mouvement antifasciste dans son ensemble mais contre le mouvement communiste albanaise en particulier, dans l'espoir de scinder ainsi le front de la résistance et de détacher les forces patriotiques non communistes du front commun de libération nationale qu'elles étaient en train de constituer avec les communistes albanaise. Obéissant à la tactique qu'il s'était fixée, il se mit même à consentir à certaines concessions: il atténua entre autres la pression exercée jusqu'alors pour l'inscription obligatoire au Parti Fasciste Albanais et aux autres organisations fascistes; il s'engagea à recevoir dans son bureau tout citoyen de convictions antifascistes et d'accepter, sans prendre la moindre sanction, toute discussion politique qu'on désirerait engager avec lui; il promit de ne plus renouveler les erreurs du gouvernement précédent; il laissa en fin de compte entendre que l'occupation militaire italienne était une occupation provisoire imposée par les vicissitudes de la guerre mondiale et que, le conflit une fois achevé, l'Albanie recouvrerait sa véritable indépendance sans verser de sang.

Le caractère démagogique des promesses de Mustafa Kruja ne tarda pas à être mis à nu. Sa politique qui se résumait dans le slogan "pas de paix avec les communistes" et les mesures rigoureuses de police qu'il prit contre ces derniers, se montrèrent infructueuses. Le Parti Communiste Albanais, quoique engagé à l'époque dans une lutte intestine contre les anciens fractionnistes qui refusaient de



La guérilla de Mallakëtra et son commandant Mehmet Shehu.

se soumettre à la discipline de Parti, redoubla l'élan de la lutte antifasciste. Grâce à l'œuvre pleine d'abnégation et à l'héroïsme sans pareil de ses membres, des succès dépassant toute expectative furent obtenus dans le courant de 1942. Les détachements de partisans pullulaient maintenant dans presque toute l'Albanie. Les attaques portées par ces forces contre les convois motorisés et les unités fascistes italiennes se conjugaient avec les actions des guérillas à l'intérieur des villes et avec les attentats contre les criminels fascistes. Dans la soirée du 24 juillet 1942, les unités de guérillas abattirent à la même heure, dans l'Albanie entière, les poteaux télégraphiques et téléphoniques, coupant les lignes et interrompant ainsi les communications interurbaines dans tout le pays. Dans les journées qui suivirent, les guérillas de Tirana incendièrent la centrale télé-



Qemal Stafa, héros de la guerre de libération nationale, qui mourut au champ d'honneur le 5 mai 1942.



Perlat Rexhepi, qui donna sa vie dans la lutte pour la libération de la patrie le 22 juillet 1942.

phonique, s'emparèrent des archives du Ministère de l'Intérieur, firent sauter les dépôts du génie de l'Armée, et, avec une hardiesse prodigieuse, donnèrent l'assaut à l'aérodrome, détruisant les installations militaires. A Korça, le feu fut mis au siège du Parti Fasciste, à Shkodra la prison politique fut assaillie et les détenus libérés, à Vlora on fit sauter à la dynamite les magasins de l'armée italienne; dans le même temps, les détachements de partisans nettoyaient les régions de l'intérieur des autorités fascistes et des forces de la gendarmerie gouvernementale. Les communistes fidèles dans l'accomplissement des directives du Parti, mourraient plutôt que de se laisser prendre par la police fasciste italienne ou de la milice de Mustafa Kruja. Par la résistance héroïque qu'ils opposaient à l'ennemi sans jamais se rendre, ils forcèrent l'admiration de tout le pays. Le combat de plusieurs heures que le dirigeant de la Jeunesse Communiste Qemal Stafa eut à soutenir le 5 mai 1942 dans le cœur même de la capitale, de quartier en quartier, seul contre une compagnie de miliciens, et à l'issue duquel il tomba en héros; le long engagement qui eut lieu au mois de juillet dans une maison

de Shkodra entre trois étudiants, Perlat Rexhepi, Branko Kadia et Jordan Misja, qui trouvèrent la mort en martyrs de leur cause contre les unités de la police mobile, ou encore le courage dont témoignèrent Midhi Kostani et Kiço Greço, en août 1942, à Korça, devant les tortures inhumaines et le gibet d'exécution, l'héroïsme sans pareil dont fit preuve le commandant des unités de guérillas de la capitale, Vojo Kushi, tué à Tirana après cinq heures de résistance en se jetant sur un tank ennemi, et des dizaines et des centaines d'autres cas analogues — rehaussèrent le prestige des communistes parmi les masses de la population et réduisirent à néant la campagne de dénigrement des fascistes italiens et des collaborationnistes albanais.

Le P.C.A. informait régulièrement l'opinion publique de tous les succès remportés par les détachements de partisans ou les unités de guérillas, par voie de tracts et de communiqués clandestins, qui exposaient en même temps la ligne politique suivie, celle de la formation d'un front de libération nationale, en commun avec les forces nationalistes antifascistes du pays, encore dans l'expectative quant à l'action à entreprendre. Le 25 août 1942, paraissait clandestinement le premier numéro de l'organe du P.C.A., intitulé



Misto Mame, qui tomba dans la bataille contre l'ennemi à Tirana, le 16 août 1942.



Vojo Kushi, qui mourut héroïquement le 10 octobre 1942.

Zëri i Popullit (la Voix du Peuple), polycopié, qui devint le véhicule faisant autorité de la plate-forme théorique et de la pratique de combat du mouvement politique de libération nationale. Peu après était mis en circulation le premier numéro de l'organe de l'Union de la Jeunesse Communiste, organe intitulé *Kushtrimi i Lirisë* (l'Appel de la Liberté).

Les succès obtenus par les communistes albanais dans l'espace de quelques mois après la fondation du P.C.A. contre un ennemi aussi puissant que l'Italie fasciste et aussi rusé que Mustafa Merlika Kruja, dépassaient en vérité toute attente. La démagogie anticommuniste des collaborationnistes et des pseudo-nationalistes demeurés en dehors du gouvernement avait reçu un coup sérieux. La plate-forme politique prescrivant la formation d'un front de libération nationale s'était acquis un prestige considérable parmi les masses de la population et aussi dans les milieux intellectuels nationalistes partisans d'une politique d'attente. Le P.C.A. jugeant que les conditions propices à l'application de cet important point du programme étaient venues à maturité, prit l'initiative de convoquer à Péza, une localité libérée par les forces partisans, à 18 kilomètres de la capitale, une conférence du mouvement de libération nationale, à laquelle furent invités à participer, aux côtés des communistes, des personnalités connues en tant que patriotes antifascistes et en même temps qu'eux, maints nationalistes chanceliers et anticommunistes notoires.

La conférence de Péza inaugura ses travaux le 16 septembre 1942. A l'issue de débats qui durèrent plusieurs jours et sur la base des propositions avancées par Enver Hoxha au nom du P.C.A., elle prit une série de décisions, dont trois revêtaient une importance particulière: a) la formation d'un *Front de Libération Nationale* commun, devant grouper toutes les forces patriotiques du pays sans distinction de convictions politiques, de région d'origine ou de religion, dans la lutte contre l'occupant fasciste et les collaborationnistes locaux, sous la conduite d'un *Conseil Général de Libération Nationale*, auquel participèrent des dirigeants

communistes, des nationalistes démocrates, des personnalités zoguistes, des représentants de la jeunesse antifasciste et de l'organisation féminine antifasciste, etc. b) l'extension et l'intensification sur tous les fronts de la lutte armée de libération contre l'occupant étranger et les collaborationnistes, sans aucun compromis avec l'ennemi; c) la constitution dans tout le pays, légale dans les zones libérées, clandestine dans les régions encore occupées, de conseils de libération nationale de régions, de villages, de villes et de quartiers, élus par les populations de la circonscription correspondante; ces conseils investis d'une double fonction, devaient opérer comme organes de mobilisation de l'insurrection armée et dans le même temps comme organes du pouvoir local. En se substituant au pouvoir fasciste en cours d'abolition et en écartant le danger de restauration de l'ancien pouvoir de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens, les conseils de libération nationale devenaient les organes de base du nouveau pouvoir démocratique populaire jusqu'à ce que la libération du pays eût créé les conditions permettant la convocation et la réunion d'une Assemblée Constituante.

Ces décisions constituaient une victoire incontestable de la ligne politique élaborée par le P.C.A. La formation du Front de Libération Nationale scellait l'échec des tentatives de Mustafa Kruja en vue de détacher les nationalistes des communistes. La décision relative à l'intensification de la lutte de libération nationale antifasciste marquait par ailleurs le triomphe de la ligne révolutionnaire sur les conceptions des nationalistes bourgeois, qui, en propageant leur slogan "la lutte armée contre l'occupant est encore prématurée", s'employaient à endormir l'opinion publique jusqu'à ce que les puissances occidentales, exauçant leurs vœux, débarquent dans les Balkans et leur permettent de s'emparer sans difficulté du pouvoir après la guerre. La troisième décision concernant la création des conseils de libération nationale, constituait un succès de la méthodologie démocratique et révolutionnaire dans les questions relatives à la prise du pouvoir politique sur la pratique traditionnelle

mise en œuvre jusqu'alors par les "hautes" classes sociales, conservatrices et réactionnaires.

La Conférence de Péza prit donc la décision de faire fusionner, dans le temps et dans l'espace, deux processus historiques distincts en une révolution commune qui mènerait de front la lutte de libération nationale pour la conquête de l'indépendance de la patrie et la révolution populaire pour l'instauration de la véritable démocratie en Albanie.

Les autorités fascistes italiennes, le lieutenant-général F. Jacomoni à leur tête, ainsi que les gouvernants collaborationnistes, inquiets de ces décisions que Mustafa Kruja qualifia de "monstrueuses" adoptèrent une série de nouvelles mesures militaires et policières. Une expédition punitive fut dépêchée en hâte contre Péza. Elle fut suivie d'autres expéditions encore plus importantes envoyées contre d'autres détachements de partisans. En même temps se déclenchait dans les villes une campagne de terreur effrénée contre les communistes et autres sympathisants du mouvement. Les fascistes ne se sentant pas de force à venir à bout des unités partisans, tuaient en masse villageois et voyageurs innocents; des maisons et des villages entiers étaient brûlés, souvent même sans le moindre motif; dans les villes, l'état d'urgence fut proclamé pour un temps indéterminé; les arrestations, par centaines et par milliers, vinrent grossir le nombre des détenus et des internés, condamnés dans la plupart des cas à languir dans les prisons et les camps de concentration d'Italie. Mais aucune de ces mesures ne donna de résultat. De semaine en semaine, les unités de partisans augmentaient en nombre et croissaient en effectifs. Leur expansion jointe à l'intensification de leur action eut pour effet la libération de zones entières dans le cœur du pays. A Péza, Skrapar, Kurvelesh, Cermenike, Martanesh, Opar, Mallakaster, et ailleurs encore, le pouvoir des conseils de libération nationale s'était mis à fonctionner normalement et en toute liberté. L'évolution des événements ne manqua pas de rehausser le prestige du Front de Libération Nationale à l'intérieur du pays. Des nouvelles encourageantes

ne tardèrent pas à parvenir également de l'étranger. Le 17 décembre 1942, le Ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, A. Eden, lisait à la Chambre des Communes, une déclaration du gouvernement britannique, aux termes de laquelle celui-ci reconnaissait la liberté et l'indépendance de l'Albanie et laissait au peuple albanais le soin de fixer lui-même à la fin de la guerre le régime et la forme de gouvernement qui lui conviendraient en ajoutant que la question des frontières albanaises après le conflit serait discutée à la Conférence de la Paix. Le lendemain, le gouvernement soviétique, par la voix de son Ministre des Affaires étrangères, V. Molotov, après avoir fait ressortir la très vive sympathie avec laquelle il suivait la lutte de libération des patriotes albanais et déclaré qu'il ne reconnaissait aucune prétention de l'Italie fasciste sur l'Albanie, exprimait son désir de voir ce pays libre et indépendant et reconnaissait au peuple albanais le droit de choisir lui-même la forme de régime qu'il souhaitait. Le gouvernement soviétique laissait en outre entendre que par la lutte qu'ils étaient en train de mener, les patriotes albanais prendraient rang parmi les alliés de la grande coalition antifasciste. Le Secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères, C. Hull, exprimant son admiration pour la lutte des unités partisans albanaises et confirmant à nouveau le droit de l'Albanie à être un Etat libre et indépendant, déclara également que la question de la forme du régime à l'issue de la guerre était une question qu'il appartenait à la population du pays de décider.

Ces succès du Front de Libération Nationale dans l'ensemble et, en particulier, du Parti Communiste Albanais qui en était le principal soutien ne furent pas sans inquiéter les milieux bourgeois "nationalistes", partisans d'une politique de temporisation. Certaines personnalités de ces milieux, principalement des intellectuels bourgeois antizogistes, formèrent vers la fin de 1942, une organisation clandestine, qu'ils dénommèrent "Balli Kombetar" (Front National). A la tête de cette organisation qui se déclarait nationaliste et anticomuniste, était placé un homme précieux, Mid'hat

Frashëri, connu aussi sous le pseudonyme de Lumo Skendo, personne d'une certaine culture, aux convictions antizogistes et antifascistes notoires. Mais à ses côtés, le Comité Central du "Balli Kombetar" comprenait aussi des personnalités manquant de prestige, tel entre autres, l'ancien ministre de la Justice dans le cabinet collaborationniste de Mustafa Kruja, Hasan Dosti, ou de hauts fonctionnaires de l'administration collaborationniste tels que Ali Kelcyra, Kol Tromara, Koço Muka ou bien encore de grands propriétaires ambitieux comme Nuredin bey Vlora, etc.

Le programme du "Balli Kombetar" formulé en phrases laconiques sous la forme d'un décalogue, ne dissimulait pas l'esprit anticomuniste dont étaient pénétrés ses dirigeants nationalistes bourgeois. La lutte antifasciste pour l'indépendance de l'Albanie n'était pas un des points figurant au premier plan de ce programme. Cette lacune apparente avait ses motifs qui ne tardèrent pas à apparaître clairement. Les dirigeants du "Balli" n'entendaient envenimer leurs rapports ni avec l'occupant fasciste ni avec le gouvernement collaborationniste; ils se proposaient au contraire de tirer parti de la situation précaire des autorités gouvernementales tombées dans le discrédit pour mettre librement sur pied leur organisation. Et, en vérité, dans une clandestinité simulée, sous les yeux même de l'administration collaborationniste, le "Balli" étendit très rapidement le réseau de son organisation dans beaucoup de régions du pays et forma sans difficultés un bon nombre de détachements armés qui se cantonnèrent dans l'expectative. Puis, avant qu'il ne fût longtemps, exploitant le fait qu'il existait une coopération internationaliste entre les partisans albanais d'une part et les partisans yougoslaves et grecs de l'autre, dans la lutte contre l'ennemi commun, le "Balli Kombetar" organisa une campagne de propagande de vaste envergure en accusant le Parti Communiste Albanais d'être une filiale du Parti Communiste Yougoslave et Grec et en tant que tel d'assujettir l'Albanie à la Yougoslavie et à la Grèce. Aussi, concluaient les chefs nationalistes bourgeois, les forces albanaises devaient-elles

être tenues le plus possible à l'écart de la lutte meurtrière contre l'Italie fasciste pour être mises en action contre les ennemis de demain, la Yougoslavie et la Grèce.

Le "Balli Kombetar" ayant bénéficié à l'origine d'appuis notables, le pays fut menacé d'une nouvelle scission qui risquait de déchaîner une guerre civile dont seuls les occupants fascistes auraient tiré profit. Ceux-ci prirent de leur côté, dans les premiers mois de 1943, une série de mesures politiques, visant à désorienter l'opinion publique albanaise et à isoler le Front de Libération Nationale. Le 10 janvier 1943, ils retirèrent les pouvoirs au gouvernement de Mustafa Kruja discrédité et dont la politique avait échoué. Après l'existence éphémère du gouvernement d'Eqrem Libohova, ils investirent, le 22 février 1943, un gouvernement de compromis présidé par Malig bey Bushati, qui, en rapports secrets avec le "Balli", se fit l'interprète de la nouvelle politique italienne, la dite politique des "concessions" aux Albanais. Rome promit d'abord la revision des accords douaniers et monétaires italo-albanais du 20 avril 1939 ainsi que de la convention du 3 juin 1939 relative à l'unification des relations extérieures de l'Italie et de l'Albanie. Quelques jours plus tard il fut décidé de remplacer le Parti Fasciste Albanais par une organisation nouvelle "la Garde de la Grande Albanie" et une autre décision prévoyait encore la création, comme des forces à part relevant uniquement du gouvernement albanais, d'une armée et d'une gendarmerie albanaise, lesquelles en vertu du statut du 3 juin 1939 étaient considérées comme des corps attachés aux forces armées et aux forces publiques italiennes. Le 17 mars 1943, Mussolini relevait de sa charge de lieutenant-général du roi-empereur, Francesco Jacomoni, odieux aux Albanais et désormais sans valeur pour Rome, et lui substituait le général Alberto Pariani, ancien chef de la mission militaire italienne en Albanie et ancien sous-secrétaire d'Etat à la Guerre.

Plus que les mesures démagogiques prises par Rome, la campagne de propagande que le "Balli" déclencha en la coordonnant avec ces mesures, plaça pour la seconde fois,

le Parti Communiste Albanais devant une rude épreuve, après l'offensive démagogique et policière entreprise un an auparavant par Mustafa Kruja. Les unités de partisans n'en continuèrent pas moins de façon incessante leurs attaques et leurs actes de sabotage contre les forces ennemies, obtenant des succès encourageants, tels que la libération de Voskopoïa prise d'assaut le 14 janvier 1943, ou les combats victorieux au voisinage de Gramsh où les partisans firent prisonniers environ 200 soldats et officiers fascistes (31 janvier 1943) ou encore l'attaque contre les mines de bitume de Selenica (23 février 1943). Entre-temps les dirigeants communistes convoquèrent la première conférence nationale du Parti, en vue d'analyser en plus des questions relatives à l'organisation intérieure du Parti, l'activité déployée jusqu'alors, et, ce qui était particulièrement important, afin de déterminer la ligne à suivre par la suite dans la nouvelle situation créée d'une part à l'intérieur du pays par l'offensive politique combinée de l'occupant, des collaborationnistes et des nationalistes bourgeois du "Balli Kombetar" et par le tournant qui s'était amorcé d'autre part sur le front soviéto-allemand à la faveur de la victoire historique remportée à Stalingrad.

La conférence qui se réunit à Labinot, une localité à proximité d'Elbasan du 17 au 22 mars 1943, approuva sans réserve la ligne politique suivie jusqu'alors par le P.C.A. et estima qu'il n'y aurait aucune raison de la modifier à l'avenir. L'analyse à laquelle se livra la conférence et les arguments qui y furent présentés par les délégués de toutes les régions du pays confirmèrent de façon indiscutable la justesse des thèses exposées dans le rapport du Comité Central Provisoire, présenté par Enver Hoxha. Au cours de ses seize mois d'existence, le P.C.A. avait grandi et s'était fortifié, sa politique avait triomphé de façon foudroyante dans tous les secteurs. En effet, la lutte partisane, gagnant en ampleur, avait causé de graves pertes à l'ennemi, le Front de Libération Nationale avait été constitué et s'était étendu sur tout le pays; des zones entières, libérées, étaient maintenant administrées par les organes

du pouvoir; l'écho de la lutte de libération nationale franchissant les frontières du pays avait sans doute influé pour beaucoup sur les déclarations encourageantes faites au mois de décembre par les trois principales puissances de la grande coalition antifasciste; les rangs de l'ennemi du dehors et des collaborationnistes du dedans, en désarroi, dissimulaient mal leur embarras, qui se manifestait, entre autres, dans leur nouvelle politique plus souple qu'ils avaient adoptée. La conférence, ayant mis en lumière ces succès, considéra également valables pour la suite de l'action à mener les facteurs qui avaient été à leur origine, à savoir: la poursuite de la lutte de libération nationale sans le moindre compromis avec l'ennemi; le renforcement de l'alliance avec la grande coalition antifasciste et plus spécialement avec l'Union Soviétique; l'expansion sans cesse croissante du Front de Libération Nationale qui devait surtout s'appliquer à gagner les masses ouvrières par une action directe et non pas par l'entremise de "chefs" influents et à la sincérité douteuse; l'admission au sein du Front de Libération Nationale des intellectuels patriotes à l'honnêteté insoupçonnable; la transformation graduelle des petites unités partisans en de plus grosses formations de combat, et en premier lieu, en bataillons de partisans, afin de jeter ainsi les fondations pour la constitution d'une armée régulière de libération nationale, etc. La conférence décida aussi que le P.C.A. devait faire montre de pondération et de patience à l'égard des organisations "nationalistes" déjà créées ou pouvant être formées dans l'avenir, et, en dépit du fait que les nationalistes-bourgeois albanais étaient visiblement enclins à glisser vers la trahison en s'abouchant avec l'ennemi, des efforts incessants devaient être néanmoins déployés afin de les amener dans la voie de la lutte patriotique antifasciste et pour les grouper dans le Front de Libération Nationale; tous les moyens disponibles devaient être mis en œuvre en vue d'éviter le déchaînement de la guerre civile dont l'ennemi serait seul à profiter, et seulement au cas où ces efforts n'aboutiraient pas, le Front de Libération Nationale devrait alors démas-



Partisans albanais en marche.

quer les organisations nationalistes bourgeoises en les présentant sous leur vrai jour d'organisations collaborationnistes et traîtresses. Il ne devait être fait usage des armes contre les unités de ces organisations que pour repousser les attaques provocatrices que selon toute prévision elles comptaient entreprendre.

A l'issue de la Conférence de Labinot, le P.C.A. renouvela au "Balli Kombetar" ses propositions antérieures pour

l'incorporation de ce dernier au sein du Front de Libération Nationale ou à tout le moins pour la conduite d'opérations armées conjuguées contre l'occupant fasciste et les collaborationnistes locaux. Les chefs du "Balli" refusèrent sous le prétexte que le moment pour une révolte armée n'était pas encore venu et qu'il était plus judicieux de remettre cette action à plus tard, en laissant entendre par là qu'ils étaient dans l'attente du "second front" que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis s'étaient engagés à ouvrir en Europe, et que les chefs du "Balli Kombetar" espéraient voir créer en Albanie. Mais bien vite, les dirigeants du P.C.A. vinrent à connaître certains documents secrets témoignant que, sous le couvert de leurs justifications, les chefs du "Balli" étaient en train d'organiser une conspiration en grand style contre le mouvement de libération nationale dans son ensemble dans l'intention d'éliminer en particulier sa force motrice, le P.C.A. Deux membres du Comité Central du "Balli Kombetar", Ali Kelcyra et Nuredin Vlora, signèrent le 15 mars 1943, avec le commandant en chef des troupes italiennes d'occupation en Albanie, le général Renzo Dalmazzo, un accord secret, connu depuis sous l'appellation de "Protocole Dalmazzo-Kelcyra", aux termes duquel le "Balli" s'engageait à ne fomenter aucune révolte armée en Albanie du sud alors que le commandement italien des troupes d'occupation s'engageait de son côté à n'entreprendre aucune poursuite contre les unités armées albanaises qui respecteraient les stipulations de ce protocole. Le sens de ce document était clair: le "Balli Kombetar" obtenait la liberté d'organiser des unités armées pour les diriger au moment opportun non pas contre l'occupant mais contre les forces partisanses. Par ailleurs, le Comité Central du P.C.A. avait eu connaissance de maints indices témoignant que les officiers de la mission militaire britannique détachée par le Commandement Interallié de la Méditerranée auprès des forces partisanses albanaises de libération nationale étaient en contacts secrets avec les chefs du "Balli Kombetar" qui persistaient dans leur clandestinité simulée; que ces officiers

étaient également en relations secrètes avec le chef le plus en vue des forces zogouistes, Abaz Kupi, lequel, à leur instigation, s'apprêtait à se retirer du Front de Libération Nationale auquel il avait adhéré dès la création de ce dernier à Péza au mois de septembre 1942, et qu'ils étaient enfin en rapports avec d'autres chefs réactionnaires et bannerets pro-collaborationnistes jouissant encore d'une certaine influence dans les hautes régions arriérées du pays, dans l'intention de constituer avec ces groupes réunis, un front commun nationaliste anticommuniste.

Les points les plus faibles des positions des chefs nationalistes dans leurs tractations résidaient dans leur crainte de la lutte armée antifasciste, dans leurs velléités de créer un front "nationaliste" anticommuniste avec l'appui masqué des occupants fascistes et des collaborationnistes et dans le fait qu'ils étaient prêts à sacrifier même la lutte de libération nationale antifasciste à un autre objectif, bien plus souhaitable à leurs yeux, la destruction du Parti Communiste Albanais.

Le P.C.A. répliqua à cette conspiration ourdie contre lui en renouvelant à maintes reprises ses propositions en vue d'une coopération dans la lutte patriotique et en intensifiant à l'extrême la lutte armée des unités partisans contre les bandes armées de l'occupant et des collaborationnistes. Aux appels du P.C.A. pour intensifier le combat de libération répondirent des milliers de jeunes gens et de jeunes filles. Des bataillons de volontaires partisans furent constitués au mois de mai 1943. Ils avaient à leur tête des commandants militaires et des commissaires politiques. Ces bataillons étaient eux-mêmes subdivisés en unités plus réduites aux ordres directs elles aussi de commandants et de commissaires politiques. A la fin du mois de mai 1943, le nombre des partisans avait doublé par rapport à quatre mois auparavant, alors qu'à la fin du mois de juin ce nombre avait quadruplé. Au cours du mois de mai et du mois de juin, des combats acharnés eurent lieu dans tout le pays. Parfois les unités partisans, à l'offensive, s'attaquaient aux troupes italiennes cantonnées dans



Asim Zeneli.



Zoja Çurre.

les villes ou se déplaçant en convois, parfois au contraire elles devaient se défendre contre les opérations frontales entreprises par ces troupes qui s'efforçaient de mater la résistance du mouvement de libération nationale et de soumettre les zones libérées. Dans leurs attaques comme dans leurs combats défensifs, les unités partisans remportèrent des succès considérables. Après les défaites retentissantes essuyées par les troupes italiennes au cours des trois journées de combats qui les mirent aux prises avec les partisans et les villageois dans la zone de Péza (14-17 juin 1943) et leur coûtèrent plus de 300 soldats et officiers tués, et après l'échec tout aussi cuisant subi par les unités fascistes et mercenaires au cours des opérations qui se déroulèrent pendant quatre jours dans la région de Mallakstra où l'ennemi laissa sur le terrain des centaines de tués, les bataillons de partisans donnèrent l'assaut le premier juillet 1943 à la garnison de Permet et après des combats acharnés, très meurtriers pour l'ennemi, libérèrent la ville le 5 juillet. Le lendemain, les partisans se heurtèrent pour la première fois, aux abords de Barmash (Kolonje) aux unités hitlériennes qui venues de Macédoine avaient pénétré en Albanie, en pensant trouver à travers ce pays un chemin plus sûr pour atteindre Janina. Les nazis, sérieusement éprouvés dans leur premier engagement avec les partisans albanais,

ne trouvèrent d'autre moyen de se refaire de leurs pertes qu'en rasant au sol par le feu le village de Borova où ils exterminèrent toute la population qui n'avait pu s'échapper à temps, en tout 107 hommes, femmes, vieillards et enfants.

Alors que dans le pays tout entier les combats faisaient rage sans interruption, le conseil Général du Front de Libération Nationale se réunissait à Labinot. Jugeant que le mouvement de libération nationale pouvait désormais s'appuyer sur l'armée volontaire régulière qui avait été formée et qui comptait déjà en ces jours près de 10.000 combattants, le Conseil Général du F.L.N., décida le 10 juillet 1943 de constituer un *Etat-Major de l'Armée de Libération Nationale*, dont il confia le commandement militaire à Spiro Moisiu, qui avait à l'époque le grade de commandant, et la charge de commissaire politique à Enver Hoxha. La formation de l'Etat-Major Général annonçait une intensification ultérieure du mouvement armé de libération nationale en Albanie.

Le jour de la constitution de l'Etat-Major Général, les troupes alliées débarquaient en Sicile. Ces deux événements conjugués jetèrent l'alarme dans les milieux gouvernementaux fascistes. Dans l'intention d'assurer ses arrières contre un débarquement éventuel des alliés sur la côte orientale de l'Adriatique, le commandement italien d'occupation entreprit une nouvelle série d'opérations en grand style afin de mettre l'armée de libération nationale hors de combat. Quatre divisions italiennes pourvues d'une puissante artillerie, de chars et appuyées par l'aviation, entamèrent le 14 juillet une nouvelle opération dans la zone de Mallakastra, incendiant près de 80 villages et faisant des centaines de morts parmi les paysans, sans parvenir pour autant à anéantir les bataillons de partisans qui ne comptaient pas plus de deux mille hommes dans ce secteur. Ceux-ci, soutenus par les paysans, résistèrent au contraire si bien à l'ennemi et lancèrent contre lui des contre-attaques si meurtrières qu'ils lui causèrent au cours des quatre jours que durèrent les combats des centaines de tués. Les autres expéditions italiennes ne furent pas plus fructueuses.

Sur l'ordre de l'Etat-Major décidé à n'accorder à l'ennemi aucun moment de répit, toutes les unités partisanses passèrent à l'attaque contre les garnisons et les colonnes motorisées italiennes dans tous les coins du pays.

Le "Front National" estimant, lui aussi, probable dans un proche avenir le débarquement des alliés dans les Balkans, mit ses bandes en action contre les unités partisanses sans encore toutefois dévoiler entièrement ses intentions. La logique des événements conduisit inexorablement les forces nationalistes du "Balli Kombetar" à la collaboration avec les forces d'occupation italiennes, collaboration que les chefs de cette organisation s'efforcèrent de camoufler et de démentir. Certains faits cependant étaient suffisamment significatifs pour l'opinion publique. L'engagement qui eut lieu à Kolonje, où des unités "ballistes" appuyées par des détachements italiens, attaquèrent les forces partisanses, ou le cas encore plus grave des combats qui se déroulèrent à Mallakashtra et au cours desquels les forces "ballistes" prirent à revers les bataillons de partisans engagés dans une lutte inégale contre les divisions italiennes, flétrissaient avec force le mouvement du "Balli Kombetar" et attestaient que les chefs nationalistes bourgeois et, au même titre qu'eux, Mid'hat Frashëri, que sa passion anticomuniste aveuglait au point d'approuver cette action, passaient graduellement à la trahison ouverte.

Après la chute de Mussolini le 27 juillet 1943 et l'accession au pouvoir du gouvernement Badoglio, la lutte de libération nationale en Albanie ne subit aucun fléchissement. L'Etat-Major de l'Armée de Libération Nationale donna au contraire l'ordre de la poursuivre avec une intensité redoublée jusqu'à la capitulation sans condition de l'Italie et de l'Allemagne, conformément aux déclarations des grands alliés. Dans le même temps, le Conseil Général de Libération Nationale adressait un dernier appel au "Balli Kombetar" en l'invitant à s'écarter de la voie de la collaboration masquée avec les forces de l'occupant dans laquelle il s'était engagé et de s'unir au front de libération nationale dans la lutte contre l'envahisseur. Les chefs du "Balli Kombetar"

finirent par accepter d'entrer en pourparlers avec le F.L.N. Les représentants des deux parties se réunirent à cet effet le 1^{er} et le 2 août 1943 à Mukja, un village de la région de Kruja. Les chefs du "Balli Kombetar" posant de très lourdes conditions à la conclusion de cette coopération, demandèrent, entre autres, la formation d'un "Comité pour le Salut de l'Albanie" devant se substituer au Conseil Général de Libération Nationale qui avait dirigé jusqu'alors la lutte patriotique antifasciste; ils réclamèrent aussi que ce "Comité pour le Salut de l'Albanie" se composât de 12 membres pour moitié élus par le "Balli Kombetar", et pour moitié par le Front de Libération Nationale; ils demandèrent enfin la dissolution des conseils de libération nationale érigés dans les villages, les villes et les régions du pays, et la constitution de nouveaux organes dans lesquels les membres du "Balli Kombetar" seraient proportionnellement représentés.

Il était clair que par la répartition en deux parts égales des sièges aussi bien dans les organes centraux que dans les administrations locales, le "Front National" se serait assuré en fait la majorité dans leur sein, compte tenu des sièges qui seraient revenus dans ces organes aux membres non communistes du Conseil Général de Libération Nationale, dont certains, entre autres Abaz Kupi, adoptaient déjà une attitude carrément contraire au P.C.A. Ni le C.C. du P.C.A. ni le Conseil Général de L.N., tous deux conscients des conséquences d'une telle répartition, n'acceptèrent ces conditions qui auraient facilité la prise du pouvoir, à l'issue du conflit, par les nationalistes bourgeois prêts à instaurer à la première occasion, avec l'aide de leurs amis de l'extérieur, la terreur anticomuniste.

Après la rupture des négociations de Mukja, les divergences entre les deux alignements politiques atteignirent leur paroxysme. Le "Balli Kombetar" continua dans la voie dans laquelle il s'était engagé en redoublant ses efforts, toujours dans le cadre de l'accord Dalmazzo-Kelcyra, en vue d'accroître ses forces armées, qui, de temps en temps, et seulement lorsque le rapport des forces en certaines circonstances leur semblait favorable, provoquaient et frappaient



Forces de la 1ère Brigade de l'Armée de Libération Nationale, le jour de sa formation à Vithkuq (Korça) (15 août 1943).

les forces partisans. Les unités partisans aux ordres du Conseil Général de L.N. remportaient de plus en plus de succès dans leurs attaques pour ainsi dire quotidiennes contre les forces italiennes d'occupation. Dans le courant du mois d'août un accroissement ultérieur de ces unités fut enregistré. Les bataillons, grossis, étaient maintenant devenus des brigades. En vertu d'une décision du Conseil Général, la première Brigade de l'Armée de Libération Nationale était inaugurée le 16 août 1943 à Vithkuq, une localité de la région de Korça. Cette brigade était commandée par Mehmet Shehu, ancien volontaire de la guerre civile d'Espagne, qui avait été à la tête, au début de la guerre de libération nationale, des valeureuses forces partisans de Mallakashtra. Dans les journées qui suivirent, la 1ère Brigade et trente bataillons opérant dans tous les points

du pays, intensifièrent leur action, réussissant maintenant à libérer certaines villes. Le 4 septembre 1943, toujours à Labinot, où s'était tenue la première Conférence du Parti Communiste Albanais, se réunit la deuxième Conférence de Libération Nationale, en vue de procéder à un examen de la situation politique. Une série de décisions y furent adoptées sur des problèmes qui avaient surgi après la première Conférence de L.N., tenue à Péza. Après avoir confirmé la ligne politique suivie jusqu'alors et approuvé l'attitude du Conseil Général aux négociations de Mukja, la Conférence de Labinot, ayant pris acte de l'attitude provocatrice et collaborationniste des chefs du "Balli Kombetar" et constaté l'impossibilité de les rallier par voie de négociations à la lutte patriotique antifasciste, décida de riposter au "Balli Kombetar" en lui arrachant son masque politique devant l'opinion publique et en s'employant à le détruire en tant qu'organisation, non sans offrir toutefois à la masse de ses membres la possibilité d'adhérer librement au Front de Libération Nationale. La Conférence, ayant confirmé les conseils locaux de Libération Nationale dans leurs fonctions, recommanda leur constitution dans toutes les régions, villes et villages du pays et approuva leurs statuts et règlements. Prévoyant enfin la proche capitulation de l'Italie et l'occupation de l'Albanie par les troupes allemandes, elle décida de poursuivre avec encore plus d'acharnement la lutte de libération nationale contre les agresseurs nazis.

La capitulation de l'Italie, le 8 septembre 1943, alors que la Conférence de Labinot achevait ses travaux, créait pour les partisans albanais une situation nouvelle, en quelque sorte originale. Les unités partisans, conformément aux instructions du Comité Central du P.C.A. et de l'Etat-Major Général de l'Armée de L.N. cessèrent les combats partout où elles opéraient, et proposèrent aux unités italiennes, leur ennemi d'hier, de mettre un terme aux hostilités et de s'unir à elles pour poursuivre la lutte contre l'ennemi commun, contre les armées hitlériennes, qui, venant de Macédoine et de Grèce, étaient sur le point d'envahir le territoire de l'Albanie. Le général R. Dalmazzo commandant des for-

ces italiennes d'occupation ayant rejeté cette proposition, la majeure partie des unités italiennes, obéissant à ses ordres, se rendirent aux Allemands; une autre partie de ces forces, qui n'acceptèrent ni de s'unir aux alliés de Mussolini ni de combattre non plus contre eux aux côtés des partisans, se dispersèrent en désordre dans le pays; des milliers de militaires abandonnant leurs casernes, cherchèrent refuge dans les villages albanais. Quelques centaines seulement de soldats italiens, ayant accepté de s'enrôler comme volontaires dans les rangs des partisans, formèrent au début un bataillon, puis une brigade à part, qui prit le nom d'"Antonio Gramsci". Dans ces journées, presque tout le pays, les villes principales exceptées, passa aux mains de l'Armée de libération nationale.

POURSUITE DE LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE CONTRE L'OCCUPANT HITLERIEN. LA LIBERATION DE L'ALBANIE ET LE TRIOMPHE DE LA REVOLUTION POPULAIRE

Les troupes allemandes qui envahirent l'Albanie aussitôt après la capitulation de l'Italie se virent opposer une résistance acharnée par les unités partisans. Les combats se prolongeaient parfois pendant plusieurs jours. A l'issue du plus meurtrier de ces chocs, qui eut lieu non loin de Vlora, à Drashovice et à Mavrove, les partisans libérèrent du camp établi dans la première de ces deux localités, près de 7.000 prisonniers, soldats et officiers italiens, et contraignirent les nazis à se retirer après avoir essuyé des pertes sérieuses. Mais dans les semaines qui suivirent, les troupes allemandes, devenues très supérieures en nombre par suite des renforts qu'elles reçurent des autres régions des Balkans, s'emparèrent de vive force des villes et des points névralgiques du réseau de communications. L'Albanie martyre entra dans un nouveau chapitre de sa lutte de libération nationale.

Le commandement hitlérien d'occupation n'eut pas de mal à s'entendre avec les forces de la réaction intérieure — avec les collaborationnistes de la veille et surtout avec les forces nationalistes bourgeoises, qui avaient été terrifiées au cours

des journées de la capitulation italienne par la force imposante, politique et militaire, du Conseil Général de Libération Nationale. Sans être en mesure de comprendre que l'origine de leur faiblesse était à rechercher dans leur attitude opportuniste et capitularde devant l'occupant et dans les positions réactionnaires qu'ils avaient adoptées au sujet des questions sociales et politiques préoccupant les masses, les nationalistes bourgeois pour échapper à l'anéantissement ne trouvèrent d'autre issue que la collaboration, mais cette fois avec les nouveaux occupants nazis.

Cette collaboration s'édifiait sur des principes absurdes, contradictoires. Pour les hitlériens en effet l'Albanie représentait un territoire occupé devant servir de base militaire à la défense de la péninsule des Balkans contre un débarquement éventuel des alliés et en même temps de point d'appui pour combattre les alliés de la grande coalition anti-hitlérienne, les mouvements de libération nationale des peuples balkaniques. Les nationalistes bourgeois d'Albanie considéraient au contraire leur pays comme un Etat "indépendant" ayant pour mission de se consolider en luttant contre le mouvement de libération nationale au dedans et contre la Yougoslavie et la Grèce au dehors. L'absurdité atteignait son comble quand on prétendait considérer l'"Albanie indépendante" comme un Etat "neutre", tout en permettant que le territoire albanais fût utilisé par l'Allemagne hitlérienne comme une base militaire dans sa lutte contre les alliés balkaniques de la coalition antihitlérienne. Il était clair que cette sorte de coopération fondée sur de pareils principes, constituait un succès inespéré pour les hitlériens, qui se mettaient ainsi en mesure de combattre au moyen des forces collaborationnistes locales, le mouvement de libération nationale albanais, puis les mouvements similaires yougoslave et grec, alliés déclarés de la grande coalition antifasciste et désormais connus en tant que tels.

Les nazis fournirent, ouvertement ou secrètement, toute l'aide possible aux "nationalistes" albanais pour leur permettre de se regrouper et se réorganiser dans le cadre de ce complot politique sans précédent dans toute l'Europe. Le

11 septembre 1943, "l'indépendance de la patrie" était proclamée à Tirana, et un "comité exécutif provisoire" sous la présidence d'Ibrahim Biçakçiu, fut formé jusqu'à la prochaine convocation de "l'Assemblée Constituante". Des efforts fébriles étaient faits pour la remise sur pied de l'armée albanaise sous le commandement du général Aqif Permeti, et de la gendarmerie albanaise sous les ordres du colonel Hysni Dema, tous deux anciens zogquistes et qui avaient collaboré avec les Italiens. Le "Front National", maintenant toujours sa prétendue clandestinité, poursuivait de son côté ses efforts, à l'intérieur comme en dehors de la capitale, pour renforcer militairement son mouvement et en consolider l'organisation. C'est à ce moment qu'aux côtés du "Front National" et avec l'appui d'une douzaine de "banne-rets" qui avaient été à la solde de Zogu, puis de Jacomoni, fut fondé aux environs de Tirana, un nouveau parti groupant les sympathisants de Zogu qui prit le nom de parti de la "Légalité". Ce groupement était dirigé par Abaz Kupi qui continuait toutefois d'être membre du Comité Directeur du Conseil Général de L.N. A Shkodra, des contacts étaient pris en vue de la formation d'une organisation catholique ultra-réactionnaire sous la conduite du chef de "bajraktars", Gjon Marka Gjoni, ancien membre du Sénat de l'Italie fasciste, patronné par le haut clergé catholique qui avait naguère offert son concours à Musolini. Une réaction féroce s'organisait ainsi en grande hâte contre le mouvement de libération nationale, réaction qui, comme par le passé, n'était à l'avantage que de l'occupant.

Le P.C.A. et le Conseil Général de Libération Nationale, fidèles à l'attitude qu'ils s'étaient fixée, poursuivirent leurs efforts afin de soutenir à la fois le combat inégal contre les troupes chevronnées hitlériennes et la guerre civile que le pays se voyait imposer. Dans le courant de l'automne 1943, la situation était devenue très favorable pour le mouvement de libération nationale. Repoussant avec succès les provocations et les attaques armées des forces du gouvernement et du "Balli Kombetar", les partisans mirent l'ennemi en complète déroute. En dehors des villes, les conseils de li-

bération nationale continuaient d'exercer librement leurs pouvoirs. Les villes aussi étaient étroitement surveillées par les forces partisans, et la capitale même se trouvait virtuellement encerclée. Les positions des forces patriotiques étaient si proches de la capitale que le 18 octobre 1943, alors que la dite Assemblée Constituante venait à peine de se réunir, l'artillerie de la III^{ème} Brigade de partisans toucha le palais où siégeait l'Assemblée, semant la panique parmi les délégués qui décidèrent de ne plus tenir leurs réunions en cet édifice mais de les continuer quasi clandestinement dans un autre bâtiment. Plus de 50 appels et tracts, outre le bulletin périodique d'informations, furent diffusés dans le courant de l'automne par les organes supérieurs du P.C.A., clandestinement comme à l'accoutumée, afin d'éclairer l'opinion publique sur les machinations qui étaient en train de se tramer à Tirana et dans les milieux les plus réactionnaires du pays contre le mouvement patriotique et antifasciste.

Le résultat de ces manœuvres apparut lors de l'élection, le 20 octobre, par "l'Assemblée Constituante" d'un Conseil de Régence se composant de quatre membres et de la constitution, le 4 novembre 1943, du gouvernement quisling albanais. Aussi bien le Conseil de Régence que le Conseil des Ministres représentaient une coalition bigarrée des forces de la réaction, ralliées autour du mot d'ordre de la lutte anticomuniste. Cette coalition groupait des représentants du "Balli Kombetar", du parti de la "Légalité", du "Rassemblement catholique", des "Nationalistes Indépendants" et, à leurs côtés, des agents de la Gestapo. Les Allemands firent venir en avion spécial d'Italie où il vivait dans un internement "doré", Mehdi Frashëri, l'ancien Premier Ministre de Zogu, non compromis durant l'occupation fasciste, qui prit place au Conseil de Régence, aux côtés de Fuad Dibra, membre du "Front National", Anton Harapi, franciscain du Rassemblement Catholique, et Lef Nosi, nationaliste indépendant. Le même compromis se reflétait dans la composition du gouvernement présidé par Rexhep Mitrovica, qui avait collaboré avec les fascistes. Mais ici la main

forte était constituée par le Ministre de l'Intérieur Xhafer Deva, agent de la Gestapo. Le travail quotidien de clarification politique, avec à l'appui une foule de documents secrets qui mettaient à nu la collaboration des chefs du "Front National" et du parti de la "Légalité" avec les forces armées allemandes dans la lutte contre les partisans, ne furent pas sans produire leur effet. Le Conseil Général de Libération Nationale sortit politiquement triomphant de cette confrontation. Le "Front National" et le parti de la "Légalité" qui s'appliquaient à conserver les apparences d'organisations patriotiques clandestines, furent dénoncées par le Conseil Général de L.N. comme des organisations de traîtres, collaborationnistes. Le 7 décembre 1943, Abaz Kupa était exclu du Comité Directeur du Conseil Général de L.N.

Les défaites militaires essuyées par les forces du gouvernement quisling et les organisations pseudo-clandestines dans leurs chocs contre les brigades et les bataillons de partisans, et par surcroît les pertes considérables que ces unités partisans causaient aux Allemands, déterminèrent le commandement nazi à entreprendre une opération en grand style en vue de réduire la résistance armée albanaise. Cette opération qui se poursuivit durant tout l'hiver 1943, constitue l'un des points culminants de la lutte armée de libération nationale albanaise.

"L'opération d'hiver" — c'est sous ce nom qu'elle est désormais connue de tout le peuple albanaise — s'engagea en novembre par une série d'actions préliminaires des troupes allemandes appuyées par les unités du gouvernement quisling et de l'organisation du "Balli Kombetar". Ces actions portèrent, du 5 au 10 novembre, contre la IIIème Brigade de partisans, qui opérait dans la zone de Péza, non loin de la capitale; du 16 au 21 novembre, contre les forces partisans de la zone de Dibra, où la ville et la région environnante retombèrent aux mains de l'occupant; le 19 novembre, contre Bérat, alors libéré par les partisans, et qui fut à nouveau occupé; quelques jours plus tard contre la Ière Brigade qui défendait la région libérée de Mallakasta, et le 10 décembre, contre les partisans de la région de Vlora.

Le 19 décembre 1943, une division allemande de troupes de montagnes, soutenue par des forces du gouvernement quisling, entreprit une opération foudroyante dans les hautes régions de Tirana, Martanesh et Çermenike, couvertes de neige, zone d'action assignée à la IIème et à la IIIème Brigades de partisans et où l'Etat-Major Général de l'Armée de Libération Nationale tenait ses quartiers. Les forces partisans, ne pouvant contenir l'offensive allemande, réussirent au prix d'immenses efforts, à échapper au piège qui leur était tendu et à gagner d'autres régions du pays.

Après ces opérations préliminaires, au cours desquelles des pertes très sévères furent essuyées de part et d'autre, une offensive combinée des forces allemandes fut déclenchée au mois de janvier 1944, en plein cœur de l'hiver, contre l'Albanie du sud où étaient concentrées la plupart des unités partisans. L'armée de libération nationale eut à soutenir une épreuve extraordinairement pénible. Une épaisse couche de neige recouvrait le pays et par cet hiver très rude, les partisans n'étaient pourvus que d'un équipement rudimentaire, équipement qui leur faisait souvent même tout à fait défaut. Des centaines de villages avaient été ravagés par le feu au cours des précédentes opérations des troupes italiennes et collaborationnistes et d'innombrables familles paysannes, sans abri, étaient menacées par la faim. Les troupes allemandes, au contraire, munies de l'équipement le plus complet et le plus approprié, se composaient pour la plupart de divisions revenant du front soviétique, aguerries aux opérations hivernales et trempées aux combats contre les partisans.

Le 7 janvier 1944, trois divisions allemandes appuyées comme à l'ordinaire par des bandes armées du gouvernement quisling et du "Balli Kombetar" (aucune organisation ou bande zogviste n'opérait en Albanie du sud) partaient de Korça, Elbasan et Bérat, et, disposées en demi-cercle, entamaient leurs opérations profondément à l'intérieur du pays, vers le sud, dans l'intention de détruire les unités partisans et leurs bases, les villages. Les zones de l'intérieur connurent la botte allemande, des régions entières furent

réduites en cendres, des centaines de villageois massacrés à la manière hitlérienne. Maintes fois les unités allemandes furent aux prises avec les forces albanaises de la Ière et de la IVème Brigades et des autres bataillons opérant dans cette zone. Ces forces, ne pouvant résister à la pression d'acier de la Wehrmacht, se repliaient vers le sud ou bien perçaient le dispositif ennemi pour prendre les troupes allemandes à revers. La bataille la plus sanglante de cette série d'opérations eut lieu le 21 janvier 1944, à proximité du village de Tende e Qypit. Le 26 du même mois, une nouvelle division allemande remontant de Grèce, était engagée dans ce secteur et attaquait les forces partisans sur leurs arrières pour refermer sur elle la tenaille de l'encerclement. Malgré la neige et les cours d'eau grossis, les privations extrêmes et la pénurie des munitions, la Ière Brigade et la VIème à peine formée, épaulées par d'autres unités de partisans, elles-mêmes soutenues par les masses paysannes, réussirent, en faisant montre d'une vaillance et d'un esprit d'abnégation sans pareils, à tenir tête aux forces hitlériennes numériquement et matériellement supérieures, qui toujours aussi féroces et habiles au combat gardaient l'initiative des opérations. Les troupes allemandes, croyant avoir anéanti ces unités partisans, se portèrent ensuite dans la région de Vlora et de Kurvelesh, où elles se heurtèrent aux forces partisans locales de la Vème Brigade, également à peine formée, qui surent elles aussi, manœuvrer assez habilement pour échapper à la destruction. Après environ trois mois de combats les Allemands jugèrent que leur "opération d'hiver" avait abouti.

Pendant que les unités de la Wehrmacht et les bandes collaborationnistes poursuivaient leurs opérations dans ces régions, les villes aussi vivaient des journées de terreur inouïe. Des milliers de patriotes communistes ou non-communistes, des partisans malades descendus se soigner dans les villes, et aussi de simples gens soupçonnés de sympathie pour le mouvement de libération nationale ou rendus suspects seulement par leur refus d'adhérer aux organisations collaborationnistes furent arrêtés, et en partie emprisonnés

en partie déportés dans les camps de la mort de Prishtina, Belgrade, Buchenwald, Matthausen, etc. Les organisations du "Front National" qui groupaient maintenant bon nombre de criminels et d'aventuriers, devinrent les informatrices les plus zélées de la Gestapo et de la police du gouvernement quisling. La terreur atteignit son paroxysme dans les journées de février 1944. Le 4 février, sous la conduite du capitaine nazi Lange, la police allemande et celle du gouvernement quisling soutenue par les membres du "Front National" qui y étaient encadrés, se livrèrent au plus affreux de ces massacres. 84 paisibles citoyens de Tirana furent tués au matin, devant leurs demeures, sans autre forme de procès. Des massacres analogues se répétèrent par la suite dans les autres régions du pays.

Ces semaines-là, à Tirana, les milieux collaborationnistes et leurs sympathisants estimaient que si "l'opération d'hiver" et la terreur des nazis et de leurs suppôts du "Front National" dans la capitale et en province n'avaient pas entièrement anéanti le potentiel militaire du mouvement de libération nationale, elles lui avaient pour le moins porté un coup très meurtrier qui l'affaiblissait gravement et ne lui permettait plus de se reprendre. Mais quelques semaines s'étaient à peine écoulées depuis la fin de l'offensive allemande que Tirana recevait des nouvelles inquiétantes. Telle Phénix renaissant de sa cendre, l'Armée de Libération Nationale se remettait sur pied avec une rapidité prodigieuse. Alors que les brigades partisans restauraient dans l'Albanie entière le pouvoir des conseils de libération nationale, la 1ère Brigade commandée par Mehmet Shehu, entreprenait vers la fin du mois de février une marche historique à travers les hautes régions couvertes de neige en direction de l'Albanie centrale afin d'y délivrer l'Etat-Major Général cerné par les forces allemandes et collaborationnistes et atteignait à la mi-mars les abords de la capitale, suscitant la plus sérieuse préoccupation dans les rangs de l'ennemi. Puis, dans le courant du mois d'avril, l'armée de libération nationale, encouragée par les grandes victoires de l'armée soviétique qui avançait déjà sur le territoire de la Tchéco-

slovaquie et de la Roumanie occupées par les nazis, et fortifiée par des milliers de nouveaux volontaires qui prirent les armes à l'apparition du printemps, passa à la contre-offensive et remporta des succès retentissants aux quatre coins du pays—non seulement dans les régions méridionales et centrales mais aussi dans les contrées du nord de l'Albanie où la réaction des bannerets locaux et du clergé était plus puissante que nulle part ailleurs.

Ces succès créèrent pour le Conseil Général de L. N. des conditions propices à la convocation d'un *Congrès Antifasciste de Libération Nationale*, auquel prendraient part des délégués élus, autant que le permettaient les circonstances, dans les zones libérées, déjà assez étendues, comme dans les contrées encore sous le joug de la terreur des Allemands et du gouvernement quisling.

Le Congrès Antifasciste de Libération Nationale se réunit le 24 mai 1944 dans la ville libérée de Permet. Y prenaient part près de 200 délégués, représentant la masse de la population albanaise qui avait adhéré au mouvement de libération nationale—communistes, révolutionnaires et nationalistes honnêtes, ouvriers, paysans et intellectuels, hommes, femmes et jeunes gens, combattants et combattantes des unités partisans, activistes, hommes et femmes de l'arrière. Après avoir entendu le rapport fondamental présenté par Enver Hoxha au nom du Conseil Général de L.N. et de l'Etat-Major Général de l'Armée de L.N., sur la situation intérieure et extérieure, sur la lutte de libération nationale et sur la révolution démocratique populaire, sur les victoires remportées contre les ennemis fascistes et nazis et sur les immenses sacrifices consentis par toute la population du pays, sur la trahison des organisations ouvertement collaborationnistes (La Garde Nationale, la Garde de la Justice, le Rassemblement Catholique) ou camouflées (le "Balli Kombetar", le parti de la "Légalité", et le parti appelé social-démocrate), responsables, au même titre que les hitlériens, du joug qui pesait sur la nation, de crimes sans nombre et de la destruction par le feu de centaines de villages—le Congrès adopta une série d'importantes décisions relati-

ves au développement ultérieur de la lutte de libération nationale et de la révolution démocratique et populaire en Albanie. Le Congrès de Permet procéda à l'élection d'un *Conseil Antifasciste de Libération Nationale* (CALN), composé de 78 membres et présidé par le Dr Omer Nishani, un ancien patriote démocrate. Ce Conseil était revêtu d'attributions qui en faisaient l'organe législatif et exécutif suprême de la souveraineté populaire. Le CALN élit à son tour de son sein le *Comité Antifasciste de Libération Nationale*, investi de toutes les attributions d'un gouvernement démocratique provisoire, composé de 10 départements et présidé par Enver Hoxha, désigné par ailleurs commandant en chef de l'Armée de Libération Nationale Albanaise. Le Congrès décida également que la question du régime du pays serait réglée aussitôt après la victoire, par le peuple albanais lui-même conformément au vœu exprimé au mois de décembre 1942 par les grands alliés. Il fut décidé à ce propos d'empêcher le retour d'Ahmet Zogu en Albanie afin d'éviter le renouvellement des événements de décembre 1924 et de ne reconnaître aucun autre gouvernement éventuellement formé, à l'intérieur ou hors du pays, un tel gouvernement ne pouvant en aucune manière être aussi représentatif que le CALN à peine élu dans le feu de la lutte patriotique par les forces mêmes qui participaient depuis plusieurs années au combat pour la libération nationale. Le Congrès prit aussi la décision de procéder à la revision de tous les accords politiques et économiques conclus par les gouvernements albanais antérieurs, par celui de Zogu surtout, et d'annuler à l'issue de cette revision toutes les conventions antinationales portant atteinte à la souveraineté populaire ou aux intérêts économiques du pays. Le Congrès de Permet décida enfin de poursuivre avec encore plus d'acharnement la lutte patriotique contre l'agresseur étranger, de combattre jusqu'à la destruction complète des organisations collaborationnistes déclarées ou camouflées, de renforcer et d'étendre dans tout le pays les conseils locaux de libération nationale en tant qu'organes de base du nouveau pouvoir démocratique et populaire. En



Officier de la mission militaire soviétique détachée auprès des forces partisans albanaises en 1944.

vue d'affermir encore davantage l'alliance avec la grande coalition antifasciste, le Congrès décida de demander aux gouvernements de l'URSS et des Etats-Unis d'envoyer leurs missions militaires respectives près l'Etat-Major Général, missions qui arrivèrent en Albanie dans les mois qui suivirent. Le Congrès clôtura ses travaux en adressant un salut chaleureux aux chefs des gouvernements des trois grands Etats de la coalition antifasciste, à J. Staline, W. Churchill et F.D. Roosevelt. Le message adressé à Staline, particulièrement chaleureux, exprimait la sympathie immense des combattants albanais à l'égard du pays des Soviets, sympathie qu'avaient fait naître non seulement les victoires de portée mondiale remportées contre l'Allemagne nazie ou les succès historiques obtenus dans la bataille gigantesque de l'édification du socialisme en URSS mais aussi et surtout la

confiance que leur inspirait la politique soviétique fidèlement attachée à ses principes, politique dans laquelle ils voyaient une garantie pour la conquête de leur indépendance nationale et du pouvoir démocratique et populaire et la défense de ces conquêtes contre les intrigues internationales.

Le 28 mai 1944, jour de la clôture des travaux du Congrès, le commandement allemand d'occupation entreprenait une seconde opération contre l'Armée de L.N., opération qui se poursuivit jusqu'en juin dans l'Albanie du sud. Plus de quatre divisions hitlériennes fortes d'environ 33 mille hommes, auxquelles s'étaient joints 15 mille hommes en armes mis à la disposition du commandement allemand par le gouvernement quisling, par le "Front National" et par le parti de la "Légalité" se lancèrent à l'attaque des forces partisanses dans tout le pays, comme toujours massacrant, pillant et brûlant les populations et les villages sur leur passage. L'armée de libération nationale comptait alors près de 35 mille partisans et partisanses, encadrés dans une division, neuf brigades et des dizaines de bataillons régionaux. L'Albanie entière se trouva de nouveau transformée en un immense champ de bataille. Partout les troupes allemandes se heurtaient à la résistance des unités partisanses, qui surent combiner avec audace et habileté les contre-attaques, les embuscades et les retraits, causant ainsi le plus de dommage possible à l'ennemi et subissant pour leur part le moins de pertes possible. Une fois de plus l'armée de libération nationale échappa à l'anéantissement, objectif essentiel de ses ennemis du dedans et du dehors. Au cours de ces opérations qui durèrent quinze jours environ, les pertes des forces partisanses s'élevèrent à près de 500 tués, auxquels s'ajoutaient plus d'un millier de villageois et de villageoises massacrés, alors que les Allemands et les collaborationnistes comptaient environ 3.000 soldats et officiers tués. En quelques jours cependant, l'armée de libération nationale compensa ces pertes par des milliers de nouveaux volontaires qui grossirent ses rangs en un temps où ses en-

nemis, à la suite de leurs insuccès, étaient en proie à une véritable hystérie.

Afin de ne plus se maintenir sur la défensive et de mettre à exécution la décision du Congrès de Permet, la Ière Division de choc entama, le 26 juin 1944, sa marche vers le nord, où elle devait libérer les régions encore occupées et détruire les bases de la réaction intérieure. La marche de la Ière Division partisane et l'enthousiasme avec lequel elle fut accueillie par les populations locales provoqua une véritable panique dans les rangs des collaborationnistes. Tandis qu'à Tirana, la crise dans laquelle se débattait le gouvernement quisling n'avait toujours pas trouvé de solution, les partisans de la Ière Division, épaulés par les bataillons locaux, délivraient l'une après l'autre les contrées de l'Albanie centrale pour pénétrer ensuite, sans rencontrer la moindre résistance, dans les régions dites "zoguistes" et "ballistes" de Mati et de Dibra. Les chefs de ces deux groupements collaborationnistes, terrifiés, renoncèrent alors à leur clandestinité simulée et se rassemblèrent autour du nouveau gouvernement qui se forma, à la mi-juillet, sous la présidence du "bajraktar" Fiqri Dine, membre du Comité Directeur du parti de la "Légalité". Dans la région de Dibra les forces conjuguées gouvernementales et pro-gouvernementales firent une tentative désespérée. Mais les sanglants combats qui se poursuivirent pendant près de quinze jours, se terminèrent par leur défaite écrasante. La nouvelle et dernière tentative faite dans la seconde moitié du mois d'août par les forces allemandes et mercenaires opérant conjointement, se termina elle aussi par une déroute complète. Dans la ville et dans la région de Dibra, le pouvoir des conseils de libération nationale s'instaura définitivement.

Dans le temps où ces combats se déroulaient à Dibra, une nouvelle division de l'Armée de L. N., la IIème Division, qui venait d'être formée au début du mois d'août, se portait elle aussi vers le nord et atteignait à la mi-août les faubourgs de la capitale, paralysant les communications entre Tirana et la province. Dans les journées qui suivirent, les deux divisions incorporées dans une unité plus considérable, le

ter Corps d'Armée de l'Armée de L.N., entreprirent leur marche triomphale en direction des régions patriarcales de l'Albanie du nord, dernier repaire de la réaction intérieure. La pénétration des partisans dans la Mirdite montagnaise, laissée depuis des siècles dans l'obscurité par les régimes du passé, fit l'effet d'un tremblement de terre sur les milieux collaborationnistes. Orosh, centre de la Mirdite, qui avait résisté pendant des siècles à l'envahisseur turc, tomba sans difficulté aux mains des partisans qui surent vite gagner le cœur des fiers montagnards. La seule demeure que les partisans brûlèrent dans la région fut le château de Gjon Marka Gjoni, chef traditionnel et ultra-réactionnaire des Mirdites, à Orosh, et cela dans un geste plutôt symbolique devant marquer la fin de l'époque patriarcale mi-féodale et l'abolition de la domination de cette maison quasi dynastique qui s'était furieusement opposée dès la proclamation de l'indépendance de l'Albanie au moindre pas en avant vers le progrès et la civilisation, et s'était mise au service des puissances étrangères, impérialistes ou chauvines.

A la fin du mois d'août 1944, les forces partisans avaient libéré la plus grande partie de l'Albanie. Les troupes allemandes et les forces collaborationnistes, entièrement discréditées et en pleine déroute, n'avaient plus sous leur contrôle que les villes principales et, çà et là, quelque région isolée.

Au mois de septembre 1944, l'Armée de Libération Nationale entama la dernière étape de la lutte patriotique — l'attaque pour la libération définitive des villes et du pays tout entier. Cette tâche, formulée dans un ordre du jour particulier portant la signature d'Enver Hoxha, était favorisée par l'atmosphère enthousiaste créée par l'avance foudroyante des armées soviétiques en Europe orientale, par l'ouverture finalement décidée du second front par les armées anglo-américaines en Europe occidentale, par l'augmentation incessante des effectifs de l'armée de libération nationale, forte maintenant d'environ 50.000 combattants et combattantes, et en fin de compte par la désagrégation précipitée des forces armées du gouvernement collaboration-

niste et des organisations de traîtres, désagrégation qui se manifesta par des désertions en masse, surtout après le dernier avertissement adressé, le 22 septembre 1944, par le Conseil et le Comité Antifasciste de Libération Nationale aux gendarmes, aux mercenaires et aux "volontaires" du "Balli Kombetar" et du parti de la "Légalité". L'armée hitlérienne elle-même, qui avait maintenant visiblement renoncé à se hasarder profondément à l'intérieur du pays, s'était fixé pour tâche de défendre les villes principales et les plus importantes voies de communication afin d'assurer la retraite des divisions allemandes stationnées en Grèce dans le cas d'un débarquement allié, débarquement qui se produisit en fait au mois d'octobre 1944.

Les brigades partisans tout en attaquant sans pitié sur les routes les colonnes motorisées allemandes auxquelles elles infligeaient de fortes pertes, donnaient maintenant aussi l'assaut aux villes, qu'elles libéraient l'une après l'autre. Bérat était délivrée le 12 septembre, Gjirokaster le 18, tandis que la garnison allemande de Tirana était presque toutes les nuits l'objet de la pression des unités partisans de la Ière Division, disposées tout autour de la capitale. Le 10 octobre 1944, les partisans lançaient de toutes les directions à la fois une imposante attaque contre la garnison hitlérienne de la capitale, pénétrant jusque dans les quartiers du centre de la ville. Six jours plus tard, le 16 octobre, le port de Vlora était libéré, alors que Korça, la dernière ville occupée de l'Albanie du sud, était libérée d'assaut le 24 octobre 1944.

Dans le climat d'enthousiasme créé par ces grands succès militaires et politiques, le 20 octobre, dans Bérat libéré, le CALN élu au Congrès de Permet, tint sa deuxième réunion. Considérant, était-il dit dans les procès verbaux de ces réunions, que la guerre contre l'Allemagne nazie était entrée dans sa phase finale et que l'Albanie était à la veille de sa libération complète, que dans plus des trois quarts du pays le pouvoir des conseils de libération nationale était en vigueur et que le pays avait à affronter non seulement des tâches politiques et militaires pour mener à bonne fin la

lutte de libération nationale mais aussi les problèmes de tout ordre, politique, économique, social et culturel, qui se posent à tout Etat libre et indépendant, le *Comité Antifasciste de Libération Nationale*, élu à Permet, décida le 22 octobre 1944, sa conversion en un *Gouvernement Démocratique d'Albanie*, présidé par le général Enver Hoxha, désigné également Ministre de la Défense Nationale, et comportant onze ministères, parmi lesquels les départements économiques et culturels, et en premier lieu le Ministère de la Reconstruction, assumaient une importance particulière. C'est à ce dernier ministère qu'incombait la tâche de diriger l'œuvre colossale de reconstruction et de relèvement du pays affreusement ravagé par la guerre. Le CALN approuva le 23 octobre 1944 la loi sur les élections des conseils de libération nationale qui devaient avoir lieu dans les nouvelles conditions qui seraient créées à l'issue de la libération, la loi sur les attributions de ces conseils qui allaient dorénavant remplir les fonctions d'organes du pouvoir d'Etat alors que la fonction purement politique dont ils s'étaient acquittés jusqu'alors en vertu des décisions de la Conférence de Péza, relèverait désormais du Front de Libération Nationale, créé comme une organisation de masse à part. Dans le courant de ces mêmes journées, la conférence approuva à l'unanimité "la Déclaration des Droits des Citoyens". Le 23 octobre, le général Enver Hoxha, Président du Conseil, au nom du gouvernement faisait au CALN une déclaration-programme, aux termes de laquelle il s'engageait à rester fidèle aux décisions du Congrès de Permet, à poursuivre la lutte pour la prompte libération de l'Albanie et pour la défense de l'indépendance nationale, à consolider le pouvoir des conseils de libération nationale, à procéder après la libération complète de la patrie à de libres élections à une Assemblée Constituante, ayant pour mission d'approuver le statut fondamental de l'Etat albanais, à reviser tous les accords politiques, militaires et économiques conclus par les gouvernements zoguistes avec des Etats étrangers et à annuler ceux qui étaient contraires aux intérêts de la nation, à assurer et à protéger tous les droits des citoyens, à s'ef-

forcer de raffermir la coopération de l'Albanie avec les grands Alliés, la Grande-Bretagne, l'Union Soviétique et les Etats-Unis d'Amérique ainsi qu'avec les autres membres de la coalition antifasciste et en fin de compte à réclamer des grands Alliés et des autres membres de la coalition la reconnaissance de son gouvernement comme le seul gouvernement légitime de l'Albanie.

Aussitôt après la réunion de Bérat, l'armée de libération nationale, forte maintenant d'environ 70.000 combattants en armes, parmi lesquels 7.000 femmes et jeunes filles, intensifia encore davantage ses attaques. Elle portait maintenant des coups meurtriers aux divisions allemandes qui, venant de Grèce se repliaient à travers le territoire de l'Albanie et semait la panique dans les garnisons hitlériennes retranchées dans les rares villes demeurées entre leurs mains. Le 25 octobre 1944, le quartier général allemand se transférait de Tirana à Shkodra, en laissant dans la capitale une division aux effectifs réduits chargée de défendre la ville jusqu'au passage des dernières unités venant de Grèce. Dans l'espoir de réussir à ralentir l'élan des partisans qui, engagés à fond dans leurs attaques, avaient bloqué la capitale et les voies de communication la reliant avec le nord, le commandement allemand contraignit les plus hautes autorités collaborationnistes, le Conseil de Régence et le Conseil des Ministres, à proclamer publiquement qu'ils se démettaient de leurs fonctions et de toute activité administrative. Mais cette mesure, pas plus que la terreur usuelle pratiquée par les hitlériens (le 23 octobre, 103 Albanais internés au camp de Prishtina avaient été exécutés, et dans les journées qui suivirent des centaines d'habitants de la capitale furent tués devant leurs portes alors qu'un faubourg entier de Tirana était brûlé), ne réussirent à modérer l'ardeur de la lutte de libération. Le 29 octobre 1944, sur l'ordre de l'Etat-Major Général, la Ière Division partisane, commandée par le major-général Mehmet Shehu, déclenchait l'attaque pour la libération complète de Tirana.

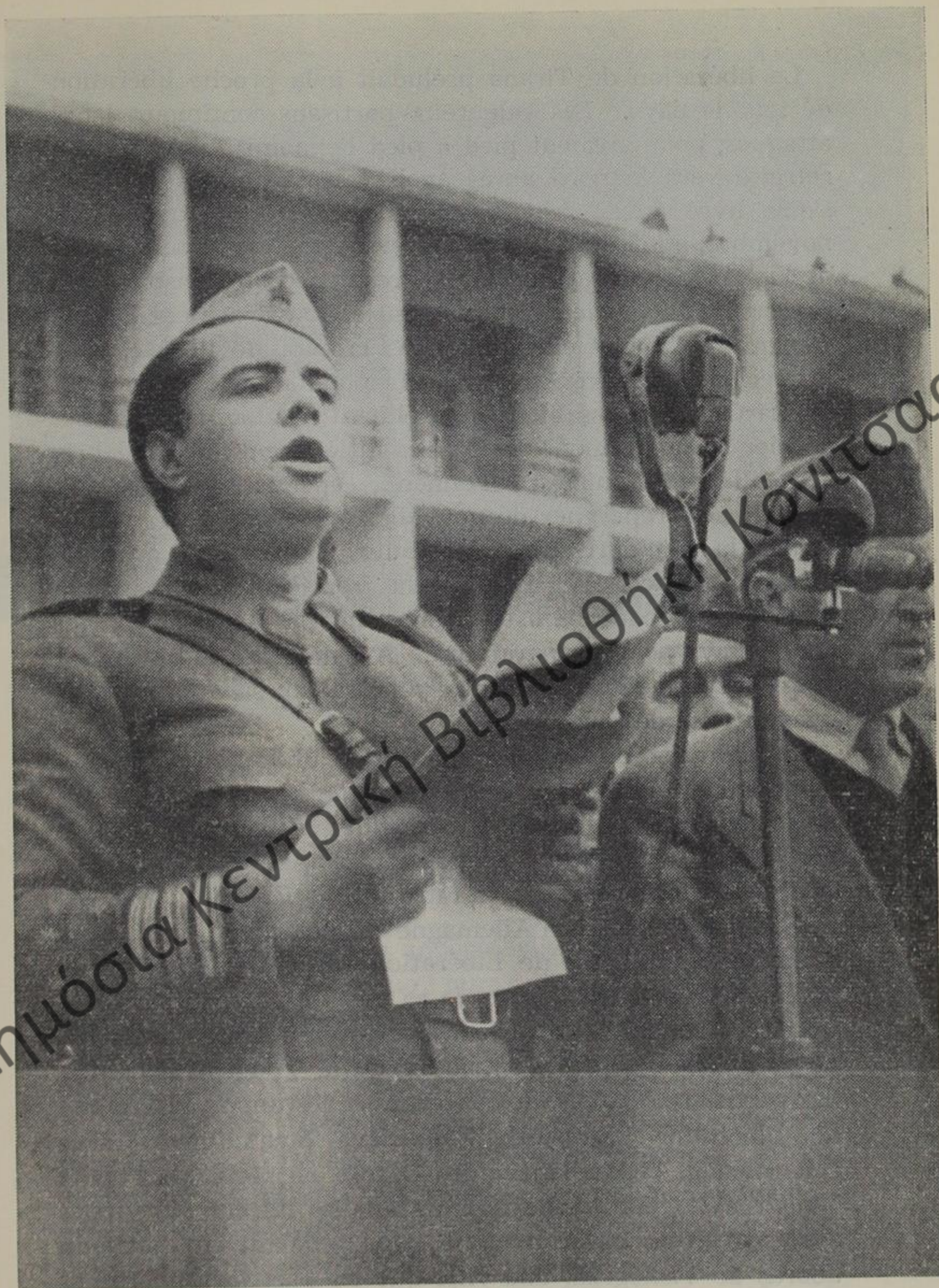
La bataille de Tirana marquait l'apogée de la lutte de libération nationale. Après la première nuit de combats,



Aspects des combats livrés
par les partisans pour la
libération de Tirana.

près de la moitié de la ville était tombée aux mains des bataillons de partisans qui, soutenus par la population se jetaient avec héroïsme contre les chars, les blindés et les bunkers de l'ennemi. Le 30 octobre, les combats avaient été portés au centre de la capitale et le Quartier Général de la Ière Division se fixa ce jour-là dans la ville même. La bataille pour la libération de Tirana se poursuivait de rue en rue, de barricade en barricade et souvent même de maison en maison. Des combats acharnés furent livrés à proximité de la mosquée de Sulejman Bergjin. Cette mosquée très ancienne, située alors à l'endroit où se dresse aujourd'hui le monument élevé à la vaillance des partisans fut complètement détruite au cours de ces journées par le tir des canons et des mortiers allemands. Des combats acharnés se déroulèrent encore en divers points de la ville, aux abords des édifices gouvernementaux et des casernes. Le 5 novembre fut notamment marqué par de sanglantes attaques et contre-attaques. D'âpres combats eurent également lieu hors de la ville, contre les unités allemandes accourues au secours de la garnison encerclée. Un engagement particulièrement meurtrier pour les hitlériens eut pour théâtre les environs du village de Mushqeta (Krraba) le 13 et le 14 novembre. Le 15, les détachements des brigades partisans donnaient l'assaut décisif et le 17 au matin, après une bataille de 19 jours, Tirana, capitale de l'Albanie, dont la résistance patriotique n'avait pas fléchi un seul des 2.150 jours d'occupation fasciste et nazie, était libérée.

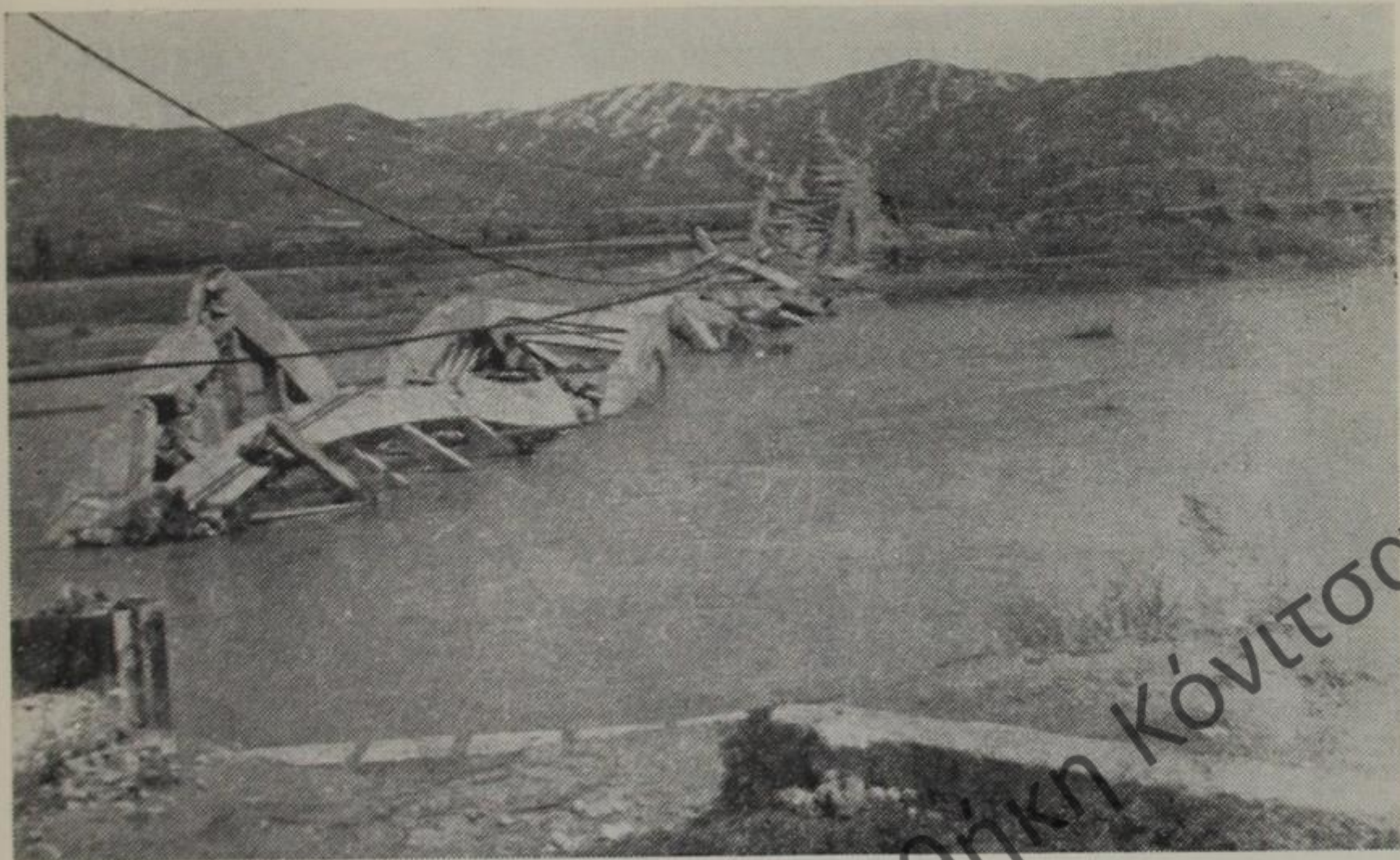
A l'issue de ces dix-neuf journées de combat, la garnison allemande laissait sur le terrain plus de 2.000 soldats et officiers tués, et notamment trois colonels identifiés, sans compter les blessés. Les partisans avaient fait plus de trois cents prisonniers, et le matériel tombé entre leurs mains comprenait 25 canons en bon état, plus de 100 mitrailleuses, 200 véhicules automobiles, etc. La bataille avait coûté aux partisans 417 tués et blessés, alors que parmi la population civile les victimes des massacres auxquels les hitlériens s'étaient livrés par représailles, se comptaient par centaines.



Le camarade Enver Hoxha s'adresse au pays
le 28 novembre 1944, dans la capitale libérée.

La libération de Tirana préluait à la proche libération de tout le pays. Les valeureux partisans continuant leurs attaques, poursuivaient pied à pied l'ennemi qui battait en retraite vers le nord après avoir fait sauter les ponts et s'être livré à ses derniers massacres. Tandis que le 28 novembre, jour du 32ème anniversaire de la proclamation de l'indépendance albanaise, la Présidence du Conseil Antifasciste de Libération Nationale et le Gouvernement Démocratique d'Albanie entraient dans la capitale libérée, sous les acclamations frénétiques de la population enthousiaste, les partisans, inlassables, s'apprêtaient à attaquer Shkodra, dernier retranchement des hordes hitlériennes et des débris des collaborationnistes. L'ennemi, cependant, visiblement désireux de s'épargner de nouvelles pertes au geste vaines, évacua la ville après avoir fait sauter les ponts qui en commandaient l'accès, et franchit la frontière suivi par une foule de collaborationnistes frémissant à l'idée d'être jugés par le pays pour leur trahison. A l'aube du 29 novembre 1944, les brigades partisans pénétraient sans coup férir dans la ville de Shkodra.

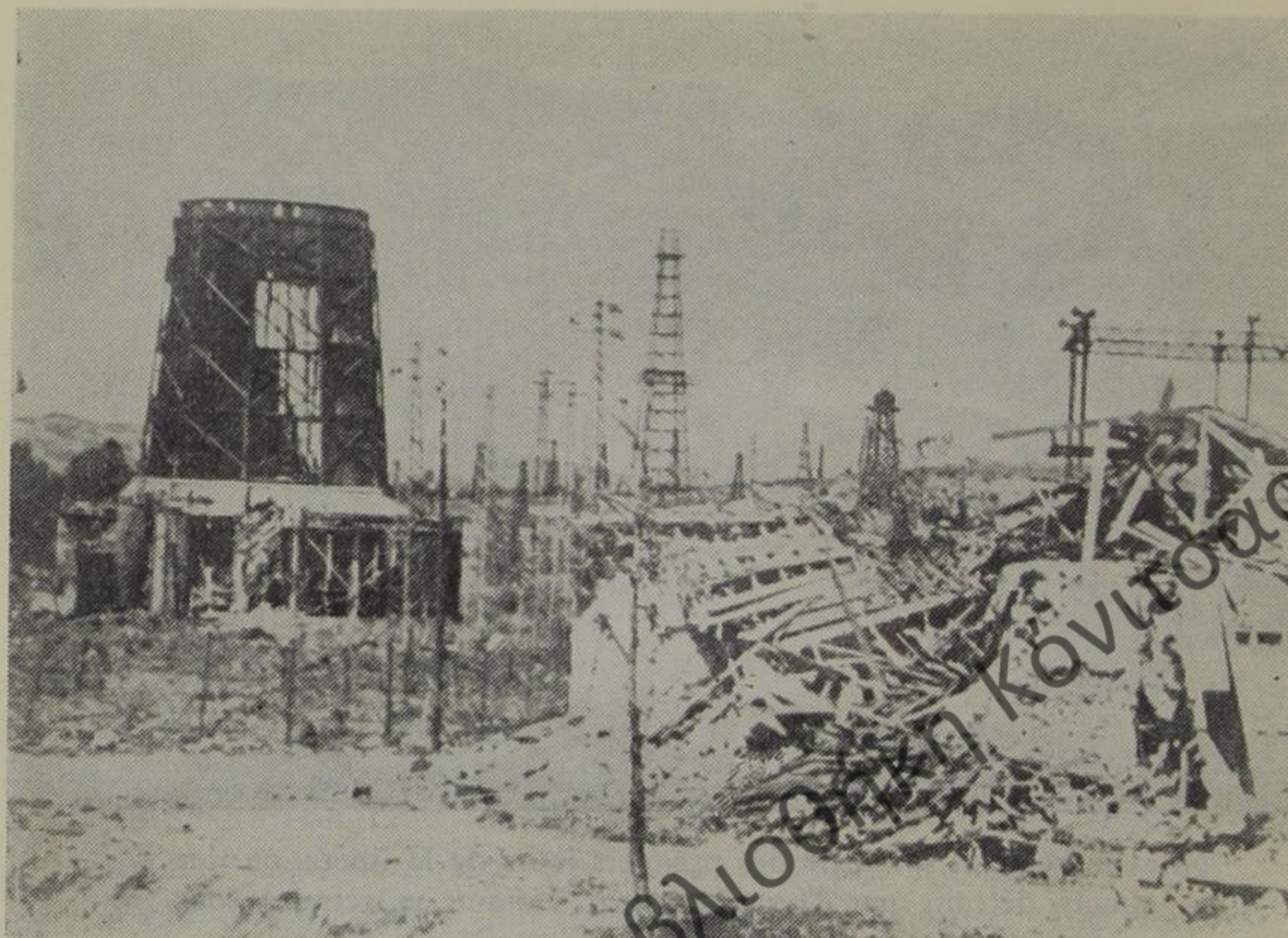
La libération de Shkodra achevait la libération de l'Albanie entière. La guerre n'était pourtant pas encore terminée. Le Gouvernement Démocratique Albanais, se considérant un des alliés de la grande coalition antifasciste, jugea de son devoir de continuer la lutte antifasciste jusqu'à la destruction complète de l'Allemagne hitlérienne. Aussi deux divisions de l'Armée de Libération Nationale, la Vème et la VIIème, reçurent l'ordre de se mettre à la poursuite des troupes allemandes et de leur livrer combat hors des frontières d'Albanie, sur le territoire de la Yougoslavie alliée. Les partisans albanais, de concert avec les unités de l'Armée de Libération Nationale yougoslave poursuivirent avec acharnement l'ennemi jusqu'en Bosnie, en plein cœur de la Yougoslavie. De tous ces chocs qui les mirent aux prises avec les forces hitlériennes, le plus sanglant eut lieu aux abords de Vishegrad, une ville que les partisans libérèrent le 14 février 1945. La capitulation de l'Allemagne nazie et



Un fréquent spectacle des premiers jours de la libération: les ponts détruits par l'occupant nazi battant en retraite sous les attaques incessantes des forces partisans albanaises.

la victoire finale remportée le 9 mai 1945, dans la guerre antifasciste, scellèrent aussi le triomphe de l'Albanie, alliée de la grande coalition antihitlérienne, dans sa lutte de libération nationale.

La petite Albanie avait apporté, elle aussi, sa contribution à la victoire historique que l'humanité entière remporta sur les agresseurs nazis et fascistes. Cette contribution, modeste certes, était cependant immense en proportion des ressources en hommes et en biens du pays. Par leur guerre patriotique, les Albanais avaient engagé sur leur territoire sans leur laisser de répit environ 70.000 Italiens et le même nombre d'Allemands. L'Armée de Libération Nationale albanaise, par son action, avait coûté aux envahisseurs 26.594 tués, 21.245 blessés, et fait prisonniers environ 20.800 soldats et officiers, mettant ainsi hors de combat plus de



Le plus important centre industriel d'Albanie — le bassin pétrolière de Kuçova (aujourd'hui Cité Staline) ravagé par les nazis au cours de leur retraite.

68.600 hommes des forces italiennes et allemandes. En outre, les forces de libération avaient détruit ou capturé à l'ennemi plus de 2.100 véhicules automobiles, chars d'assaut et blindés, plus de 4.000 mortiers, canons et mitrailleuses et mit le feu à 216 magasins de matériel militaire.

Cette guerre en revanche avait causé à l'Albanie d'immenses pertes humaines et matérielles. Sur une population d'environ 1.125.000 habitants le pays comptait 28.800 tués, soit 2,48% de la population, ces chiffres plaçant l'Albanie, quant à la proportion des pertes, au cinquième rang parmi les pays du bloc antifasciste. Les blessés montaient à 11.600, soit près de 11 blessés pour 1.000 habitants, un pourcentage cinq fois plus élevé que la moyenne des blessés pour la totalité du bloc antifasciste. Les empri-

sonnés ou internés par les occupants étaient au nombre de 44.500, soit 3,96% de la population. Au total 86.000 Albanais soit 7,3% de la population du pays, furent tués ou blessés. Les dégâts matériels que les dévastations et les pillages de l'occupant et des mercenaires causèrent au pays atteignirent plus de 1 milliard 603 millions de dollars. Plus d'un tiers des habitations du pays (environ 61.000 soit 36,66% du nombre total des maisons) étaient brûlées ou en ruines; la même proportion du cheptel fut détruite ou emmenée sous forme de butin et plus d'un tiers également des vergers (34,2%) et des vignobles (33,65%) furent ravagés. Les mines, les ports, les routes et les ponts surtout étaient presque tous détruits. Les installations industrielles avaient subi des dégâts considérables.

L'ALBANIE REPUBLIQUE POPULAIRE

Par la victoire obtenue dans la lutte de libération nationale, le peuple albanais dans son ensemble et ses dirigeants révolutionnaires en particulier, se voyaient assigner des tâches historiques considérables qui demandaient un prompt règlement. L'indépendance de la patrie, conquise au prix de tant de sacrifices, devait être renforcée et défendue contre les visées impérialistes et chauvines des Etats étrangers, visées que la seconde guerre mondiale n'était pas parvenue à balayer de l'histoire. Le pays, cruellement ravagé par la guerre, devait être reconstruit sans délai, afin de ranimer l'économie nationale entièrement paralysée, de conjurer le péril de disette qui menaçait surtout les régions dévastées et d'assurer un abri à des dizaines de milliers de familles de villageois et de citadins, que l'hiver trouvait sans foyers. La révolution démocratique et populaire, engagée déjà durant la guerre, devait être poussée plus loin afin de secouer les fondements économiques et sociaux sur lesquels s'étaient appuyés les anciens régimes réactionnaires et de jeter les nouvelles bases sociales et économiques devant servir de soutien à un nouveau pouvoir

Δημόσια Κεντρική Βιβλιοθήκη Κόνιτσας



démocratique et anti-impérialiste, capable de convertir le pays arriéré, courbé sous le joug et affamé qu'avait été l'Albanie, en un pays libre, avancé et prospère.

Dès les premières semaines d'existence de l'Albanie libre et indépendante, le gouvernement démocratique albanais présidé par Enver Hoxha s'attela à la résolution de ces tâches à la fois immenses et complexes. A la place de l'ancienne administration, renversée par la guerre, fut érigé un nouvel appareil d'Etat et tous ses rouages, depuis les ministères et les directions générales jusqu'aux tribunaux et à la police populaire, créés depuis les fondements. Au mois de janvier 1945, le pays tout entier alla aux urnes pour élire les conseils populaires des villages, des villes et des districts, conseils qui étaient devenus les organes politiques du nouveau pouvoir dans la capitale et les provinces. Sur la base des matériaux rassemblés par les commissions instituées pour le dépistage des criminels de guerre, les hauts fonctionnaires collaborationnistes furent traduits dans les premiers mois de 1945 devant les tribunaux populaires et condamnés pour leur activité antinationale et pour la part qu'ils avaient prise aux massacres, aux emprisonnements, aux incendies et aux actes de pillages aux côtés de l'occupant.

Alors que les divisions albanaïses continuaient de combattre les hordes hitlériennes sur le territoire yougoslave, en Albanie, les masses populaires répondant à l'appel du gouvernement démocratique, se mettaient à la tâche pour panser les plaies laissées par la guerre et engageaient une nouvelle bataille héroïque, celle de la reconstruction du pays. Dans un très bref délai, les ponts détruits furent relevés, les routes détériorées remises en état, dans les centres urbains et les régions rurales les maisons détruites ou incendiées reconstruites, l'assistance sociale aux familles éprouvées par la guerre prodiguée sur une grande échelle, etc.

Dans le même temps, le gouvernement démocratique prit d'importantes mesures à caractère anti-impérialiste. Tous

← Forces partisans en marche sur le territoire yougoslave, après la libération de l'Albanie.

les accords économiques et politiques conclus par les précédents gouvernements albanais avec des puissances étrangères, furent déclarés nuls. Les propriétés de l'Etat italien et de l'Etat allemand ainsi que tous les biens des capitalistes étrangers furent étatisés. En vertu d'un décret spécialement rendu à cet effet, les trois banques ouvertes en Albanie avec des capitaux étrangers furent nationalisées. Cette mesure frappait aussi la Banque Nationale d'Albanie à laquelle se substitua la Banque de l'Etat Albanais. L'Etat plaça sous son contrôle le commerce extérieur.

Des mesures visant à la démocratisation de l'économie furent également adoptées. Afin de normaliser la production et la répartition des biens, les entreprises industrielles et les sociétés commerciales, propriétés de citoyens albanais passèrent sous le contrôle de l'Etat. Tous les produits nécessaires à la reconstruction du pays et au renforcement de l'armée furent réquisitionnés contre indemnité; l'Etat mit la main sur le commerce des céréales et fixa les prix du marché de gros et de détail, pour tous les produits; les moyens de transport et les garages et usines assurant leur entretien, furent réquisitionnés contre indemnité; afin de combattre le marché noir les premières coopératives de consommation furent érigées avec l'aide de l'Etat; les superprofits réalisés durant la guerre par les capitalistes et commerçants albanais et étrangers furent frappés d'un impôt progressif extraordinaire qui assura à l'Etat albanais pour les années 1945 et 1946 des revenus importants et lui permit de faire face aux énormes dépenses entraînées par la reconstruction du pays, sans avoir recours à l'aide des Etats étrangers. Parallèlement à ces mesures, d'autres, aussi importantes, furent prises au profit des populations rurales. Les obligations des paysans à l'égard des grands propriétaires de "tchifliks" furent considérées nulles; toutes les dettes contractées avant la libération du pays furent déclarées éteintes; les canaux d'irrigation ou de drainage, propriété privée de particuliers devinrent la propriété collective des cultivateurs. La réforme agraire, dont la mise en application commença au mois d'août 1945 frappa profondément la

grande propriété terrienne, sans encore toutefois supprimer entièrement toute forme de "tchifliks". D'importantes mesures furent également prises sur le terrain social. Avant tout une législation du travail fut mise en vigueur en faveur des ouvriers. Pour la première fois en Albanie la journée de travail de huit heures pour le jour et de sept heures pour la nuit fut mise en application. Le congé hebdomadaire d'un jour et le congé annuel de quinze jours furent garantis. Des efforts heureux furent faits afin d'assurer du travail aux besogneux et dans un bref espace de temps le chômage fut supprimé. Dès le début de 1945 des associations professionnelles furent constituées et au mois d'octobre de la même année se réunissait le premier congrès des syndicats.

En automne 1945 s'engageait dans tout le pays la campagne électorale pour l'élection de l'Assemblée Constituante qui allait décider de la question la plus importante que la révolution populaire avait à régler, celle de la forme du régime de l'Albanie nouvelle. La campagne fut marquée par une âpre lutte politique entre le Front Démocratique représentant le nouveau pouvoir révolutionnaire, et ses adversaires du dedans, les hautes couches bourgeoises, les propriétaires terriens, les "bayraktars" et le clergé, qui s'efforçaient de maintenir en vie l'ancien régime économique et social. Au cours de la lutte électorale, le Front Démocratique eut également à surmonter des difficultés qui lui venaient du dehors. Alors que l'URSS, après la Yougoslavie et la Pologne, reconnaissait le gouvernement présidé par Enver Hoxha, et était aussitôt suivie dans cet acte par la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et la France, les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, furieux de ce que les réformes révolutionnaires avaient définitivement compromis leurs intérêts en Albanie, posèrent comme condition à leur reconnaissance du gouvernement albanais, le déroulement d'élections sous l'inspection d'observateurs étrangers, condition outrageante en soi pour le gouvernement de Tirana. Washington, pour sa part, exigeait davantage la reconnaissance des accords conclus entre Tirana et les Etats étrangers

avant le 7 avril 1939, accords que le gouvernement albanais venait précisément d'abroger. Allant plus loin, les membres des missions américaine et britannique n'hésitèrent pas à inciter les adversaires du Front Démocratique à renverser la situation politique en Albanie.

Les élections qui se déroulèrent le 2 décembre 1945 furent marquées par la participation au scrutin de 90,02% des électeurs inscrits, 93,18% des suffrages exprimés allant aux candidats du Front Démocratique. L'Assemblée Constituante réunie à Tirana à l'issue de ces élections proclama le 11 janvier 1946, l'Albanie *République Populaire*. Après avoir été l'objet d'une vaste discussion de la part des masses populaires le projet de Constitution fut approuvé le 14 mars 1946 par l'Assemblée Constituante. La nouvelle Constitution défendait les conquêtes de la lutte de libération nationale et sanctionnait la constitution du nouveau pouvoir qui reposait sur les conseils populaires des villages, des villes et des districts, ces conseils devant être périodiquement et librement élus au suffrage direct, universel, égal et secret, par tous les citoyens ayant 18 ans révolus, sans distinction de sexe.

Les mesures adoptées au cours des quinze premiers mois après la libération ne faisaient que mener à bonne fin la révolution anti-impérialiste et antiféodale. Toutes ces mesures et réformes n'entraient pas dans le cadre d'une révolution socialiste prolétaire mais dans celui d'une révolution démocratique bourgeoise qui ne s'appuyait cependant pas sur la bourgeoisie mais sur la classe ouvrière et les masses paysannes et qui était guidée non pas par les partis bourgeois mais par le Parti communiste.

Après avoir mené à bien les grandes tâches historiques dont l'accomplissement fut sanctionné par l'approbation de la Constitution de la République Populaire, les dirigeants de l'Albanie nouvelle avaient à affronter la question du développement ultérieur de la révolution, la question du chemin historique sur lequel devait s'engager le pays dans l'avenir. Le Parti Communiste Albanais estimant les conditions au dedans comme au dehors favorables, décida, en conformité



Tirana, 11 janvier 1946. La foule devant l'édifice où s'est réunie l'Assemblée Constituante, dans l'attente que soit annoncée la proclamation de l'Albanie République Populaire.

avec les objectifs supérieurs de son programme, d'acheminer l'Albanie sur la voie de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat, afin d'édifier sur les bords de l'Adriatique une société socialiste, étape transitoire au passage à la société communiste. Le Parti Communiste Albanais adopta cette nouvelle orientation historique dès le mois de février 1946 à l'issue de la réunion de son Vème plenum.

Conformément aux décisions adoptées à ce plenum, après l'approbation de la Constitution, une série de mesures furent prises pour la transformation socialiste du pays, mesures dont l'application se poursuivit dans le courant de 1946 et de la première moitié de 1947. En vertu de lois spéciales promulguées à cet effet, les diverses branches de l'industrie, les mines, les usines et les entreprises du bâtiment, les machines agricoles et les divers moyens de production furent étatisés, et cela à une telle échelle qu'à la fin de



Armoiries de la République Populaire d'Albanie.

1947 l'industrie capitaliste privée était entièrement liquidée. Dans le même temps, le commerce extérieur et le commerce intérieur de gros passaient entre les mains de l'Etat. En avril 1946, une ordonnance contraignait les commerçants à déclarer toutes leurs marchandises. Les principaux matériaux de construction et les produits essentiels de consommation furent bloqués et réquisitionnés contre indemnité. Les sociétés commerciales créées en 1945 furent dissoutes. Le stockage des céréales et le service des transports passèrent entre les mains de l'Etat. Dans le domaine du commerce de détail, les premières entreprises de l'Etat et du secteur coopératif étaient mises sur pied, entreprises qui se substituaient peu à peu au commerce privé, disséminé à l'excès. La même année, les pharmacies, les laboratoires, les hôtels, les stations thermales et les plages furent également étatisés. Dans le même temps, la réforme agraire appliquée en 1945 et qui n'avait pas supprimé l'existence de la propriété bourgeoise dans les campagnes céda la place à une réforme agraire radicale de caractère socialiste. Une loi promulguée en avril 1946 interdisait l'aliénation à n'im-

porte quel titre des terrains agricoles alors qu'une loi annexe mise en vigueur au mois de mai de la même année, liquidait complètement la grande propriété terrienne et ébranlait sérieusement les positions économiques de la bourgeoisie rurale (les koulaks). Les campagnes virent appliquer le principe socialiste selon lequel *la terre appartient à celui qui la cultive*. En vertu de cette annexe à la loi sur la réforme agraire, les terrains agricoles, les vignobles, les olivaias et les vergers ainsi que les bâtiments et le matériel des propriétaires ne cultivant pas eux-mêmes leurs terres, furent expropriés sans indemnité. N'étaient pas frappés par cette loi les ouvriers, les artisans et les petits fonctionnaires sur leurs propriétés n'excédant pas 0,5 ha. de vergers, 0,2 ha. de vignes ou 30 pieds d'oliviers, ou les institutions religieuses ne possédant pas plus de 10 ha. de terres. La réforme agraire mise en vigueur en 1945 et 1946 enlevait aux classes possédantes 172.000 ha. de terres, sur 221.500 hectares de terres arables que comptait l'Albanie à l'époque. Elle enlevait aussi à leurs anciens propriétaires 474.000 pieds d'oliviers et 6.000 bêtes de trait. 155.159 hectares du fonds des terres expropriées furent distribués à 70.221 familles de paysans dépourvus de terre, entièrement ou presque. 238.700 pieds d'oliviers ainsi que toutes les bêtes de trait furent également répartis entre les villageois. La réforme agraire liquidait définitivement la propriété latifundaire. Les grands propriétaires furent supprimés en tant que classe et la paysannerie pauvre, elle aussi liquidée en tant que classe déshéritée, se transforma grâce à la réforme en paysannerie propriétaire. La bourgeoisie agraire se vit interdire toute perspective de développement. La moyenne paysannerie devenait la figure centrale dans les campagnes. L'application de la réforme agraire s'acheva le 17 novembre 1946.

Cette réforme néanmoins ne constituait pas la solution idéale propre à promouvoir la prospérité des paysans. Le Parti communiste albanais, partant de la prémisse que la petite propriété limitait les possibilités de développement de l'agriculture et du bien-être des paysans, lança à l'époque

l'idée de la coopérativisation des campagnes. La première coopérative agricole devant servir de modèle à l'édification du socialisme dans les régions rurales fut créée dès l'automne 1946, à Krutje, un ancien "tchiflik" de la Muzeqe.

Ces transformations révolutionnaires ne s'accomplirent cependant pas sans l'opposition acharnée des classes renversées, les grands propriétaires terriens, les capitalistes et les gros commerçants, dont les intérêts ne pouvaient se concilier avec la dictature du prolétariat, sans l'opposition aussi des puissances occidentales et principalement des Etats-Unis d'Amérique et de l'Angleterre qui n'étaient disposés à s'accommoder ni des réformes socialistes ni non plus de l'orientation politique, économique et idéologique de l'Albanie vers l'U.R.S.S. Aussi les forces contraires au nouveau pouvoir entreprirent-elles d'organiser un mouvement contre-révolutionnaire. Des tentatives furent faites dans ce sens en 1946 à Tirana par les organisations subversives "monarchiste", "social-démocrate" et "démocrate", et à Shkodra par les restes du "Rassemblement catholique" de la période d'occupation allemande, encore organisés par le clergé sous le nom "d'Union Albanaise". Ces organisations, par ailleurs liées aux puissances occidentales, échouèrent dans leurs entreprises. Découvertes par la police, elles virent leurs chefs traduits devant les tribunaux populaires et, démantelées en tant qu'organisations, elles furent politiquement mises hors de combat. En septembre 1946, les milieux réactionnaires du pays, à l'instigation des fonctionnaires des missions américaine et britannique qui leur laissèrent espérer une intervention militaire étrangère, entreprirent une attaque armée, la seule au reste qui ait été tentée, contre la ville de Shkodra, attaque qui fut brisée au bout de quelques heures. Ce fut là la dernière tentative armée des forces contre-révolutionnaires en Albanie. D'autres entreprises de ce genre devinrent impossibles, le nouveau pouvoir ayant entièrement gagné la sympathie des masses populaires. Par la suite, les milieux réactionnaires recoururent aux méthodes connues du sabotage économique et politique qui devaient dans leur esprit créer des difficultés au nouveau

pouvoir, les discréditer lui et son programme aux yeux des masses populaires et créer ainsi les conditions propices à une contre-révolution anticomuniste. D'importants sabotages furent commis dans les principaux centres économiques du pays, entre autres aux grands travaux d'assèchement du lac de Maliq entrepris en 1946, aux puits de pétrole de Kuçove aux mines de Rubik, etc. Mais ces méthodes d'action non plus ne donnèrent pas de résultats. Le complot du "groupe des députés" n'eut pas davantage de succès. Ce groupe fut dénommé ainsi parce que, à des éléments réactionnaires des anciens partis liquidés s'étaient joints certains députés de l'Assemblée Nationale qui n'avaient pu se dépouiller entièrement de leurs anciennes conceptions politiques bourgeoises ou avaient cédé à la pression des agents américains et anglais.

En même temps que les obstacles qu'elle devait surmonter à l'intérieur, la République Populaire d'Albanie eut à faire face à de sérieuses difficultés que lui créaient les forces ennemies du dehors. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en effet non contents de ne pas reconnaître le gouvernement de la République Populaire d'Albanie, s'employaient à lui faire dénier le droit de représenter l'Albanie à la Conférence de la Paix qui entama ses travaux à Paris au mois de juillet 1946. Grâce à l'insistance tenace de l'Union Soviétique, la délégation albanaise présidée par Enver Hoxha fut admise à la Conférence en qualité de représentante d'un pays allié; la délégation albanaise eut néanmoins à répliquer à Paris aux attaques dirigées contre elle par la délégation gouvernementale grecque, qui avança des prétentions territoriales à l'encontre de l'Albanie, sans qu'il fût difficile de déceler derrière cette action la main des Ministres des Affaires étrangères américain et britannique. Les rapports avec les puissances occidentales connurent un moment de tension particulière au mois de novembre 1946 quand deux bâtiments de guerre britanniques ayant coulé dans le canal de Corfou après y avoir heurté des mines qui s'y trouvaient depuis la guerre, Londres accusa Tirana de les avoir posées intentionnellement. Par suite de ces an-



Le camarade Enver Hoxha à la tribune de la Conférence de la Paix à Paris.

tagonismes, les relations entre l'Albanie d'une part et les Etats-Unis et la Grande-Bretagne de l'autre ne cessèrent de s'aggraver et aucune amélioration n'a été enregistrée dans ces rapports jusqu'à ce jour.

Dans l'immense entreprise que constituaient l'édification et le développement de l'économie socialiste, le gouvernement albanais eut en outre à vaincre les graves embarras que lui causait l'ingérence du Parti communiste et du gouvernement yougoslaves. Les dirigeants révolutionnaires albanais fidèles aux principes de fraternité internationaliste qui doivent présider aux rapports entre deux pays conduits par leurs Partis communistes avaient trop fait confiance aux déclarations internationalistes des dirigeants yougoslaves.

Cette confiance, le maréchal Tito et ses collaborateurs surent l'exploiter en s'immisçant par leurs "conseils" dans la vie économique et politique de l'Albanie. Ces interventions s'étaient déjà produites pendant la guerre et se précisèrent au cours de la réunion que le plenum du Comité Central du P.C.A. tint au mois de novembre 1944 dans Bérat libérée. Les émissaires titistes, ayant réussi à mettre sous leur coupe le second secrétaire du Parti Communiste Albanais, Koçi Xoxe, tentèrent avec l'appui de ce dernier d'orienter l'Albanie vers la capitulation économique et politique devant la Yougoslavie. De 1945 à 1947, la pression yougoslave qui s'exerçait sous le prétexte du raffermissement des relations amicales entre les deux pays alla s'accroissant et finit par assumer des proportions intolérables. Les conventions économiques et politiques signées de 1945 à 1947 entre l'Albanie et la Yougoslavie furent utilisées par celle-ci pour placer en fait l'Albanie sous sa dépendance.

Au milieu de 1948, alors que Belgrade exerçait sa pression plus lourdement que jamais, la décision du Bureau d'Information des Partis Communistes, prise à Bucarest et qui dénonçait les dirigeants yougoslaves pour les graves fautes qu'ils avaient commises sur le terrain politique et idéologique, permit à l'Albanie de trouver une issue à cette situation. Le Parti Communiste Albanais rompit immédiatement ses rapports avec le Parti Communiste Yougoslave et se hâta de corriger résolument toutes les erreurs qui s'étaient avérées en Albanie par suite de l'ingérence des émissaires titistes. Le Parti Communiste Albanais qui s'était maintenu jusqu'alors dans une demi-clandestinité, apparut au grand jour. Au mois de novembre de la même année, se réunit le premier Congrès du Parti qui procéda à l'analyse de toute l'activité du Parti depuis sa fondation. Le Congrès, après avoir dénoncé les fautes commises ainsi que les principaux responsables de ces erreurs, étudia et approuva les statuts du Parti, imprima au pays une nouvelle orientation politique et économique, orientation qui avait pour but le renforcement de l'indépendance de la patrie et le relèvement économique et culturel du pays dans le cadre de l'édi-



Le camarade Enver Hoxha, félicitant les paysans qui ont bénéficié de la réforme agraire (17 novembre 1946).

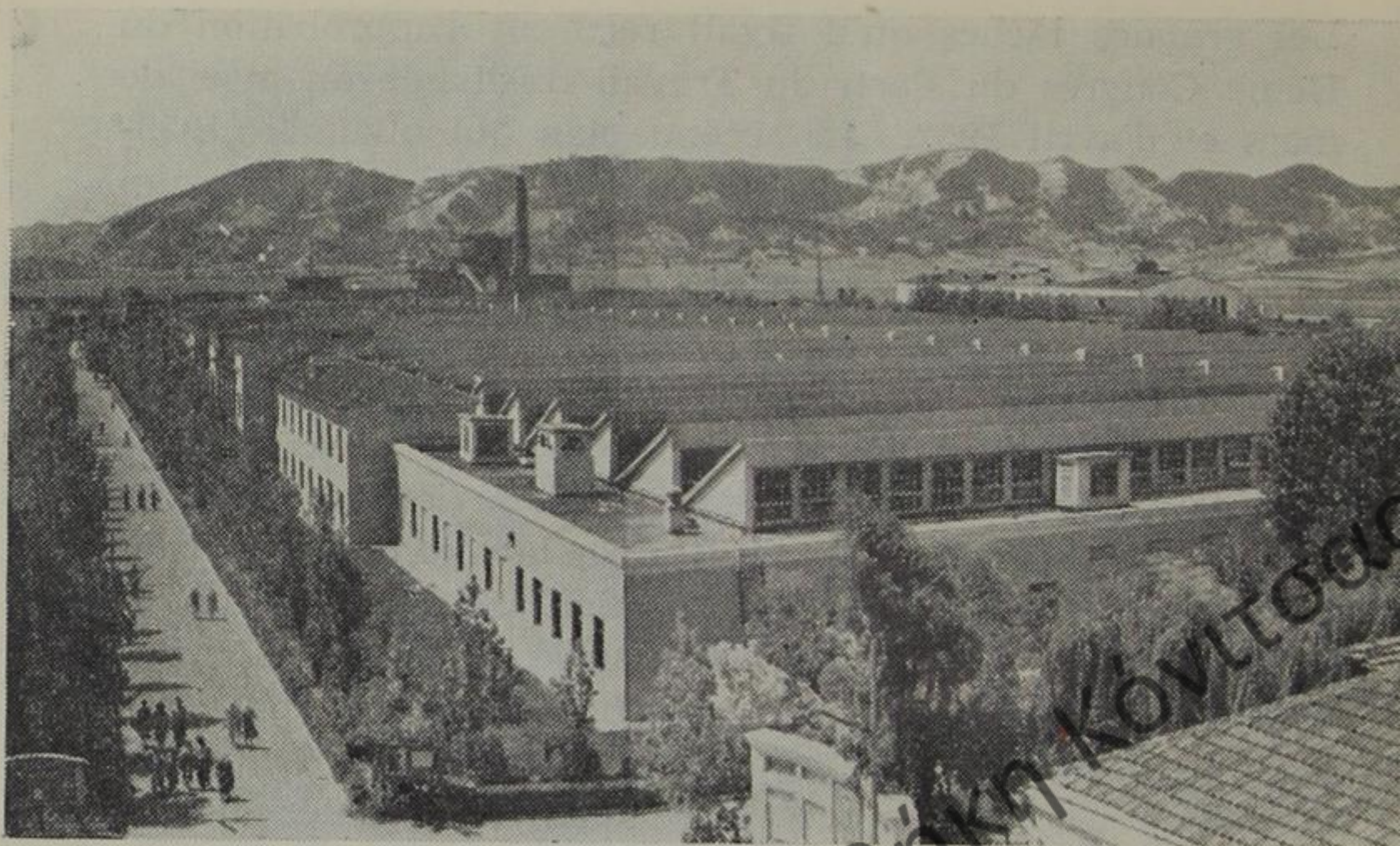
fication du socialisme en Albanie, en alliance avec tous les pays du camp socialiste et avec l'Union Soviétique en particulier.

Après le tournant qui s'opéra en 1948, les masses populaires, sous la conduite du Parti du Travail d'Albanie (nouvelle dénomination adoptée par le Parti Communiste Albanais à son premier Congrès), s'attelèrent à la tâche avec un nouvel élan dans tous les secteurs de l'activité économique, sociale et culturelle. Cette activité se déploya conformément aux plans périodiques élaborés par le Conseil des Ministres dans l'orientation donnée par le Parti du Travail, et votés par l'Assemblée Populaire. Un plan biennal fut arrêté pour les années 1949-1950, plan dont les lignes directrices avaient été approuvées par le premier Congrès du Parti. Le premier plan quinquennal portait sur les années 1951-1955.

Les grandes tâches qu'il fixait reçurent l'approbation du IIème Congrès du Parti du Travail d'Albanie au mois de mars et d'avril 1952. Le second plan quinquennal (1956-1960) fut approuvé par le IIIème Congrès du Parti, réuni en mai et en juin 1956, alors que le troisième plan (1961-1965) fut approuvé par le IVème Congrès du Parti réuni en février 1961.

Les principes qui ont présidé à l'élaboration de ces plans quinquennaux peuvent être brièvement résumés comme suit: faire sortir l'Albanie de son état arriéré sur le plan technique, économique et culturel par la voie de l'industrialisation socialiste, de la collectivisation agricole et de l'électrification du pays, et mettre en œuvre la révolution culturelle et idéologique dans le plus bref délai, en engageant dans ce combat toutes les masses de la population et en exploitant à cette fin toutes les ressources matérielles et financières disponibles du pays sans ignorer le rôle des crédits et des secours fournis par les pays socialistes. L'Albanie a reçu en effet des crédits et des aides considérables de l'U.R.S.S. surtout, et dans une moindre mesure des autres pays socialistes.

Sur le plan économique la tâche essentielle assignée par le premier plan quinquennal était la poursuite à une cadence plus accélérée de l'édification de la base économique du socialisme, de façon que, à la fin du quinquennal, l'Albanie fût convertie de pays agraire arriéré en un pays agraire-industriel. Dans le courant de ces années, des fabriques et des combinats furent construits, notamment le combinat de textiles "Staline" à Tirana, le combinat du sucre "8 novembre" à Maliq, le combinat du bois "Nako Spiru" à Elbasan, la fabrique d'égrenage du coton à Fieri, la fabrique de fermentation du tabac à Shkodra, la fabrique de ciment à Vlora, la centrale hydro-électrique "Lénine" à Tirana et des dizaines d'autres fabriques qui portèrent à la fin de 1955 la production industrielle à un chiffre 10,5 fois plus élevé qu'en 1938. Des succès furent également obtenus dans l'agriculture. Par rapport à 1938 la superficie des terres arables monta approximativement au double, la superficie des



L'une des nombreuses et importantes exploitations de la jeune industrie albanaise: le combinat de textiles "Staline" qui s'élève dans la banlieue de Tirana.

emblavures passa de 55.100 ha. en 1938 à 114.845 ha. en 1955, alors que le rendement par hectare montait de 7 quintaux à 10,3 quintaux. Le nombre des tracteurs calculés en unités de 15 CV passa de 30 en 1938 à 344 en 1950 et à 1.259 en 1955, celui des moissonneuses-lieuses et moissonneuses-batteuses de zéro à 114, celui des batteuses de 0 à 355, celui des moissonneuses de 0 à 283. Ces progrès eurent pour effet de faire monter la production agricole calculée en leks de 12.826.000 leks en 1938 à 20.950.000 leks en 1955.

Le second quinquennal (1955-1960) posait comme tâche essentielle le développement ultérieur de l'industrie en général et celui de l'industrie minière et des branches traitant les matières premières produites dans le pays même en particulier, le prompt développement de l'agriculture fondé sur la réorganisation de la production agricole par la collectivisation et sur l'extension de la superficie des terres cultivées par l'assèchement des terres marécageuses. Comme

dans les précédentes périodes de retentissants succès furent enregistrés dans cette période aussi. En 1960 le secteur socialiste de l'économie fournit 90% de l'ensemble du revenu national. Alors qu'en 1938, le nombre des ouvriers, les membres de leurs familles y compris, ne s'élevait qu'à quelques dizaines de milliers, ils représentaient maintenant 22,5% de la population avec environ 360.000 âmes. Le volume global de la production industrielle s'est accru dans le courant du second plan quinquennal d'environ 16,9% alors que par rapport aux chiffres de 1938 il était 21 fois plus élevé. Dans l'augmentation de l'ensemble de la production une part de premier plan revient à la production minière. Parallèlement à l'extraction du naphte, du chrome et du charbon, de nouvelles mines de fer, de nickel, de cuivre et de chrome ont été mises en exploitation et de nouveaux puits de pétrole forés. Les petites centrales électriques furent remplacées par des centrales thermiques et hydro-électriques à l'équipement technique des plus modernes. La plus importante de ces dernières est la centrale "Karl Marx" construite sur le cours du Mati. Le second plan quinquennal a vu s'achever et mettre en fonction plus de 250 importants ouvrages à caractère économique aussi bien que social et culturel, des réalisations aussi considérables que les usines de traitement du naphte dans la Cité Staline et à Cerrik, les mines de charbon d'Alarup, celles de cuivre à Kurbnesh, de fer-nickel à Pishkash et Çervenake, de chrome à Tropoje et Martanesh, le combinat alimentaire à Tirana, celui du poisson à Vlora, les grandes briqueteries, les verreries, les conserveries de fruits et de légumes, les fabriques pour le traitement du raisin et du tabac, etc. L'industrie mécanique en assurant plus de 40% des besoins de l'économie du pays en pièces détachées, produisait en 1960 huit fois plus qu'en 1955. De grands succès furent également obtenus en agriculture. C'est au cours de ces années que s'acheva la collectivisation des campagnes. En 1960 le secteur socialiste de l'économie rurale, comprenant les coopératives agricoles et les exploitations d'Etat, couvrait 86,3% des terres arables, le reste de ces terres demeurant entre les mains des vil-



L'agriculture albanaise se mécanise de jour en jour.

lageois des hautes régions où les conditions propices à la collectivisation de l'agriculture faisaient défaut. De gros investissements furent engagés pour l'extension des terres en culture. Une série d'étangs marécageux et notamment ceux du Terbuf, de Thumana, du Vurgu et de Roskovec furent bonifiés. A l'issue de ces travaux 17.000 ha. de terres nouvelles furent mises en culture et 43.000 ha. rendus plus fertiles. En 1960, le nombre des tracteurs était accru à tel point que pour 1.000 ha. de terres cultivées, on comptait 10 tracteurs calculés en unités de 15 CV.

Le troisième plan quinquennal qui embrasse les années 1961 à 1965 est en cours de réalisation. Il a pour objectif d'engager l'Albanie dans une nouvelle étape, l'étape de la pleine édification de la société socialiste, une étape qui marquera son passage de l'état de pays agraire-industriel à celui de pays industriel-agraire. Ce plan prévoit la construction de grands établissements industriels et l'accomplissement de gros travaux d'économie rurale, en partie déjà réalisés et qui changent de jour en jour l'aspect du pays.

Par la mise en œuvre de ces plans quinquennaux des succès remarquables et sans précédent ont été également obtenus dans le domaine de l'instruction publique et de la culture. Alors qu'en 1938 les illettrés représentaient près de 80% de la population, en 1956, à l'issue d'une campagne gigantesque, le fléau de l'analphabétisme était supprimé parmi la population âgée de moins de 40 ans. Le premier Institut Pédagogique biennal d'enseignement supérieur était créé en 1947 et quatre autres instituts d'enseignement supérieur ouvraient leurs portes en 1951. L'Université d'Etat de Tirana voyait le jour en 1957. Elle comprenait six facultés fréquentées par 4.000 étudiants et étudiantes. L'Institut des Beaux-Arts était fondé en 1960 et l'on comptait cette année-là en Albanie plus de 3.000 établissements des différents degrés de l'enseignement avec 313.000 élèves et étudiants et 11.000 instituteurs et professeurs. Un habitant sur cinq suivait les cours d'un de ces établissements. En 1960, 48 jeunes gens et jeunes filles sur 10.000 habitants étaient inscrits en Albanie ou à l'étranger à des établisse-



Une représentation à l'Opéra de Tirana.

ments d'enseignement supérieur (en France et en Allemagne occidentale ces chiffres sont respectivement de 37 et de 27).

Ces dernières années, de nombreux établissements scientifiques ont également été fondés, qui se consacrent à des travaux d'études dans les diverses branches de la science. Presque toutes les villes d'une certaine importance possèdent aujourd'hui un musée et un théâtre. Tirana est depuis longtemps dotée d'institutions artistiques telles que les studios de "l'Albanie Nouvelle", le Théâtre de l'Opéra et des Ballets, la Philharmonie d'Etat, etc. Un grand nombre de théâtres dramatiques ont été créés. L'industrie du livre a connu dans la même période un essor sans pareil. De 1945 à 1960 plus de 3.000 livres ont paru avec un tirage global d'environ 29 millions d'exemplaires.

Mais ces succès n'ont pas été obtenus sans lutte contre les ennemis du dedans et du dehors. L'action des milieux réactionnaires de l'intérieur est cependant devenue de moins en moins efficace par suite du renforcement continu du

pouvoir populaire. L'attitude hostile dont les Etats-Unis et l'Angleterre ne se sont pas départis à l'égard de l'Albanie n'a pas empêché cette dernière d'aller de l'avant sur la voie qu'elle s'était tracée. Leurs tentatives pour entraver l'admission de l'Albanie à l'O.N.U. ont échoué, et en 1956, celle-ci s'est vu reconnaître sa place légitime au sein de l'Organisation des Nations Unies. L'Albanie a également connu des embarras du fait des provocations ourdies contre elle par les gouvernants yougoslaves et grecs, mais ces agissements n'ont guère donné plus de résultats. La situation de l'Albanie sur l'arène internationale n'a cessé de se consolider et elle entretient aujourd'hui des relations commerciales avec plus de 30 Etats. Comme les dirigeants de la République Populaire d'Albanie l'ont maintes fois déclaré, la politique extérieure de ce petit pays aux côtes baignées par l'Adriatique a pour objectifs la défense de la paix et de l'indépendance des Etats, et la libération des pays opprimés, coloniaux et semi-coloniaux.



Επιμέλεια Κεντρική Βιβλιοθήκη Κόνιτσα

TABLE DES MATIERES

L'ALBANIE PREHISTORIQUE	1
LES ILLYRIENS	9
LES COLONIES GRECQUES	16
LES FORMATIONS D'ETAT ILLYRIENNES	22
L'ILLYRIE SOUS LA DOMINATION ROMAINE	31
LES DEBUTS DE LA DOMINATION BYZANTINE	35
L'ALBANIE DU VIIIème AU XIème SIECLE	40
LA PRINCIPAUTE D'ALBANIE	45
LES RAPPORTS FEODaux EN ALBANIE	50
LES PRINCIPAUTES FEODALES ALBANAISES AU XIVème SIECLE	56
L'INVASION DE L'ALBANIE PAR LES TURCS	60
L'INSURRECTION GENERALE DE 1443	70
LES PREMIERES VICTOIRES DE SCANDERBEG	76
FORMATION DE L'ETAT ALBANAIS INDEPENDANT. LA LUTTE CONTRE LA TRAHISON DES SEIGNEURS FEODaux	80
LES BRILLANTES VICTOIRES DE SCANDERBEG CONTRE MAHOMET LE CONQUERANT	87
POURSUITE DE LA RESISTANCE ALBANAISE	91
LA CONSOLIDATION DU REGIME TURC DES TIMARS EN ALBANIE	94
L'ALBANIE AU XVIIème SIECLE	102
FORMATION DES PACHALIKS ALBANAIS	106
LE GRAND PACHALIK DE SHKODRA — LES BUCHATLI	109
LE GRAND PACHALIK DE JANINA — ALI PACHA DE TEPELENE	113
LA SOUMISSION DES GRANDS PACHALIKS ET LA FIN DU REGIME DES TIMARS EN ALBANIE	119

LES PREMIERS PAS DU MOUVEMENT NATIONAL. LES REVOLTES CONTRE LE TANZIMAT	124
LA LIGUE DE PRIZREN (1878)	134
LA LUTTE DE LA LIGUE DE PRIZREN CONTRE LE DE- MEMBREMENT DE L'ALBANIE	143
LA LUTTE DE LA LIGUE DE PRIZREN CONTRE LA SUBLIME PORTE POUR L'AUTONOMIE DE L'ALBANIE	147
LA LUTTE POUR DES ECOLES ET UNE LITTERATURE NA- TIONALES	153
LA REPRISE DES SOULEVEMENTS ARMES	161
LES IMPORTANTES REVOLTES DE 1910 ET 1911	171
L'INSURRECTION GENERALE DE 1912. LA PROCLAMA- TION DE L'INDEPENDANCE NATIONALE DE L'ALBANIE	179
LES PREMIERES ANNEES DE L'ALBANIE INDEPENDANTE	188
LES MENEES DES GRANDES PUISSANCES AU DETRI- MENT DE L'ALBANIE. LE REGIME DU PRINCE DE WIED	195
L'ALBANIE AU COURS DE LA PREMIERE GUERRE MON- DIALE	204
LE CONGRES DE LUSHNJA ET LA REVOLTE DE VLORA	211
LA VIE POLITIQUE EN ALBANIE DE 1920 A 1923	222
LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE BOURGEOISE DE JUN 1924	233
LES ANNEES DE LA REPUBLIQUE ZOGUISTE	241
L'ALBANIE MONARCHIE ZOGUISTE	253
L'OCCUPATION DE L'ALBANIE PAR L'ITALIE FASCISTE	271
LES ORIGINES DU MOUVEMENT ANTIFASCISTE DE LIBERATION NATIONALE	280
LA LUTTE PATRIOTIQUE ARMEE ET L'EXPANSION DE LA REVOLUTION POPULAIRE D'ALBANIE	294
POURSUITE DE LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE CONTRE L'OCCUPANT HITLERIEN. LA LIBERATION DE L'ALBANIE ET LE TRIOMPHE DE LA REVOLUTION PO- PULAIRE	318
L'ALBANIE REPUBLIQUE POPULAIRE	341

Δημόσια Κεντρική Βιβλιοθήκη Κόνιτσα

Επιμέλεια Κεντρική Βιβλιοθήκη Κόνιτσας